Brigitte Schroeder-Gudehus

Les scientifiques et la paix

**La communauté scientifique internationale
au cours des années 20**

LIBRE ACCÈS

Projet pilote réalisé
en collaboration avec
la Direction des
bibliothèques
de l'UdeM.

Les Presses de l'Université de Montréal

Presses de l'Université de Montréal

Les scientifiques et la paix

La communauté scientifique internationale au cours des années 20

Brigitte Schroeder-Gudehus

DOI : 10.4000/books.pum.8021
Éditeur : Presses de l'Université de Montréal
Lieu d'édition : Montréal
Année d'édition : 2014
Date de mise en ligne : 23 janvier 2018
Collection : Thématique Histoire et sciences humaines
EAN électronique : 9791036501159

<https://books.openedition.org>

Édition imprimée

EAN (Édition imprimée) : 9782760633643
Nombre de pages : 372

Référence électronique

SCHROEDER-GUDEHUS, Brigitte. *Les scientifiques et la paix : La communauté scientifique internationale au cours des années 20*. Nouvelle édition [en ligne]. Montréal : Presses de l'Université de Montréal, 2014 (généré le 30 janvier 2022). Disponible sur Internet : <<http://books.openedition.org/pum/8021>>. ISBN : 9791036501159. DOI : <https://doi.org/10.4000/books.pum.8021>.

Ce document a été généré automatiquement le 30 janvier 2022. Il est issu d'une numérisation par reconnaissance optique de caractères.

© Presses de l'Université de Montréal, 2014
Conditions d'utilisation :
<http://www.openedition.org/6540>

RÉSUMÉS

L'internationalité de la science n'entraîne pas l'internationalisme des scientifiques. La présente étude révisé l'image idyllique d'une « science jamais en guerre ». Elle démontre que la communauté scientifique internationale, en plein essor au tournant du siècle, n'opposait pas, aux impératifs de ce qui était alors perçu comme l'intérêt national, les normes d'une solidarité supérieure de l'esprit ou de l'humanité. Bien au contraire, les voix de la modération se firent d'abord entendre dans les milieux politiques. La détente locarnienne était l'oeuvre de la politique étrangère des États. L'histoire ne confirme donc pas la légende voulant que les scientifiques constituent nécessairement le fer de lance du mouvement pour la paix. Les hommes de science ne sont-ils pas à ta remorque de l'Histoire plutôt qu'ils ne la façonnent ?

BRIGITTE SCHROEDER-GUDEHUS

Née en Allemagne, l'auteur a fait ses études universitaires à Lausanne, Paris et Genève. Après avoir obtenu son doctorat à l'Institut universitaire de hautes études internationales à Genève, elle a commencé sa carrière de professeur au Département de science politique de l'Université de Montréal où elle est actuellement directrice de l'Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences.

SOMMAIRE

Avant-propos

Antoine Del Busso

Remerciements

Introduction

L'internationalisme scientifique et la promotion d'intérêts socio-professionnels

La science et l'approche fonctionnaliste de l'intégration internationale

Un humanisme éclairé

Le pluralisme fonctionnel de la Fabian-Society

Les enseignements de l'histoire

L'héritage

Chapitre premier. L'internationalisme des patriotes

L'organisation : l'Association internationale des académies

Collaboration et compétition

Un facteur de puissance

Chapitre II. La mobilisation des esprits 1914-1918

L'autorité

Les antagonismes insurmontables

Commercium litterarum : les visions de l'avenir

Un nouvel ordre

Chapitre III. Une quadruple entente scientifique : le Conseil international de recherches

L'esprit et la lettre

La constitution du conseil international de recherches

Chapitre IV. Le boycott

La grande offensive

Les fissures

Chapitre V. La société des esprits : la coopération intellectuelle dans le cadre de la société des nations

Fondements et objectifs

Vexata quaestio

Pas de Locarno pour la science

Chapitre VI. L'isolement

La science comme substitut de puissance

Culpabilité et expiation

L'enjeu

Le "Contre-Boycott"

Le front commun

Chapitre VII. L'impasse

Les impératifs des politiques étrangères et la révocation du "Boycott"

Le refus allemand

Les professeurs contre la République

Conclusion

Abréviations

Annexes

Bibliographie

Index des noms

Avant-propos

Antoine Del Busso

- 1 Alors qu'une abondance de publications, de conférences et d'expositions s'apprête à souligner le centenaire de la Première Guerre mondiale, il nous semble important de rendre accessible le présent ouvrage, depuis longtemps épuisé.
 - 2 Lors de sa première publication, en 1978, *Les scientifiques et la paix* a comblé une lacune de l'historiographie qui, lorsqu'elle traitait des aspects culturels du conflit et de ses conséquences, avait jusque-là passé sous silence l'effondrement spectaculaire de la communauté scientifique internationale. Celle-ci, tout en étant traditionnellement considérée comme un modèle de société mondiale rationnelle et pacifique, n'avait pourtant pas résisté, comme bien d'autres, à l'engagement patriotique, multipliant dès l'automne 1914 les échanges de dénonciations et insultes de part et d'autre. Son principal échec était toutefois de n'avoir pas su, après la fin des hostilités, rétablir en son sein ni l'ordre ni le fonctionnement dont elle s'était enorgueillie au tournant du siècle. C'est en s'attachant à cette perspective, que l'ouvrage avait apporté un nouvel éclairage sur la portée politique de l'internationalisme des scientifiques et sur leurs revendications d'autorité, tant sur le plan national qu'international.
 - 3 À l'heure actuelle, où l'historiographie des relations transnationales s'investit de façon marquée dans l'étude de l'impact des courants internationalistes sur l'évolution de la société internationale, le travail de Brigitte Schroeder-Gudehus conserve toute sa pertinence.
-

AUTEUR

ANTOINE DEL BUSSO

Éditeur des Presses de l'Université de Montréal

Remerciements

- 1 Nous devons remonter loin pour rendre hommage à ceux qui, les premiers, ont inspiré un intérêt et une réflexion dont cet ouvrage porte encore les traces : Jean Meynaud, alors professeur de science politique à l'université de Lausanne, nous confia, au début des années soixante, des recherches sur le rôle des savants dans la vie internationale ; Jacques Freymond, directeur de l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève, nous encourageait à choisir le thème de notre thèse de doctorat dans ce domaine, même si ce thème était alors très marginal par rapport aux préoccupations de la science politique et de l'étude des relations internationales.
- 2 L'idée d'approfondir et d'étendre ces anciennes recherches ne nous serait cependant jamais venue, si l'on n'avait pas réussi à nous convaincre que leur intérêt dépassait celui que présentent les *curiosa* historiques. Ainsi, nous ne saurions trop exprimer notre gratitude à Paul Forman qui - généreux de ses encouragements et de ses conseils - a joué un rôle capital non seulement dans la genèse de ce livre mais plus généralement dans l'orientation de nos recherches et de notre carrière.
- 3 Au fil des années où, entrecoupée de nombreuses interruptions, la rédaction de ce texte a progressé, les concours ont été nombreux, trop nombreux pour que nous puissions énumérer ici tous ceux à qui vont aujourd'hui nos remerciements. Nous devons une reconnaissance particulière cependant à Jean-Claude Guédon et à Camille Limoges, nos collègues à l'Institut d'histoire et de sociopolitique des sciences, et à Victor-Yves Ghébali, du Centre de recherche sur les institutions internationales à Genève. Ils ont lu entièrement le manuscrit, en ont éliminé les traces d'une maîtrise toujours précaire de la langue française et nous ont incitée à préciser notre pensée là où elle était floue, et à la développer davantage quand elle pouvait apparaître trop allusive pour l'un ou l'autre des publics visés.
- 4 Cette étude n'a pu se faire que grâce aux dépôts d'archives ; la liste de ces archives cache une somme énorme d'assistance, d'imagination et de patience de la part d'archivistes et de bibliothécaires : nous avons rencontré des directeurs d'archives qui acceptaient de mettre à notre disposition des collections qui n'étaient pas normalement accessibles ; des archivistes qui mobilisaient des ressources au-delà de leur juridiction. Nous tenons à leur exprimer, ici, notre plus vive gratitude.

- 5 Nous remercions également nos assistants qui, à divers stades du travail, nous ont fourni un précieux concours : Louise Dandurand, Charles Dufresne et Marie-Janie Chartier.
- 6 L'ouvrage n'aurait pu être réalisé sans l'aide financière que nous a accordée le Conseil des arts du Canada

Introduction

- 1 La Seconde Guerre mondiale a démontré le rôle décisif de la mobilisation scientifique et technique. Depuis, la science et la technique se placent au sommet de l'échelle parmi les facteurs de puissance. L'homme de science fait désormais partie des ressources nationales stratégiques. Sa fonction, qui est de contribuer à accroître la puissance économique et militaire, semble donc clairement établie.
- 2 En même temps, il se voit attribuer un rôle très différent, rôle qui ne se rattache pas aux *résultats* de son activité mais à la *nature spécifique* de l'entreprise scientifique : on mise sur l'hypothèse que les scientifiques sont en mesure de combler des divisions politiques en jetant des ponts entre collectivités hostiles, qu'ils peuvent accroître la compréhension entre les peuples et donc les rapprocher ; qu'ils peuvent enfin court-circuiter la diplomatie traditionnelle et ainsi servir de fer de lance à un mouvement pour la paix mondiale. La "communauté scientifique internationale" semble offrir ainsi un modèle à l'usage de la société politique, et on prête toutes les vertus à l'homme de science, en particulier le désir et le pouvoir d'introduire des comportements de compréhension et d'évaluation rationnelle dans les relations interétatiques.
- 3 Les sciences fondamentales fournissent certes l'exemple le plus impressionnant d'une oeuvre collective, d'une somme de contributions individuelles qui, entièrement cumulatives, ne sont censées refléter ni la culture, ni l'allégeance idéologique, ni la nationalité de ceux qui les ont produites. L'élément unificateur de la "communauté scientifique internationale" réside dans l'acceptation, par ses membres, de normes universelles et la reconnaissance d'un processus de validation fondé sur le consensus transnational des pairs. C'est sur le respect de ces normes identiques que repose la solidarité du groupe, son "internationalisme"¹. Au sein de cette "société des explorateurs"², la solidarité est ainsi toute spécifique. Il se trouve alors qu'on lui prête une signification plus large en présumant qu'elle se manifeste au-delà des limites du domaine scientifique proprement dit : entraînés à l'usage du langage scientifique commun, rompus au dialogue par-delà les frontières, forts de leur expérience de collaboration fructueuse en dépit de divergences politiques, les hommes de science se posent en médiateurs par excellence dans les conflits internationaux³.
- 4 Il n'est pas surprenant que la foi en une mission médiatrice des hommes de science, voire leur *leadership* international, se soit affirmée avec une éloquence particulière au lendemain de la Seconde Guerre mondiale - contrecoup de la prise de conscience des

possibilités sans précédent qu'offraient à l'humanité les progrès de la science et des techniques. Les scientifiques émergeaient alors comme les détenteurs d'un pouvoir immense, prometteur et inquiétant ; on disait qu'ils avaient "*the future in their bones*"⁴ ou qu'ils tenaient "*the pursestrings of civilisation*"⁵ ; c'est dans la science et la technique que l'on voyait le "grand espoir du XX^e siècle"⁶. Nul ne songeait à proposer sérieusement un gouvernement du monde par les savants, mais on se référait volontiers aux fantasmes des penseurs d'autres siècles en vue de légitimer, même de façon diffuse, cette tendance : les sociétés modernes seraient enfin forcées de reconnaître la sagesse de ces visions et les scientifiques, tels les habitants de la Maison de Salomon ou les membres du Conseil de Newton, allaient se voir confier le pouvoir et le prestige auxquels les destinaient la somme de leur savoir et la qualité de leur jugement⁷.

- 5 En fait, cette foi dans la valeur du savoir et de la "méthode scientifique" pour la solution de conflits politiques constitue un élément important de la légende voulant que la communauté scientifique internationale représente une sorte de "*working utopia*"⁸ dont les politiciens - hommes d'Etat et diplomates - auraient intérêt à s'inspirer. En d'autres termes, on prêtait aux esprits rompus à la discipline des sciences un talent particulier, celui de réduire les problèmes politiques à leur contenu "objectif" et négociable en les dépouillant de leur gangue émotive. Tel est un des arguments fondamentaux invoqués pour soutenir la thèse que les savants possèdent une vocation internationaliste⁹.
- 6 Nous renonçons à analyser plus en détail ces affirmations ou à dénoncer le caractère illusoire de l'"objectivité du scientifique" : grâce au nombre grandissant d'études critiques, la démystification est en bonne voie¹⁰. Nous nous bornerons dans cette introduction à examiner les fondements de l'autre argument à l'appui de la mission médiatrice du savant, à savoir l'effet que l'universalisme intrinsèque de la science aurait sur les attitudes et les opinions politiques de ceux qui la pratiquent : la science, crée-t-elle chez les scientifiques un esprit de solidarité internationale et une propension à se placer au-dessus des conflits politiques ? - se révèlent-ils comme les défenseurs de la paix internationale ? Il faut chercher les fondements de cette conviction dans des traditions de pensée très diverses et à des niveaux d'observation très différents - de l'opinion publique, où la notoriété d'Albert Einstein contribue à créer la présomption que le pacifisme fait nécessairement partie des caractéristiques du "vrai" scientifique, jusqu'aux théories de l'intégration internationale, en passant par l'endossement empressé d'une mission de *détente* par des communautés scientifiques conscientes de leurs intérêts socio-professionnels. Ce n'est pas la cohérence logique de ces apports, mais leur convergence apparente, qui explique la puissance et la ténacité du cliché.

L'internationalisme scientifique et la promotion d'intérêts socio-professionnels

- 7 A l'heure actuelle, l'image d'une communauté scientifique supranationale, transcendant les différences nationales et politiques, est véhiculée notamment par une littérature qui a progressivement surgi aux confins de la science et de la politique, dans le sillage des débats portant sur la responsabilité des scientifiques dans la création de l'arme atomique d'abord, puis sur la politique de recherche des Etats de manière plus

générale. Tandis que dans le passé, et à l'exception de périodes de grande ferveur patriotique, les représentants des sciences exactes et naturelles s'offraient rarement pour commenter les questions politiques du jour, ils comptent aujourd'hui dans leurs rangs des auteurs prolifiques. Les grandes revues scientifiques, et celles de haute vulgarisation avant tout, ont accordé une place grandissante à des textes dont certains, à mi-chemin entre la réflexion personnelle et l'analyse de type universitaire, entre le témoignage, le plaidoyer et le document d'information, contribuent à fixer le portrait politique du scientifique au niveau des idées reçues.

- 8 Que les communautés scientifiques (celles des pays occidentaux du moins) veuillent incorporer la promotion de la paix et de la compréhension entre les peuples dans l'image d'elles-mêmes qu'elles entendent projeter : voilà ce qui ne doit pas surprendre. A une époque, où le maintien de la paix internationale est la norme officielle de toutes les politiques étrangères, un mécanisme reconnu indispensable au fonctionnement interne du système scientifique - la collaboration transnationale - prend ainsi l'allure d'un service public¹¹. L'utilité sociale et politique ainsi démontrée rehausse avantageusement le prestige du groupe aux yeux du grand public ou vis-à-vis des instances politiques cruciales pour la survie et l'expansion des institutions et des activités professionnelles.
- 9 Un sens aigu de l'opportunité politique n'explique pas à lui seul l'unanimité remarquable avec laquelle les communautés scientifiques endossent généralement l'idée d'être dotées d'une compréhension supérieure en matière de relations internationales. D'autres facteurs s'y ajoutent. Ainsi, le fait de réclamer une voix dans la conduite des affaires internationales semblait, aux physiciens atomistes surtout, la conséquence logique du rôle qu'ils avaient joué dans le développement d'armes ayant radicalement change les conditions stratégiques de la guerre¹². De plus, cette revendication a l'avantage d'accommoder un large éventail d'options idéologiques : elle cadre bien avec la nostalgie d'un cosmopolitisme-privilège-de-l'aristocratie-du-savoir, que nourrissent les milieux universitaires conservateurs. Elle ne heurte pas, en même temps, les tenants de la gauche, dont elle avait reçu très tôt déjà la caution. Dans la société socialiste, que Bernal voyait toute pénétrée de culture scientifique, l'élite éclairée des hommes de science se trouvait tout naturellement investie de fonctions directrices, que ce fut sur le plan national ou international.
- 10 Les plans de réorganisation à une vaste échelle de la coopération scientifique internationale que Joseph Needham présenta en 1944-1945¹³, ne reflètent pas seulement une confiance remarquable dans les moyens que la science et la technique allaient mettre à la disposition des hommes pour promouvoir le bien commun de l'humanité et la paix. Ils portent aussi la marque des idées qu'avançaient depuis la fin des années trente les scientifiques socialistes britanniques : la prise de conscience d'une "fonction sociale de la science" que Bernal avait postulée quelques années auparavant¹⁴, et la foi dans la possibilité et la nécessité de planifier la recherche scientifique¹⁵.
- 11 Joseph Needham allait devenir le premier directeur de la section des sciences naturelles de l'UNESCO, position pleine de potentiel pour un homme qui était l'auteur de projets de collaboration scientifique internationale conçus largement en termes d'*organisation*¹⁶. Les pouvoirs, structures et modalités de fonctionnement de l'UNESCO sont restés par la suite bien en-deçà des ambitions de Needham, mais son idée de créer un réseau international de relations scientifiques pratiquement autonome, parallèle au réseau politique et (sous-entendu) plus fonctionnel et plus efficace que celui-ci dans la

solution des problèmes auxquels faisait face l'humanité de l'après-guerre, est demeurée un modèle de référence influent. La raison en réside moins dans les préoccupations de statut socio-professionnel dont les visions de Needham renvoient un écho amplifié, que dans la jonction qui s'établit, dans ces projets et par la suite dans les plaidoyers qu'ils inspirent, entre la rhétorique traditionnelle de la vocation internationale du savant et un ensemble de thèses sur le processus d'intégration internationale, le "fonctionnalisme".

La science et l'approche fonctionnaliste de l'intégration internationale

- 12 Un avertissement s'impose ici pour éviter une confusion : le terme "fonctionnalisme" n'a pas la même signification ni le terme "fonction" d'ailleurs la même précision conceptuelle que celles que nous leur connaissons en sociologie. Des rapports existent mais on ne peut guère parler, avant Mitrany, d'un emprunt de concept. En fait, les thèses "fonctionnalistes" de l'intégration internationale ont été formulées bien avant que n'apparaissent les écrits de l'école fonctionnaliste en sociologie. Il est difficile de décrire de façon succincte un ensemble d'idées et de thèses dont les tenants eux-mêmes s'accordent pour refuser de l'appeler "théorie" ou "doctrine" : l'absence de cohérence, c'est-à-dire une approche pragmatique et délibérément fragmentée du processus d'intégration, est au contraire un élément intrinsèque du programme. Celui-ci peut cependant se résumer à peu près comme suit :
- 13 La vision fonctionnaliste de la société internationale prévoit l'érosion graduelle des souverainetés étatiques grâce à l'intégration progressive des tâches fonctionnelles (techniques, non politiques) ; ce processus d'intégration est censé se réaliser d'abord dans des secteurs qui présentent les caractéristiques suivantes : ils ont une faible incidence politique ; les objectifs et les critères d'appréciation y bénéficient d'un consensus élevé ; l'abandon du contrôle de la décision n'y risque pas d'être ressenti par les autorités gouvernementales comme un défi au pouvoir souverain. Dans la pensée fonctionnaliste, un rôle crucial revient donc aux communautés transnationales de normes et d'intérêts (professionnels, intellectuels, moraux, etc.) et aux entreprises de coopération fonctionnelle (les chemins de fer, la navigation fluviale, l'observation météorologique, etc.) ; celles-ci constituent des voies privilégiées vers l'intégration internationale et, à plus longue échéance, vers un nouvel ordre mondial. Dans l'optique des fonctionnalistes traditionnels¹⁷, la dynamique de ce processus d'intégration se présente en effet ainsi : considérant que le facteur principal, dans la genèse des conflits et des guerres, est l'Etat-nation ; considérant que l'élément prédominant de la nature de l'Etat est la *souveraineté* et que cette souveraineté dépend de façon décisive de la loyauté des populations, il importe alors de tempérer ou de diluer cette allégeance exclusive des citoyens-sujets pour réduire les causes des guerres. En fait, si l'on réussissait à amener les citoyens à transférer leur loyauté envers l'Etat-nation vers d'autres valeurs, à remplacer les loyautés nationales par des *loyautés* transnationales, on provoquerait alors une érosion graduelle des souverainetés et éliminerait, à plus ou moins longue échéance, la principale source des conflits internationaux.
- 14 Contrairement aux fédéralistes, les fonctionnalistes "purs" ne recherchent pas la coopération des institutions politiques : les représentants de celles-ci étant, à leurs yeux, irrémédiablement acquis aux égoïsmes nationaux. Bien au contraire les

fonctionnalistes sont convaincus de la nécessité de *contourner le secteur politique* et de saper l'Etat sans s'attaquer directement aux structures politiques. Pour y arriver, ils préconisent principalement deux méthodes :

- La première consiste à utiliser les experts techniques, leur faculté et leur habitude de communiquer par-delà les frontières et d'élaborer des solutions en dépit de désaccords sur le plan politique.
 - La deuxième méthode consiste à se servir du potentiel des solidarités transnationales ; à mesure que les citoyens d'un pays se rendent compte qu'il existe dans d'autres pays des individus et des groupes partageant leurs croyances, leurs goûts, leurs intérêts et leur genre d'occupations, ils seront portés à se coaliser avec ces individus et ces groupes. De par leur existence même, ces coalitions transnationales affaibliront alors l'engagement patriotique et, par conséquent, l'intégration nationale.
- 15 L'intégration *internationale* se réalisera alors graduellement, par morceaux, simultanément et successivement à des niveaux différents : au niveau administratif, secteur par secteur, à mesure que la supériorité du mode d'intervention par coopération internationale d'experts deviendra manifeste. D'un domaine à l'autre, les expériences favorables provoqueront - par un effet de "débordement" (*spill-over*) - l'extension de la pratique coopérative. En ce qui concerne les coalitions transnationales d'intérêts, les fonctionnalistes ne méconnaissent pas que celles-ci risquent, à leur tour, de faire naître des affrontements, mais ils semblent maintenir que, dans un milieu international, une "ultime harmonie des fonctions" prévaudra grâce à un processus de négociations appropriées.
- 16 L'élément essentiel de la dynamique de cette intégration transnationale est donc l'émergence - par un processus d'apprentissage social - d'une communauté socio-psychologique transnationale : le citoyen découvrant et appréciant non seulement le profit qu'il peut tirer des coalitions transnationales, mais aussi les avantages que lui procure un mode d'administration international, plus efficace que la pratique traditionnelle, limitée aux ressources d'expertise nationale. Encore ici, les fonctionnalistes rejettent la voie des fédéralistes ; à la création d'institutions supranationales - gouvernements ou assemblées délibérantes multinationales - ils préfèrent une approche "technocratique", par étapes successives, par degrés (*increments*)¹⁸. Ils font valoir qu'une communauté transnationale ne peut être créée par décisions gouvernementales ; au contraire, l'existence d'une telle communauté est la condition préalable pour qu'un transfert de pouvoirs politiques à des institutions internationales puisse s'opérer avec succès.
- 17 Nous nous sommes attardée à cette présentation sommaire du fonctionnalisme pour plusieurs raisons. Il y a quelques années, il semblait que le fonctionnalisme traditionnel avait perdu beaucoup de terrain. Les travaux théoriques sur la coopération internationale, préoccupés comme ils l'étaient par les processus d'intégration sectorielle et les communautés transnationales¹⁹, se faisaient plus nuancés, plus cohérents, considérablement moins engagés et très éloignés par leur rigueur intellectuelle du fonctionnalisme sommaire qui continuait de transpirer dans les allocutions annuelles des présidents de sociétés savantes, dans les communiqués accompagnant la conclusion d'accords bilatéraux de coopération scientifique ou à l'occasion d'autres cérémonies célébrant la vocation internationale de la science... C'est sans doute à cause de l'intérêt persistant pour le phénomène des associations volontaires et le rôle d'acteurs non gouvernementaux dans le fonctionnement du

système international qu'on assiste à l'heure actuelle à une renaissance de certains thèmes fonctionnalistes : ainsi les "ISPA" (International Scientific and Professional Associations) sont-elles considérées comme le cadre nécessaire (et suffisant ?) à un processus de socialisation grâce auquel les citoyens membres s'imprégneraient graduellement de l'éthique de la coopération internationale. Ce processus de socialisation est présenté comme particulièrement fructueux dans le domaine scientifique : "grâce aux associations professionnelles internationales", écrivait récemment un sociologue américain, "l'accroissement des connaissances conduit à un approfondissement de l'éthique de la science et renforce l'adhésion des scientifiques à des valeurs culturelles comme *"universalism, organized scepticism, disinterestedness and communality"* ; puis, il avance l'hypothèse que ces organisations "affectent de manière différenciée, directement ou indirectement, les quatre dimensions du système international : économique, politique, social et culturel"²⁰. En un tournemain, les normes mertonniennes se trouvent ainsi transformées en valeurs culturelles et investies d'une portée politique considérable. Nous n'allons pas nous attarder ici à la question de savoir si ce transfert rapide est légitime. Il nous suffit de constater que cette résurrection des thèses fonctionnalistes donne à notre étude une actualité que nous n'avions pas anticipée au moment de l'entreprendre.

- 18 Il faut traiter ici du fonctionnalisme pour une autre raison : la mosaïque de thèses que ce terme recouvre s'est constituée par étapes et à des époques différentes, les mêmes, en fait, que celles sur lesquelles porte la présente étude. Les auteurs fonctionnalistes ont observé des événements que nous allons voir autrement ; ils ont tiré de ces événements des conclusions que nous ne partageons pas ; ils en ont fourni des interprétations que nous mettrons en question ; ils ont appuyé leurs thèses, leur programme sur leurs interprétations ; en contestant ces interprétations, nous contestons donc en même temps ces thèses, qu'il s'agisse du fonctionnalisme classique ou de ses survivances, tant dans le domaine de la recherche qu'au niveau de la vulgarisation.
- 19 Les fondateurs du fonctionnalisme sont difficiles à repérer : à l'agrégat des thèses correspond la variété des filiations de pensée. La prévention de la guerre, dans la pensée politique de la fin du XIX^e siècle, constituait une préoccupation courante. Il ne faut pas oublier que les idées fonctionnalistes se développaient à la lisière de doctrines politiques puissantes et portaient souvent des traces de ce voisinage : socialismes, internationalismes et pacifismes de toutes nuances, fédéralismes, mouvements pour la paix par le droit, pour l'arbitrage obligatoire et d'autres procédures de règlement pacifique. Jusqu'au début des années vingt, le contingent le plus important des lauréats du prix Nobel de la paix était fourni par des juristes, théoriciens et praticiens de l'arbitrage international... Paul Reinsch, dont l'ouvrage sur les unions administratives internationales²¹ est considéré comme une contribution classique aux idées fonctionnalistes, était juriste. Il voyait dans ces institutions et mécanismes de coopération technique et administrative - des Commissions du Danube à l'Union postale - des amorces de changements importants dans les rapports interétatiques.
- 20 Depuis le milieu du XIX^e siècle, l'accroissement de manifestations de coopération internationale, y compris la coopération scientifique et technique, avait sans doute été tout à fait spectaculaire²². Il convient de rappeler cependant qu'une grande partie de cette coopération se poursuivait alors sur l'initiative et avec la participation déterminante d'organes étatiques. Le financement, l'organisation interne et les

objectifs de telles institutions étaient fixés par un accord de droit international. Le scientifique et le technicien assistaient ici le diplomate²³. Cette forme de coopération était d'abord et surtout apparue dans les disciplines scientifiques et dans les domaines techniques qui, d'une part, possédaient un champ d'activité essentiellement transnational et qui, d'autre part, et généralement pour des raisons d'intérêt public, avaient su intéresser les gouvernements (géodésie, météorologie, télégraphie, épidémiologie, etc.)²⁴. Tous ces organismes offraient la plus grande diversité de statut juridique et de fonction, d'organisation interne et de modalités de financement ; mais leur caractéristique essentielle, c'était qu'ils réunissaient des scientifiques ou des ingénieurs qui représentaient officiellement leur pays et étaient donc liés aux instructions de leurs gouvernements. A ce seul détail, il est difficile d'imaginer que des sentiments de solidarité transnationale se soient développés parmi les membres de ces organismes au même titre qu'au sein d'associations volontaires ; pourtant, ceux-ci se trouvent rarement retranchés des catalogues impressionnants de manifestations internationales que les fonctionnalistes présentent souvent à l'appui de leurs thèses²⁵.

Un humanisme éclairé

- 21 Parmi les avocats du fonctionnalisme, l'Union des associations internationales (UAI) avait toujours été des plus éloquentes. Fondée à Bruxelles en 1910, son objectif était de canaliser les forces qu'elle croyait voir se manifester à travers le foisonnement d'associations librement constituées. Elle espérait ainsi accélérer une rénovation du système mondial, système dont le réseau d'associations volontaires serait le principe organisateur. En dernière analyse, écrivit en 1916 un des cofondateurs de l'UAI, Paul Otlet, dans un ouvrage programmatique²⁶, l'Etat ne devrait être qu'une "confédération des fédérations d'associations" ; Otlet ne voulait pas cependant faire disparaître l'Etat entièrement, mais limiter sa fonction à "tenir la bride des associations dans l'intérêt public"²⁷. Sa conception de la société mondiale n'en était que le prolongement : les associations internationales seraient les pierres angulaires de la future Société des nations.
- 22 Dans les textes publiés par l'UAI, la science se voit réserver une place importante. Non pas que l'essor des congrès et des associations dans ce domaine eût été plus spectaculaire que dans d'autres ; c'est plutôt que la science (la raison humaine, en fait) occupait le centre de l'univers philosophique des fondateurs de l'UAI et des milieux sur lesquels ils s'appuyaient : la science avait ce pouvoir d'unification de l'humanité qui permettrait à celle-ci de surmonter les diversités nationales et religieuses ; c'est la science qui pourrait donc instaurer cette communauté d'opinions "qui doivent assurer une utile intervention de l'homme dans les phénomènes sociaux"²⁸.
- 23 L'avenir devait réserver des déboires à l'UAI ; en effet, elle n'allait pas jouer dans la mise en place de la Société des nations le rôle qu'elle avait espéré, et fut pratiquement écartée des organisations intellectuelles et scientifiques de l'après-guerre (voir *infra*, chap. III et V, p. 139, 171-172). Mais par ses plaidoyers pour un humanisme éclairé et une société mondiale régie par la Raison, elle avait fourni des arguments en faveur d'une mission politique des hommes de science dont on contesterait difficilement le caractère vivace²⁹.

Le pluralisme fonctionnel de la Fabian-Society

- 24 Avec la guerre de 1914, la détermination des milieux internationalistes semblait avoir encore augmentée, et le nombre de projets pour un nouvel ordre international à l'abri de catastrophes militaires, s'accrut considérablement. Si les projets du président Wilson sont sans doute les mieux connus, ils n'étaient pas les seuls³⁰. L'ouvrage de Paul Otlet avait paru en 1916 ; la même année, un autre volume parut à Londres, plus succinct mais d'une portée sans doute plus considérable. A la demande de la Fabian Society, Leonard S. Woolf³¹ avait entrepris une étude qui fut publiée sous le titre *International Government*. Que cet ouvrage se soit trouvé entre les mains de la délégation britannique à la Conférence de la paix de 1919, donne une indication de son influence³² ; il nous intéresse ici surtout parce qu'il constitue une illustration des multiples racines du fonctionnalisme. Certains de ses éléments attestent, en fait, une forte filiation "fabienne" - à commencer par le concept de "fonction" dont il a été question plus haut. Tel que l'utilisaient les fabiens, il ne se définissait pas comme l'élément d'un modèle explicatif neutre, mais de façon normative, par rapport à un modèle de transformation de la société. Chez certains auteurs fabiens, le terme "fonction" prend presque une connotation de "service à la société". Un objectif d'utilité sociale est toujours sous-entendu ; d'une utilité qui englobe le mieux-être de l'ensemble de la communauté³³. Comme chaque individu assume dans l'ordre social une multiplicité de fonctions, il est normal qu'il se joigne à plusieurs associations fonctionnelles, afin d'y prendre soin de ses intérêts par rapport à chacune d'elles. Le système électoral, basé sur la fiction d'une "volonté générale", c'est-à-dire sur la fausse conception selon laquelle un individu puisse exprimer sa volonté par un seul vote, serait alors remplacé par un système de représentations fonctionnelles. D'éventuels conflits seraient résolus par des mécanismes de coopération appropriés et en tenant compte de l'intérêt public.
- 25 Il n'est pas nécessaire dans le cadre de cette étude d'examiner plus en détail les programmes de la Fabian Society, ou d'en faire l'analyse critique. Ces remarques, quoique sommaires, permettent de reconnaître certains thèmes de base du fonctionnalisme international : le rôle fondamental accordé aux associations volontaires, la foi dans un pluralisme fonctionnel comme principe organisateur de la société, nationale ou internationale³⁴. Il faut faire remarquer ici cependant que, concentrée exclusivement sur les problèmes internes de la société britannique, la Fabian Society n'avait de conception particulière ni en politique étrangère, ni en relations internationales. L'étude que Sidney Webb avait demandée à Leonard Woolf était financée par un quaker pacifiste qui n'était pas lui-même fabien. A part l'ébauche d'une série d'articles pour une future société des nations qui se trouvait en annexe, l'étude de Woolf ne fut jamais officiellement endossée par la Société. D'ailleurs Bernard Shaw, qui écrivit la préface de la première édition, ne partageait guère les conceptions "associationnistes" de Woolf ; il était plutôt partisan d'un ordre mondial reposant sur une entente entre grandes puissances³⁵.
- 26 Woolf semblait avant tout placer ses espoirs dans la possibilité d'arriver à une *gestion éclairée* des affaires internationales ; manifestement il jugeait l'esprit plus important que la mécanique des ententes sur la solution pacifique de différends. Parmi les exemples qu'il relevait parce qu'il y décelait des systèmes de coopération fonctionnelle ou des "gouvernements internationaux" sectoriels déjà en opération, il consacrait plusieurs pages à la communauté scientifique internationale. Ses remarques sur

l'Association internationale des académies qui, après une quinzaine d'années d'existence, se trouvait suspendue au moment où Woolf écrivait, méritent d'être citées, parce qu'elles permettent à la fois d'illustrer la pensée de Woolf et de jeter quelques lumières sur les objectifs de cette première organisation internationale faîtière dans le domaine des sciences

Nous assistons à la mise en place d'une nouvelle structure internationale qui est à la fois réelle et nécessaire - la preuve en est entre autre cette résolution de l'Association recommandant que les gouvernements la consultent avant de participer à de nouvelles associations scientifiques internationales. Vu le statut des membres de cette Association, on ne peut qualifier cette demande de déraisonnable, et - pour autant que les gouvernements s'y conforment - cette Association internationale représentera un organisme scientifique supranational dont les rapports avec la communauté des Etats et la société internationale seront les mêmes que ceux que la Royal Society, par exemple, entretient à l'intérieur de nos frontières avec le gouvernement et le peuple britanniques³⁶.

- 27 L'intérêt de Woolf pour l'expérience de l'Association internationale des académies, tout comme l'intérêt que les fonctionnalistes ne cessent de porter à la coopération scientifique, et ce jusqu'à aujourd'hui, semblent à première vue justifiés : la communauté scientifique internationale paraît en effet illustrer les concepts essentiels du fonctionnalisme à tous les niveaux de son fonctionnement : l'existence d'une communauté transnationale de normes, d'intérêts intellectuels, matériels et moraux ; la possibilité ainsi démontrée d'intégrer des secteurs d'activités fonctionnelles au-delà des frontières. Les structures internationales de la collaboration scientifique - institutions et projets de recherche conjoints, organisations de coopération et organismes de coordination - se présentent alors comme autant d'étapes déjà réalisées sur la voie de l'ultime intégration politique.
- 28 Contre ceux qui, par référence au présent, font valoir les difficultés que rencontrent beaucoup de projets et d'entreprises de coopération scientifique et technique et qui expliquent ceci par le fait que la politique prime de façon éclatante sur le fonctionnel ainsi que les égoïsmes nationaux sur les vocations³⁷ transnationales, les fonctionnalistes invoquent alors les enseignements de l'Histoire.

Les enseignements de l'histoire

- 29 La tradition prestigieuse de la collaboration entre hommes de science sans égard aux frontières nationales fournit toujours l'argument apparemment le moins contestable à l'appui de la fonction médiatrice du scientifique. Dans cette perspective, les difficultés actuelles de coopération se présentent presque comme des aberrations propres à l'époque contemporaine. On constate et on déplore que les communautés scientifiques aient eu la faiblesse de ne pas avoir su résister, après l'apparition des applications industrielles et militaires de la recherche, à la tentation de troquer les largesses du trésor public contre leur liberté séculaire, cette liberté qui consistait justement à pouvoir ignorer les allégeances nationales ; et on dénonce le savant dégradé en "technicien salarié de la machine militaire"³⁸. Les siècles passés émergent alors comme le paradis perdu de la communauté scientifique internationale, image nostalgique qu'illustrent *ad nauseam* les mêmes exemples bien connus : le *ius ubique docendi* que conféraient les universités médiévales, le libre passage accordé au Capitaine Cook, Sir Humphrey Davy se rendant à Paris où l'Académie des sciences, au milieu de la guerre

franco-britannique, tenait à l'honorer, etc. On essaye de nous convaincre que "les sciences n'ont jamais été en guerre"³⁹".

- 30 Les milieux scientifiques semblent partager cette vision idyllique d'un passé où les sciences travaillaient sans frontières. Leurs commentaires sur le thème "science et politique internationale" tendent en effet à véhiculer les éléments d'un fonctionnalisme sommaire dont les références historiques constituent un ingrédient de base ; il suffit, pour s'en convaincre, d'examiner les grandes revues scientifiques ou des ouvrages de vulgarisation. Il faut cependant souligner que, dans certains cas, l'attrait que ressentent certains scientifiques pour les théories de l'intégration fonctionnelle a des origines plus profondes. Cet attrait peut être lié en effet à une conception de l'ordre social dérivée directement d'une expérience scientifique.
- 31 Joseph Needham, dans ses rapports de 1944-1949 sur la coopération scientifique internationale, se référait expressément aux idées de David Mitrany⁴⁰ ; il considérait les scientifiques comme "*naturally world-minded*" et assignait au "Service international de coopération scientifique" l'avantage de permettre le développement de "loyautés supra-nationales"⁴¹. Il n'est pas surprenant que Needham ait été séduit par l'approche fonctionnaliste de l'organisation internationale et de l'ordre mondial, car ces théories, en somme, percevaient le degré de coordination et de coopération au sein d'un organisme social comme critère déterminant de son niveau de civilisation. En 1937, dans les *Spencer Lectures*, Needham avait fait état de convictions semblables : selon lui, la coopération constituait le fondement et le préalable nécessaires pour que la société humaine accède à un niveau supérieur. Il trouvait la confirmation de cette hypothèse dans l'évolution de la nature et du genre humain. Cette évolution offrait selon lui le spectacle d'un processus allant d'une façon continue vers une intégration et une complexité toujours plus poussée de l'organisation ; le degré d'intégration et d'organisation devient ainsi une mesure du progrès. Dans cette perspective, un monde fonctionnellement intégré grâce à la coopération scientifique devrait alors apparaître comme un des niveaux supérieurs d'organisation que le genre humain pouvait atteindre - interprétation dont Needham affirma, en 1937, qu'"elle avait derrière elle toute l'autorité de l'évolution"⁴².
- 32 "Nous vivons dans l'ère des organisations", avait déclaré Arthur Schuster, alors secrétaire de la Royal Society, un quart de siècle plus tôt⁴³. Il était partisan d'une structure plus centralisée de la collaboration scientifique internationale et, revendiqua une position d'autorité pour l'Association internationale des académies. Mais cette structure ne se situait point dans la perspective du "*Commonwealth* coopératif de l'humanité" auquel Needham voyait aboutir son processus d'intégration fonctionnelle. Dans l'esprit d'Arthur Schuster et de ses collègues, représentants des Académies des sciences les plus prestigieuses, la collaboration organisée devait se limiter aux activités scientifiques et servir les objectifs du seul monde des sciences. Schuster exprimait ouvertement son scepticisme à l'endroit des tenants du fonctionnalisme international de son époque, c'est-à-dire ceux qui voulaient étendre les structures coopératives au point de lier des *objects* incommensurables⁴⁴. Au grand amusement d'une assistance réunie pour célébrer le cinquantenaire de la National Academy of Sciences, il se référait, avec ironie, à l'Union des associations internationales, entreprise bizarre à ses yeux, essayant de réunir en son sein des associations aux préoccupations aussi diverses que le vote des femmes, la recherche solaire, la protection de la jeune fille, la détection

des séismes, la lutte contre l'alcoolisme, l'échange de vue entre commis-voyageurs, la construction de logements à loyer modique...⁴⁵

- 33 C'est la question qui se pose ici que nous avons l'intention d'approfondir dans cette étude : cette communauté scientifique internationale, en plein essor au tournant du siècle, avait-elle donc vis-à-vis des impératifs de l'intérêt national des normes d'une solidarité supérieure de l'humanité, une attitude éclairée, conforme aux hypothèses fonctionnalistes ? A-t-elle fait preuve ainsi, au lendemain de la Première Guerre mondiale, de cette capacité que l'on prête aux hommes de science, à savoir de s'élever au-dessus des conflits politiques ? Ont-ils maintenu, en dépit des divisions de la guerre, des rapports confraternels ? Ont-ils contribué, en gardant ouvertes les voies essentielles de communication et en répandant la voix de la raison, au relâchement des tensions sur le plan politique ?
- 34 Notre décision de concentrer notre étude sur les grandes organisations scientifiques internationales peut paraître comme une limitation regrettable. La collaboration scientifique internationale ne se résume pas aux rapports organisés ou aux activités de coordination. L'esprit de communauté se révèle autant, sinon plus, dans les interactions spontanées entre individus. Mais non seulement une certaine limitation était-elle indispensable pour des raisons pratiques. La place que tient l'organisation comme indicateur de niveau d'intégration et donc comme mesure de progrès social dans la pensée fonctionnaliste, semblait également justifier cette limitation. Il est pratique courante par ailleurs de mesurer l'utilité des organisations par les services qu'elles rendent à la communauté⁴⁶ et d'évaluer leur gestion à la lumière des normes qui régissent l'activité scientifique, y compris la norme de l'universalité⁴⁷.
- 35 L'étude des organisations scientifiques internationales⁴⁸ de l'entre-deux-guerres permettait finalement d'aborder l'examen d'attitudes politiques sous l'angle de l'action. Quand il s'agit de relations internationales et de politique étrangère, il y a toujours un risque qu'une étude des convictions et des attitudes s'arrête au niveau des opinions exprimées, opinions qui ne se traduisent pas généralement en actes à cause de l'éloignement des populations examinées par rapport aux centres décisionnels. Or, la fondation et le développement des organisations scientifiques internationales de l'après-guerre mettaient les élites scientifiques devant la nécessité de prendre des décisions : qu'il s'agisse de reprendre la collaboration que la guerre avait interrompue ou, au contraire, de s'opposer à la normalisation des contacts, leurs attitudes et leurs opinions devaient, à certains moments, se traduire par un minimum d'action. Les circonstances particulières de ce cas et la disponibilité des sources pertinentes permettent donc de dépasser le simple recensement d'opinions et d'en juger la véritable portée.
- 36 Les tensions se cristallisèrent, en fait, de part et d'autre autour de la reprise de la collaboration entre les scientifiques des pays de l'Entente et les scientifiques des Puissances centrales. Les réalisations de l'Allemagne lui assuraient, dans le domaine des sciences, une place dominante, mais les universitaires allemands, par leurs déclarations politiques au cours de la guerre, s'étaient aliénés l'estime de leurs collègues dans les pays alliés et une bonne partie de l'opinion publique mondiale. Sur l'échiquier de la politique nationale, leur position était demeurée forte, en dépit de la Révolution de 1918 et de la transformation du climat social et politique qu'elle avait entraînée. L'attitude des élites universitaires allemandes avait ainsi une portée politique dépassant de loin le domaine de l'enseignement supérieur, de l'organisation de la

recherche et, partant, de la collectivité scientifique internationale. Il ne peut donc surprendre qu'une attention particulière soit accordée dans cette étude aux attitudes et au comportement de ces élites et que les archives et les publications allemandes occupent une place importante parmi les sources utilisées. Il nous a paru nécessaire de consacrer deux brefs chapitres respectivement aux traits saillants de l'organisation de la collaboration scientifique internationale au tournant du siècle et à l'effondrement de cette organisation - et de la collaboration - à l'automne 1914. On ne peut guère comprendre en effet les tribulations de la communauté scientifique internationale au cours des années vingt, si l'on ne connaît rien des antécédents : du déchaînement des passions, des excès de langage qui caractérisent les rapports entre les élites intellectuelles pendant la guerre, de part et d'autre. Mais un aperçu de l'internationalisme scientifique de la période d'avant 1914 était aussi indispensable, internationalisme de bon ton et finalement très superficiel. On ne peut insister assez sur la distance - en termes de signification historique - qui sépare l'échec de l'"internationale des savants" de l'effondrement de l'internationale socialiste, bien qu'on les entende souvent mentionnés comme deux aspects, d'importance égale, d'un même drame historique.

NOTES

1. C'est ainsi que Paul Forman, 1973, 155, définit les principaux postulats de l'idéologie de l'"internationalisme scientifique" : *"The proposition and rhetoric asserting the reality and necessity of supranational agreement on scientific doctrine, of transnational scientific intercourse among scientists, and of international collaboration in scientific work."* Forman fait d'ailleurs observer que cette idéologie n'exclut point chez les scientifiques un certain degré de compétition nationale, bien au contraire : l'idéologie de l'internationalisme scientifique a précisément pour fonction d'encadrer et d'exploiter ce "nationalisme scientifique" au profit de l'avancement de la science et dans l'intérêt des savants. Nous renvoyons à cet article pour la discussion des fondements de cet internationalisme et de ses implications pour le fonctionnement interne de la communauté scientifique, notamment en ce qui concerne la dialectique entre collaboration et compétition qui lui est propre.

Il suffit d'ailleurs pour les objectifs de cette étude d'accepter la thèse traditionnelle selon laquelle la science est universelle, transindividuelle et transculturelle, sans entrer dans le débat sur les spécificités culturelles que la prédominance d'une pensée scientifique exclusivement occidentale est accusée d'avoir étouffée (voir par exemple, au sujet de ce débat, UNESCO, 1974, et la présentation très critique et engagée de J. Grinevald, 1975, ni prendre en considération la critique plus récente du "privilège archaïque des sciences "exactes" d'être les seules vraies sciences" (Lévy-Leblond, 1977). Les débats sur le rôle politique des scientifiques dans lesquels s'insère cette étude se situent encore presque entièrement sur le terrain des conceptions traditionnelles de la "neutralité" de l'activité scientifique.

2. Polanyi, M., 1962, 73 ; voir aussi, sur le contenu du concept de "communauté scientifique", Hagstrom, W.O., 1965 ; Storer, 1970 ; Mulkay, M., 1977.

3. Depuis trente ans, les formules n'ont d'ailleurs guère varié. Les deux citations suivantes, toutes deux extraites de textes bien connus des années cinquante, en donnent bien le ton *"Science is*

essentially international in character, it provides an effective medium by means of which man can meet and exchange views in an atmosphere of intellectual freedom and understanding. It is therefore an effective instrument for peace," (Berkner, L.V., 1950, 3.)

"The rapidly growing importance of science in the affairs of mankind increases the importance of the community of understanding. The ability of scientists all over the world to understand one another, and to work together, is an excellent instrument for bridging the gap between nations and for uniting them around common aims." "Vienna Declaration", 1950, reproduite in Rotblat, 1972, 154 ; voir aussi Weisskopf, V., 1972, 143.)

4. Snow, C.P., 1959, 11 ; 1960, 246.

5. Price, D. de Solia, 1963, 112.

6. Fourastié, J., 1949.

7. Les conceptions baconiennes - qui avaient déjà si fortement inspiré Saint-Simon - étaient couramment évoquées au cours des discussions et plaidoyers auxquels nous faisons allusion ici.

8. Fermi, Laura, 1957, 2.

9. On n'hésite pas par ailleurs, à la lumière d'une psychosociologie sommaire, à présenter les scientifiques comme des hommes destinés d'emblée à exercer une influence salutaire sur les affaires publiques en général, à cause de certaines qualités qui leur seraient propres : leur intelligence supérieure ; l'humilité devant les faits et cette habitude d'intégrité auxquelles les entraînerait la pratique scientifique ; leur pouvoir d'abstraction, enfin, qui pourrait favoriser la planification rationnelle de politiques à long terme ; sur le plan international, une telle planification permettrait alors de tenir compte à la fois des intérêts bien compris des nations individuelles et du bien commun de l'humanité. (Voir, pour une collection de ce type d'affirmations, Meynaud, J. et Schroeder, B., 1962, *passim*.)

10. Citons à titre d'exemple : Niebuhr, R., 1950, Haberer, J., 1969, 1972 ; Rose, S., Rose, H., 1970 ; Salomon, J.-J., 1970 ; Ravetz, J.R., 1971 ; Blume, S.S., 1974 ; Whitley, R., éd. 1974 ; Lipset, S.M., Ladd, E.C., 1975. Boffey,

11. En effet, l'argument touchant le rôle privilégié du scientifique dans les rapports internationaux a été entre-temps solidement incorporé à l'ensemble des clichés tactiques dont se servent aussi bien les communautés scientifiques que les pouvoirs politiques. La coopération scientifique internationale occupe une place de choix parmi les instruments plus subtils (quoique aléatoires) de la diplomatie.

Si la rencontre spatiale américano-soviétique, en juillet 1975, en a constitué l'illustration la plus spectaculaire, il est évident que les relations scientifiques font partie depuis longtemps - à côté des tournées d'orchestres, de ballets et d'équipes de ping-pong - des signaux de bonne volonté et de gestes discrets de rapprochement. Cette utilisation de la collaboration scientifique pour des buts de politiques étrangères a d'ailleurs fait l'objet de critiques, dont voici un exemple typique :

"Whatever the outcome of top-level meetings that heads of state seem to delight in", fait observer la revue *Nature*, *"the agreements on scientific, technical and medical cooperation can always be relied on as a stand-by. If the discussions were cordial, wide ranging and in an atmosphere of mutual understanding, then there were probably plenty of good things to emerge: grain deals, trade credits, non-aggression treaties and the like are bound to eclipse anything on the scientific side. But if the discussions were merely correct, a helpful exchange of views and in an atmosphere of mutual respect, then scientific agreement is wheeled out as a major symbol of that mutual respect, and some hare-brained joint projects are launched."* (*Nature*, 253, 27 février 1975, 669.) Voir aussi : U.S. House of Representatives, 1975 ; Byrnes, R.F., 1976 ; Walsh, J., 1977.

12. Voir, par exemple, Gilpin, R., 1965 ; et, sur N. Bohr, Sherwin, M.J., 1975.

13. Needham, J., 1944, 1945. Il était prévu que le "Service international de coopération scientifique" soit une organisation autonome, chargée, entre autres, de conseiller à leur demande les gouvernements, de maintenir ouvert les canaux de communication entre tous les pays et de fournir aux régions "scientifiquement périphériques" une assistance qui leur permettrait de

rattraper leur retard. Les représentants permanents du Service auraient le statut diplomatique ou, du moins, celui de fonctionnaires internationaux (*ibid.*, *passim*)

14. Bernal, J.D., 1939 ; voir aussi Crowther, J.G., 1941.

15. Voir, par exemple, Crowther, J.G., Howarth, O.J.R., Riley, D.P., 1942 ; Crowther, J.G., 1970, 223-270 ; pour une vue critique, Werskey, G., 1971, 1975 ; pour la gauche scientifique en France pendant l'entre-deux-guerres, Nye, M.J., 1975

16. Sur le traitement des sciences naturelles pendant la phase préparatoire de l'UNESCO et au cours des premières années de son existence, Sewell, J.P., 1975, 107-110.

17. Tels que Renault, 1896 ; Eijkman, 1911 ; Baldwin, 1907 ; Reinsch, 1916 ; Woolf, 1916 ; Mitrany, 1943, 1966.

18. Aux yeux des fonctionnalistes, les parlementaires ou des fonctionnaires responsables, en dernière analyse, devant des assemblées élues, ne pourraient conserver une réputation de compétence impartiale et apolitique et compromettraient ainsi le principal avantage du mode transnational d'administration.

19. Voir, parmi les auteurs les plus importants : Claude, I.L., 1956-1964 ; Haas, E.B., 1964 ; Sewell, J.P., 1966 ; Smoker, P., 1967 ; Taylor, P., 1968 ; Green, A.W., 1969 ; Crane, 1971 ; Keohane, Nye, 1971 ; Groom, A.J.R., Taylor, P., 1975.

Il faut noter par ailleurs que les théoriciens du système international s'intéressent de plus en plus aux "impératifs internationaux de la technologie" (Skolnikoff, 1972, 1977) aux dépens d'analyses portant sur la communauté scientifique et son internationalisme qui avait encore impressionné les premiers auteurs fonctionnalistes.

L'interdépendance technologique - la nécessité de collaborer pour faire face à des problèmes qui ne peuvent se résoudre dans le cadre national - se présente comme un facteur intégrateur autrement plus puissant que la mise en commun de ressources que signifient généralement les entreprises de coopération scientifique au sens étroit ou les conversations à bâtons rompus auxquelles donnent lieu les échanges de recherche ou les conférences Pugwash. Si la science est mentionnée dans la littérature spécialisée, les auteurs s'attardent rarement pour en préciser les implications (Teich, A.H., 1974, 173, confirme cette observation).

Voir aussi Williams, R., 1973 ; Nau, H.R., 1974, 9-39 ; Haas, E.B., 1975 ; Ruggie, J.G., 1975.

Pour une bonne présentation, en français, des théories fonctionnaliste, voir De Bussy, M.E., Delorme, H., De Lasserre, F., 1971.

20. Evan, 1976, 4 ; 1974 ; voir aussi dans le même sens, Angell, 1969 ; Field, 1971.

21. Reinsch, P., 1916.

22. Depuis 1850 et jusqu'à la veille de la Première Guerre mondiale, le nombre d'associations internationales avait doublé tous les 8 ans à peu près, celui des congrès par an, tous les 10 ans. (*Les 1 978 organisations internationales*, 1957 ; *les Congrès internationaux de 1681 à 1899*, 1960.)

23. La genèse de la Convention du mètre en fournit une bonne illustration (Foerster, 1907).

24. La collaboration interétatique prit ainsi la forme tantôt d'institutions permanentes (l'Institut international d'agriculture, par exemple, fondé à Rome en 1905), tantôt d'organismes coordinateurs se réunissant à intervalles plus ou moins réguliers (tel le Comité international des poids et mesures ou la Commission polaire internationale). La collaboration interétatique pouvait également prendre la forme d'une intégration de services à fonction internationale à des institutions essentiellement nationales (par exemple le Service international des latitudes, intégré à l'observatoire de Potsdam, en 1895), ou encore d'entreprises isolées (comme l'Année polaire internationale de 1882-1883). Une partie substantielle des activités scientifiques s'effectuant en dehors des frontières avait pour cadre des institutions nationales de recherche établies à l'étranger (stations de recherche zoologiques, instituts archéologiques, etc.). Pour une typologie récente de la coopération scientifique internationale, voir Touscoz, 1973.

25. Voir les compilations citées *supra*, p. 24, note 22, et, par exemple, Skjaelsbaek, K., 1974.

26. Otlet, P., 1916.

27. *Ibid.*, 110.

28. Otlet, P., 1916, 278. Otlet considérait la guerre comme une maladie du corps social, dont la guérison nécessiterait le recours aux sciences sociales.

29. L'UAI continue d'ailleurs d'exister ; les organisations internationales non gouvernementales constituent son principal champ d'activité ; elle publie un certain nombre d'ouvrages de référence de grande valeur comme *l'Annuaire des organisations internationales*.

30. La littérature, trop abondante, ne peut être citée ici. On se référera utilement à Hemleben, 1943, et aux ouvrages classiques de Ruysen, 1961, Lange et Schou, 1964, et à la bibliographie de Chickering, 1975.

31. Leonard S. Woolf était le mari de Virginia Woolf.

32. Woolf, L.S., 1972, 189 ; 1975, 219 ; Cole, M., 1961, 157 ; Rice, M.S., 1963, 43.

33. Ricci, 1967, cite Sidney Webb: "*Ne see now, that it is the duty of each profession to take the needs of the whole community for its sphere... It must claim as its function the provision of its distinctive service... irrespective of the affluence or status of the persons in need*" (tract 187, 103-104).

34. Il y en a d'autres, telle la préférence pour le mode de transformation *graduelle* des rapports sociaux et politiques, ou la déconsidération plus ou moins ouverte dans laquelle les fonctionnalistes ont tendance à tenir la classe politique.

35. Woolf, L.S., 1972, 180-190 ; Rice, M.S., 1963, 60.

36. Woolf, 1916, 317. Voir aussi *infra*, chap. I, p. 42-48.

37. Par exemple, Williams, R., 1973 ; Nau, H.R., 1974 ; Ruggie, J.G., 1975.

38. Mills, C.W., 1958, 125.

39. De Beer, 1960 ; voir aussi dans la même veine et à titre d'exemple, Faivre, 1966.

40. Needham, 1944, 11.

41. *Id.*, 1945, 3.

42. *Id.*, 1937, 59.

43. Schuster, 1913, 35.

44. *Ibid.*, 29. Pour démontrer combien les efforts d'organisation internationale des élites scientifiques manquaient de connotations internationalistes, il convient de rappeler l'intérêt dont bénéficiait vers la fin du XIX^e siècle la question de l'influence de "mentalités nationales" sur toutes les activités intellectuelles. La thèse selon laquelle ces mentalités laissaient leur empreinte aussi sur la pensée - et la pratique - scientifique d'une nation trouve alors d'éminents défenseurs. Pierre Duhem en était certainement un des représentants les plus connus (*la théoriephysique*, 1906, chapitre IV : Les théories abstraites et les modèles mécaniques) ; voir Paul, H.W., 1972a, 54-76 ; voir aussi Lubarsch 1916, 11-15, 21, 29.

Il est évident que l'acceptation de l'existence et de l'influence de telles "mentalités" n'était pas conciliable avec la mission unificatrice de l'humanité dont la science avait été investie par les dirigeants de l'UAI (voir *supra*, p. 25-26).

45. Schuster, 1913, 28-30.

46. Voir, par exemple, le rapport de Cannon, W.B. ; Field, R.M., 1945.

47. Ainsi considérait-on comme inconcevable, il y a quelques années, qu'une organisation comme le Conseil international des unions scientifiques (l'organisme successeur du Conseil international de recherches) puisse adopter une politique de discrimination du genre similaire aux mesures que l'Assemblée générale de l'UNESCO venait alors de prendre à l'endroit de l'Afrique du Sud. On ne devrait pas, lisait-on alors dans les pages éditoriales de la revue *Nature* rompre les relations avec des hommes de science à cause de politiques répréhensibles pratiquées par leurs gouvernements (*Nature*, 230, 12 mars 1971, 71).

48. Les organisations internationales dans le domaine des sciences de l'homme n'ont pas été incluses dans l'étude.

On admet généralement que ces disciplines n'évoluent pas à l'abri d'influences culturelles et politiques et que les critères d'appréciation du savoir qu'elles accumulent ne bénéficient guère

d'un consensus élevé. Le problème des répercussions éventuelles des activités de recherche et de réflexion des représentants des sciences de l'homme sur leurs attitudes politiques ne se pose donc pas dans les mêmes termes.

On prévoyait ainsi, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, que la reprise de la collaboration serait peut-être plus difficile dans des disciplines comme l'anthropologie, l'histoire ou la sociologie, parce que "ces disciplines sont beaucoup plus touchées par des facteurs émotionnels que ne le sont des disciplines comme l'astronomie ou la géologie" (Cannon, W.B. ; Field, R.M., 1945, 281).

L'héritage

Chapitre premier.

L'internationalisme des patriotes

- 1 La seconde moitié du XIX^e siècle avait vu augmenter de façon considérable le nombre de congrès et d'associations scientifiques internationales. A côté des rapports maintenus et développés entre hommes de science selon une tradition séculaire, se manifestait le besoin de tenir des rencontres plus régulières pour confronter les expériences, pour faire le point sur l'état des recherches et, plus généralement, pour organiser les disciplines. Il n'y a d'ailleurs rien de surprenant à ce que le processus d'organisation et de professionnalisation caractérisant le développement de l'entreprise scientifique au XIX^e siècle débordât ainsi sur le plan international¹.
- 2 Certaines de ces nouvelles organisations internationales s'étaient donné des tâches précises, telle l'uniformisation de nomenclatures, la publication de tables de constantes (l'Union internationale de chimie, en 1910) ou l'établissement de bibliographies (le Comité permanent du répertoire bibliographique des sciences mathématiques, en 1889), d'autres étaient plutôt des fédérations de sociétés savantes nationales. Beaucoup de ces associations ne se manifestaient que par l'organisation périodique de congrès. Elles n'avaient alors pas de secrétariat permanent, chaque assemblée décidant de la date et du lieu de la prochaine réunion et confiant à l'association hôte l'organisation matérielle du congrès. Parfois, les associations se dotaient néanmoins d'un vague organisme intermédiaire, d'autres avaient de véritables secrétariats².
- 3 Si ce foisonnement d'organisations internationales réjouissait les uns, parce qu'ils y discernaient les signes avant-coureurs d'un nouveau type de relations internationales, il déplut à d'autres qui y voyaient au contraire une dispersion regrettable d'efforts et de moyens financiers à laquelle seule une certaine coordination centralisée pourrait porter remède.

L'organisation : l'Association internationale des académies

- 4 En 1899 se constituait, dans le domaine de la coopération dans les sciences fondamentales et les humanités, la première organisation faîtière de type non

gouvernemental, l'Association internationale des académies (AIA). Les académies les plus importantes du continent, la Royal Society et la National Academy of Sciences de Washington étaient les membres fondateurs ; d'autres académies y adhèrent par la suite. A la veille de la Première Guerre mondiale, l'AIA comptait vingt-deux membres. Les structures de l'organisation étaient extrêmement souples, son mandat était très général : encourager la coopération scientifique internationale, faciliter les contacts entre les savants de différents pays, prévenir - grâce à des discussions et une coordination appropriées - des "collisions regrettables", c'est-à-dire, les doubles emplois³. L'AIA ne survécut pas à la guerre quoique, d'une assemblée à l'autre, les discours officiels et l'écho qu'en reproduisait la presse scientifique eussent exalté la science sans frontières et la collaboration scientifique comme voie de communication entre les peuples qui serait ouverte encore le jour où celle de la diplomatie se trouverait bloquée⁴. Le bilan des activités de l'AIA était médiocre. Sans personnalité juridique, ayant des fonctions uniquement consultatives, ne disposant ni de l'autorité ni des fonds nécessaires, elle n'avait pu entreprendre elle-même des travaux. Les projets coopératifs qu'elle lançait, patronnait ou essayait de surveiller étaient d'une stupéfiante diversité⁵. Certains membres - notamment après que la guerre eût éclaté - voyaient de plus une des raisons de l'échec de l'AIA dans l'absence parmi ses membres d'esprit coopératif : les Français reprochant aux Allemands leur sur-représentation outrageante (cinq académies !)⁶, les Allemands aux Français leur nationalisme jaloux⁷. En 1914, les ponts entre communautés scientifiques avaient cédé aussi vite que ceux de la diplomatie.

- 5 L'acharnement avec lequel on recherchait plus tard dans l'histoire sans éclat de l'AIA des arguments à l'appui de la thèse qu'une organisation scientifique internationale serait plus efficace si l'on réussissait à en exclure les puissances centrales, a obscurci quelques aspects importants de cette première expérience d'organisation centralisatrice.

- 6 Les objectifs de l'Association étaient d'abord, en effet, éminemment pratiques, même si - comme ce fut le cas lors de la première Assemblée en 1901, à Paris - s'étalait de temps en temps devant les savants réunis, tout le florilège de la rhétorique internationaliste :

Comme la vestale - déclarait alors le président de l'Institut de France - entreprenez ce feu sacré avec un soin jaloux, guidez l'humanité dans sa marche douloureuse à travers le temps, apprenez-lui à remplacer les luttes de la guerre par celles du travail, la haine du prochain par la compassion et par l'amour, et si vous ne pouvez tarir la source de ses larmes, du moins consolez-là, en lui faisant entrevoir les lointaines splendeurs de sa destinée immortelle...⁸

- 7 Si les participants se laissaient emporter, quelques instants, par l'exaltation de cette prose, la sobriété des problèmes pratiques sur lesquels ils devaient se pencher dans les séances de travail devait les ramener rapidement à la réalité : l'objectif principal de l'Association internationale des académies - auquel les statuts, pudiques, faisaient à peine allusion - demeurait d'ordre *pécuniaire* ; c'était de découvrir des sources potentielles de financement et d'appuyer qui les solliciterait, en jetant dans la balance tout le prestige de l'Association. La base financière de certains projets présentait l'aspect d'une mosaïque étonnante : ainsi l'élaboration d'une encyclopédie de l'Islam, décidée en 1901, ne fut-elle pas financée seulement par les subventions des académies membres intéressées à ce projet ; d'autres académies, comme celle d'Alger, y contribuèrent, ainsi que la Société allemande d'études orientales, le Sénat et la Bourgeoisie de la ville de Hambourg, l'administration coloniale néerlandaise et le

gouvernement italien⁹. L'Association ou ses sous-commissions n'hésitaient pas à s'adresser directement aux autorités politiques ; on avait ainsi réussi à obtenir de quelques princes de l'Inde la somme de 800 livres pour les travaux du Mahâbhârata.

8 Que l'exploitation du prestige de l'Association entrât dans le calcul de ses fondateurs ne fait aucun doute. Il y avait cependant, parmi les considérations ayant conduit à sa création, d'autres préoccupations encore dont on faisait état plus discrètement, mais qui n'en étaient pas moins très vives. A première vue, il s'agissait là, encore, du souci d'obtenir de l'argent. Mais dans ce contexte, en recherchant des ressources financières, les académies soulevaient tout le problème de leur position au sein des communautés scientifiques nationales.

9 Dans un aide-mémoire de 1892 - donc au début de la période préparatoire de l'AIA - un membre de l'Académie viennoise avait présenté trois arguments principaux en faveur de la collaboration entre académies : cette collaboration permettrait d'éviter les efforts parallèles ; elle permettrait de mettre en commun des ressources financières ; elle permettrait aussi de drainer de manière plus profitable les subventions publiques. Il s'était expliqué sur ce dernier point :

Une coordination internationale des recherches s'impose, et le fait que les Académies n'aient pas réussi, jusqu'ici, à se mettre d'accord, a déjà entraîné la création d'organisations indépendantes - sous la forme de congrès et d'unions scientifiques, par exemple. Celles-ci ne cessent d'entreprendre des projets de plus en plus nombreux et d'accaparer ainsi une partie toujours plus importante des fonds publics que les gouvernements destineraient peut-être plus volontiers à leurs Académies. N'ont-elles pas été créées spécialement pour assister l'Etat dans tout ce qu'il voudrait voir entrepris pour encourager et promouvoir la recherche scientifique ? Plus l'Etat consacre de moyens financiers à des milieux et à des projets extra-académiques, moins il en restera pour les Académies¹⁰.

10 L'Association se révèle donc ici comme un effort de l'*Establishment* pour raffermir, en revendiquant un rôle privilégié sur le plan *international*, une autorité que la croissance des communautés scientifiques nationales et plus particulièrement le développement des sociétés savantes étaient en train de saper sur la scène *interne*. Il est nécessaire, en d'autres termes, d'interpréter la création et le fonctionnement de l'Association internationale des académies non seulement comme une conséquence de l'internationalité intrinsèque des activités scientifiques, mais aussi à la lumière des tensions existant à l'intérieur même des pays au sein des différents milieux scientifiques. Souvent, les sociétés savantes s'étaient créées en opposition aux académies ; elles se développaient, en règle générale, en étroite association avec l'évolution des disciplines, s'adaptant plus facilement aux exigences de la spécialisation et de l'organisation économique et sociale. Or, l'essor des congrès et associations internationaux¹¹ au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle dont il a déjà été question, était dû plus souvent à l'initiative de sociétés savantes qu'à celle des académies.

11 Si les académies voulaient recouvrer - du moins sur la scène internationale - une partie de l'emprise qu'elles avaient perdue sur la vie scientifique nationale, elles devaient trouver un moyen de contrôler les activités scientifiques se déployant en dehors des frontières nationales ; d'établir, au moins, une coordination centralisée des congrès et des associations ; d'obtenir - solution idéale - un droit de regard sur les décisions des autorités publiques vers lesquelles la communauté scientifique se tournait habituellement, en quête d'appuis moraux et matériels¹². Tout au long de l'histoire de l'AIA, des idées semblables à celles que Friedrich von Hartel avait exprimées en 1892

continuaient d'être avancées. En 1899, Lister, alors président de la Royal Society, soulignait les avantages d'un mécanisme

qui donnerait l'occasion à des savants consacrés de discuter d'abord et d'un point de vue purement scientifique, tout projet de coopération scientifique internationale avant que de tels projets soient soumis à des instances gouvernementales pour appui...¹³

- 12 George Ellery Hale, tout en se plaignant amèrement de l'indifférence que la National Academy of Sciences montrait à l'endroit de l'AIA, ne cessait de parler avec enthousiasme de l'influence puissante de l'organisation et, en 1913, de mesures imminentes "qui amélioreraient encore davantage la position de commande que détient déjà l'Association dans la science internationale¹⁴". La recherche, pour l'AIA, d'une position centrale - sinon nécessairement "de commande" - ne se trahit pas seulement dans la correspondance ; elle s'exprimait aussi de façon officielle. L'Assemblée de 1904 en fit l'objet d'une résolution¹⁵. Sept ans plus tard, lors des célébrations du cinquantenaire de la National Academy of Sciences, Arthur Schuster, alors secrétaire de la Royal Society, revendiqua à nouveau, pour l'AIA, le statut d'une "autorité centrale" dans le réseau des associations scientifiques internationale¹⁶
- 13 C'est cette revendication d'une autorité centrale qui allait suggérer à Leonard Woolf l'idée qu'il s'agissait là d'une amorce de "gouvernement international¹⁷". D'une certaine manière, une des thèses fonctionnalistes se trouve bel et bien confirmée : la coalition transnationale constitue un moyen de défense d'intérêts socio-professionnels - qu'il s'agisse d'intérêts communs à faire valoir à l'endroit d'éventuels bailleurs de fonds ou d'intérêts de "classe" à l'intérieur de la profession. Il serait difficile cependant de trouver dans cette coalition par ailleurs éphémère que constituait l'Association internationale des académies, des éléments même infimes d'un "transfert de loyautés", - celles-là restaient solidement ancrées du côté de la patrie.

Collaboration et compétition

- 14 Si de nos jours, et objectivement, le potentiel scientifique a une relation infiniment plus forte et plus directe avec la puissance des Etats qu'à la fin du XIX^e siècle, il n'en découle pas automatiquement que les hommes de science de cette époque avaient, subjectivement, une conscience proportionnellement moins aiguë de leur importance pour la cause nationale. De plus, l'étude de la littérature, des documents publics et des textes privés révèle une habitude déjà enracinée d'envisager la science et les relations scientifiques internationales sous un angle politique, de comparer et d'évaluer les contributions des différentes nations au progrès des sciences en termes de prééminence et d'infériorité, de domination et de dépendance. On revendiquait le *leadership* avec autant d'éclat qu'on avait tendance à dépeindre en couleurs sombres le sort de la nation qui se serait laissée "dépasser". En 1830, déjà, Charles Babbage, en dénonçant le déclin de la science en Angleterre, avait trouvé son inquiétude partagée par un public alarmé, lui aussi, par ce qui paraissait alors comme le progrès inexorable des universités et laboratoires en Allemagne¹⁸. A Paris également, on comparait à peu près à la même époque l'état de la science française aux activités scientifiques qui se développaient dans d'autres pays, pour dénoncer aussitôt la pauvreté et le mauvais état de l'équipement de la Faculté des sciences¹⁹. Peu à peu, les références à l'Allemagne se

précisent ; ce sont les progrès scientifiques dans ce pays qui menaçaient, avant tout, "la suprématie de la science française et l'avenir intellectuel" de la France²⁰.

- 15 Certes, une grande partie de cette prose alarmiste, rédigée par des hommes de science en quête d'un financement plus substantiel par le trésor public, avait généralement un but tactique. Mais tout n'était pas que pure tactique dans la susceptibilité ombrageuse avec laquelle on épiait et commentait les progrès des sciences chez les nations voisines. L'admiration et la jalousie, le désir d'émulation et la revendication d'une originalité inaltérable, en venaient à former un mélange aussi subtil qu'ambigu.
- 16 Que les universités ou laboratoires de recherche dans un pays donné attirent des étudiants d'autres pays, et immédiatement le fait est vu non seulement comme signe de prééminence scientifique, mais encore, et déjà, comme atout politique. En effet, former un étudiant étranger, c'est potentiellement influencer l'élite future du pays où cet étudiant va repartir. C'est pourquoi en France, par exemple, on observait avec tant d'appréhension les étudiants étrangers se diriger, non vers Paris, mais vers les universités allemandes en particulier²¹. C'est pourquoi aussi, on fut en Allemagne saisi de graves inquiétudes quand, à la fin du siècle, les effectifs estudiantins - d'étudiants américains surtout - commencèrent à décliner²². Les prolongements politiques potentiels d'un prestige purement intellectuel étaient perçus à un point que, dans certains pays, on pouvait observer l'apparition des premières mesures cohérentes d'une politique culturelle extérieure. Bien sûr, les liens entre des initiatives de ce genre - comme l'Alliance française, fondée en 1883 - et la diplomatie officielle restaient généralement discrets. Dans le domaine de l'enseignement supérieur, les gouvernements se limitaient en principe à répondre aux demandes d'assistance administrative ou de soutien financier qui leur étaient adressées par les milieux universitaires.
- 17 L'échange de professeurs entre les universités Harvard et Columbia d'une part et d'autre part l'université de Berlin (ou d'autres universités prussiennes) en constitue une exception. Formellement, l'échange reposait sur un accord entre le *Kultusministerium* prussien et les administrations des deux universités américaines. Il était placé sous le haut patronage de l'Empereur d'Allemagne qui y portait d'ailleurs un intérêt personnel et tenait à donner un éclat particulier au séjour des professeurs américains à Berlin²³. Entre 1905-1906 et 1914, quelque trente Américains et Allemands ont participé à ce programme d'échange, appartenant aussi bien aux sciences exactes qu'aux humanités et aux sciences sociales²⁴. Si les autorités allemandes s'étaient attendues à ce que les échanges eussent une portée politique en éveillant dans les milieux intellectuels américains des dispositions favorables à l'Allemagne, elles furent amèrement déçues. Quand la guerre éclata, il ne se trouva qu'un seul des seize anciens *Austauschprofessoren* aux Etats-Unis pour prendre la défense de l'Allemagne²⁵. Qu'une tradition de collaboration et de relations amicales ait contribué, plus tard, à déclencher des gestes de solidarité en faveur de la collectivité universitaire allemande aux prises avec de graves difficultés matérielles, c'est incontestable²⁶ ; que les échanges de professeurs aient joué un rôle important dans la création et la consolidation de ces relations amicales, voilà ce qui reste à démontrer²⁷.
- 18 Certes, malgré l'âpreté latente de la compétition internationale pour le *leadership* scientifique, la collaboration confraternelle par-delà les frontières s'était développée et même intensifiée dans les voies traditionnelles. Ainsi l'institution, par l'industriel belge Solvay, des Conférences qui porteront désormais son nom et qui réunissaient les

physiciens les plus éminents, avait-elle marqué un point important, en 1911, dans l'histoire de la coopération scientifique internationale. Cependant, si l'esprit international s'était largement répandu, il ne soufflait pas partout. Les relations intellectuelles européennes notamment ne s'étaient jamais complètement libérées des séquelles de la guerre franco-allemande²⁸. Si, déjà, on se plaignait de la pléthore de congrès internationaux à cause de l'allure touristique qu'ils prenaient parfois, on déplorait aussi les tiraillements politiques - franco-allemands surtout - dont ils étaient souvent le théâtre. On prit la peine d'en faire état avec soulagement, quand des rapports harmonieux ou même amicaux avaient pu s'établir²⁹. Il peut sembler exagéré d'attribuer aux tensions franco-allemandes une influence perturbatrice aussi sensible - mais, dans l'esprit de l'époque, la *respublica litterarum* ne s'étendait pas au-delà de ce que l'on considérait comme des "nations civilisées" (*Kulturnationen*), et il n'est pas sûr que l'Européen moyen, cultivé et bien né, y incluait alors sans réserves la Russie et les Etats-Unis. Dans un cercle aussi restreint, la suspicion entre Français et Allemands n'était pas un phénomène marginal.

- 19 Quand la guerre éclata, il n'était pas rare de voir d'anciens admirateurs de la science allemande non seulement réviser leurs opinions, mais encore réévaluer leurs souvenirs de fond en comble. On commença alors à se rappeler, d'un côté comme de l'autre, d'avoir ressenti, avant 1914 déjà, des tensions latentes : les Allemands, n'avaient-ils pas toujours fait preuve, dans les réunions internationales, d'une prétention démesurée³⁰ ? - n'avaient-ils pas essayé de mettre la main sur la recherche internationale du cancer et de dominer l'Association internationale des académies³¹ ? - et les Français, n'avaient-ils pas envoyé délibérément et à titre de démonstration, un collègue particulièrement insignifiant au Congrès d'histoire de Berlin³² ? - les congrès scientifiques internationaux, n'avaient-ils pas servi avant tout à permettre aux étrangers de s'emparer d'idées que les savants allemands y exposaient et d'en exploiter les résultats³³ ? Pierre Duhem procéda à une "subtile révision³⁴" de ses conceptions des mentalités nationales dans la pensée et la pratique des sciences. La collaboration tant admirée entre le laboratoire et l'atelier, entre la science et l'industrie en Allemagne, se présenta soudain comme une corruption au contact d'intérêts matériels.
- 20 Réinterprétations partisans ? Sans doute. Mais il importe de ne pas se méprendre sur le caractère peu engagé, du moins sur l'ambiguïté profonde de l'internationalisme scientifique qui nous est si couramment présenté comme une caractéristique particulière et admirable du monde d'avant 1914. Les discours officiels et les allocutions de circonstance de l'époque sont remplis de références à cette solidarité supérieure que crée la loyauté à la science, le respect commun des normes qu'elle impose, l'idéal partagé du progrès de l'humanité. Encore faut-il jauger avec réalisme la signification précise de cet engagement. Les pacifistes étaient rares parmi les universitaires et suscitaient plutôt l'incompréhension ou même l'antipathie de leurs collègues³⁵. En 1906, dans une allocution commémorative, le Recteur de l'université de Berlin - lui-même d'ailleurs un promoteur actif de la collaboration internationale - avait expliqué quel était, pour lui, le mobile de cette collaboration : "acquérir une formation *internationale* par intérêt *national*³⁶". "Par la science, pour la patrie", était la devise de l'Association française pour l'avancement des sciences. On ne saurait mieux définir l'internationalisme scientifique d'avant-guerre, dans son acception générale.

Un facteur de puissance

- 21 Le tableau des aspects politiques de la coopération scientifique internationale d'avant 1914 que nous sommes à esquisser serait incomplet, si nous n'ajoutions pas une nuance importante. Certes, beaucoup de facteurs devaient favoriser le développement de l'esprit de collaboration : l'universalité du discours dans les sciences naturelles, une tradition séculaire de collaboration individuelle, les progrès des moyens de communication et l'essor général que prit l'idée internationale à la fin du siècle. Pourtant, il n'y avait pas que des facteurs favorables. Au moment même où le roman pacifiste de la baronne Suttner fut traduit en quinze langues et vendu à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires³⁷ et au moment où Norman Angell démontrait par des calculs précis que jamais une guerre ne pouvait rapporter plus qu'elle n'avait coûté³⁸, la recherche scientifique rejoignit l'arsenal des ressources nationales, des facteurs de puissance. C'est en Allemagne que ce phénomène se produisit de la façon la plus spectaculaire.

L'Allemagne- écrit Robert Gilpin - est la première nation dont on peut dans une grande mesure attribuer l'essor politique fulgurant à la science. Elle fut, avant le XX^e siècle, "la seule nation à avoir la primauté aussi bien en science qu'en technique... et cela dura des environs de 1860 à 1930". C'est plus particulièrement en faisant progresser et en exploitant systématiquement la théorie chimique que les Allemands parvinrent, en un temps relativement court, à faire de leur pays qui était en retard la nation la plus avancée du continent sur le plan technique - ce qui ne fut pas de peu de conséquence pour l'équilibre européen³⁹.

- 22 Nous ne pouvons aborder ici le problème difficile que pose l'évaluation exacte de la part qui revient dans la réussite technique aux contributions de la recherche scientifique⁴⁰. Il est certain cependant qu'à la fin du XIX^e siècle et dans certains secteurs, les résultats de la recherche universitaire étaient utilisés par les industries dans une proportion importante⁴¹. Les liens étroits entre la recherche et la production industrielle étaient particulièrement frappants, par exemple, dans le cas des industries allemandes des colorants artificiels, des produits pharmaceutiques et des engrais, dont l'essor spectaculaire à la fin du siècle était largement tributaire du niveau avancé où s'y trouvait la chimie organique. Il est incontestable aussi qu'il s'agissait là de secteurs dans lesquels le niveau élevé de la recherche scientifique acquit - à cause même de ses prolongements économiques - une visibilité plus immédiatement internationale qu'ailleurs.
- 23 En fait, l'expansion allemande sur certains marchés mondiaux était loin de passer inaperçue. Dans les publications éphémères, mais dont le nombre grandissait à l'approche de la guerre, et où des observateurs plus ou moins avertis exprimaient leur satisfaction ou leur inquiétude à l'égard des aspects économiques de la *Weltpolitik*, presque toujours référence était faite au rôle de la science et des scientifiques allemands. L'Exposition universelle de Paris de 1900, où l'Allemagne avait remporté un succès éblouissant, s'était présentée comme l'"apothéose de la chimie allemande"⁴² et certains avaient voulu y voir un "Sedan industriel" pour la France⁴³. L'importance des exportations allemandes en matières colorantes, de produits pharmaceutiques ou de verres optiques, par exemple, s'explique d'ailleurs moins par leur volume et la place relative qu'ils occupaient dans la balance commerciale que par le fait que l'Allemagne était le fournisseur quasi exclusif du monde entier⁴⁴. Bien avant que la guerre n'éclate et ne démontre, dans toute leur gravité, les effets qu'une telle dépendance pouvait

avoir sur l'effort de guerre des belligérants occidentaux, on prenait déjà pour acquis qu'on ne pouvait plus désormais évaluer le potentiel économique d'un pays sans tenir compte du niveau des recherches scientifiques qui s'y poursuivaient.

- 24 Les débats que nourrissaient, dans tous les pays industrialisés, les projets de réforme de l'enseignement supérieur, faisaient une large place à cet argument : c'est pour combattre les menaces qui pesaient sur la compétition des industries anglaises que Haldane réclamait la création d'un "Charlottenburg britannique"⁴⁵ et qu'en France on insistait sur la nécessité de ménager aux sciences appliquées une place plus grande dans les curricula universitaires⁴⁶. Aux Etats-Unis, avec la fondation au tout début du siècle, du Rockefeller Institute et de la Carnegie Institution, l'effort semblait d'abord se porter vers un renforcement de la recherche pure, sans considération d'une utilité éventuelle des résultats⁴⁷. Mais il est certain que dans l'esprit des promoteurs d'une plus grande autonomie scientifique américaine, il s'agissait là d'une condition fondamentale, sans doute, mais pas suffisante. Pour faire bénéficier la nation américaine de tous les avantages que pouvait lui procurer la science moderne, il fallait convaincre les industriels de la nécessité de suivre l'exemple de leurs concurrents européens, concurrents allemands surtout, et de mettre la recherche scientifique au service de la productivité et de la capacité d'innovation de leurs entreprises. Ce fut là un des thèmes favoris des hommes de science les plus profondément engagés dans l'avancement des sciences aux Etats-Unis. Le pays le plus souvent cité en exemple était sans doute l'Allemagne : c'est dans son système de l'enseignement supérieur et de formation de chercheurs qu'Abraham Flexner voyait le modèle dont devaient s'inspirer les universités américaines⁴⁸ ; c'est à l'étroite coopération entre le laboratoire et l'atelier que George Ellery Hale attribuait le succès de l'industrie allemande, coopération pour laquelle il ne cessa de plaider aux Etats-Unis⁴⁹. Par ailleurs, ces plaidoyers ne faisaient pas toujours une distinction nette entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée ; les hommes de science trouvaient probablement, déjà, préférable de conserver à leur argumentation une certaine flexibilité.
- 25 Si les conséquences économiques d'un haut niveau scientifique étaient largement perçues, les témoignages sont moins abondants en ce qui concerne la perception des effets de la recherche scientifique sur la puissance *militaire* des Etats. En comparaison avec le domaine économique, le rapport entre la science et la puissance militaire paraît avoir été perçu d'une façon sensiblement moins directe - moins directe, en tout cas, qu'il n'allait se révéler quelques années plus tard, au cours de la guerre⁵⁰.
- 26 La prééminence scientifique de l'Allemagne que d'aucuns voulaient mesurer au nombre de ses grands maîtres et de leurs écoles, ou au nombre d'étudiants étrangers attirés par ses universités, ou encore la place hors-pair qu'occupaient, dans la littérature spécialisée, ses revues et ses ouvrages de référence⁵¹, avait ainsi acquis des dimensions stratégiques qui n'allaient pas contribuer à rendre plus convaincante l'image de la rectitude pacifique que la collectivité scientifique allemande croyait projeter dans le monde. De plus, les observateurs étrangers semblaient prendre pour acquis que les autorités publiques de l'Allemagne avaient saisi, plus tôt que les gouvernements des autres pays, l'importance de la recherche scientifique comme facteur de puissance. L'hypothèse selon laquelle les scientifiques allemands pouvaient compter sur l'encouragement moral et surtout financier de l'Etat était, en effet, un élément qui - aux yeux des contemporains et plus particulièrement des collègues - pouvait rendre

plausibles les succès évidents de la recherche en Allemagne. Même s'il était impossible alors d'étayer cette impression par les faits⁵², elle survivait fort bien parmi les à peu près qu'accueillait si volontiers l'opinion publique et qui devaient se révéler, quelques années plus tard, comme de formidables réservoirs d'arguments pour la propagande de tous les camps. Bien sûr, devant les accusations prétendant que leur science n'ait atteint sa prééminence qu'assujettie par l'Etat et qu'ils se soient eux-mêmes abaissés jusqu'à devenir des commis-voyageurs de la grande industrie, les milieux scientifiques allemands allaient s'indigner, oubliant combien ils avaient eux-mêmes contribué à créer cette impression.

- 27 Dans leurs efforts d'accroître leur prestige et leurs ressources matérielles, les hommes de science allemands n'avaient jamais manqué d'insister sur le rôle primordial joué par la recherche scientifique parmi les facteurs de la puissance nationale :

La puissance militaire et la science - *die Wehrkraft und die Wissenschaft* - sont les deux piliers sur lesquels repose la grandeur de l'Allemagne⁵³.

- 28 C'est ainsi qu'en 1909, Adolf Harnack, l'éminent historien de l'Eglise, avait fondu en une formule frappante les arguments qui lui semblaient militer en faveur d'un renforcement de la recherche fondamentale. Il proposait la création d'un ensemble d'instituts de recherche - la future Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft.

- 29 Son mémoire - dont l'idée initiale avait été conçue dans les milieux scientifiques et bien reçue au *Kultusministerium* prussien se présentait par ailleurs comme un cri d'alarme : l'Allemagne était en train de perdre son *leadership* scientifique aux mains de l'étranger, et notamment aux mains des Etats-Unis, où des instituts de recherche, sans obligations d'enseignement, étaient financés par des fonds privés. Sous le protectorat de l'Empereur, avec une participation au demeurant modeste de l'Etat prussien, la nouvelle organisation allait donc essayer de suivre, pour son financement, le modèle américain. L'appel que la science allemande lançait alors au monde de l'industrie et des affaires - et la réponse favorable qu'elle allait recevoir⁵⁴ - devait renforcer, en dehors de l'Allemagne, l'impression qu'une formidable alliance s'était conclue entre la science et les forces économiques et politiques dans une lutte commune pour l'hégémonie mondiale.

NOTES

1. La littérature à ce sujet est en train de devenir abondante. Voir à titre d'exemple un des premiers travaux : Mendelsohn, E., 1964, et une des plus récentes études de cas : Gyzicki, R., 1976.

2. A part les travaux cités *supra*, p. 24, note 22, voir par exemple, L'Héritier, 1938 ; Lyons, H., 1944, Lyons, F.S.L., 1963 ; Faivre, 1966 ; Cox, 1966 ; Mieghem, 1968 ; Crosland, 1969 ; Daniel, 1973.

3. En ce qui concerne l'histoire de l'AIA, nous nous basons essentiellement sur des archives de la Royal Society, Londres ; de la National Academy of Sciences, Washington ; de l'Académie des sciences, Paris ; ainsi que sur les documents et travaux suivants : les procès-verbaux des assemblées de l'AIA de 1900, 1901, 1904, 1907, 1910 et 1913 ; His, 1902 ; Meister, 1947, 127-136 ; Lyons, 1944, 292-317 ; parmi les commentaires contemporains, on consultera ceux qu'Arthur Schuster publia dans *Nature* (74, 12 juillet 1900, 258 ; 83, 26 mai 1910, 370-372 ; 91, 29 mai 1913,

322-323). Voir aussi le compte rendu, par J. Darboux, de diverses publications portant sur la fondation de l'Association internationale des académies, *Journal des savants*, janvier 1901, 5-23.

4. Schuster, 1913.

5. ... édition des oeuvres de Leibniz, étude du cerveau, *Corpus medicorum antiquorum*, tables annuelles physico-chimiques, Mahâbhârata, mesure d'un méridien en Afrique, *Septante*, organisation du prêt mutuel de manuscrits... Schuster, 1913, présente un survol intéressant ; quoique l'AIA réussît - en jetant son autorité dans la balance - à aider ses académies membres à obtenir des fonds, les sommes semblent avoir été modestes. Voir His, 1902, et les comptes rendus des assemblées de l'AIA. Voir aussi Schroeder-Gudehus, 1966.

6. Picard, 1922b, 146 ; Delbet, 1916, 128-129 ; Landouzy, 1916, 232, repris par Salomon, 1970, 326.

7. Par exemple Diels, 1914, 132.

8. Franqueville, 1901, 8.

9. His, 1902, 14-15.

10. His, 1902, 14-15 (mémoire de Friedrich von Hartel).

11. On les appelait alors volontiers des "unions", créant ainsi un risque regrettable de confusion avec les unions administratives internationales, organismes de droit public.

12. A part les subsides, il s'agissait généralement d'obtenir des gouvernements soit - dans le cas d'associations internationales - la prise en charge de cotisations annuelles, soit - dans le cas de congrès - l'acheminement par la voie diplomatique des invitations ou l'octroi d'un statut de délégation nationale au groupe de scientifiques se rendant à un congrès à l'étranger.

13. Lister au président de NAS, le 14 avril 1899 (NAS-AIA, 1899-1914)

14. Hale à Elihu Root, le 29 décembre 1913 (NAS-AIA, 1899-1914].

15. Schuster, 1913, 30.

16. *Ibid.*

17. Voir *supra*, p. 27-29.

18. Cardwell, 1957, 59-65.

19. Rapport soumis au ministre de l'Education nationale en 1840. Cité par Paul, 1972a, 5.

20. *Ibid.*, 8, et *passim*.

21. Paul, 1972a, 15-20. Sur la question générale de l'essor et du déclin des différents pays dans le domaine des sciences, voir Ben-David, 1970, 160-179 ; 1971, 88-138 ; Paul, 1972b.

En 1913, Louis Liard, vice-recteur de l'Académie de Paris, constata avec satisfaction que 86 étudiants américains étaient inscrits à Paris, alors qu'il n'y en avait aucun en 1896, quand l'université de Berlin en comptait 200 ("En l'honneur des Universités Columbia et Harvard", *Revue internationale de l'enseignement*, 86, 1913, 107).

22. Ben-David et Zloczower, 1962 ; Herbst, 1965, 4-6 ; Thwing, 1928, 42-43.

23. "Express my fullest sympathy with the movement regarding the exchange of professors", télégraphia l'Empereur au Président américain à l'occasion de l'inauguration de la Chaire Théodore Roosevelt à l'université de Berlin. "The exchange of men of science is the best mean for enabling the two nations to closely understand each other. And this is a source of mutual respect and love which guarantees for peace." (Tél. du 28 novembre 1905. AA VG 115/1-116, v. 12-16).

24. La répartition se présente à peu près comme suit : sciences exactes et naturelles, 25 % ; sciences sociales, 35 %, humanités, 40 %. Voir au sujet du *Professoren Austausch* les souvenirs de Lamprecht, 1906, *passim* ; Eucken, 1921, 86-92 ; Wien, 1930, 27-28 ; Ostwald, 1933, 27-92 ; Runge, 1949, 139-148 ; Schmidt-Ott, 1952, 107-115. Critiques : Schäfer, 1926, 164 ; Meyer, 1915, 207 ; Lubarsch, 1931, 588-591.

25. Burgess, J.W., *The European Car of 1914: Its Causes, Purposes and Probable Results*, Chicago, 1915. Voir au sujet de Burgess, Herbst, 1965, 67.

26. Voir *infra*, chapitre VI, p. 242-243, note 50.

27. Nous étendre ici sur la problématique générale des politiques culturelles extérieures, et plus particulièrement sur le rôle qu'y jouent échanges universitaires et relations scientifiques,

dépasserait les limites de cette étude. Il faudrait souligner cependant, dans ce contexte, combien ce phénomène que l'on taxe si volontiers de "corruption", par la politique, de la vraie vocation - apolitique - de l'universitaire, n'est point une exclusivité de l'époque actuelle. En fait, la toute première suggestion au sujet d'un échange formalisé, américano-allemand de professeurs était venue des rangs même des universitaires : Kuno Franke, de Harvard, l'avait soumise à Friedrich Althoff, alors directeur de la section de l'enseignement supérieur au *Kultusministerium* prussien.

Si la suggestion fut favorablement reçue au *Kultusministerium*, on demeurerait sceptique dans les milieux diplomatiques - même si des organisations comme la Société pour la promotion de la politique culturelle essayait de fonder l'utilité d'une telle politique sur le fait que "les exportations allemandes ne pourraient se passer de l'appui et du travail préparatoire d'une politique de promotion du prestige culturel" (Grundmann, 1965, 800). Il faudrait mentionner ici que le projet de création de l'Institut français à Londres bénéficia de subventions aussi bien de la Chambre de commerce de Paris que de la Société d'encouragement au commerce français d'exportation (*Revue internationale de l'enseignement*, 59, 1913, 446-447).

Aussi sensibles qu'étaient les diplomates allemands à l'intérêt qu'il y avait de mettre en lumière la composante scientifique des produits industriels allemands, aussi peu croyaient-ils dans l'utilité d'englober dans cet effort plus ou moins discret de propagande, la gente des professeurs. Ce scepticisme est bien illustré par le sort que connut, en 1913, l'initiative d'un historien bien connu, Karl Lamprecht ; il exhorta - dans une lettre rendue publique deux ans plus tard - le chancelier du *Reich* à faire un plus grand usage, dans la politique extérieure allemande, d'une force qui ne demandait qu'à être mobilisée : les intellectuels, les universitaires allemands. Le chancelier Bethmann Hollweg lui répondit sans empressement. Il fit remarquer qu'il ne croyait pas, pour sa part, en la possibilité de favoriser le rayonnement culturel d'une nation par des mesures venant d'en haut, en l'absence d'une conscience que possèderaient les Français, par exemple, et les Anglais. Selon lui, les Allemands ne l'avaient, hélas, pas encore acquise, de même qu'ils ne possédaient pas encore le flair indispensable dans la recherche de "moyens plus subtils" d'expansion politique (*Vossische Zeitung*, le 12 décembre 1915). Le chancelier tout acquis encore aux principes de la diplomatie de cabinet, préférait sans doute se passer du concours des professeurs et des manifestations quelque peu trop spontanées et parfois tapageuses de leur patriotisme. Il est certain que les vues du chancelier étaient en désaccord avec les idées qu'avait à ce sujet, son souverain et avec la politique que pratiquait, à la même époque, le *Kultusministerium* prussien. Plus tard, on devait d'ailleurs dans ce ministère prendre ses distances à l'égard du *Professoren-Austausch* - quand il fallait constater, en pleine guerre, l'hostilité ou le mutisme des milieux dont on s'était efforcé de gagner les sympathies (Schmidt-Ott, 1952, 115).

Sur la politique extérieure de l'Allemagne et les affaires culturelles, voir Twardowski, 1970, 9-28.

28. Voir des exemples cités dans Paul, 1972a, *passim* ; Schroeder-Gudehus, 1966, 33-34 ; Salomon, 1970, 320 ; voir aussi, "Correspondance", IWWKT, I, 1^{er} juin 1907, 291-294.

29. Voir, par exemple, Zorn, 1907, 170 ; Griewank, 1932, 214-216.

30. Picard, 1922, 146.

31. Delbet, 1916, 128-129, Landouzy, 1916, 232 ; Picard, 1922, 146.

32. Diels, 1914, 132.

33. Roentgen (cité par Wehberg, 1920, 33).

34. Paul, 1972a, 54-76 ; Duhem, 1915a, 1915b.

35. Le traitement le plus complet de l'internationalisme en Allemagne se trouve dans Chickering, 1975.

36. Diels, 1906, 37.

37. *Die Waffen nieder !* Berlin, 1890.

38. Angell, 1910.

39. Gilpin, 1970, 28-29 (la citation à l'intérieur du paragraphe provient de : *The Role and Direction of Inventive Activity : Economic and Social Factors*. Nat. Bureau of Economic Research Princeton, N.J.,

Princeton University Press, 1962, 453). Voir surtout, au sujet des rapports entre science, industrie et économie en Allemagne au XIX^e siècle, Treue et Manel, 1976

40. Voir, par exemple, Langrish, Gibbons, Evans, Jevons, 1972, 1-59.

41. Langrish, 1974, 614-616.

42. *Le Matin* du 15 juin 1900, cité par Poidevin, 1969, 348.

43. Gerault, 1902, 75, cité par Poidevin, 1969, 349. Parmi les écrits contemporains, voir, par exemple, Cambon, 1909, 1914 ; Howard, 1907 ; Usher, 1913 ; Bruneau, 1914 ; Hauser, 1915. Sur le rôle de la chimie dans l'expansion économique allemande : Landes, 1969, 175-176 ; Haber, 1958 ; Beer, 1959 ; Hohenberg, 1967 ; Poidevin, 1969, 29-31, 223-224, 511-513, 727-741.

44. Le marché français, par exemple, était dépendant de la production allemande de colorants au point qu'au moment où la guerre éclata, des industriels intervinrent auprès du gouvernement pour qu'il autorise les firmes allemandes établies en France à continuer de fonctionner (Poidevin, 1969, 739-740). Voir aussi, MacLeod et MacLeod, 1975, et la littérature citée *infra*, chapitre II, 71, note 22, et 75, note 29.

45. Ashby et Anderson, 1974, 49 ; voir aussi, sur la discussion en Angleterre, Cardwell, 1957, 167-178.

46. Paul, 1972, 20-26 et *passim* ; parmi les témoignages contemporains : Le Chatelier, 1915 ; Roscoe, 1915.

47. Tobey, 1971, 4.

48. Flexner, 1930, 1940.

49. Voir, par exemple, un article ultérieur, mais qui reflète bien les idées exprimées dès avant 1914 : Hale, 1920 ; voir aussi Kevles, 1968-1977 ; Tobey, 1971, 20-61 ; Kargon, 1973, 1-23.

50. Voir cependant Crosland, 1976, et la littérature qu'il cite. Pour ajouter une anecdote amusante : Bismarck - alors qu'il était déjà à la retraite - n'hésitait pas à attribuer aux chimistes le mérite d'aider au maintien de la paix à cause d'un "équilibre de la terreur" dont ils étaient les artisans : aussi longtemps que leurs armées ne disposaient pas des innovations les plus récentes, les gouvernements hésiteraient, selon lui, à déclencher des hostilités. (Allocution de 1894, cité par Anschütz, 1915, 36-37.)

51. Voir, par exemple, Richet, 1916. - Pour la part relative des publications scientifiques allemandes dans la production mondiale, voir Price, 1963, 95-97 et *passim*.

52. Pfetsch, 1974, 43-192 ; Ruske, 1973. Voir aussi, Forman, Heilbron, Waert, 1975.

53. Mémoire du 21 novembre 1909, *Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft*, 1961, I, 80-94.

54. Mémoire du 21 novembre 1909. *Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft*, 1961, I, 80-94. Voir aussi Feldmann, 1973, 344-346, et les études récentes de Burchardt, 1975 et Wendel, 1975 ; voir aussi *infra*, chapitre VI, 240, note 44.

Chapitre II. La mobilisation des esprits 1914-1918

"... ils ont cherché dans l'arsenal de leur savoir,
de leur mémoire, de leur imagination, des raisons
anciennes et nouvelles, des raisons historiques,
scientifiques, logiques, poétiques, de haïr..."
Romain Rolland, "Déclaration de l'Indépendance
de l'Esprit", *l'Humanité* du 26 juin 1919.

- 1 "La première expérience collective que vécut le genre humain fut celle de la haine", constata le philosophe Max Scheler, au milieu de la guerre¹. Dans le monde scientifique, le balancier que son collègue Hermann Diels avait vu avec tant de satisfaction osciller vers l'"amour", revenait avec force du côté de la haine². "... toutes les poitrines halètent du même souffle, tous les coeurs battent des mêmes sentiments, une seule âme fait agir ce grand corps..." écrivait alors Pierre Duhem³. L'éminent physicien applaudissait à Bordeaux l'expérience d'un grand élan national avec le même enthousiasme que ses collègues de Leipzig et de Berlin. En Allemagne plus qu'ailleurs, on pouvait discerner dans l'effervescence générale les manifestations d'un certain soulagement : l'Empire était jeune encore, et on y avait suivi avec une angoisse particulière l'évolution d'anciennes tensions, tensions notamment entre les différentes parties de l'Empire où vivait encore le souvenir de souverainetés séculaires. La guerre semblait alors souder le peuple entier dans un élan unanime, mettant fin, avec éclat, aux prophéties malveillantes des uns et aux appréhensions à peine voilées des autres⁴.
- 2 Nous débordions le cadre de la présente étude en recherchant l'origine et la nature profonde de cette éruption des passions collectives ou en voulant en appréhender l'ampleur. Des deux côtés affleuraient, dans l'emportement des esprits, des émotions obscures et difficilement saisissables : le mépris d'une vie enlisée dans une paix qui avait trop duré, l'exaltation de la lutte purificatrice, la nostalgie des "orages d'acier". Qu'ils prirent la parole ou qu'ils saisirent la plume, les hommes de science de tous les camps furent entraînés dans cette grande agitation patriotique. *Inter armae silent musae*. Mais, affirmait-on, "lorsque les muses se taisent, *andrès musikoi* ont le devoir d'autant plus de se faire entendre⁵". Ces derniers s'acquittaient alors de ce devoir avec un tel

dévouement que, dès les premiers jours de la guerre, le *Times* pouvait parler d'un "professormadewar⁶."

- 3 Parce qu'ils se sentaient menacés, les peuples recherchaient d'abord en eux-mêmes, dans leur passé collectif, les racines de leur existence nationale, les preuves de leur puissance nationale, les fondements de leur mission nationale. Il est difficile de suivre le publiciste suédois, Rudolf Kjellén, grand admirateur de l'Allemagne, manifestant son enthousiasme pour la littérature que la guerre fit éclore en Allemagne et dont la qualité égalait, selon lui, la quantité⁷. Le flot de cette prose belliqueuse était, certes, puissant, et il serait injuste de nier que l'émotion profonde produisait, en Allemagne comme ailleurs, ici et là, de très beaux textes. Mais dans l'ensemble, le délire patriotique secrétait une littérature insipide, où une fureur teutonne voisinait avec l'univers rétrograde, anti-libéral et irrationnel des "Idées de 1914⁸" et l'exaltation, sentimentale et archaïsante, de l'"âme allemande". Il demeure surprenant de trouver les noms d'éminents savants associés à des textes dont le genre semblait jusque-là réservé aux élucubrations de ligues d'anciens combattants ou d'autres groupements patriotards. "Littérature de réformés", devait-on appeler cette prose plus tard⁹. Si, chez les uns, ces vapeurs d'exaltation se dissipèrent rapidement, elles s'attardèrent dans d'autres têtes jusqu'à la fin, nourrissant des idées de croisade, de "levée en masse" et de défaite totale dans l'honneur¹⁰.
- 4 L'accueil enthousiaste fait à la "guerre miraculeuse¹¹" devait nécessairement anéantir l'esprit de coopération scientifique internationale. Ceux qui en étaient touchés les premiers, s'ils s'en indignaient, certains ne semblaient guère s'en étonner
 Tous ces échanges internationaux entre académies et hommes de science - échanges dont l'Allemagne précisément prenait soin avec tant de zèle - se sont révélés sans le moindre effet : il n'était pas question que les professeurs anglais protestent contre cette guerre de propagande mensongère déclenchée contre nous ! Ils sont des Anglais comme les autres !¹²
- 5 On distingue dans ces propos d'un germaniste berlinois, Gustav Roethe, nationaliste de droite qui ne se démentira jamais, une satisfaction à peine dissimulée : il ne déplorait que pour la forme la défaillance d'une solidarité qu'il avait toujours envisagée avec scepticisme et qui eût pris les allures d'une perversion une fois les hostilités déclenchées.
- 6 Avant de s'occuper du sort de la coopération internationale dans le domaine scientifique, de ses organisations et de ses projets, on doit donc éclaircir une autre question : qu'était-il advenu de l'"esprit international" des années d'avant-guerre ? et où se tenaient ses dépositaires par excellence, les *Clercs* ?

L'autorité

- 7 Dans un article de la fin de juillet 1914, Friedrich Naumann avait déploré l'extinction de la race des "professeurs politiques". "En général, le savant ne proteste plus", écrivit-il. "Il accepte le monde comme il est et cherche à s'y trouver une bonne place." La pratique des sciences serait transformée, et surtout si l'on se référait aux années de la fondation de l'Empire et aux événements de 1848 - la politique, elle, serait aussi devenue tout autre : on se perdrait dans des querelles et des marchandages pour des avantages et des privilèges, au lieu de combattre pour des idées, des théories ou des

*Weltanschauungen*¹³. Une semaine après la publication de cet article, la guerre éclatait. La situation allait changer radicalement : ce fut la mobilisation des esprits.

- 8 Les "gens cultivés" - traduction combien inadéquate du terme "*die Gebildeten*" - s'étaient certes tenus à l'écart de la politique, si l'on entend par là les institutions proprement dites, et notamment les partis politiques. Apolitisme revendiqué avec orgueil et d'autant plus illusoire. Apolitisme illusoire d'abord parce que la bourgeoisie méprisait le système des partis politiques largement à cause de l'aversion qu'elle nourrissait à l'endroit de l'un d'entre eux : la social-démocratie¹⁴ ; apolitisme illusoire aussi, parce qu'ancré dans la conviction diffuse mais éminemment politique des *Gebildeten* d'appartenir à l'élite "véritable", à cette couche de la population à qui la nation avait confié la sauvegarde de ses plus hautes valeurs. La guerre, d'un coup, donnait à cette conviction une dimension nouvelle : à la fin de l'été 1914, la prise de conscience d'une mission politique se propagea avec la force d'un raz de marée dans un milieu où l'on ne s'était pas jusqu'ici préoccupé, à quelques exceptions près, d'affiner son jugement politique ou d'aiguiser sa plume de publiciste. Cela peut expliquer en partie le pathétique extravagant, l'entraînement irréfléchi à l'étalage des grands mots et des grands sentiments.

- 9 Comment les "clercs guerroyants" de tous les camps allaient-ils alors concevoir leur contribution à la cause nationale ? Voyaient-ils, comme Pierre Duhem, leur tâche principale dans la défense du génie national contre l'envahissement, contre la corruption même, par des influences étrangères - humble tâche, sans danger ni gloire, mais dont il comptait s'acquitter avec un dévouement sans faille¹⁵ ? Ou s'attendait-on à ce que la nation fasse appel à des compétences plus précises ? En fait, l'importance des innovations de la technologie militaire qui ne tardait pas à s'imposer aux esprits, semblait assigner aux experts des sciences appliquées et des techniques une responsabilité prépondérante. Pourtant, les élites intellectuelles percevaient leur mission de façon beaucoup plus compréhensive :

... le rôle le plus important revient aux sciences naturelles appliquées ; les réalisations éclatantes de la technique allemande sont d'une importance décisive pour notre supériorité dans cette guerre ; les progrès réalisés par la science médicale allemande, tant en médecine préventive qu'en médecine thérapeutique, sont d'une valeur inestimable dans le maintien de notre santé nationale. La science juridique cherche à résoudre les nombreux problèmes qui se posent au droit de la guerre, l'économie politique s'emploie à découvrir et à circonscrire les difficultés économiques, et la science historique cherche à dégager la signification de la situation mondiale actuelle à la lumière des grandes conjonctures de l'histoire...¹⁶

- 10 Ici, le rôle de guide, la revendication d'être consulté et de participer, reposent clairement sur la *compétence professionnelle*, sur la maîtrise d'un savoir et d'un savoir-faire ; l'argument de l'expertise fut utilisé dans toutes les disciplines ainsi que de tous les côtés du front : Joseph Bédier, dans son analyse de lettres de soldats allemands, y insiste expressément :

... j'ai pris le soin d'en faire la critique avec autant de minutie et de scrupule que naguère, lorsque, dans les travaux de la paix, je discutais l'autorité d'une vieille chronique ou l'authenticité d'une chartre. Cela, par habitude professionnelle peut-être et, peut-être, par besoin intime de véracité¹⁷.

- 11 Toutefois, malgré l'abondance des références aux responsabilités qu'entraîne l'expertise, les droits et les devoirs de ceux qui maîtrisent certaines connaissances étaient compris avant tout comme des privilèges et des responsabilités se fondant sur le *prestige* que confère cette connaissance - leur excellence dans un domaine particulier

se portant quasiment garant de leur discernement général. En effet, ce n'est certainement pas en raison d'une quelconque qualification scientifique spécialisée, que des professeurs de philologie classique ou de théologie protestante, par exemple, prirent position en faveur de la guerre sous-marine à outrance, ou qu'ils se prononcèrent pour de nombreuses annexions stratégiques à l'Est et à l'Ouest¹⁸.

- 12 En fait, l'expertise pertinente - que Bédier, non sans une certaine coquetterie, avait encore si fortement soulignée - ne jouait qu'un rôle marginal dans les efforts des intellectuels, universitaires ou non, pour légitimer leur vocation politique. Au tournant du siècle, Friedrich Paulsen avait exhorté l'Université de devenir, "dans son ensemble, une sorte de conscience publique de la nation, appelée à connaître du Bien et du Mal, en politique intérieure aussi bien qu'en politique extérieure"¹⁹. A en croire la littérature des années de guerre, la grande majorité des publicistes considéraient manifestement ce grand dessein comme déjà atteint, et en tiraient, pour leur autorité en matière politique, une légitimité sommaire. De fait, aucun des soixante et quelque professeurs d'université (dont vingt-deux représentants des sciences exactes et naturelles), signataires de l'"Appel au monde civilisé", ne semble avoir pris ombrage de la présence, parmi les Quatre-vingt-treize, d'une trentaine de personnalités venant du monde des arts et des lettres, musiciens, peintres et poètes. Rien de moins étonnant, car leur légitimation commune ne se fondait pas sur une expérience pertinente ni sur des facultés éprouvées de rationalisation, mais sur le prestige que leur valait l'excellence de leur oeuvre dans un des domaines où s'exprimait le génie national. Créateurs ou interprètes, ils étaient tous des "porteurs de culture", des *Kulturträger*²⁰, un terme que les puristes de la langue allemande, dans leur zèle aveugle, voulaient alors imposer à la place des "intellectuels".
- 13 Si les milieux intellectuels et plus particulièrement les milieux universitaires sentaient ainsi pleinement justifiée leur vocation de participer à la discussion, voire à la direction des affaires politiques, et de contribuer de façon privilégiée à l'effort de guerre, il n'en découle pas automatiquement, bien entendu, que cette conviction ait été partagée par les milieux politiques. Qu'il s'agît d'efforts pour mettre l'expertise scientifique au service de la *conduite* de la guerre ou de faire porter les fruits de recherche et de réflexion sur l'*élaboration des objectifs* de la guerre, la situation se présentait essentiellement de la même façon : à l'exception de quelques secteurs de la recherche militaire, les contacts entre les milieux universitaires désireux d'apporter leur concours et les pouvoirs publics demeuraient occasionnels ou se dissimulaient, mal saisissables, dans des courants plus diffus. A l'indifférence des autorités, les hommes de science réagissaient avec impatience et amertume. La situation fut sensiblement la même dans tous les pays belligérants. Wells dénonçait, dans une lettre au *Times*, le peu d'attention que le gouvernement accordait aux scientifiques et le peu d'appréciation que recevait le rôle des procédés scientifiques dans la conduite de la guerre²¹. Un autre lecteur du *Times*, *Fellow* de la Royal Society, se plaignait que l'on n'ait pas songé encore, dix mois après le début des hostilités, à l'inviter à siéger sur un comité, à collaborer à un projet de recherche ou à mettre, d'une autre façon, sa compétence au service de la Couronne²².
- 14 Encore convient-il de souligner que, dans tous les pays belligérants, le concours des sciences exactes et de la technique s'imposa plus facilement que celui des sciences sociales ou des humanités. On se contentait, dans les administrations, des fonctionnaires rattachés aux services spécialisés.

Il est fort peu probable, écrivit Max Weber de Berlin, que je trouve *ici* un endroit pour me rendre utile. Toutes les places sont solidement pourvues. On n'a que trop de conseillers non sollicités, et on ne montre pas, à cet égard, trop de discernement²³.

- 15 Dans le domaine des sciences exactes, les circonstances furent donc différentes, quoique, là aussi, la "mobilisation" se fit de manière hésitante et, généralement, en désordre. Comparée à la situation de la seconde moitié du XX^e siècle l'importance stratégique du "potentiel scientifique" demeurait restreinte. Une tâche essentielle revint d'abord à la chimie, et plus particulièrement aux industries chimiques : dans les pays alliés, il fallait du jour au lendemain développer la fabrication de produits importés, jusque-là, d'Allemagne²⁴. A son tour, l'Allemagne coupée de ses importations de matières premières vit alors poindre l'heure des produits de substitution, des *ersatz*. Grâce à un équipement aux capacités considérables - développées pour faire face à une demande mondiale - la conversion des industries jusque-là productrices de colorants artificiels et de fertilisants permettait de subvenir aux besoins d'explosifs des fabriques de munition. Réduite aux seules réserves de munition et de salpêtre chilien, l'Allemagne n'aurait pu soutenir l'effort de guerre au-delà du printemps 1915.
- 16 La contribution la plus spectaculaire de la science à l'effort de guerre fut sans doute le développement des gaz de combat. Spectaculaire elle l'était surtout du point de vue de ses conséquences dans le domaine politique. Du point de vue militaire, l'efficacité des gaz toxiques se révéla problématique et ils n'acquirent jamais, en tant qu'arme, l'importance décisive sur laquelle leurs initiateurs avaient compté. Le développement et l'utilisation des gaz allaient cependant affecter profondément et de manière durable l'interprétation du rôle de la science et des scientifiques dans la société moderne²⁵. Avant que la Deuxième Guerre mondiale ne devînt la "guerre des physiciens", et ne détruise, à jamais, la légende de la science neutre et foncièrement bénéfique, la "guerre des chimistes" avait déjà créé, entre la collectivité scientifique et les pouvoirs, des rapports nouveaux. Désormais la science occupait, dans l'arsenal des ressources nationales, une place sans précédent ; et, avec une rapidité remarquable, les hommes de science allaient apprendre à monnayer ce potentiel fraîchement acquis.
- 17 George Ellery Hale - un des porte-parole les plus déterminés des intérêts de la collectivité scientifique - en fournit un exemple éloquent. Principal artisan de la création, en 1916, du National Research Council, il avait défendu le principe selon lequel une *national preparedness* devait nécessairement inclure l'encouragement de la recherche fondamentale²⁶. Il insiste, auprès du président Wilson, sur l'impossibilité, pour les Etats-Unis, d'affronter la concurrence allemande, en temps de guerre ou en temps de paix, "si nous n'utilisons pas au maximum nos ressources scientifiques en vue d'applications militaires et industrielles²⁷. Hale était convaincu qu'on ne devait pas laisser passer une occasion aussi propice sans faire comprendre aux hommes d'Etat, aux dirigeants de l'industrie et au public en général, l'importance de la recherche scientifique - à un moment précisément, où son utilité était si facile à démontrer²⁸.
- 18 Ce fut sans doute là un des développements les plus marquants que cette première mobilisation des sciences et des techniques à des fins militaires avait déclenchés : l'émergence d'une conscience de *partnership* et l'avènement de structures nouvelles, essayant d'articuler de façon efficace les rapports entre le savoir et le pouvoir, entre les détenteurs d'une compétence de valeur stratégique et leurs partenaires, à la fois clients et bailleurs de fonds. Il est douteux toutefois que la majorité des contemporains aient toujours reconnu la signification à long terme de ces nouveaux organismes - conseils

nationaux de recherche, Department of Scientific and Industrial Research, etc. - qui s'étaient créés un peu partout²⁹. On les voyait sans doute davantage dans la perspective d'une émulation, combien nécessaire et combien tardive de l'organisation allemande - "organisation" dont on surestimait volontiers d'ailleurs et la cohésion et l'efficacité.

- 19 La participation directe à l'effort de guerre à laquelle ces nouveaux organismes semblaient destinés à offrir des voies plus nombreuses, n'était pas la seule mission dont les élites scientifiques et intellectuelles se croyaient investies, comme il a été mentionné plus haut. Se considérant comme doués d'une compréhension générale plus vaste et plus profonde de la situation, comme dépositaires, aussi, des valeurs les plus élevées de la culture nationale, beaucoup de leurs représentants s'attribuaient un rôle crucial dans la *formation de l'opinion publique et le maintien de son moral* ; ils étaient alors également convaincus qu'une mission particulièrement importante leur incombait dans la conduite de la propagande et *contre-propagande à l'extérieur*, en raison même du prestige dont ils jouissaient dans le monde entier et des contacts qui les liaient à leurs collègues à l'étranger. En fait, la mission la plus noble que se fussent donnée les élites scientifiques et culturelles, était de dégager la signification profonde et véritable de la lutte, de renforcer l'unité nationale, de maintenir dans le peuple entier la conviction de combattre pour une juste cause, et de défendre cette cause à l'extérieur, devant l'opinion publique des pays neutres et contre les accusations de la propagande ennemie.

Les antagonismes insurmontables

- 20 Ces accusations furent portées à tous les niveaux. Un groupe d'historiens d'Oxford publia, en septembre 1914, une brochure intitulée *Why we Are at War*. "Pour nous, comme pour les Belges, c'est une guerre défensive menée pour la liberté et pour la paix", concluait un *reasoned statement* signé par quelque cent-cinquante savants anglais, le 21 octobre 1914³⁰. Des thèses sur la fatalité du caractère national et le règne inéluctable des traditions nourrissaient, de part et d'autre, des démonstrations passionnées, et on allait jusqu'à éclairer la nuit des temps afin de rechercher les derniers maillons des chaînes d'argumentation :

Dès les temps paléolithiques, écrivait le paléontologue français Marcellin Boule, notre pays, aux clairs paysages, constitue un foyer de progrès au regard des contrées voisines et notamment des marécages brumeux de l'Europe centrale. Les reliques de ce lointain passé... prouvent que ces ancêtres avaient déjà le culte de la beauté, le souci de leur perfectionnement et même un certain sentiment de l'idéal. Ils furent les premiers pionniers de la vraie culture... Façonnés par les mêmes milieux, nourris par le même sol, baignés dans la subtilité de la même atmosphère... nos modernes "poilus" ont de qui tenir. Unis à leurs alliés, tous défenseurs des justes causes, tous soldats de la liberté et du droit, ils ont retrouvé leurs énergies ancestrales et ils viendront certainement à bout du monstre germanique dont l'évolution a mal tourné. Et ce sera, une fois de plus, le triomphe de l'esprit sur la matière³¹.

- 21 On citait, comme principaux témoins de la soif du pouvoir qui caractérisait le peuple allemand, les noms d'Arminius le Cherusque, de Frédéric roi de Prusse, de Kant, de Fichte, et d'Ernst Moritz Arndt, et pour appuyer la thèse de l'agression préméditée, on nommait surtout Treitschke, Nietzsche et Bernhardi, "pédants mégalomanes"³², prédicateurs prolifiques du pangermanisme et du militarisme, sources nourricières de la brutalité et de l'absence totale de scrupules, toutes deux si manifestes dans la pensée

et le comportement allemands. L'affrontement des interprétations de la guerre imposée, juste et sacrée, ces batailles oratoires dans lesquelles on se bombardait d'affirmations péremptoires sur les antagonismes insurmontables et les déterminismes historiques, culturels, tenant de la race ou de la volonté de Dieu, atteignirent rapidement une violence chargée d'une passion, d'une haine et, ici et là, d'un mauvais goût peu communs. Une des raisons en était sans doute que le déroulement des opérations militaires fournissait dès le mois d'août 1914, amplement matière à la violence.

- 22 Dans les pays de l'Entente, on percevait rapidement des corrélations significatives : entre la violation de la neutralité belge, par exemple, et la glorification du pouvoir, le mépris du droit qui, au moins depuis Nietzsche, caractérisaient la vie intellectuelle en Allemagne. On dénonçait comme autant de signes précurseurs de l'abjection, une historiographie idolâtre, prosternée devant l'Etat, et toute la littérature politique et économique aux accents expansionnistes des dernières décennies, imputée, en bloc au pangermanisme. Les excès contre la population civile belge se présentaient alors, à la lumière du militarisme prussien, comme les signes d'une "inhumanité systématique" ou comme des "cruautés réglementaires"³³, dévoilant à leur tour le vrai visage de ce militarisme. L'incendie de la bibliothèque de Louvain, le bombardement des cathédrales de Reims et de Malines démontraient de manière irréfutable l'hostilité à l'endroit des biens culturels dont faisait preuve depuis sa prussification, ce peuple, jadis celui des poètes et des penseurs³⁴.
- 23 L'Entente, par sa composition, fournissait aux Allemands une multitude d'arguments concrets sur lesquels allaient s'appuyer leurs interprétations visionnaires du combat : l'alliance perverse de l'Angleterre avec la Russie, puissance à moitié asiatique, contre un peuple frère, de race germanique comme elle, ne ferait que confirmer tous les soupçons qu'on pouvait avoir à l'égard de la "perfide Albion" ; ce pacte avec le despotisme obscurantiste de l'Empire du tsar dévoilerait l'hypocrisie de la mission libératrice qu'affichaient les démocraties occidentales et fournirait un exemple à point nommé du *cant* ; comment, de plus, ne pouvaient-elles pas avoir honte, ces puissances qui, prétendant combattre pour un humanisme meilleur et la culture dans sa plus haute expression, "lançaient contre l'Allemagne des hordes jaunes, brunes et noires, jusqu'aux nègres les plus primitifs et les plus barbares"³⁵ ?
- 24 En s'accusant mutuellement de provocation, on s'en tenait de préférence aux voix les plus fanatiques ; c'est à celles-ci que l'on se référait sans scrupules, comme à des interprètes fidèles de l'opinion dominante chez l'ennemi³⁶.
- 25 L'arrogance avec laquelle les élites scientifiques allemandes se prononçaient volontiers sur les mérites respectifs des nations dans l'évolution des cultures et des civilisations, ne manquait jamais de provoquer d'énergiques protestations :
L'Académie (des sciences de Paris) tient à rappeler que les civilisations latine et anglo-saxonne sont celles qui ont produit depuis trois siècles la plupart des grandes découvertes dans les sciences mathématiques et naturelles³⁷.
- 26 La suffisance allemande fut-elle à l'origine de ce déluge d'articles et de pamphlets qu'on ne peut lire aujourd'hui sans un profond ahurissement ? Quoi qu'il en soit, on voyait apparaître, de part et d'autre, d'étranges comptabilités, des savants renommés et respectables se livrant à des calculs bizarres et le plus souvent mesquins sur l'originalité et la productivité comparatives des peuples - pour aboutir, invariablement, à des conclusions contestant à la science ennemie toute originalité créatrice³⁸. La

science ennemie se révélait alors le plus souvent comme étant l'exploitation, banale ou habile, d'un génie étranger, à la remorque d'une science étrangère : *Scientia germanica ancilla scientiae gallicae*³⁹ Dans les publications françaises, les démonstrations de la différence entre l'esprit de finesse s'exprimant dans la science française et l'esprit géométrique caractérisant la science allemande, prenaient volontiers une allure désobligeante, et Pierre Duhem prit soin d'apporter les corrections appropriées à ses thèses concernant les différences de mentalités qui séparaient respectivement les sciences française, anglaise et allemande⁴⁰.

- 27 On avait déjà échangé, par-dessus les lignes, un certain nombre d'invectives et de proclamations sur la responsabilité du déclenchement de la guerre et sur les véritables défenseurs de la culture contre la barbarie, quand, le 4 octobre 1914, l'"Appel au monde civilisé", signé par 93 intellectuels allemands et traduit en dix langues, fut claironné aux quatre coins du globe⁴¹. Plus d'un an après, et prenant visiblement déjà ses distances, Max Planck essaya d'expliquer à son collègue hollandais, Hendrik A. Lorentz, pourquoi il avait signé l'Appel : l'effervescence des premières semaines de guerre se reflétait tout entière dans ce texte, écrivit-il, un texte qui n'avait voulu ni pu signifier autre chose qu'un geste de défense, et avant tout un geste de solidarité en faveur de l'armée allemande contre les calomnies dont elle était victime ; un texte qui avait aussi voulu manifester clairement et nettement que les savants et les artistes allemands ne voulaient pas séparer leur cause de celle des soldats⁴².
- 28 On ne peut douter de la conviction sincère des milieux intellectuels allemands d'avoir été victimes non seulement d'une conspiration diplomatique et militaire, mais également d'une machination de cette "quatrième grande puissance" : la "presse internationale, hostile et mensongère"⁴³, puissance les prenant au dépourvu et sans défense. Ils voyaient même, flans leur naïveté délibérée, un élément supplémentaire tendant à réfuter les thèses selon lesquelles l'Allemagne aurait déclenché la guerre : comment, dans ces conditions, aurait-elle pu tellement négliger le "théâtre des opérations psychologiques"⁴⁴ ?
- 29 En dehors de l'Allemagne, plus particulièrement en France, on n'était pas aussi convaincu de cette "naïveté" bien au contraire, on avait tendance à attribuer au "professeur allemand" une influence peu commune, à tous les niveaux, sur les affaires de l'Etat comme sur l'opinion publique. Par conséquent, c'était lui, ce "professeur allemand", qu'on rendait volontiers responsable, en partie du moins, du développement de cette mentalité spécifiquement allemande, caractérisée par l'"hypertrophie morbide de la volonté"⁴⁵ ; on le rendait également responsable de cette *Kultur* vouée à la décadence, "victime d'une spécialisation exclusive, du gigantisme de sa force matérielle, de l'atrophie de son sens moral"⁴⁶. On lisait même que Guillaume II, "âme mystique plus que résolue", ne portait guère la responsabilité de la guerre : il n'avait été que l'instrument des professeurs, des intellectuels⁴⁷. La science allemande des années de guerre, comme l'expliquait Paul Painlevé à l'Académie des sciences, "était une gigantesque entreprise où tout un peuple, avec une patiente servilité, s'acharnait à fabriquer la plus formidable machine à tuer qui ait jamais existé"⁴⁸.
- 30 C'est à cette image du professeur allemand - déjà si désavantageusement complétée par la caricature superbe et méchante du *professeur Knatschké* de Königsberg, sortie de la plume d'Hansi⁴⁹ - que l'"Appel au monde civilisé", d'une extraordinaire maladresse psychologique, devait apporter une confirmation désastreuse :

... ils se sont solidarisés, devait-on écrire en Belgique, avec les incendiaires de l'université de Louvain, avec les destructeurs de l'université de Gand,... avec ceux qui martyrisaient nos prêtres patriotes, comme avec ceux qui souillaient nos établissements religieux...⁵⁰

- 31 On prit à partie les signataires à titre individuel. Ainsi Paul Ehrlich fut-il blâmé pour avoir signé l'Appel avant même d'avoir digéré le banquet qu'on lui avait offert à Paris, et pour avoir ainsi approuvé "le pillage de nos provinces, la destruction de nos monuments historiques, le viol des femmes, le meurtre des vieillards, la mutilation des enfants en Belgique et dans le nord de la France"⁵¹.
- 32 Que rien dans le texte de l'Appel n'autorise à l'interpréter comme une approbation de crimes de ce genre, que par ailleurs la majorité des signataires fussent animés des intentions les plus respectables ou qu'ils n'aient pas vu le texte avant de permettre que leur signature y fût apposée - tout cela n'a qu'une importance limitée. L'effet frappant que donnait à ce texte le martèlement des "Il n'est pas vrai que..." répétés au début de chaque paragraphe, et du style lapidaire, devait se retourner contre les auteurs : plus que simple épisode de la guerre des manifestes et des pamphlets, ce texte allait pour longtemps jeter l'opprobre sur la science allemande. La plus grande partie de cette éphémère littérature d'indignation et d'invectives était déjà bien oubliée, lorsque Clemenceau, en 1930, élaborait encore un chapitre de ses mémoires autour du "Manifeste des intellectuels allemands"⁵². Et si plus guère personne ne se souvient aujourd'hui de son contenu et de son contexte, ce Manifeste hante toujours la dernière édition du *Grand Larousse illustré*⁵³.
- 33 Le juriste pacifiste Hans Wehberg ne se trompait guère en voyant dans ce Manifeste un obstacle majeur sur la voie d'une réconciliation éventuelle. Il n'est pas certain, toutefois, que le désaveu public qu'il préconisait en 1919, le retrait de leur signature par ceux qui, à ce moment, étaient encore vivants, eût considérablement accéléré la reprise des relations scientifiques internationales⁵⁴. L'"Appel au monde civilisé" demeurait autre chose qu'une somme de prises de position individuelles qu'on aurait pu anéantir par le retrait successif de toutes les signatures. Dès sa publication, il avait symbolisé l'abus de l'autorité scientifique dans la défense d'injustices politiques, l'abdication aussi de la science devant le pouvoir politique⁵⁵.
- 34 Cette perception du Manifeste comme un acte de haute trahison dans l'univers scientifique et comme un événement charnière dans le développement des rapports entre la science (au sens étroit du terme) et le pouvoir peut surprendre, compte tenu de la proportion relativement modeste (moins de 25 pour cent), parmi les signataires, de représentants des sciences exactes et naturelles. Cette légère distorsion - immédiate et durable - s'explique sans doute par la place prépondérante que tenait, dans l'expérience de mobilisation des ressources nationales, celle des compétences scientifiques. Cette compromission des hommes de science avec l'entreprise militaire allait, en tout cas, fournir à l'indignation morale des milieux intellectuels de tous les camps, d'innombrables preuves de la perversion des collègues ennemis. Cet engagement direct dans l'effort de guerre devait aussi creuser davantage encore l'abîme scindant la "communauté scientifique internationale". Lorsque, en 1918, Fritz Haber reçut le prix Nobel de chimie, ce fut le tollé général dans les pays alliés ; c'est qu'il apparaissait en effet comme le représentant typique de cette science allemande, pervertie, caporalisée et transformée en machine de guerre. Aussi avait-il jugé prudent,

au lendemain de la défaite, de quitter temporairement l'Allemagne, afin d'échapper à une éventuelle extradition comme criminel de guerre⁵⁶.

- 35 Alors que dire de ces *Clercs*, dépositaires tout désignés de l'esprit international - question que nous avons posée au début de cette section. Que dire, en effet, lorsque l'on constate que dans toutes les nations belligérantes, d'éminents savants, quand leur propre voix ne semblait pas porter assez loin, s'associèrent afin de défendre la cause de leur patrie, tablant sur leur savoir et leur prestige. C'est ce que soutenaient les historiens de l'université de Bonn : "que celui qui respecte nos travaux pour leur valeur scientifique ne refuse pas alors de prêter attention à cette expression de nos convictions politiques⁵⁷. De même, Ernest Lavisse et Paul Deschanel acceptaient la présidence de l'"Union des grandes associations françaises contre la propagande ennemie" ; Emile Durkheim se dévouait comme secrétaire aux *Etudes et documents sur la guerre* dont le comité des publications se composait exclusivement d'universitaires⁵⁸. Ce sont des savants qui écrivirent dans le livre *la Guerre allemande et le catholicisme*, et d'autres savants répondirent dans *Deutsche Kultur, Katholizismus und Weltkrieg*⁵⁹. Des savants encore rédigèrent la majorité des 89 *Oxford Pamphlets*⁶⁰, et d'autres savants répondirent dans le recueil officiel *Deutschland und der Weltkrieg*⁶¹.
- 36 Au milieu de ces efforts fébriles pour démontrer les différences fondamentales et les incompatibilités intrinsèques ; pour illustrer la médiocrité intellectuelle et l'abjection morale chez l'ennemi, pouvait-il encore survivre ne serait-ce qu'un souvenir de cette communauté des esprits qu'on avait pourtant plus d'une fois célébrée à la veille de son éclatement ? Aussi surprenant que cela puisse paraître, c'est pourtant ce que l'on peut percevoir en filigrane, gommé et estompé, au milieu d'énoncés dénotant espoirs déçus et accusations amères. Sous la clameur et en contre-point de celle-ci, on détecte quelque nostalgie à l'égard d'une époque ou collaboration et liens d'amitié caractérisaient la poursuite internationale des travaux scientifiques sans qu'elle entrât en conflit avec l'amour de la patrie.

***Commercium litterarum* : les visions de l'avenir**

- 37 Le 1^{er} août 1914, le *Times* publia cette déclaration d'un groupe de professeurs britanniques :
- Nous considérons l'Allemagne comme une nation se trouvant à la tête du progrès dans les arts et les sciences. Nous avons tous profité - et profitons encore - de l'enseignement des savants allemands. Ce serait un attentat contre la civilisation que d'entrer en guerre contre ce pays pour défendre les intérêts de la Serbie et de la Russie. Au cas où - en raison d'obligations honorables - nous serions malheureusement impliqués dans une guerre, notre patriotisme risque de nous imposer le silence. Mais, à cet instant-ci, nous nous croyons justifiés de protester contre l'éventualité d'être entraînés dans un conflit avec une nation aussi étroitement apparentée à la nôtre et avec laquelle nous avons tant de choses en commun⁶².
- 38 Des voix comme celles-ci ne tardèrent pas à se taire - à la satisfaction de ceux - tel le pathologiste berlinois Otto Lubarsch - qui n'avaient jamais cru dans l'existence d'une "communauté scientifique internationale" et pour qui l'idée que des rapports de collaboration scientifique pussent créer des affinités politiques paraissait parfaitement aberrante⁶³. Retranchés depuis longtemps derrière leur nationalisme élémentaire, ils ne voyaient aucun problème se poser à leur conscience dans l'effritement des relations

transnationales. Mais une petite minorité, souvent hésitante, qui avait bénéficié d'une expérience vivante de collaboration internationale, se refusait à "traiter l'amitié et le respect comme de mauvaises herbes qu'on arrache sans plus⁶⁴". Face à la rupture brutale, ils cherchaient inlassablement à se l'expliquer et tentaient de trouver une interprétation permettant de conserver intact, au moins dans le souvenir, l'enrichissement scientifique et humain que les rencontres avec les collègues étrangers leur avaient souvent apporté. Ce refus d'accepter l'évidence d'une rupture douloureuse inspirait chez certains la foi obstinée dans l'existence cachée, chez l'ennemi, d'un "parti de la paix", en désaccord avec la politique officielle ; il inspirait la thèse des "deux Angleterre", d'"autres Français qui font preuve de noblesse dans leur jugement", ou de savants allemands qui, "esprits plus libres... échappent à l'embrigadement universel. Mais ils n'y échappent qu'en se cachant, qu'en se taisant. Ils ne comptent pas⁶⁵.)

- 39 En fait, on ne leur accordait nulle part une grande importance. La scène était entièrement dominée par ceux pour qui l'exhortation de Romain Rolland n'était qu'un "geste fourvoyé⁶⁶", et un article critique à l'endroit de la politique bismarckienne un acte de haute trahison⁶⁷. Bien sûr, même les "modérés" n'arrivaient pas à imaginer qu'une république des sciences et des lettres aurait dû imposer aux patries la cessation du conflit. Mais les anciens liens furent néanmoins invoqués :

La voix de ceux à qui le métier impose des normes de véracité morale et scientifique, de ceux qui dans le passé ont voulu servir la vérité et seulement la vérité, peut-être cette voix se fait-elle entendre au-delà des frontières dans le tumulte actuel, du moins chez ceux avec lesquels (les soussignés) se sentaient jusqu'à maintenant unis dans le culte sacré de la vérité⁶⁸.

- 40 Mais ces appels aux normes communes du métier scientifique se faisaient de plus en plus rares - reflets d'illusions naïves qui appartenaient, au même titre que les déclarations de croisade, à la "mise en scène" des premiers mois de guerre⁶⁹.
- 41 Non content de constater la ruine des liens invisibles de confiance mutuelle, on se mit aussitôt à la consacrer avec éclat. Beaucoup d'académies et de sociétés savantes rayèrent de leurs listes de membres les noms de savants ressortissants de pays ennemis⁷⁰. Le 7 septembre 1914, trente universitaires allemands annonçaient qu'en réponse à l'"affront indélébile" que le "nationalisme brutal" de l'Angleterre leur avait fait subir, ils remettaient tous leur distinctions académiques britanniques⁷¹. Quoique cette démarche ne ralliât pas un consentement unanime et qu'au sein des académies et sociétés savantes, l'exclusion des membres ressortissants de pays ennemis s'était rarement faite sans opposition⁷², la tendance générale était de rendre la rupture spectaculaire et irréversible.
- 42 Déjà dans le premier "numéro de guerre" de *l'Internationale Monatsschrift für Wissenschaft, Kunst und Technik*, quelques auteurs s'étaient livrés à des réflexions sur les conséquences que la guerre aurait sur la collaboration scientifique internationale - sur les congrès, les organisations, les publications, et sur les rapports personnels ; en somme, sur l'esprit même de cette collaboration qu'on avait pris l'habitude de présenter comme un "gage important de la paix⁷³". En fait, on avait toutes les raisons de s'interroger sur les possibilités de reprendre, après ce déversement de haine et de rancune, les anciennes habitudes - les contacts individuels comme la coopération plus formelle.

- 43 Au cours de l'été 1915, *Svenska Dagbladet* avait posé deux questions à des intellectuels - hommes de science, écrivains, artistes - ressortissants de pays neutres et de pays belligérants :
1. Quelles conséquences aura la guerre sur la coopération scientifique internationale ?
 2. Prévoyez-vous, au moment où la paix sera conclue, des difficultés pour le rétablissement des liens que les représentants des sciences, des arts et des lettres avaient noués dans l'intérêt de la culture, mais qui ont été déchirés par la guerre, notamment par les emportements émotionnels et le choc d'intérêts qu'elle a entraînés et aggravés⁷⁴ ?
- 44 On peut supposer que le journal suédois lançait son enquête moins pour discuter, pendant que les batailles faisaient rage, d'hypothétiques questions d'organisation, que pour procurer, avec l'innocence feinte d'une institution neutre, un bref répit aux héros intellectuels. Sans doute les éditeurs du journal comptent-ils aussi provoquer un choc salutaire.
- 45 Les réactions - à la seconde question notamment, plus concrète que la première - furent fort diverses et ne réservèrent aucune surprise. Quelques-uns manifestèrent leur étonnement : ils considéraient ce débat comme prématuré (Rutherford, Bergson, Harnack, Delbrück, Eucken, v.d. Waals, Brentano). Mais personne n'émit l'opinion que l'on pourrait facilement reprendre la coopération là où la guerre l'avait interrompue. Les esprits se divisèrent par la suite : pourrait-on jamais reprendre cette coopération et si oui, comment ?
- 46 Une profonde conscience de la communauté culturelle des peuples de l'Occident et une évaluation mesurée du moment historique amenaient généralement les esprits les plus distingués à regarder au-delà des préoccupations de leur propre génération. Le temps, la puissance et la pérennité de la "*civitas dei* scientifique", son essence universelle et finalement les impératifs du progrès scientifique allaient faciliter l'avènement d'une nouvelle époque de collaboration :
- Nous tracerons de nouveau les sillons où s'étendent maintenant les ruines et nous ferons de nouvelles semailles et ceux qui viendront après nous engrangeront la récolte. Et de nouveau les Latins et les Germains y participeront ensemble⁷⁵.
- 47 On semblait d'accord pour constater que les diffamations et les déchaînements de haine étaient allés trop loin, qu'ils avaient trop profondément blessé l'honneur de chacun et trop amèrement déçu la confiance mutuelle pour être tôt oubliés ; qu'on devrait attendre encore un long moment avant de pouvoir établir une collaboration harmonieuse, avant de pouvoir à nouveau songer à des rencontres personnelles. Jusque-là, il s'agissait d'attendre et de laisser faire, de s'en tenir aux "relations correctes entre institutions"⁷⁶ et à un échange purement impersonnel d'imprimés et d'écrits⁷⁷. Une opinion comme celle qu'émit Gilbert Murray, professeur de philologie classique et pacifiste connu, fut isolée : il prévoyait une réconciliation rapide entre les hommes de science de tous les camps, heureux, selon lui, comme les guerriers après la bataille, de panser leur plaies⁷⁸. Une conviction souvent exprimée par les répondants neutres était que les affaires allaient sans doute se calmer plus rapidement que l'on ne pouvait le prévoir au milieu des événements. D'ailleurs - pourquoi ne pourrait-on pas réussir à reprendre une collaboration malgré les animosités et des rancunes éventuelles ? - avant la guerre, la "sincérité des étreintes", n'avait-elle pas été toute relative...⁷⁹ ?

- 48 Dans l'ensemble pourtant, on était pessimiste et on ne croyait pas que la coopération scientifique puisse reprendre avant la relève de nouvelles générations d'hommes de science.
- 49 Emile Durkheim exprimait sa crainte que plusieurs années ne doivent s'écouler avant qu'il ne puisse - sans arrière-pensée et sans frisson - serrer la main d'un Allemand⁸⁰ ; d'autres ne voulaient établir de relations de collaboration avec aucun Allemand "sauf ceux qui habitent sur la rive gauche du Rhin, aussitôt que cette rive sera à nouveau devenue française..."⁸¹ Eduard Meyer, toujours à l'affût de défaitistes, surestimait sans doute le nombre de savants qui "ne pouvaient attendre le moment où ils pourraient se jeter dans les bras du collègue d'un pays ennemi et ranimer les organisations de la science "internationale"⁸²". Il ne croyait plus à l'"internationalité" de la science. Un de ses collègues de la faculté de Médecine allait encore plus loin : pour lui, une communauté scientifique internationale n'existait plus depuis belle lurette, nonobstant les manifestations qui en donnaient l'illusion, tels les congrès scientifiques internationaux⁸³. Pour William Ramsay, ces congrès ne semblaient réalisables dans l'avenir que si les représentants allemands et autrichiens en étaient exclus⁸⁴.
- 50 En fait, on accordait généralement peu d'importance à l'institution des congrès scientifiques internationaux qui, de toute façon, n'avaient pas toujours eu si bonne presse avant la guerre. Evaluant, au milieu de la guerre, les perspectives de la collaboration internationale, on niait en général qu'un abandon de ces rassemblements (et même parfois des associations internationales) puisse causer quelque préjudice au progrès scientifique. On faisait remarquer qu'il ne fallait surtout pas confondre "coopération" et "affairement" ; que, de toute façon, les congrès n'avaient jamais fourni un cadre à des travaux sérieux, et que les seules personnes à être vraiment affectées par leur disparition seraient sans doute les hôteliers...⁸⁵ Seuls les adeptes exaltés du cosmopolitisme croyaient en la coopération internationale comme à une condition indispensable du progrès scientifique : "La science est internationale par son résultat et son ultime destination, et non par son origine et sa production." La découverte, la grande percée scientifique, demeurerait toujours l'oeuvre de l'individu⁸⁶.
- 51 L'attitude la plus irréconciliable ne se traduisait pas, cependant, dans cette façon de rejeter la coopération scientifique internationale en la minimisant. Les vrais extrémistes se trouvaient parmi ceux qui, tout en reconnaissant l'importance décisive de cette coopération pour l'entreprise des sciences, refusaient d'envisager le rétablissement des relations de collaboration avec les milieux scientifiques des pays ennemis, même si l'évolution générale des connaissances devait en pâtir : "Le souci des progrès de la science est certes grand chez nous, mais la question morale plane au-dessus de tout", expliquait un mois avant l'armistice Emile Picard à propos du travail et des buts de la Conférence des académies interalliées⁸⁷. Et cette rectitude se voulait confirmée par une démonstration éclatante : "C'est leur faire trop d'honneur que de jurer vengeance aux voleurs - nous souhaitons les punir !", c'est-à-dire, comme le proposait un zoologue anglais, ignorer systématiquement les travaux allemands dans les ouvrages de référence et les bulletins signalétiques publiés dans les pays alliés⁸⁸. Emile Picard était d'ailleurs convaincu que

les savants... n'hésiteront pas à faire quelques sacrifices temporaires, en raison du but indispensable à atteindre, qui est d'isoler le plus possible l'Allemagne, pour lui ôter toute possibilité de reprendre ses rêves de domination universelle. Le sang de millions de morts l'exige, et nous serons récompensés au centuple, en retrouvant

notre liberté dans tous les domaines et en faisant fructifier nous-mêmes nos initiatives⁸⁹.

- 52 A côté de la loi morale, des exigences de l'honneur, de la dignité et du respect de soi-même - un argument d'un caractère fort différent, beaucoup plus concret surgissait là. Ce qui affleure ici, c'est la détermination de faire échec à la domination allemande dans les rouages de l'entreprise scientifique mondiale, d'autant plus que cette domination est perçue comme l'instrument prolongeant et renforçant dans le domaine scientifique la recherche d'une suprématie économique et politique de l'Allemagne. Les relations scientifiques internationales d'avant-guerre, n'avaient-elles pas été, avant tout, des moyens d'infiltration, un prétexte pour organiser des tournées de promotion pour des "commis-voyageurs" de la science allemande pour attirer des étudiants étrangers dans les universités allemandes et pour colporter des produits allemands⁹⁰ ? N'était-il pas possible de ne voir dans les congrès internationaux qu'une autre tentative de l'Allemagne pour asservir la science du monde entier⁹¹ ?

Les innombrables *Archive, Jahrbücher, Zeitschriften, Zentralblätter* et ainsi de suite... ont progressivement monopolisé l'ensemble de l'édition scientifique du monde..., écrivait l'éditeur de *Scientia* à son collègue, l'éditeur de la revue *Nature*. Ainsi on a mis sur pied des organes scientifiques internationaux, mais c'étaient, en réalité, des instruments de contrôle et de monopole de la science aux mains des Allemands...⁹²

- 53 Sous le grand flot d'amertume et d'indignation se mêlaient ainsi aux ressources de l'émotion celles non moins puissantes de l'intérêt bien compris. L'exaspération caractérisant l'affrontement des collectivités scientifiques n'aurait probablement jamais atteint des dimensions aussi dramatiques, si les consciences en révolte n'avaient pu trouver, dans les intérêts matériels, des raisons supplémentaires d'appréhension et de ressentiment. Dès avant la fin de la guerre, on pouvait alors déceler, dans les milieux universitaires alliés, une volonté ferme de ne pas s'en tenir là, à la fin des opérations militaires ; on était décidé de continuer cette guerre, sous la forme d'une

guerre pacifique qui nous libérera de l'hégémonie allemande, qu'on prépare déjà durant cette guerre sanglante, qu'on devra poursuivre encore plus vigoureusement après l'avènement de la paix, et qui doit englober aussi le domaine de la science⁹³.

- 54 Le sort des organisations scientifiques internationales se trouvait ainsi évidemment lié à cette détermination de mettre fin, et de façon durable, au rôle influent que l'Allemagne avait exercé dans le monde scientifique.

NOTES

1. Scheler, 1917, 8.

2. Diels, 1907, 3.

3. Duhem, 1915a, 3.

4. L'inquiétude dont les traces sont abondantes dans la littérature des années de guerre, est particulièrement sensible, par exemple, chez Otto Lubarsch, 1916, 4-5.

5. Schroers, 1914, 106.

6. *The Times*, 5 janvier 1915, 4. On trouve d'ailleurs des exemples d'hommes de science adoptant des comportements différents de la tendance générale que nous allons décrire ici. Ainsi le domaine de la recherche atomique se révèle-t-il comme assez particulier ; de nombreux contacts semblent y avoir été maintenus pendant la guerre. Voir, par exemple, les rapports qu'entretenait Frederick Soddy avec le Radium-Institut de Vienne et les efforts - couronnés de succès d'ailleurs - qu'entreprit le directeur de cet Institut, Stefan Meyer, pour sauver un jeune chercheur, citoyen britannique, de l'internement. Plus de vingt ans plus tard, Soddy s'en souvient avec gratitude et ajoute le commentaire suivant (dans une lettre à Stefan Meyer) : "... *I fear science has a lot to learn and a long way to go before scientific men understand any more than the ordinary newspaper reader the why and wherefore of the last conflict, or make a serious effort to understand the nature of the issues their work inevitably raises. The one thing the war has taught me is how utterly unscientific and conventional scientific men are to questions such as this, and what extremely bad form it is for them to meddle with the mysteries of high politics! Yes I found it personally a fascinating inquiry almost incredibly illuminating.*" (Howorth, 1958, 298-301.)

7. Kjellén, 1916, 5.

8. Pour une analyse des "Idées de 1914" et leurs origines, voir, par exemple, Ringer, 1966, 181-182 ; Bleuel, 1968, 77-79 ; Toepner, 1970, 82-94 ; voir aussi, pour les attitudes des milieux universitaires allemands vis-à-vis de la politique impériale, Fischer, 1969, *passim* ; 1964, *passim* (sur les "Idées de 1914", 184-186).

9. Troeltsch, 1924, 318.

10. Schäfer, 1918, 18.

11. Max Weber, cité par Marianne Weber, 1926, 530.

12. Roethe, 1914, 89.

13. Naumann, 1914, 474-475.

14. Bleuel, 1968, 54-56 ; Ringer, 1969, 143-176 et *passim*.

15. Duhem, 1915a, 3-4.

16. Gierke, 1915, 22-23.

17. Bédier, 1915, 5.

18. On ne peut s'attaquer, dans le cadre de cette étude, au recensement de ces prises de position, "concours non sollicités" dont parle Max Weber (voir p. 72) et dont l'éventail s'étend de rapports confidentiels aux pétitions de masse (Schwabe, 1969, 93-178, traite de façon détaillée des attitudes et actions des professeurs pendant la guerre ; voir aussi Fischer, 1964, *passim*). Il importe d'être souligné par ailleurs que dans ces campagnes de pétitions, le cliché du savant intègre et doué d'un jugement supérieur était, déjà, consciemment manipulé. "J'ai déjà assez d'hommes d'affaires", précisa l'un des instigateurs de la "Pétition des intellectuels" de 1915, en demandant à un de ses collègues de l'université de Königsberg, d'obtenir encore quelques signatures dans le milieu universitaire (Schwabe, 1958, 170) ; voir aussi Schwabe, 1966.

19. Paulsen, 1902, 331.

20. Pour la notion de *Kulturträger*, voir McCormmach, 1974.

21. Letter to the Editor, *The Times*, 11 juin 1915, 9.

22. J.A. Fleming, Letter to the Editor, *The Times*, 15 juin 1915 7. La littérature sur la mobilisation des compétences scientifiques pendant la Première Guerre mondiale est fragmentaire et éparse ; voir MacLeod et Andrews, 1970 ; 1971 ; *The Neglect of Science. Proceedings of a Conference held on 3 May 1916*, extraits cités dans Poole et Andrews, 1972, 74-78 ; Sanderson, 1972 ; en ce qui concerne la mobilisation des scientifiques aux Etats-Unis, voir Dupree, 1964, 302-325 ; Whittemore, 1975, avec une bibliographie abondante ; en Allemagne : Willstaetter, 1958, 230-232 ; Duisberg, 1933, 237-240 ; Runge, 1949, 249s ; Mendelssohn, 1973, 79-93 ; Feldman, 1973.

23. Marianne Weber, 1926, 564. Parmi les exceptions les plus connues se trouve, par exemple, l'emploi d'historiens et de politologues dans les services de propagande : ainsi, Hugh Seton-Watson travaillait au comité exécutif de *Crewe House* comme directeur de la propagande destinée à

l'Autriche-Hongrie. Un autre exemple est la Commission d'experts constituée, en 1917, par le Colonel House, pour la préparation des règlements de paix (*Inquiry*), composée, en grande partie, d'historiens et de politologues (Gelfand, 1963, 32-78).

24. Yerkes, 1920, vii-xiv, et les chapitres consacrés à la chimie (123-174), et aux verres optiques (103-120) ; Warcoe, 1970 ; 1974-9-17 ; NacLeod et MacLeod, 1975.

25. Voir, par exemple, Florentin, 1920 ; Yerkes, 1920 ; Willstaetter 1958, 250-251 ; Erown, 1968, 3-50 ; Mendelssohn, 1973, 82-83 ; Whittemore, 1975.

26. Kevles, 1963-1977, 113 et *passim*.

27. *Ibid.*, 432.

28. Lettre de Hale au secrétaire de l'Académie des sciences de Paris, le 9 août 1918 (Archives AdS, Paris).

29. MacLeod et Andrews, 1970 ; Varcoe, 1970 ; Poole et Andrews, 1972, 27-96 et *passim* ; Cardwell, 1957, 220-225 ; Melville, 1962 ; *La France devant la recherche scientifique*, 1959 ; Dupree, 1964, 202-368 ; Hale, 1920 ; Angell, 1920 ; U.S. National Academy of Sciences, 1916 ; U.S. National Research Council, 1917-1918.

30. *The Times*, 21 octobre 1914.

31. Boule, 1916, 44-45.

32. Bédier, 1915, 38 ; voir aussi Boutroux, 1914 ; Chapman, 1914 ; Andler, 1915 ; Durkheim, 1915 ; Lauzel, 1915 ; Lavissee et Andler, 1915.

33. Durkheim, 1915, 3.

34. La thèse des "deux Allemagnes" est exposée surtout chez Muir, 1914 ; Seton-Watson, Dover Wilson, Zimmern, Greenwood, 1914, *passim*. Voir aussi, *Journal des Débats*, 9 novembre 1914, 1, et *infra*, p. 88, note 65.

35. Meyer, 1916, 196 ; voir aussi, Déclaration commune de Rudolf Eucken et Ernst Haeckel citée dans Kellermann, 1915, 27-28 ; d'autres déclarations, *ibid.*, 97, 180, 204-211 ; Wilamowitz-Moellendorff, 1914, 106.

36. On avait tendance, par exemple, à citer fréquemment dans des textes anti-allemands, une lettre d'un professeur berlinois, Adolf Lasson, adressée à un ami hollandais, et dans laquelle il avait qualifié Guillaume II comme étant *deliciae generis humani*, Bethmann-Hollweg comme étant le plus prestigieux des hommes contemporains, et Amsterdam comme étant une ville dont l'importance ne dépasserait pas celle d'une ville provinciale allemande (voir, par exemple, *Journal des débats*, 20 novembre 1914, 1, 3). L'Académie des sciences de Berlin avait immédiatement pris ses distances à l'égard des déclarations de Lasson qui avaient par ailleurs suscité une réprobation générale en Allemagne (Kellermann, 1915, 106-110). Charles Andler, 1915, 28-29, admet qu'un des intellectuels dont il cite les rodomontades "n'a pas encore dans la hiérarchie universitaire allemande la place que lui assignerait son influence sur la jeunesse". L'auteur en question, avocat quinquagénaire, n'appartenait pas du tout à la hiérarchie universitaire ; sa prose, évoquée par Andler en 1915, datait de 1906.

37. Déclaration du 3 novembre 1914. *Le Temps*, 4 novembre 1914. A côté d'une littérature polémique, on trouve des présentations et des mises au point plus mesurées. Les deux volumes publiés, en 1915, sous les auspices du ministère français de l'Instruction publique à l'occasion de l'Exposition universelle de San Francisco en fournissent un bon exemple : vaste catalogue des réalisations françaises dans toutes les disciplines scientifiques, il en souligne sans doute toute la gloire, mais évite le ton polémique et se limite, en ce qui concerne la science allemande, à des allusions péjoratives, certes, mais discrètes. Cette discrétion s'explique d'ailleurs en partie par le public, auquel cet ouvrage s'adressait. *La Science française (1915)* ; par exemple : vol. 1, 11.

38. L'exemple le plus représentatif de cette littérature est sans doute le volume *les Allemands et la science* (Leudet et Petit, 1916), dans lequel s'expriment 26 savants renommés.

Voir aussi : Duhem, 1915a ; le *Times* publia en hiver 1914-1915 de nombreuses lettres à l'éditeur qui avaient pour objet la comparaison entre les mérites de la science allemande et des sciences

française et anglaise (voir, par exemple, A.H.D. Sayce, *The Times* du 22 décembre 1914). Du côté allemand, voir les considérations sur la proportion de prix Nobel et les nominations dans des académies des sciences étrangères de Hermann Diels dans la séance publique de l'Académie des sciences de Berlin, le 27 janvier 1916 (*Sitzung sberichte*, 1919,93) ; Lenard, 1914, considère la physique anglaise comme le plagiat de la physique allemande.

39. Duhem, 1915a, 14. Un autre exemple de cette façon de voir la science pratiquée par les Allemands se trouve sous la plume d'Albert-Petit : "Les savants allemands sont des spécialistes qui peuvent arriver dans leur spécialité, à force de méthode et de travail, à une compétence méritoire, mais qui se montrent incapables... de la moindre ouverture d'esprit... On trouvera en Allemagne un physicien comme Roentgen, on ne trouvera pas un "homme" comme Pasteur ou Berthelot..." (*Journal des débats* du 19 octobre 1914, 1.)

40. Duhem, 1915b ; 1916 ; Paul, 1972a, 54-76.

41. Voir *infra*, annexe II, p. 313-316.

42. Cité *in extenso* par Wehberg, 1920, 19-20. Voir, dans le même sens, une lettre ouverte d'Adolf von Harnack à Clemenceau, *Deutsche Allgemeine Zeitung*, le 6 novembre 1919.

Voir aussi, sur les motifs d'Emile Fischer, par exemple, Feldman, 1973, 350-351.

43. Harnack, 1914, 27-28.

44. Lettenbaur, 1927, 264 ; voir aussi la préface de l'ouvrage collectif *Deutschland und der Weltkrieg*, où l'incapacité du peuple allemand de participer efficacement à l'affrontement des propagandes est soulignée avec une certaine satisfaction (Hintze, Meinecke, Oncken, Schumacher, 1916, vol. I, 3).

45. Durkeim, 1915, 44.

46. Jullian, 1916, 222-223 ; Lote, 1916, 251-262, *passim*.

47. Reynaud, 1930, 366, 368 ; voir aussi, sur les professeurs allemands, "makers of the public mind", Ringer, 1969, 5-11

48. Séance du 2 décembre 1918, *Comptes rendus hebdomadaires des séances*, 167, 800.

49. Hansi, J.J. Waltz, 1912 ; voir aussi, par exemple, Duhem, 1915a, 140-141.

50. Lecoq et Guichenaere, 1919, 40-41.

51. Gaucher, 1916, 165. Parmi les réactions immédiates, signalons les commentaires publiés dans le *Journal des débats* du 28 octobre 1914 ; du 31 octobre 1914 (protestation de l'Académie des sciences contre les atrocités) ; du 8 novembre 1914 (réponse des universités françaises) ; voir aussi *Revue scientifique de la France*, 1914, 52, n°s 6 et 8, 170-176, 203-205.

52. "... implacables doctrinaires de la tuerie civilisée", Clemenceau, 1930, 244.

53. Dans les biographies de Rudolf Eucken et d'Ernst Haeckel, on signale toujours le fait qu'ils ont signé le Manifeste des 93 intellectuels. Cette mention manque dans les biographies d'autres signataires, comme dans celle de Max Planck, par exemple.

54. Wehberg, 1920.

55. Le président de l'université Columbia, Nicholas M. Butler, avait répondu ainsi au Recteur de l'université d'Uppsala qui s'efforçait de ranimer la coopération scientifique internationale après la fin des hostilités : "Nous n'avons pas encore oublié la prostitution qui s'exprime dans l'Appel de professeurs allemands au monde civilisé du mois de septembre (sic) 1914. Cet appel était un conglomérat d'inexactitudes, et le stigmate dont il a marqué l'intégrité intellectuelle et morale des savants allemands est et demeurera un des événements les plus déplorables et des plus déprimants que le militarisme allemand et l'autocratie prussienne ont imposés aux peuples du monde, épris de paix et de liberté." (Cité par Wehberg, 1920, 30.)

56. Conformément aux articles 228-230 du Traité de Versailles. Voir aussi Willstaetter, 1958, 305-306 ; Mendelssohn, 1973, 105-106.

57. *IWWKT*, IX (1), 1^{er} octobre 1914, 79-80.

58. Ernest Lavisse, Charles Andler, Emile Durkheim, Joseph Bédier, Henri Bergson, Emile Boutroux, Ernest Denis, Jean Hadamard, Gustave Lanson, Charles Seignobos, André Weiss.

59. Pfeilschifter (édit.) *Deutsche Kultur, Katholizismus und Weltkrieg*, Fribourg, 1915 ; *la Culture allemande, le catholicisme et la guerre*, Amsterdam, Rotterdam, 1916.
60. *Oxford Pamphlets*, Londres, 1914-1915, n^{os} 1-89.
61. Hintze, Meinecke, Oncken et Schumacher, 1916.
62. *The Times*, 1^{er} août 1914, 6 ("Scholars' Protest Against War with Germany").
63. Lubarsch, 1916, 10, 29 et *passim*.
64. Wilamowitz-Moellendorff, 1915, 11.
65. Dastre, 1916, 78 ; Wilamowitz-Moellendorff, 1914, 104-105 ; dans la déclaration de renonciation aux distinctions académiques anglaises du 7 septembre 1914, les professeurs allemands ne manquaient pas de mentionner les "savants anglais de premier rang qui réprouvent le déclenchement criminel de cette guerre" (Kellermann, 1915, 29). Voir aussi, *supra*, 78, note 34. Parmi les efforts d'expliquer l'étrange comportement des Allemands, on trouve des hypothèses les plus inattendues. En 1915, dans une lettre à Ira Remsen, William Ramsay faisait remarquer que les Allemands avaient beaucoup changé par rapport à l'époque où il les avait connus, et qu'il avait appris entre-temps une des raisons de ce changement. Un de ses vieux amis, président d'une commission que le gouvernement britannique avait nommée avant la guerre, pour faire une enquête sur la syphilis, lui avait dit qu'en Angleterre un et demi pour cent de la population était atteint de cette maladie, contre 85 pour cent en Allemagne. Il lui avait été confirmé depuis par d'autres de ses amis dans la profession médicale, que les syphilitiques, tout en maintenant leurs activités, semblaient presque toujours souffrir de problèmes mentaux "they become abnormal in one way or another" » (Archives Ira Remsen, Johns Hopkins University.)
66. Lavis et Andler, 1915, 42 ; voir aussi Kempf, 1962, 150-151 ; Reynold, 1963, 3, 236-247 (au sujet des déboires qu'il connut lors du lancement de la *Revue des notions* au printemps 1916.)
67. La publication de l'article "Bismarcks Werk im Lichte grossdeutscher Kritik" (*Die Friedenswarte*, 18, janvier 1916, 1-9) valut à l'auteur, le pacifiste Friedrich Wilhelm Foerster, des attaques violentes de la droite conservatrice (Foerster, 1953).
68. Schröers, 1914, 106-107 ; voir aussi la déclaration des universités allemandes de la mi-octobre 1914 (Kellerman, 1915, 86).
69. Troeltsch, in Hintze, Meinecke, Oncken et Schumacher, 1916, 1, 99.
70. En Allemagne, seule l'Académie de Göttingen raya de sa liste de membres le nom d'Arthur Schuster. L'Académie royale de Belgique procéda à la radiation des membres allemands et autrichiens, ainsi que l'Académie des inscriptions et belles-lettres de Paris (Résolution du 23 octobre 1914, *Journal des débats*, 25 octobre 1914, 2). Voir aussi Zeiss, 1919, 160 ; Meunier, 1916, 272, qui approuva les radiations en tant qu'acte d'"hygiène morale".
71. Reproduit dans Kellermann, 1915, 28-29. Ernst Haeckel était l'initiateur de cette démarche ; il avait déjà manifesté, à plusieurs reprises, sa profonde irritation à l'égard de l'Angleterre (voir, par exemple sa brochure *Englands Blutschuld am Weltkrieg*, Iena, 1915, et la déclaration qu'il adressa, en commun avec Rudolf Eucken, aux universités américaines, in Kellermann, 1915, 27-28 ; voir aussi Eucken, 1921, 102.
72. L'astronome Wilhelm Foerster, titulaire d'un doctorat honorifique d'Oxford, protesta publiquement (*Berliner Tageblatt*, 11 septembre 1914) contre ce geste. Ulrich von Wilamowitz-Moellendorff, connu pourtant pour son ardent nationalisme, voulait lui aussi conserver ses distinctions : bien qu'elles dussent être mises dans l'ombre pendant la durée du conflit, il les considérait comme de précieux symboles, même pour ceux qui, comme lui, ne pouvaient espérer vivre les moments de la réconciliation (1914, 104). Voir aussi la discussion que la protestation de Wilhelm Foerster déclencha par la suite, in Kellermann, 1915, 30-36. - Dans un commentaire, "L'Institut et les intellectuels allemands", A. Albert-Petit se demande si, "en touchant à l'inviolabilité (du titre)" on ne risque pas aussi d'"enlever à ce titre lui-même quelque chose de son prestige ?" (*Journal des débats*, 19 octobre 1914), et déclenche un débat dont les trases se retrouvent dans la presse des semaines suivantes. Voir aussi "l'Institut de France et ses

correspondants allemands", *Journal des débats*, 7 octobre 1914, 3. Les discussions au sein de la Royal Society se reflètent directement dans la correspondance du secrétaire, Sir Arthur Schuster (RS 452).

73. Troeltsch, 1914, 54. Voir aussi, sur les effets de la guerre sur la collaboration scientifique internationale, Osler, 1915, 36-37.

74. Reproduit dans *Süddeutsche Monatshefte*, août 1915, 820-832 ; octobre 1915, 121-136.

75. Morf, 1915, 494.

76. Wilamowitz-Moellendorff, *Südd. Monatshefte*, octobre 1915, 130.

77. Ostwald, *ibid.*, 128.

78. Murray, *Südd. Monatshefte*, août 1915, 823-824.

79. Troeltsch, *Südd. Monatshefte*, octobre 1915, 131-132.

80. Durkheim, *Südd. Monatshefte*, août 1915, 825.

81. Masson, *ibid.*, 822-823.

82. Meyer, 1915, 190-212 ; 1916, xiv;

83. Lubarsch, 1916, 29.

84. Ramsay, *Südd. Monatshefte*, août 1915, 829.

85. Prutz, 1916, 1018.

86. Ferrero, *Sttdd. Monatshefte*, octobre 1915, 832.

87. Académie des sciences, *Comptes rendus hebdomadaires des séances*, séance du 21 octobre 1918, 167, 570.

88. "German Naturaliste and Nomenclature", Letter to the Editor by Lord Walsingham, *Nature*, 5 septembre 1918, suivie d'un nombre considérable de lettres approuvant cette manière de voir, dans les numéros suivants de cette revue.

89. Picard, 1922, 298.

90. *Ibid.*, 146.

91. Delbet, 1916, 128-129 ; Landouzy, 1916, 232.

92. Egenio Rignano, "Letter to the Editor", *Nature*, 25 janvier 1917, 408-409.

93. *Ibid.*, 408.

Un nouvel ordre

Chapitre III. Une quadruple entente scientifique : le Conseil international de recherches

L'esprit et la lettre

- 1 L'Association internationale des académies ne survécut pas à la guerre. L'assemblée générale de 1913 avait confié l'organisation de la réunion suivante et, par conséquent, la présidence temporaire, à l'Académie des sciences de Prusse : la sixième assemblée aurait dû se tenir à Berlin, en 1916. Peu après que la guerre eût éclaté, l'Académie prussienne fit savoir qu'elle serait d'accord pour transférer la présidence - tant que dureraient les hostilités - à une académie neutre, et suggéra en même temps celle d'Amsterdam. L'accord semblait se faire, quand l'Académie des sciences de Paris exigea que cette solution fût définitive, c'est-à-dire que cette académie neutre restât, à l'avenir, le siège de l'Association. Ce fut l'impasse, car l'Académie prussienne, toute disposée à renoncer pour un certain temps à la présidence qui lui était échue, ne crut pouvoir s'y résoudre à titre définitif¹.
- 2 George Ellery Hale, alors *Foreign Secretary* de la National Academy of Sciences à Washington, s'était tout particulièrement efforcé d'empêcher que l'Association internationale des académies sombre à tout jamais dans la débâcle européenne². Champion de la "recherche coopérative" sur le plan national³, il était convaincu qu'il fallait réorganiser les relations scientifiques internationales selon les mêmes principes. L'Association internationale des académies - quoique, au demeurant, peu efficace - lui semblait du moins offrir un point de départ. Mais il dut se rendre à l'évidence : l'intransigeance totale des Français au sujet de la question du siège laissait peu de chances de survie à l'Association.

Les préparatifs

- 3 La tournure que prirent les événements militaires et politiques allait favoriser une autre solution. Durant les premières années de la guerre, Hale s'était opposé à la

tendance de condamner en bloc et le gouvernement impérial et les hommes de science allemands ; il voyait, dans leurs prises de position fracassantes les signes d'un égarement temporaire plutôt que d'une abjection fondamentale, et affirmait avec force que la science continuait à ignorer les frontières nationales⁴. Cependant, au printemps 1917, Hale changeait d'attitude :

L'entrée en guerre des Etats-Unis, télégraphia-t-il, le 6 avril 1917, à la Royal Society et aux Académies des sciences de Paris, de Rome et de Saint-Pétersbourg, réunit autour d'une cause commune vos hommes de science et les nôtres. La National Academy of Sciences, agissant par l'intermédiaire du Conseil national de recherches, organisme chargé par le président Wilson et le Conseil de la défense nationale de mobiliser les institutions de recherche du pays, serait heureuse de participer à toute recherche scientifique pertinente à la solution de problèmes militaires et industriels⁵.

- 4 Le projet de remplacer l'Association internationale des académies par une organisation scientifique internationale nouvelle, projet que les milieux proches de l'Académie des sciences de Paris avaient agité depuis quelque temps⁶, se présentait alors sous un jour nouveau. Hale avait jusque-là désapprouvé le principe selon lequel les Allemands et les Autrichiens devaient être exclus de cette organisation. Maintenant, cette exclusion lui paraissait parfaitement acceptable : il ne croyait plus, lui-même, à la possibilité de reprendre, avant longtemps, la collaboration directe avec les Allemands. Résolument, et en qualité de *Foreign Secretary* de l'Académie américaine, il intervint alors dans les discussions déjà en cours entre notamment l'Académie des sciences de Paris, l'Académie royale de Belgique et la Royal Society⁷ ; à partir de ce moment, et jusqu'à la création du Conseil international de recherches, il allait y jouer un rôle très actif.
- 5 Malgré l'élan que communiquait à ces travaux la solidarité sur les champs de bataille et, bientôt, la perspective d'une proche victoire, des divergences de vue apparurent très vite. Tandis que, pour Hale, il s'agissait avant tout de réorganiser les relations scientifiques internationales selon des principes qui lui étaient chers, à savoir ceux d'une recherche interdisciplinaire et coopérative, ce n'étaient pas là les préoccupations principales des académies européennes. Celles-ci étaient profondément plongées dans le climat psychologique créé par la "mobilisation des esprits". Les thèmes de la condamnation morale de l'Allemagne et surtout de la mise au ban de sa classe intellectuelle continuaient de dominer les discussions préparatoires de la nouvelle organisation scientifique internationale. Bien qu'aux Etats-Unis et en Angleterre toute idée de conciliation avec les Allemands fût par la majorité des scientifiques tout aussi énergiquement rejetée que sur le continent, ce refus était sans doute plus passionné et plus inconditionnel encore dans les pays qui, comme la France et la Belgique, avaient connu l'occupation par des troupes ennemies. En août 1918 encore, Emile Picard avait cru utile de rappeler à son collègue Arthur Schuster, qu'une question entre toutes devait être considérée comme prédominante :

... entend-on, écrivit-il, oui ou non, ne pas reprendre pendant un certain temps tout au moins, les relations scientifiques avec l'Allemagne que ses crimes de toute sorte ont mis en dehors de la civilisation⁸.
- 6 Et ce fut bien là l'attitude générale en Europe ; les études et les déclarations au sujet des relations intellectuelles d'après-guerre se présentent comme des réquisitoires dans lesquels les questions d'organisation proprement dite, de coordination et d'opération efficaces sont subordonnées à des considérations politiques⁹. Toute l'attention s'y porte sur le sort réservé aux hommes de science allemands dans le monde scientifique de l'avenir, sort caractérisé en termes de crimes et de châtement¹⁰, de réparation et

d'expiation¹¹. Vouloir attribuer à cette indignation passionnée une influence sur le style plutôt que sur le fond des travaux préparatoires, serait méconnaître l'implacable cohérence des objectifs qu'elle inspirait. Cette cohérence allait se manifester dès que surgit la question des rapports entre une nouvelle organisation scientifique et les académies neutres. Pour les académies française et belge, cette question d'une éventuelle adhésion des neutres devait être examinée dans la seule perspective des répercussions possibles d'une telle adhésion sur le front commun qu'on voulait constituer. Leurs porte-parole restaient insensibles aux considérations de stratégie plus générale qui, au contraire, préoccupaient les Britanniques et, surtout, les Américains. "Ce sont les considérations d'ordre moral qui sont à la base de nos *desiderata*", avait spécifié Emile Picard¹².

- 7 Les inquiétudes britanniques et américaines s'expliquent : un certain nombre de dangers guettaient la nouvelle organisation. Officiellement, l'Association internationale des académies existait toujours¹³. On ne pouvait donc exclure, a priori, l'éventualité qu'après la guerre, l'Allemagne la réactivât. Tout allait alors dépendre de l'attitude des neutres : si leurs académies décidaient de maintenir leur adhésion à l'ancienne association et d'y rejoindre les académies allemandes, la nouvelle organisation interalliée risquait de se trouver elle-même isolée. Il était donc important non seulement de faire vite pour prévenir toute initiative allemande en ce qui concerne l'Association internationale des académies, mais d'éviter en même temps d'indisposer les neutres et de les précipiter, en quelque sorte, dans les bras de l'Allemagne¹⁴.
- 8 Si l'organisation nouvelle naissait d'abord dans le cadre de la coopération interalliée¹⁵, les neutres pourraient difficilement se plaindre de rester provisoirement exclus. Hale - conscient des avantages de cette solution - envisageait la création d'un "Conseil international de recherches", fédération de Conseils de recherches nationaux à mettre sur pied dans tous les pays belligérants selon le modèle américain¹⁶. Au cours de l'année 1918, Hale tentait vainement d'obtenir du président Wilson un mandat officiel pour créer, de concert avec les académies européennes, ce "Conseil international de recherches". Cette sanction officielle, il la voyait non seulement comme un élément indispensable à sa conception de la "recherche coopérative", mais aussi comme un renfort d'autorité. Il en avait besoin à la fois pour convaincre certains de ses collègues américains de ne pas faire ajourner toute la question jusqu'à la fin de la guerre, et pour rendre plausible aux neutres, et inattaquable, la création d'une organisation à ce moment-là encore exclusivement interalliée. Le président Wilson, ayant probablement pénétré les intentions de Hale et nullement intéressé à engager son gouvernement dans ce domaine, fit la sourde oreille. La première conférence des académies des sciences interalliées - comme les suivantes - eut lieu sans qu'un mandat officiel fût donné à l'une ou l'autre des délégations participantes¹⁷.

Les conférences des académies des sciences interalliées

- 9 Trois réunions jalonnèrent la création du Conseil international de recherches (CIR), dont deux eurent lieu avant la fin de la guerre : la première, à Londres, du 9 au 11 octobre 1918 ; la deuxième, à Paris, du 26 au 29 novembre 1918. La troisième conférence - constituante - se réunit à Bruxelles, du 18 au 28 juillet 1919.

Londres

- 10 Les travaux de la conférence, à laquelle participaient trente-cinq savants, venus de neuf pays¹⁸, aboutirent à une déclaration commune qui était presque entièrement consacrée à l'aspect négatif de la réorganisation d'après-guerre, à savoir, l'isolement des puissances centrales. Dans un préambule, "vibrant réquisitoire contre les intellectuels germaniques qui avaient incontestablement prostitué la science en l'asservissant à de criminels desseins", on justifiait la mise en quarantaine des élites scientifiques allemandes et autrichiennes par le caractère particulier des atrocités commises : "organisées, encouragées" laissant une tâche que ne saurait laver la simple réparation des dommages matériels¹⁹.
- 11 Bien qu'aucun des participants ne fût mandaté pour prendre des décisions susceptibles d'engager son institution d'origine et malgré que le caractère purement informatif de la réunion eût été souligné dans la correspondance²⁰ et réitéré en début de séance, on sentait l'ambiance d'une assemblée délibérante ; aussi les "Résolutions de Londres" devaient-elles acquérir par la suite une très grande importance : ainsi, les réserves des articles 1b et 3 des statuts du futur Conseil international de recherches - les fameux articles d'exclusion - ne consistaient que dans un renvoi à l'article 1^{er} des "Résolutions de Londres"²¹. Le programme qu'elles énoncèrent ne reflétait d'ailleurs pas les positions les plus extrêmes qu'on avait exprimées au sein de l'assemblée. Ainsi, la conférence ne s'était pas ralliée à la proposition des représentants de l'Institut de France qui voulaient qu'une recommandation soit ajoutée aux "Résolutions" à l'effet que les gouvernements des puissances alliées et associées s'abstiennent d'envoyer des délégués à des réunions où l'Allemagne ou l'Autriche seraient représentées, et que les ressortissants de ces puissances, à titre privé, adoptent une pratique identique. On fit observer que cette recommandation était implicitement contenue dans l'article 1^{er}. La conférence ne décida pas non plus - comme l'aurait souhaité un délégué belge - que toutes les académies participantes rayent de leurs listes les membres allemands et autrichiens : le représentant de la Royal Society, d'avis que le libellé du préambule ne laissait pratiquement pas d'autre voie aux académies qui s'y rallieraient, estimait superflue une décision formelle²².

Paris

- 12 A la deuxième conférence, au mois de novembre, le ton des débats allait changer ainsi que l'allure des travaux. Les délégués n'étaient pas seulement plus nombreux, ils étaient aussi plus expéditifs : l'armistice permettait d'envisager l'avenir dans des perspectives plus concrètes. De plus, les délégations française, belge et est-européennes avaient cette fois-ci l'avantage numérique²³. La conférence, après s'être constituée en "Conseil international de recherches provisoire", élaborait des directives qui, à nouveau, sous forme de "Résolutions", se présentaient néanmoins comme de véritables projets de statuts. Une attention particulière fut accordée aux "Unions", associations internationales organisées dans chaque domaine scientifique, comme il en avait déjà existé avant la guerre. L'opinion prévalait, au sein de la conférence, qu'une organisation était condamnée à l'inefficacité si elle ne pouvait établir des liens organiques avec le travail concret qui s'accomplissait dans chacun des secteurs de l'activité scientifique. C'est à l'incapacité d'établir ces liens qu'on attribuait l'échec de l'ancienne Association internationale des académies. On craignait par ailleurs que

l'Allemagne ne précédât les efforts du Conseil international de recherches en établissant les liens de collaboration internationale au sein des disciplines mêmes. La réunion de Paris jeta alors les bases de deux "Unions" dans des secteurs particulièrement importants : la géophysique et l'astronomie. C'est dans ces disciplines qui, par la nature des choses, dépendaient de la coopération internationale, que le risque d'une réorganisation concurrente était particulièrement grand. Un comité spécial se constitua dans le cadre de la conférence pour accélérer la constitution d'une "Union astronomique internationale" et réclama la responsabilité de cette Union dans pratiquement tous les domaines qui, avant la guerre, avaient fait l'objet d'efforts de coordination et de coopération organisée²⁴.

- 13 Le rattachement des futures "Unions" au Conseil international de recherches tel que conçu à Paris se révélait d'ailleurs comme étant plus qu'un "lien organique". En fait, le Conseil se réservait le droit d'approuver les statuts des Unions et d'assumer leurs responsabilités pour des domaines où elles n'existaient pas, ou d'en fonder à sa propre initiative (articles 1b et c des futurs statuts). La conception qu'avaient les milieux dirigeants du Conseil international de recherches d'un "lien organique" se traduisait par une structure hiérarchique et le principe d'une coordination centralisée²⁵.
- 14 La "symétrie d'organisation" comme on appelait pudiquement la discipline qui était censée régir les rapports entre le Conseil et les Unions visait avant tout le domaine politique et administratif ; c'est là que l'on imposait jusque dans les menus détails et notamment dans les clauses d'exclusion, une uniformité de comportement. En effet, ne pouvaient adhérer aux Unions que des pays répondant aux conditions établies par l'article 1^{er} des "Résolutions de Londres". De plus, tout pays qui, tout en satisfaisant à ces conditions, ne figurait pas sur la liste des Etats spécialement invités, ne pouvait être admis qu'à la majorité des trois quarts des voix des membres déjà associés (art. III, 3, des futurs statuts). Dans le cadre de leurs travaux, les Unions avaient en outre le droit de créer des commissions - à condition que les règlements dont elles se doteraient fussent conformes aux statuts du Conseil. Les Unions étaient autorisées aussi à inviter à leurs réunions des experts extérieurs - à condition que ces experts fussent ressortissants de pays membres du Conseil ou de pays qui, conformément à ses statuts, pourraient en être membres²⁶.
- 15 Cet engouement pour la "symétrie d'organisation" s'explique bien sûr par l'omniprésence de la question politique. Il ne s'agissait d'ailleurs pas, en premier lieu, du souci d'empêcher déjà une rentrée de l'Allemagne. L'attention était encore entièrement braquée sur la question des neutres. Les "ultras" parmi les savants rassemblés - en somme, les représentants des académies du continent - comprenaient mal ce qu'ils qualifiaient d'"impatience mal placée" de la part de leurs collègues anglo-saxons, soucieux d'associer au plus vite les académies neutres. Les "ultras" se méfiaient des neutres et mettaient en doute la rigueur de leur jugement moral : ne s'étaient-ils pas déjà rendus complices des agresseurs "par leur silence devant le crime²⁷" ? Emile Picard prêchait la prudence :

C'est par le canal des neutres que les Allemands... vont chercher à entrer dans le concert des nations par une petite porte dérobée...²⁸
- 16 Sous prétexte que la guerre n'était pas terminée encore et que l'on ne pouvait dire qui allait rester neutre, on ne trancha pas officiellement la question de l'admission des académies neutres. Mais déjà les directives, les règlements et les procédures étaient conçus et formulés pour exclure l'éventualité d'une brèche dans le front commun de la

science alliée. Pour empêcher qu'un jour une "combinaison de petits Etats" puisse mobiliser la majorité des deux tiers requise pour une modification des statuts, on introduisit une pondération des voix au prorata des populations des pays membres. La formule n'aurait guère présenté d'avantage pour certains pays, si l'on ne s'était ingénié à inclure - et sous prétexte qu'ils faisaient partie du "corps de la nation" - les populations des colonies dans le nombre d'habitants des métropoles (art. VII/19 des futurs statuts). Ainsi la Belgique, grâce au Congo, atteignit-elle le maximum possible, c'est-à-dire cinq voix. On pouvait aussi rassurer George Ellery Hale inquiet déjà du risque qu'en appliquant ce principe, les Pays-Bas, si riches en astronomes, par exemple, se verraient accorder moins de voix que la Chine : les colonies hollandaises allaient combler la différence...²⁹ Pour empêcher qu'au fil des années, une indignation fléchissante n'entraîne l'organisation vers des concessions prématurées, on fixa à 1931 l'année où la convention serait soumise, pour la première fois, aux procédures de renouvellement et, le cas échéant, de révision (art. VIII/23 des statuts).

- 17 Une des initiatives les plus décisives de la conférence de Paris fut sans doute la mise sur pied d'un "comité exécutif". Ce comité composé de cinq membres se vit attribuer des pouvoirs considérables. Il était chargé de s'occuper de tous les problèmes scientifiques, techniques et administratifs que les institutions membres allaient lui soumettre ; il devait établir les contacts nécessaires pour préparer la fondation du Conseil ; il avait enfin le pouvoir de décider du moment où, suffisamment de "conseils nationaux de recherche" étant créés, une fédération devenait possible ; en d'autres termes, le comité exécutif allait décider quand le Conseil international de recherches allait se constituer officiellement, et convoquer l'Assemblée constituante³⁰.
- 18 Plus révélatrice encore que l'étendue des pouvoirs était la composition du comité exécutif : Emile Picard, Georges Lecointe, Arthur Schuster, Vito Volterra. Seul George Ellery Hale, le cinquième membre, n'appartenait pas aux "ultras"³¹. A partir de la conférence de Paris, la réorganisation - officielle - des relations scientifiques internationales était pratiquement entre les mains de ce petit groupe ; il était évident que pour ses membres, le règlement de comptes avec les collègues allemands figurerait au premier rang des priorités qu'ils allaient établir pour la nouvelle organisation. Hale, qui poursuivait d'autres objectifs, essayait de faire valoir son point de vue directement dans sa correspondance avec Picard ou par l'intermédiaire de Schuster qui occupait une position médiane. Mais l'éloignement géographique était au désavantage de Hale. L'impression très nette qui se dégage de la correspondance est la suivante : pendant la phase préparatoire du CIR et au cours des premières années de son existence, la partie se jouait entre les "grands" : la Royal Society, la National Academy of Sciences et l'Académie des sciences de Paris ; ni Georges Lecointe de l'Académie royale de Belgique, ni Vito Volterra, des *Lincei*, ne semblent avoir été consultés outre mesure. Emile Picard, personnalité dominante parmi les "ultras", clôtura la réunion en lançant un appel qui ne devait laisser subsister aucune ambiguïté à cet égard :

... nous devons rester solidaires et unis non seulement jusqu'à la fin de la guerre... mais dans un avenir qui doit être regardé comme indéfini. Ce n'est qu'ainsi que nous aurons la chance de voir une paix véritablement définitive s'établir à la surface de notre planète, et que nous pourrons nous prémunir contre les retours offensifs d'une barbarie qui restera menaçante et essaiera encore de frapper au coeur les races moralement supérieures de l'humanité³².
- 19 Ambition démesurée, certes - les observations ironiques sur les "*Big Five*" ne se firent d'ailleurs pas attendre³³ - mais aussi expression d'une profonde inquiétude.

La constitution du conseil international de recherches

Bruxelles

- 20 L'inquiétude exprimée à Paris n'était pas sans fondement. Huit mois plus tard, à l'Assemblée constituante de Bruxelles, le front commun de la science alliée subit son premier assaut : un membre de la délégation américaine proposa de supprimer, dans l'article 3 des statuts, l'énumération limitative des Etats éligibles au Conseil³⁴. La proposition fut rejetée. Le président de l'Assemblée, Alfred Lacroix de l'Académie des sciences de Paris, avait d'ailleurs refusé de faire discuter le contenu des statuts, faisant valoir qu'ils avaient déjà été acceptés par la Conférence des académies des sciences interalliées de Paris, en novembre 1918³⁵. La discussion sur l'admission des neutres, cependant, ne pouvait être évitée. Hale, qui n'avait pu se rendre à Bruxelles, avait insisté auprès d'Arthur Schuster pour que l'Assemblée constituante invitât aussitôt les académies des Etats neutres : autrement, déclara-t-il, le Conseil international de recherches perdrait l'appui et des scientifiques et du gouvernement américains³⁶. L'Assemblée procéda à cette invitation - mais au lieu de résoudre le problème par l'insertion d'une clause générale, l'Assemblée vota une liste de treize pays - dont dix anciennement neutres - invités à se joindre au CIR³⁷. Le Comité exécutif fut chargé d'entrer en contact avec les autorités compétentes de tous les pays membres, c'est-à-dire leurs académies, leurs conseils nationaux de recherches ou, à défaut de tels organismes, leurs gouvernements. En fait, contrairement à ce qui avait été l'usage sous le régime de l'ancienne Association internationale des académies, l'adhésion n'était plus réservée désormais aux seules institutions scientifiques autonomes. Un pays pouvait également adhérer au Conseil international de recherches par l'intermédiaire de son gouvernement (art. III/4 des statuts)³⁸.
- 21 Le souci de se maintenir près du pouvoir était d'ailleurs manifeste chez les promoteurs du Conseil international de recherches. Ce souci s'inspirait de considérations très diverses, et non seulement de la nécessité de prévoir des mécanismes d'adhésion pour des pays dans lesquels aucune institution scientifique représentative ne s'était encore constituée, mais que l'on voulait voir adhérer pour des raisons politiques³⁹, ou encore des conceptions de la "recherche coopérative" chères à George Ellery Hale. Les représentants des académies européennes étaient parfaitement conscients du fait qu'un organisme comme le CIR devait entretenir des relations étroites avec l'Etat et en rechercher le patronage, ne serait-ce du seul fait que le trésor public était seul à pouvoir faire face au coût de certains types de recherche. Mais il y avait aussi un désir de se maintenir dans le halo d'un pouvoir de dernier ressort et d'y puiser une autorité et un prestige additionnels. Ainsi les responsables du CIR aimaient à se comparer au collège d'hommes d'Etat qui avait siégé, durant des mois, à la Conférence de la paix de Paris, rencontre qui avait évidemment captive l'opinion publique⁴⁰. Le ministre belge de l'éducation, dans son discours d'ouverture de l'Assemblée constituante du CIR, l'avait comparé "dans le domaine scientifique, à la Société des nations, cette noble et belle conception, que le traité de Versailles a créée dans l'ordre politique et social..."⁴¹, et le président de l'Assemblée fit observer, dans son allocution de clôture, qu'"une petite Conférence de la paix, se terminait ce jour-là"⁴².

- 22 Il convient de souligner que ces références et ces allusions - tout en trahissant généralement un sens aigu de la conjoncture politique - ne se réduisaient pas cependant à de pures considérations tactiques. Elles étaient aussi, et avant tout peut-être, l'expression de l'intégration profonde des élites scientifiques aux courants politiques de leur temps. Ils participaient, d'âme et de coeur, aux événements, et tout en saisissant l'opportunité politique au profit de leurs intérêts professionnels ou même personnels, ils étaient aussi pénétrés par la conviction de servir une cause, d'être l'instrument d'une justice conforme à l'idéal des peuples et de jeter, par la même occasion, les bases d'une nouvelle communauté scientifique internationale. Les réunions ultérieures du CIR n'allaient plus retrouver cette même ambiance enthousiaste, grave et un peu pompeuse qui avait régné à l'Assemblée constituante. Des difficultés devaient d'ailleurs s'annoncer avant même que la Convention n'entrât en vigueur, le 1^{er} janvier 1920.

Les oppositions

- 23 Ces difficultés venaient principalement de deux côtés : de l'intérieur même des milieux scientifiques nationaux et, comme il était à prévoir, des pays neutres. L'Allemagne, aux prises avec les conséquences de la défaite, ne présentait encore qu'une menace indirecte. Si la création du CIR avait été saluée avec satisfaction en France et en Belgique, la réaction était moins unanime en Angleterre et aux Etats-Unis. La pierre d'achoppement la plus immédiate ne fut d'ailleurs pas l'ostracisme à l'égard des empires centraux : à cette époque-là, personne n'envisageait avec ardeur la reprise des relations avec les collègues allemands. Une des premières questions soulevées, par contre, fut celle du mandat des "délégués" qui, à Londres, à Paris et à Bruxelles, avaient mis sur pied une organisation scientifique internationale ayant l'ambition d'exercer une forte influence sur l'évolution de l'ensemble des relations scientifiques internationales de l'après-guerre. En fait, l'origine du mandat des participants aux différentes réunions interalliées avait été quelque peu obscure, et le caractère somme toute assez définitif des engagements qui furent pris lors de ces réunions, présentait un curieux contraste par rapport au simple "échange d'idées et d'informations" auquel elles étaient officiellement destinées.
- 24 Ainsi, peu après la réunion de Paris - où les statuts de la future Union astronomique internationale avaient été élaborés - la Royal Astronomical Society éleva de violentes protestations contre cette façon de procéder, de prendre des initiatives d'une telle portée sans consulter les sociétés savantes intéressées⁴³. A l'automne 1919, après la constitution officielle du CIR et des premières unions⁴⁴, les protestations contre les "*self-constituted delegates*" se multipliaient. La perspective d'une adhésion divisait les communautés scientifiques nationales dans les pays neutres ; mais de fortes oppositions se firent également entendre en Angleterre⁴⁵. Les critiques se montrèrent peu impressionnés par le fait que les participants étaient généralement dûment délégués par leurs académies respectives. Si l'on ne discutait pas la validité de cette délégation, on contestait en revanche la représentativité générale des organismes et leur droit de prendre des engagements concernant l'ensemble de la communauté scientifique nationale. La Royal Society fut dénoncée comme l'institution la moins appropriée pour représenter les scientifiques anglais dans leur ensemble, étant donné que "l'exclusivisme est une caractéristique aussi essentielle de sa constitution que l'est l'inclusion de la communauté entière pour une organisation qui se veut

représentative⁴⁶". Beaucoup de ces critiques étaient l'expression de tensions internes des milieux scientifiques anglais autant, sinon plus, que le reflet d'opinions divergentes sur l'organisation des relations scientifiques internationales. Cette influence que les institutions membres du CIR - comme la Royal Society - voulaient collectivement assurer sur les rapports scientifiques internationaux, se présentait à l'ensemble des chercheurs comme une prérogative convoitée par l'institution membre sur la scène nationale. Dans une certaine mesure, en effet, le CIR essayait de renouveler ici la tentative de l'ancienne Association internationale des académies : inquiètes de voir se développer, en dehors de leur contrôle, et même sans leur participation, de forts courants de collaboration scientifique internationale, les académies avaient alors décidé de se coaliser pour rentrer en scène avec autorité⁴⁷. Pour consolider sa position, le CIR employait généralement des moyens moins discrets que l'organisme prédécesseur.

- 25 La réaction contre cette politique ne se limitait d'ailleurs pas à des dénonciations d'une ingérence potentielle. Certains milieux réagissaient à la sollicitude du CIR en lui faisant savoir que leurs activités internationales ne nécessitaient pas un effort particulier d'organisation : ils ne voyaient ni intérêt, ni urgence dans la mise sur pied d'Unions internationales⁴⁸. Arthur Schuster, ne pouvant compter sur un appui unanime des membres de la Royal Society, devait manoeuvrer avec une extrême prudence⁴⁹. Contre les critiques à l'intérieur et à l'extérieur de son institution, il fit valoir - comme George Ellery Hale aux Etats-Unis d'ailleurs - les contraintes imposées par l'intransigeance française et belge, et le respect que l'on devait aux sentiments de ces peuples, si sévèrement éprouvés par la guerre. L'alternative à l'acceptation des principes du CIR fut toujours présentée en termes de rupture avec les collègues français et belges - solution inconcevable après quatre ans de fraternité d'armes⁵⁰. On eut recours à ce même dilemme, d'ailleurs, quand il fallut expliquer aux neutres l'aspect politique de la nouvelle organisation : car c'est évidemment l'attitude des académies neutres qui allait décider de son sort dans les quelques mois suivant l'Assemblée constituante de Bruxelles.

Les ralliements

- 26 Le prix Nobel de chimie de 1918 fut attribué, en 1919, à Fritz Haber. Cette décision de l'Académie royale de Suède fut interprétée par les responsables du CIR comme un geste délibéré, confirmant l'extrême réserve que les académies Scandinaves observaient à l'égard du CIR⁵¹. Les réticences étaient fortes aussi en Hollande. Kapteyn, l'astronome de Groningen, collaborateur et ami personnel de George Ellery Hale, avait commencé à faire circuler une lettre de protestation à l'adresse des "membres des Académies des nations alliées et des Etats-Unis". A l'automne 1919, cet appel avait recueilli plus de 200 signatures et parut dans la presse internationale. Il critiquait sévèrement les affirmations de supériorité morale alors devenues lieux communs dans la discussion sur la culpabilité des élites intellectuelles allemandes ; il invitait les hommes de science des pays alliés à faire un examen de conscience. Tout en comprenant comment les événements des années de guerre avaient "hypnotisé" l'attention sur les outrages subis, les signataires de l'appel leur demandaient de se ressaisir :

Croyez-vous bien faire en allumant le flambeau de la guerre à peine éteint dans le champ politique dans le terrain sacré de la science ? A qui la responsabilité si plus

tard les savants des empires centraux se sentant insultés, refusent de renouer les liens que vous déchirez⁵² ?

- 27 Arthur Schuster, examinant la répartition par pays des signataires, constata avec un certain soulagement, qu'il n'y avait que peu de personnalités importantes parmi eux⁵³. Par ailleurs, à l'automne 1919, même les modérés parmi les scientifiques européens et américains devaient considérer comme prématurée l'invitation à la participation "aux oeuvres d'amour et de charité" qui leur était ainsi lancée. Malgré une ambiance très antiallemande dans l'ensemble, le comité exécutif du CIR crut sage d'adopter une politique prudente, politique qui, d'abord, ne visa qu'à éviter des refus explicites de la part des académies invitées⁵⁴. Il allait même plus loin, se montrant plus accommodant que les débats de Londres et de Paris ne l'auraient fait prédire, dans l'interprétation des principes ancrés dans les statuts du CIR. Comme il apparut rapidement que les neutres comptaient garder les mains libres à l'égard de leurs collègues allemands et autrichiens ou, comme Emile Picard fit remarquer avec une pointe d'amertume, "manger à deux rateliers", le comité exécutif préféra "ne pas avoir l'air de comprendre et continuer à récolter les adhésions⁵⁵". Arthur Schuster, méfiant à l'égard de l'attitude de l'Académie suédoise, ne craignit pas de se mettre en contradiction flagrante avec l'esprit des statuts du CIR, pour rassurer le plus influent parmi les germanophiles de l'Académie de Stockholm, Svante Arrhénius. Celui-ci obtint en effet une déclaration précisant qu'une académie d'un pays anciennement neutre ne serait pas empêchée, par son adhésion au CIR, d'établir des rapports privés et officiels avec une académie ou association allemande ou autrichienne⁵⁶.
- 28 Des accommodements de ce genre furent cependant l'exception. Les défenseurs du CIR eurent recours plus volontiers à d'autres moyens pour convaincre les hésitants. Ainsi ils essayèrent de parer le CIR de l'autorité du Traité de Versailles, en laissant entendre que l'article 282 de ce traité avait déjà décidé du sort des organisations scientifiques internationales ; selon les dispositions de l'article 282, les traités, accords et conventions de caractère technique et économique avec l'Allemagne avaient cessé d'être applicables⁵⁷. Les auteurs des nombreux commentaires et articles véhiculant cette information dans les milieux scientifiques se gardaient bien d'ajouter une précision importante : si l'article 282 du Traité de Versailles portait bel et bien sur l'abrogation de traités, accords et conventions de caractère technique et économique, il ne s'appliquait qu'à des engagements interétatiques reposant sur un document de droit international, et non pas à des conventions de droit privé comme celle à la base de l'Association internationale des académies et d'autres associations scientifiques internationales. Le Comité exécutif du CIR n'hésita pas à invoquer le Traité de Versailles et l'obligation de l'Allemagne de se retirer des associations existantes quand il soumit aux académies neutres l'invitation d'adhérer au CIR. La réaction fut pleine de réserve : aussi bien Hendrik A. Lorentz, le physicien hollandais, que Svante Arrhenius confessèrent à Arthur Schuster qu'ils étaient incapables de découvrir dans le Traité les articles en question, et lui demandèrent de les éclairer⁵⁸. En évoquant subsidiairement l'article 289⁵⁹, Schuster essaya alors d'étayer son point de vue, mais passa rapidement au problème plus général des relations confiantes et cordiales si indispensables au bon fonctionnement d'une organisation internationale⁶⁰. L'argument voulant appuyer l'autorité - et, en même temps, le monopole - du CIR sur les dispositions du Traité de Versailles était, en effet, fragile⁶¹.
- 29 Si au printemps et à l'été 1919, le CIR s'était encore volontiers comparé à la Société des nations, on en parla de moins en moins depuis l'automne. La raison de ce silence fut

double. Les adversaires du CIR et, plus généralement, d'une réorganisation précipitée des relations scientifiques internationales, présentaient la Société des nations comme l'élément principal de leur solution de rechange : ne pouvait-on pas laisser à la Société des nations le soin de cette réorganisation⁶² ? ou, du moins, remettre à cette organisation la décision de recevoir l'Allemagne parmi les nations civilisées ? L'Allemagne pourrait alors adhérer au CIR après sa réception parmi les membres de la Société des nations⁶³. Pour le Comité exécutif du CIR, ces propositions étaient inacceptables : il ne s'agissait évidemment pour lui ni d'ajourner la création du CIR, ni de s'en remettre, dans la question fondamentale de l'exclusion allemande, à un organisme aux tendances aussi incertaines que la Société des nations⁶⁴.

- 30 Un autre sujet d'inquiétude pour les membres du Comité exécutif était l'article 24 du Pacte. Selon cet article, les bureaux internationaux et "toutes commissions pour le règlement d'affaires d'intérêt international" devaient être placés sous l'autorité de la Société des nations⁶⁵. La question fut soigneusement pesée : Hale fit un moment valoir les avantages possibles d'un lien quelconque avec la Société des nations ; par exemple si celle-ci acceptait de payer les factures du CIR, sans se mêler de ses affaires, notamment de ses rapports avec les Allemands...⁶⁶ ; il fit également remarquer que l'adhésion des neutres ne poserait plus guère de problème, si le CIR devenait la "section scientifique" de l'organisation genevoise⁶⁷. Malgré les avantages ainsi entrevus, les membres du Comité exécutif préféraient maintenir une certaine distance et, pour échapper à la tutelle de l'article 24 du Pacte, réservé à des organismes interétatiques, ils convinrent de taire désormais dans ce contexte la connection avec l'Etat qu'ils s'étaient, au contraire, empressés de mettre en lumière dans leur tentative de faire bénéficier le CIR de l'autorité du Traité de Versailles⁶⁸.
- 31 Cette discrétion ne signifiait pas, cependant, que le CIR avait renoncé à rechercher du moins l'apparence d'un statut officiel. Ses fondateurs avaient réussi à rehausser l'éclat de leurs rencontres en s'assurant, chaque fois, le patronage d'une personnalité politique haut placée : Lord Balfour à Londres, le ministre de l'Instruction publique à Paris, le roi des Belges à Bruxelles. Les dirigeants du CIR ne réussissaient cependant pas à faire intervenir les autorités publiques plus concrètement - à les faire endosser, par exemple, les objectifs du CIR de façon officielle. Pas plus que le président Wilson n'avait répondu favorablement aux sollicitations de Hale, le Foreign Office ou le Quai d'Orsay ne semblaient vouloir s'engager particulièrement pour la cause des académies interalliées : informées, ces institutions prenaient acte. Rien n'indique qu'elles vouèrent au remue-ménage de la communauté scientifique internationale une attention plus que routinière⁶⁹.
- 32 Dans les milieux politiques, les ministères et les administrations, on approuvait certes l'initiative des académies, tant était grande l'unité de vue sur la responsabilité matérielle et morale de l'Allemagne et les sanctions que cette responsabilité devait entraîner. Les élites intellectuelles allemandes aimaient à attribuer cette unité de vue à d'odieuses tractations entre l'Establishment scientifique et le pouvoir politique dans les pays alliés⁷⁰ ; ils démontraient par là les limites de leur compréhension. Ils mesuraient mal, en fait, l'étendue et la spontanéité de l'aversion dont ils étaient l'objet. Le président Wilson, pourtant soucieux de ne pas engager officiellement les Etats-Unis dans la politique récriminatoire qu'annonçaient les conférences des académies des sciences interalliées, n'allait pas moins dénoncer la "science sans conscience" dans laquelle avait excellé l'Allemagne, en mettant pied sur le continent européen⁷¹ ; et

Clemenceau, à l'automne 1919, déclara que son mépris pour les signataires de l'Appel des quatre-vingt-treize allait "au-delà de ce que la langue humaine peut exprimer", bien qu'il admirât leurs livres⁷².

- 33 Le CIR n'aurait pas connu des débuts aussi encourageants, si les savants allemands n'avaient pas réussi à s'aliéner tout le monde, et non seulement ceux qui, déjà, ne les aimaient pas beaucoup. Le spectacle d'orgueil et d'arrogance qu'ils avaient offert - et bien qu'ils n'aient pas été les seuls à en faire la démonstration - avait profondément choqué l'opinion publique dans les pays neutres traditionnellement germanophiles. En fait, au grand soulagement du Comité exécutif du CIR et au dépit des collègues allemands, la situation s'éclaircit au cours de l'année 1920 : placées devant un choix, les académies neutres rejetèrent l'alternative d'une coalition avec l'Allemagne et, tout en désapprouvant l'ostracisme acrimonieux manifesté par le CIR, finirent par y adhérer.

NOTES

1. Meister, 1947, 155.
2. Hale à Darboux, le 3 mars 1915 (Paris, AdS.).
3. Voir *supra*, chapitre I, p. 59, ctHale, 1920b.
4. Hale à Darboux, le 3 mars 1915 (Paris, AdS.).
5. Cité dans Hale, "War activities of the National Research Council", allocution prononcée lors d'une réunion sous les auspices de l'Engineering Foundation à New York, le 28 mai 1918 (copie dans AdS, Paris).
6. Cette organisation devait être consacrée aux sciences exactes et naturelles uniquement. Gaston Darboux avait suggéré la tenue de conférences scientifiques interalliées à Arthur Schuster en décembre 1916 (Schuster à Volterra, le 16 février 1918 ; RS 541 ; voir aussi Picard à Hale, le 22 juillet 1917 ; US NatArch DeptState 592.31 Ala/44 ; et Picard, 1917, 1).
7. Schuster allait s'adresser également aux Académies de Rome et de Tokyo (mémoire et lettre du 17 juin 1918, RS 541).
8. Picard à Schuster, le 20 août 1918 (RS 541).
9. Voir, par exemple, le mémoire que le directeur de l'Observatoire d'Uccle et membre de l'Académie royale de Belgique, Georges Lecointe, avait préparé en 1917 à l'intention du gouvernement belge (Lecointe et Guichtenaere, 1917) sur les relations intellectuelles internationales d'après-guerre, et les instructions que l'Académie des sciences de Paris donna à ses délégués à la première Conférence des académies des sciences interalliées d'octobre 1918 (extrait du procès-verbal de la séance du 30 septembre 1918, République française, *Journal officiel*. Chambre des députés. Documents. No 284 du 18 octobre 1918, 9095) ; voir aussi Picard à Schuster, le 3 octobre 1918, RS 540.
10. Voir, par exemple, l'allocution d'Emile Picard dans la séance de l'Académie des sciences de Paris du 10 décembre 1917 (*le Temps*, le 11 décembre 1917, 2) et Lecointe et Guichtenaere, 1919, 40.
11. Académie des sciences de Paris. Extrait du procès-verbal de la séance du 30 septembre, *loc. cit.*
12. Picard à Schuster, le 3 octobre 1918 (RS 540).
13. Un vote à la majorité des deux tiers de ses membres était requis pour la dissoudre.
14. Starling dans la séance du 27 novembre 1918 de la Conférence des académies des sciences interalliées (procès-verbal dans AdS, Paris)

15. Cette coopération interalliée s'était considérablement développée dans le domaine scientifique et technique et avait connu des débuts d'institutionnalisation. Au début de l'année 1918, un Research Information Committee avait été créé dans le cadre du National Research Council, chargé de coordonner l'échange d'informations scientifiques et techniques avec les alliés. Deux attachés scientifiques, l'un à Londres, l'autre à Paris, puis, plus tard, un troisième à Rome, assuraient la liaison (voir Kevles, 1970, 51-52 ; U.S. House of Representatives, 1975, 52-56, mais surtout NAS Archives, Research Information Service, 1918-1919).

16. Le National Research Council fut créé en 1916. Voir à ce sujet outre les articles contemporains de G.E. Hale, Dupree, 1964 ; Kevles, 1968, 427-437 ; 1977, 139-154, *passim*. Un Conseil national de recherches fut créé en Italie en 1919 (Goodstein, 1978).

17. Hale était persuadé qu'un endossement officiel était indispensable à la réussite d'une réorganisation de la coopération scientifique internationale et espérait d'ailleurs que l'octroi d'un statut officiel à la délégation américaine allait faciliter à la Royal Society d'obtenir la coopération du gouvernement britannique (Hale à Schuster, le 17 juillet 1918 ; Hale à Picard, le 14 août 1918). Schuster, au contraire, faisait remarquer que la nouvelle organisation devait éviter d'être contrôlée par la diplomatie et se placer sous la direction d'organismes comme les académies ou les conseils de recherches (Schuster à Hale, juillet 1918). Il est significatif pour la détermination de Hale qu'il essayât d'obtenir, *in extremis*, d'un président récalcitrant la nomination comme membres de la délégation américaine à la conférence de Londres des représentants respectivement de la Marine et de l'Armée américaine (Vice-admiral William S. Sims et Major-general John Biddell). La Maison-Blanche refusa (Michelson à Wilson, 14 août 1918 ; Wilson à Michel son, 22 août 1918), NAS Archives, International Relations, Inter-allied Conferences on int. sc. organisation, London, 1918, General.

La participation active des attachés scientifiques américains en poste à Londres et à Paris à la préparation des conférences de Londres, Paris et Bruxelles est une autre illustration de l'intérêt que Hale portait à ce qui allait devenir le Conseil international de recherches. Munis d'instructions de la National Academy of Sciences et plus particulièrement de son *Foreign Secretary*, ils participaient aux rencontres préparatoires avec les représentants des académies européennes et assistaient aux conférences (NAS Archives, Research Information Service, Foreign Service, 1918-1919, p. 27).

18. Angleterre, 12 ; France, 7 ; Etats-Unis, 6 ; Belgique, 3 ; Japon, 2 ; Serbie, 2 ; Brésil, 1 ; Italie, 1 ; Portugal, 1. "Conférence des académies des sciences interalliées tenue à Londres en octobre 1918. Compte rendu.." Académie royale de Belgique, *Bulletin de la classe des sciences*, 1919, 49-61.

19. "Conférence des académies des sciences interalliées tenue à Paris en novembre 1918. Compte rendu.." *ibid.*, 63. Voir aussi *infra*, annexe III, 317-319.

20. Voir, par exemple, Schuster à Hale, le 29 octobre 1917 (NAS Archives, International Relations, Inter-allied Conferences on International Scientific Organisation, Londres, 1918, General).

21. "1. - Aussitôt que les circonstances le permettront, les conventions relatives aux associations scientifiques internationales seront, conformément aux statuts ou règlements propres à chacune d'elles, dénoncées par les groupements compétents des nations en guerre avec les empires centraux. - De nouvelles associations reconnues utiles au progrès des sciences et de leurs applications seront établies, dès maintenant, par les nations en guerre avec les empires centraux, avec le concours éventuel des neutres." Voir, pour les autres articles, *infra*, annexe III, p. 317-319.

22. "Conférence des académies des sciences interalliées tenue à Londres", *loc. cit.*, 51-52. Bien que les Britanniques fussent soucieux de garder les portes ouvertes, l'opposition aux formules récriminatoires venait avant tout de la délégation américaine (voir à ce sujet Kevles, 1970, 1977, 139-154, *passim*).

23. France, 13 ; Angleterre, 9 ; Etats-Unis, 6 ; Italie, 5 ; Roumanie, 4 ; Belgique, 3 ; Japon, 2 ; Serbie, 2 ; Brésil, 1 ; Pologne, 1 ; Portugal, 1. "Conférence des académies des sciences interalliées tenue à Paris", *loc. cit.*, 77-81.

24. "... fonctionnement du Bureau international de l'heure, fonctionnement du Bureau central des télégrammes astronomiques, publication d'un recueil donnant le plus rapidement possible les résultats des travaux astronomiques récents, question des éphémérides, carte photographique du ciel..." (Conférence des académies des sciences interalliées tenue à Paris", *loc.cit.*, 68-72).
25. "... Nous venons de délimiter de vastes territoires ; nous les avons pourvus d'une constitution, nous avons même poussé la sollicitude jusqu'à leur donner un gouvernement..." (Alfred Lacroix, allocution de clôture de l'Assemblée constituante, le 28 juillet 1919). International Research Council, 1919, 10.
26. Voir les statuts de l'Union astronomique internationale (art. 18), de l'Union géodésique et géophysique internationale (art. 18), de l'Union internationale des mathématiques (art. 8), de l'Union internationale de radio-télégraphie scientifique (art. 12, 2 et 18).
27. Lecoq et Guichenaere, 1919, 41, 47.
28. Conférence des académies des sciences interalliées tenue à Paris, 26-29 novembre 1918. Procès-verbal de la séance du 27 novembre, 38 (AdS, Paris).
29. Emile Picard, *ibid.* (séance du 26 novembre 1918).
30. Art. 3-7 des "Résolutions de Paris" (Conférence des académies des sciences interalliées tenue à Paris, *loc. cit.*, 63-81) et art. V/11-13 des statuts.
31. Rétrospectivement, le choix de Hale se présente comme une consécration de son rôle initial plutôt qu'un facteur influençant le développement ultérieur de l'organisation. Les débats et les déclarations faites au terme des deux conférences interalliées reflètent ses idées : mention y est fait du resserrement indispensable des rapports entre les institutions de recherche, les industries et les gouvernements (art. 4, Résolutions de Londres) ; on y trouve une autre idée, chère à Hale : le rappel aux Etats de leur devoir d'assurer les moyens matériels et la liberté nécessaire à ceux "capables de se livrer à une recherche scientifique de haute qualité" (art. 7). Les discussions à ce sujet étaient cependant brèves et se déroulaient généralement en marge du débat principal. Hale approuvait certes la mise en quarantaine des Allemands, du moins pour un certain temps, et partageait jusqu'à un certain degré les inquiétudes de Picard à l'égard d'une éventuelle "revanche allemande sur le plan scientifique" (Kevles, 1970, 59) ; il n'était pas prêt cependant, comme Picard, à subordonner les objectifs d'organisation à des objectifs inspirés d'émotions politiques.
32. Conférence des académies des sciences interalliées, Paris, 26-29 novembre 1918, procès-verbal de la séance du 27 novembre, 36 (AdS, Paris).
33. *The Times*, le 8 mars 1921, 10.
34. A savoir : Belgique, Brésil, Etats-Unis, Royaume-Uni, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Grèce, Italie, Japon, Pologne, Portugal, Roumanie, Serbie.
35. International Research Council, 1919, 2. - Les 225 délégués se répartissaient de la façon suivante : Belgique, 106 ; Canada, 2 ; France, 48 ; Etats-Unis, 27 ; Royaume-Uni, 19 ; Italie, 15 ; Roumanie, 2 ; Serbie, 2 ; Japon, 1 ; Nouvelle-Zélande, 1 ; Pologne, 1 ; Portugal, 1. *Ibid.*, 49-52.
36. Hale à Schuster, le 3 juillet 1919 (RS 540) ; voir aussi Hale à Farnsworth, 10 mars 1919 ; Farnsworth à Hale, 5 mars 1919 ; Hale à Mendenhall, 8 avril 1919 (dans cette lettre, Hale insiste sur une invitation des neutres dans les plus brefs délais, "que cela inquiète les Français ou non") ; Mendenhall à Merriam, 23 juin 1919. Schuster avait réussi, lors de la réunion préparatoire du Comité exécutif au mois de mai 1919, à faire accepter par ses trois collègues que l'Assemblée constituante inviterait les neutres à adhérer (Hale l'en félicite le 23 juin 1919 ; RS 541).
37. A savoir : Chine, Siam, Tchécoslovaquie (ces pays avaient déclaré la guerre aux puissances centrales) et Argentine, Chili, Danemark, Hollande, Mexique, Monaco, Norvège, Espagne, Suède et Suisse (International Research Council, 1919, 8).
38. Voir *infra*, annexe IV, 320-324.
39. La présence, parmi les membres du CIR, de pays dont la contribution à l'avancement des sciences avait été jusque-là assez modeste, allait d'ailleurs provoquer des commentaires

ironiques par la suite. Un chimiste hollandais, directeur d'un laboratoire de l'université de Groningen, se plaignit auprès de William Pope, président du Federal Council of Chemical Societies qu'une "poignée de Serbes, de Brésiliens et de Japonais", aient été préférés aux hommes de science des pays neutres pour discuter de la réorganisation des relations scientifiques internationales (Jaeger à Pope, le 8 janvier 1919, RS 540).

Bien qu'à la réunion de Paris on eût pris soin de dresser la liste des pays éligibles, on avait renoncé à inviter des savants grecs, de crainte que la majorité ne fût encore germanophile à cette époque (Schuster à Picard, le 24 octobre 1918, RS 540).

La question politique dominait les critères de sélection : ainsi Schuster et Hale étaient-ils tombés d'accord pour ne pas inviter le Brésil, étant donné que son niveau scientifique n'était pas élevé et que sa participation n'ajoutait rien à l'effet que pourraient avoir sur l'Allemagne les décisions prises à Londres et à Paris, comme la déchéance d'honneurs académiques, la radiation des Allemands des listes de membres des académies, etc. (Hale à Schuster, le 9 juillet 1919, RS 541).

40. Emile Picard, dans sa correspondance, recourt souvent à cette comparaison, sans jamais oublier d'ajouter : *si parva licet componere magnis*. (RS 540). Hale était également convaincu que le Conseil international de recherches correspondait, en quelque sorte, dans le domaine des sciences, à ce que Wilson voulait voir accomplir par la Société des nations dans le domaine politique (Kevles, 1970, 60).

41. International Research Council, 1919, 63.

42. *Ibid.*, 10.

43. Royal Astronomical Society à Schuster, le 4 février 1919 (RS 540).

44. Trois unions furent officiellement constituées : l'Union astronomique internationale, l'Union géodésique et géophysique internationale, l'Union internationale de chimie pure et appliquée.

45. Les biologistes - qui déclaraient qu'ils ne voyaient pas l'utilité d'une union - et les géographes, par exemple, ne laissèrent aucun doute sur leur réaction négative (Royal Geographical Society à Schuster, les 26 novembre et 19 décembre 1919, RS 540).

46. Normal R. Campbell, "Letter to the Editor", *Nature*, 25 septembre 1919, 73.

47. Voir *supra*, chapitre I, 46-47.

48. London Mathematical Society à Schuster, le 29 décembre 1919 ; British Engineering Standards Association à Schuster, le 12 juillet 1919 ; Royal Geographical Society à Schuster, le 19 décembre 1919 ; au sujet de la météorologie, Napier Shaw écrivit à Schuster que les directeurs des stations météorologiques collaboraient selon les besoins de leur travail et certes non au gré de quelque commission et des votes majoritaires qu'elle prendrait ; il fit observer, de plus, qu'avant d'organiser les rapports internationaux, il conviendrait de mettre de l'ordre dans les rapports de collaboration sur le plan national... (lettre du 10 mars 1919, RS 540).

49. Le danger d'une scission à l'intérieur du *Council* au sujet de l'attitude à adopter vis-à-vis des Allemands fut plus d'une fois évoqué (voir, par exemple, Thomson à Schuster, le 11 janvier 1918 ; Young à Schuster, le 31 décembre 1919 ; RS 540).

50. Young à Schuster, le 15 avril 1919 (RS 540) ; Hale à Schuster, le 29 décembre 1921 ; Hale à Stebbins, le 9 mars 1922 (RS 541).

51. Académie des sciences de Paris, comité secret du 29 décembre 1919 (AdS Paris) ; voir aussi Hale à Schuster, le 22 janvier 1920 (RS 542). Durant la guerre, l'Académie suédoise avait d'ailleurs continué d'attribuer des prix Nobel à des savants allemands.

52. Ms dans AdS Paris. Le nombre de signatures varie selon les époques de l'année 1919. Kevles, 1970, 59-60, parle de 278 signatures. Le texte dans AdS et celui que le *Times* publia le 14 octobre 1919, p. 9, en portent 177.

53. Suède, 74 ; Hollande, 54 ; Finlande, 18 ; Norvège, 14 ; Suisse, 7 ; Espagne, 7 ; Danemark, 3 ; Schuster à Picard, le 12 octobre 1919 (RS 540) ; voir aussi, pour la réaction de Hale, Kevles, 1970, 59-60.

54. Schuster à Hale, le 27 octobre 1919 (RS 540).

55. Picard à Schuster, 2 décembre 1919 (RS 540).
56. Schuster à Arrhenius, le 23 février 1920 (RS 542).
57. *Nature*, 23 octobre 1919, 154-155.
58. Lorentz à Schuster, le 10 septembre 1919 ; Arrhenius à Schuster le 11 septembre 1919 (RS 540).
59. Tandis que l'article 282 du Traité énonce l'abrogation des traités, conventions et accords et contient la liste des exceptions, l'article 289 invite les puissances alliées et associées à notifier à l'Allemagne les traités, conventions et accords qu'elles entendent maintenir. L'article 299 - qui fut également cité dans ce contexte - porte sur l'annulation de contrats conclus entre ressortissants des puissances alliées et associées et citoyens allemands (y compris des personnes morales). Les trois articles font partie des clauses économiques du Traité.
60. Schuster à Lorentz, le 22 septembre 1919 (RS 540).
61. L'argument était d'autant plus fragile que les documents ne permettaient pas de recourir à une interprétation extensive des articles mentionnés. La Convention internationale des poids et mesures et l'Institut international d'agriculture furent exceptés de la dénonciation (art. 282). Dans un autre contexte, celui de l'art. 297 concernant la liquidation de la propriété allemande à l'étranger, les puissances alliées et associées avaient manifesté, dans leur déclaration du 16 juin 1918, leur intention de prendre dûment en considération les intérêts du progrès scientifique et d'en tenir compte en décidant du sort des institutions allemandes qui, sur leurs territoires, poursuivaient *bona fide* une activité de recherche ("Reply of the Allied and Associated Powers to the Observations of the German Delegation on the Conditions of Peace", Papers Relating to the Foreign Policy of the United States. The Paris Peace Conference, 1919. vol. VI, p. 984-985).
L'allégation selon laquelle les anciennes associations scientifiques internationales avaient été dissoutes par le Traité de Versailles continuait d'ailleurs d'être utilisée pour justifier la création et la politique des nouvelles organisations, CIR et Unions. "... by the Treaty of Versailles the permanent conventions for international scientific cooperation were abrogated... Toward the end of the war, the principal Allied Powers decided for an international research council... to replace the old International Association of Academies...", *The Geographical Journal*, LXI, janvier-juin 1923, p. 440-441 ; "... Il existe maintenant un pouvoir scientifique international ayant pour mission de veiller aux intérêts de la géographie...", *Annales de géographie*, XXXI, 4, 1922, p. 516-517. Ces exemples illustrent la terminologie abusive qui était généralement employée - terminologie abusive qui se manifeste aussi dans l'emploi fréquent de l'expression d'"Etat membre" ; malgré la possibilité pour un pays d'adhérer par l'intermédiaire de son gouvernement, le CIR ne reposait pas sur un accord interétatique.
62. Arrhenius à Schuster, le 11 septembre 1919 (RS 540).
63. Schuster à Hale, le 27 octobre 1919 (au sujet de certaines réactions venant des neutres) ; RS 540.
64. *Ibid.*, voir aussi Lecointe à Schuster, le 13 octobre 1919 (RS 540). Picard avait déjà observé au mois de février, que le concept de la Société des nations comportait bien des dangers pour la France et la Belgique, et que les vues du président Wilson, nobles certes, ne répondaient pas néanmoins à l'état actuel de l'humanité (à Schuster, le 14 février 1919, RS 541).
65. Voir *infra*, annexe V, 325.
66. Hale à Schuster, le 18 novembre 1919 (RS 540).
67. Hale à Schuster, le 22 janvier 1919 (RS 542).
68. Schuster à Hale, le 4 octobre 1919, suggérait que la subvention du gouvernement britannique ne soit pas versée directement au CIR, mais à la Royal Society, afin que l'on ne puisse construire, à cause d'un financement direct, un argument en faveur de l'applicabilité de l'article 24 du Pacte (RS 540).
69. Arthur Schuster, ayant transmis au Foreign Office les procès-verbaux de la Conférence des académies des sciences interalliées de Londres, se fit répondre que le ministère limitait son

action dans ce genre d'affaires à la transmission des documents les concernant aux départements techniques qui le conseillaient dans ces domaines (Foreign Office à Schuster, s.d. ; RS 540). Voir aussi, sur les démarches d'Alfred Lacroix auprès du gouvernement français, Lacroix à Schuster, le 14 août 1919 (RS 540).

70. Voir, par exemple, Karo, 1919a, 2 ; Kerkhof, 1940, *passim*.

71. Allocution prononcée à la Sorbonne, le 21 décembre 1918 (*le Temps* du 23 décembre 1918) ; voir aussi son allocution devant l'Académie des sciences morales et politiques, le 11 mai 1919 (*New York Times* du 13 mai 1919, 2, 5 ; *le Temps* du 12 mai 1919, 2).

72. Discours devant le Sénat, le 12 octobre 1919 (*le Temps* du 13 octobre 1919).

Chapitre IV. Le boycott

- 1 Au cours des premières années de son existence, le CIR pouvait se flatter d'avoir aligné un certain nombre de succès : les neutres invités en juillet 1919 avaient adhéré au conseil pendant l'année 1920. Aux trois unions créées par l'Assemblée constituante, trois autres s'ajoutèrent au cours des années suivantes¹. Les objectifs politiques du CIR semblaient également se réaliser : le décret de quarantaine porté contre l'Allemagne et l'Autriche se révélait efficace.

La grande offensive

- 2 Ce que les Allemands avaient rapidement appelé le "Boycott" visait surtout quatre secteurs : les instituts scientifiques internationaux, les organisations scientifiques internationales et leurs réunions, et les publications scientifiques.

Instituts, organisations et réunions scientifiques internationales

- 3 Des changements fondamentaux allaient se produire dans la distribution des services et bureaux centraux. C'est ici que les articles 282 et 289 du Traité de Versailles intervinrent : les conventions, par exemple, qui avaient établi le Service international des latitudes à Potsdam et l'Association internationale de séismologie (dont le bureau central se trouvait à Strasbourg) avaient été dénoncées². L'Union astronomique internationale enleva à l'observatoire de Kiel les fonctions de Bureau central des télégrammes astronomiques pour les conférer à l'observatoire d'Uccle en Belgique. La redistribution des services et bureaux centraux allait se faire au bénéfice de la Belgique et de la France notamment :

Services et bureaux centraux se trouvant						
en	Allemagne	France	Belgique	Angleterre	Autriche	Italie
1914	14	18	13	9	3	3
1924	6*	37	21	14	3*	4
*Ces bureaux ne furent pas reconnus par les pays fondateurs du CIR.						

Source : Siegfried Grundmann, *"Zum Boycott der deutschen Wissenschaft nach dem Ersten Weltkrieg"*, Wissenschaftliche Zeitschrift der Technischen Universität Dresden, 14, 1965, n° 3, p. 800.

- 4 Une redistribution semblable s'opérait au sujet des congrès scientifiques internationaux : l'Allemagne qui, avant 1914, avait hébergé en moyenne 20 pour cent des congrès scientifiques internationaux, se trouvait exclue de la participation à la majeure partie de ceux tenus au cours des premières années d'après-guerre. Sur un ensemble d'environ 195 congrès scientifiques internationaux qui eurent lieu entre 1920 et 1924, 129 - c'est-à-dire deux tiers à peu près - se sont réunis sans participation allemande ou autrichienne. Si l'on soustrait de ce total le nombre de réunions convoquées sur le territoire des puissances centrales, l'efficacité de la clause d'exclusion paraît plus impressionnante encore : les trois quarts des congrès observèrent la consigne du CIR. Que les réunions organisées en Allemagne et en Autriche aient été relativement rares s'explique sans doute en grande partie par les difficultés politiques et économiques provoquées par la défaite. Sur les 21 qu'indique le tableau ci-après, un certain nombre ont été probablement des congrès nationaux à participation internationale plutôt que des congrès internationaux proprement dits³. Ventilée par périodes, disciplines et organisateurs, la distribution des congrès démontre que l'exclusion des anciens empires centraux n'était pas seulement le fait d'organismes liés au CIR : bon nombre d'organisations s'alignèrent spontanément sur une politique d'ostracisme. La "quarantaine" décrétée par le CIR n'aurait en fait guère eu de chances de s'imposer, si elle n'avait pu rejoindre un fort courant de l'opinion publique⁴. Certains organisateurs de congrès s'abstinrent tout simplement d'envoyer des invitations individuelles ou collectives en Allemagne ou en Autriche, sans insister davantage sur leurs motifs. D'autres - la majorité en fait - préféraient justifier cette exclusion dans leurs déclarations officielles (textes des invitations, allocutions d'ouverture, etc.) en évoquant avec plus ou moins d'ardeur les déchirements de la guerre, les "Résolutions de Londres" ou les statuts des nouvelles organisations. L'allemand comme langue de conférence fut généralement exclu.

Pays hôtes	Matière	1922-1924		1925		1926	
		total	Alle- magne exclue	total	Alle- magne exclue	total	Alle- magne exclue
pays ex- alliés ou associés	sciences exactes, humanités, médecine	57	51	34	24	33	10
	droit international public et privé, sciences sociales	8	2	2	1	4	1
	technologie	20	17	8	5	12	5
	sciences auxiliaires	21	16	8	4	8	1
pays neutres, Allemagne, Autriche		21	1	10	-	36	-
Société des nations		8	2	10	-	6	-
		135	89	72	34	99	17

Source: Siegfried Grundmann, "Zum Boycott der deutschen Wissenschaft...", *loc. cit.*, p. 800.

Langue et publications

- 5 Interdire dans ces réunions d'où les ressortissants allemands et autrichiens étaient exclus l'usage de la langue allemande, n'aurait pas dû poser, à première vue, des problèmes particuliers. Cependant, la situation était plus complexe qu'elle n'en avait l'air : les congressistes venant de l'Europe du Centre et du Sud-Est continuaient souvent de préférer l'allemand comme langue de communication - entorse aux principes du CIR immédiatement repérée, avec satisfaction, par les "ultras" allemands⁵. Frappant par son âpreté, l'affrontement sur l'emploi des langues le fut aussi par sa tenacité : la question des "langues officielles" et le désir de certains milieux scientifiques allemands de voir leur langue rétablie dans son ancien statut, n'était pas pour faciliter le rapprochement des années ultérieures⁶. La réaction contre l'usage de l'allemand n'était pas sans rapport avec cet "Empire des professeurs allemands" dont parle Bernai et qui, "s'étendant sur toute l'Europe du Nord, du Centre et de l'Est, poussait son influence jusqu'à la Russie, le Japon et les Etats-Unis⁷". L'usage de l'allemand, *lingua franca* de cet empire scientifique, signalait sa puissance, et l'obligation pour les scientifiques du monde entier de connaître cette langue, symbolisait leur allégeance à son égard. Le souvenir de cette allégeance nourrissait sans doute la passion des réactions qui éclatèrent dès le début de la guerre. Plus que dans les congrès, cette réaction contre l'usage de l'allemand se manifesta dans le domaine des publications.
- 6 En fait, si avant 1914 la connaissance de la langue allemande était pratiquement indispensable pour faire de la recherche de pointe dans certaines disciplines, il faut en chercher une des causes dans la prépondérance des publications allemandes dans la littérature scientifique de l'époque. Cette constatation s'applique aussi bien au nombre des publications⁸ que - et surtout - aux ouvrages et périodiques de référence, c'est-à-

dire ces "*Archive, Jahrbücher*" et "*Zentralblätter*" auxquels l'éditeur de *Scientia* avait fait allusion en 1917⁹. S'il était toujours possible d'attribuer à l'absence de génie et à une manie de la compilation, la production pléthorique des auteurs allemands dans ce domaine, leur supériorité tant dans la production d'*abstracts* que de bulletins signalétiques demeurait incontestée¹⁰ et, à en juger par les réactions ultérieures, la cause de profonds ressentiments. Le problème de la langue n'était ici qu'un aspect d'une frustration plus complexe, mélange ambigu de considérations morales et matérielles, de considérations de prestige national et d'intérêts commerciaux. Il n'est guère surprenant dans ces conditions que l'anéantissement du quasi-monopole de la *Referaten-Literatur* allemande ait été une des priorités pour les milieux scientifiques proches du CIR. Malgré certaines propositions faites en ce sens¹¹, on ne songeait d'ailleurs pas en général à boycotter ce que les collègues allemands allaient *produire* : tout en évitant d'avoir des rapports personnels avec eux, on voulait continuer de recenser leurs publications¹². Lors de l'Assemblée constituante du CIR, le projet d'une Union internationale de la bibliographie et de la documentation avait été amplement discuté ; Paul Otlet, secrétaire général de l'Union des associations internationales et de l'Institut international de bibliographie, en était le principal promoteur¹³. L'Assemblée avait également pris connaissance du rapport d'une commission de la Fédération des sociétés des sciences naturelles sur les mesures à prendre pour remplacer les publications de référence allemandes par des publications équivalentes produites dans les pays alliés¹⁴.

- 7 Elaborés avec soin et compétence, ces projets n'ont pourtant pas été réalisés. Plus de trois ans plus tard, quand la Commission internationale de coopération intellectuelle de la Société des nations¹⁵ se pencha sur une éventuelle coordination de la bibliographie scientifique, il apparut que le CIR n'avait guère fait de progrès dans ce secteur. Ses représentants, invités à participer à une réunion de la sous-commission bibliographique, déclarèrent qu'en dépit de la position dominante des publications allemandes sur le marché, certaines publications de référence françaises, anglaises et américaines s'étaient néanmoins développées, et qu'il s'était révélé difficile d'amener maintenant les uns ou les autres à abandonner des positions acquises au profit d'une centralisation nécessaire¹⁶. Cette réticence à renoncer à des positions acquises n'était pas le seul obstacle à surmonter. La publication régulière de périodiques de référence exigeait, d'abord, une organisation expérimentée de dépouillement et d'*abstracting*, mais son efficacité dépendait tout autant de la collaboration bien rodée entre chercheurs et maisons d'édition. Les forces de l'esprit et de la conviction pouvaient suffire pour réorganiser les associations scientifiques et les congrès - il fallait pour la publication de revues et d'annuaires, aussi et avant tout des moyens matériels importants¹⁷. Si le monopole de la *Referaten-Literatur* allemande était ressenti par les savants alliés comme un défi moral, les éditeurs, eux, y voyaient d'abord un risque commercial : un coût de production élevé et un marché peu intéressant, peu propice à l'écoulement de titres nouveaux. Les éditeurs allemands détenaient un avantage sérieux : des réseaux de commercialisation depuis longtemps établis. Pour ne pas travailler à perte, deux solutions se présentaient : obtenir des subsides publics, ou forcer la vente. Les chances étaient minces pour obtenir des pouvoirs publics une participation au financement de ces publications hautement spécialisées, s'adressant à un public très restreint, donc politiquement peu rentable. Fallait-il alors, pour susciter la collaboration et pour stimuler la vente, faire appel au sentiment national ? Moins ces appels étaient discrets, plus ils prêtaient flanc à la critique des milieux universitaires

allemands qui ne manquèrent pas d'en dénoncer allègrement l'inconvenance. Jusqu'au milieu des années 20, la préface de l'*Index Generalis* - annuaire qui devait remplacer *Minerva* - faisait allusion à l'Alsace libérée et au fait que *Minerva* ne pouvait plus se publier à Strasbourg. Aussi, ce fut une trouvaille quand on eut connaissance en Allemagne d'une lettre que l'éditeur de l'*Index Generalis* avait envoyée à sa clientèle potentielle, lettre qui sollicitait l'appui au nom du devoir patriotique¹⁸. Le secteur des publications scientifiques fut sans doute celui sur lequel le mouvement de boycottage eut le moins de prise : ce n'est qu'après la Deuxième Guerre mondiale que la *Referatent-Literatur* passa, de façon définitive, aux mains des Etats-Unis. Ce fut sans doute un des secteurs aussi où la quarantaine fut, dès le début, le moins observée. En l'absence d'études systématiques et détaillées, on est réduit à des hypothèses - mais de toute évidence les publications allemandes continuaient de se vendre¹⁹. La contribution allemande à la littérature scientifique mondiale déclina, certes, de façon radicale au lendemain de la guerre, mais vers 1930, elle avait repris la moitié de sa position d'avant-guerre²⁰. Si l'on considère que l'autre moitié avait été perdue à cause de l'accroissement considérable de la contribution américaine, on ne peut guère attribuer au "boycott" la perte relative, à moins qu'on le considère comme un des facteurs ayant été responsables de cette "insolvabilité de la communauté universitaire européenne" que Thorstein Veblen avait déjà prévue pendant la guerre²¹.

- 8 L'usage de la langue allemande déclina de façon sensible et durable : de 40 pour cent en 1909, il tomba à 27 pour cent en 1929²². Mais peut-on ici, sous prétexte de vouloir évaluer l'effet de la quarantaine, isoler le domaine de la communication scientifique du contexte politique général ? L'usage de l'allemand était en déclin partout, et comme la domination de cette langue avait été, aussi, le reflet d'un rapport de puissance politique, il n'est pas surprenant qu'un renversement de ce rapport affecte aussi le secteur linguistique. Que l'allemand ne fût plus parmi les langues officielles de la Société des nations, lui portait un coup fatal - à la fois consécration d'un changement du rapport des forces politiques et facteur limitant les possibilités ultérieures d'expansion culturelle des pays vaincus.
- 9 Les redresseurs de torts dans la cité scientifique étaient peu portés, naturellement, à évaluer le rôle et l'effet de leur mission vengeresse dans un contexte plus vaste. Se croyant au diapason de leur temps, ils renonçaient difficilement à attribuer aux bouleversements qu'ils se flattaient d'avoir provoqués dans le monde des sciences, une signification décisive pour la situation politique dans son ensemble - plus décisive que la réalité ne le justifiait.

Les fissures

- 10 La crainte que les années n'émoussent l'indignation profonde, qui les animait alors tous, avait amené les fondateurs du CIR à le pourvoir contre les risques d'une abrogation prématurée des clauses d'exclusion ; ils avaient muni les statuts de barrières et de verrous à cet effet. Ils auraient sans doute rejeté avec indignation l'idée qu'un jour, après quelques années seulement, cette rigidité pouvait se révéler facteur de désintégration : la sur-organisation, au lieu de consolider l'édifice, lui donnait un manque de souplesse contribuant à élargir les fissures qui s'y étaient rapidement déclarées²³. En effet, malgré les succès enregistrés par le CIR au cours de ses premières années de fonctionnement, le tableau n'était pas sans ombres, et ces ombres allaient

s'élargissant. Le CIR devait se heurter principalement à trois ordres de difficultés : des oppositions à l'intérieur même du Conseil ; l'indépendance manifestée par les unions contre la tutelle du conseil ; finalement, le revirement qu'amorçait la politique européenne et, parallèlement, la démobilisation croissante de l'opinion publique.

- 11 Quand, en 1919-1920, les académies neutres s'étaient déclarées contre l'ostracisme décrété à l'égard des anciens empires centraux et avaient laissé entendre qu'elles ne songeaient guère, même membres du CIR, à le pratiquer, les dirigeants du CIR avaient cru devoir s'en accommoder pour ne pas compromettre alors le plus urgent, à savoir leur adhésion. Ils avaient tendance d'ailleurs à interpréter de telles déclarations comme des concessions que les académies faisaient à leurs dissidents - pour calmer les oppositions internes - et qui n'auraient pas de conséquences fâcheuses²⁴. Ils se trompèrent. Certes, les académies neutres en adhérant au CIR avaient détruit tout espoir que pouvaient nourrir les Allemands de raviver l'ancienne Association internationale des académies. Mais cette adhésion fut, pour beaucoup de membres, un moyen d'autant plus efficace pour combattre le "Boycott" de l'intérieur même de l'organisation²⁵. Loin de constituer une formule à consommation interne, le vœu de voir adhérer, au plus tôt, les académies de langue allemande, était l'énoncé d'un programme.
- 12 En 1922 déjà, lors de la deuxième Assemblée du CIR, les membres réunis eurent l'occasion de s'en rendre compte ; le délégué suédois proposa l'abrogation des articles d'exclusion ; le délégué suisse l'appuya²⁶. Cependant, l'opposition fut encore si vive qu'on renonça à soumettre la proposition au vote. Dans son allocution de clôture, Emile Picard exprima son soulagement et l'espoir "que la présidence de cette assemblée sera toujours aussi facile qu'elle a été ces jours derniers²⁷". Ce vœu ne fut pas exaucé. Malgré leur adhésion au CIR, ce furent les neutres - comme Emile Picard l'avait prévu en automne 1918 qui essayèrent d'entrouvrir la porte aux Allemands.
- 13 La critique des neutres ne portait d'ailleurs pas seulement contre l'ostracisme que voulait imposer le CIR à l'égard de l'Allemagne. Ils s'opposaient également au système de vote pondéré qui désavantageait les petits pays (à moins qu'ils eussent des colonies)²⁸. Ils jugeaient de plus excessive l'autorité concentrée entre les mains du Comité exécutif. Il était évident que, pour survivre, le CIR devait changer de politique. Le système qui avait émergé en 1919 - après la dénonciation des conventions et le transfert dans les pays alliés ou associés des services et bureaux centraux - commençait d'ailleurs à montrer de toutes parts des faiblesses.
- 14 Ainsi le Bureau central des télégrammes astronomiques passa-t-il en 1922 déjà d'Uccle à l'observatoire de Copenhague²⁹ ; cet observatoire avait également accueilli dans ses murs une succursale de l'observatoire de Kiel, ancien siège de ce service. Le directeur danois, Strömngren, était connu pour son indifférence à l'égard du CIR et de ses directives³⁰. Des infractions discrètes à la quarantaine se faisaient d'ailleurs plus nombreuses : Hecker, l'ancien directeur de l'Institut sismologique de Strasbourg, rapporta qu'à la réunion même, en avril 1922, à laquelle on liquida officiellement cet Institut, certains collègues lui avaient fait comprendre qu'ils lui communiqueraient des données pertinentes pour ses travaux (il dirigeait alors l'Institut géodésique de Iéna)³¹. Sans doute, au cours des premières années, beaucoup d'organismes étaient d'accord avec le programme du CIR ; d'autres hésitèrent à risquer un refus des Français et des Belges et préféraient convoquer leurs réunions sans participation allemande³². Les gestes de sympathie venant de pays anciennement neutres³³ étaient perçus en

Allemagne comme une maigre compensation à l'isolement cependant. L'année 1924 - l'année où prit fin l'occupation de la Ruhr et où, avec l'acceptation du Plan Dawes, s'amorça la détente - marqua alors un tournant aussi dans les relations scientifiques internationales. Les entorses aux mots d'ordre du CIR se multiplièrent partout, non seulement dans les pays anciennement neutres, mais également dans les pays ex-alliés et même au sein des unions affiliées.

- 15 Une certaine lassitude à l'égard des sentiments que traduisit le programme du CIR apparut d'ailleurs assez vite chez les alliés les plus éloignés de l'Europe : l'organisme national de recherche qui se constituait au Japon rejetait d'emblée l'idée d'un Conseil international de recherches dont certains pays seraient exclus³⁴. Les Américains ne s'étaient jamais distingués par un enthousiasme très vif pour la passion vengeresse de leurs collègues français et belges. A en juger par l'espace que lui accordait généralement la revue *Science*, par exemple, la question de l'organisation scientifique internationale ne semblait même pas intéresser outre mesure les scientifiques américains. Les *statesmen of science*, comme George Ellery Hale ou Robert A. Millikan, étaient des exceptions. Hale, par exemple, considérait comme excessifs certains points de vue de Picard - bien qu'il en eût partagé d'autres pendant quelque temps³⁵. Il fut d'ailleurs le premier parmi les membres du Comité exécutif du CIR à saisir l'issue offerte par l'entrée prévisible de l'Allemagne dans la Société des nations³⁶ ; inviter l'Allemagne à adhérer au CIR après son entrée à la Société des nations permettait en effet de satisfaire aux critiques tout en sauvant la face : l'admission de l'Allemagne à la Société des nations, faisait la preuve que ce pays pouvait être accueilli, à nouveau, parmi les nations civilisées. Hale connaissait bien l'état d'esprit en Europe et demanda plus d'une fois à ses collègues français et belges de la compréhension pour ceux de ses compatriotes qui, l'Europe leur étant peu familière, avaient tendance à réclamer avec force la révocation immédiate du "Boycott"³⁷. Millikan n'hésitait pas à envisager un voyage à Berlin pour clarifier la situation et accélérer la reprise des relations avec les Allemands. William Albert Noyes, l'éminent chimiste, ayant visité l'Europe en 1923-1924, avait conclu à l'absurdité de la scission qui continuait de séparer les ex-ennemis ; il publia un opuscule - *Building for Peace* - qui reçut, en Europe, un accueil plutôt mitigé. Il déclencha un long débat dans une revue anglaise de chimie, où le premier éditorial ne manqua d'ailleurs pas de rappeler au professeur Noyes qu'un Américain pouvait bien avoir le recul nécessaire pour juger avec objectivité des affaires de l'Europe, mais que, néanmoins, les Européens avaient leurs propres idées à ce sujet, que leurs connaissances historiques, politiques et économiques les justifient ou non³⁸.
- 16 A l'occasion de la troisième Assemblée du CIR, on réclama à nouveau l'abrogation des articles d'exclusion. Le 8 juillet 1925, Hendrik A. Lorentz fit une proposition dans ce sens, au nom des académies hollandaise, danoise et suédoise, et adressa aux membres réunis un sévère avertissement. Il serait temps, dit-il, six ans après la fin de la guerre, de restituer à la recherche scientifique son universalité propre. La collaboration avec les puissances centrales serait indispensable, et on ne devrait pas oublier, de toute façon, que même pendant la guerre, bon nombre de savants allemands avaient conservé une attitude de bonne volonté à l'égard de l'ennemi. Il ne s'agirait pas non plus de remplacer les anciennes restrictions par de nouvelles, en limitant, comme le voulaient certains, l'éligibilité au CIR aux états membres de la Société des nations. Il ajouta craindre pour l'existence même du CIR, si l'assemblée ne parvenait pas à se rallier à cette manière de voir³⁹. Soumise au vote, la proposition fut néanmoins rejetée⁴⁰. Grâce au vote pondéré et à la présence parmi les membres d'une forte

clientèle de la France, les "ultras" avaient réussi à bloquer le passage d'un vote favorable à la majorité des deux tiers. Le soin apporté par les fondateurs du CIR à l'élaboration des statuts et à la composition du conseil avait donc, à court terme, porté ses fruits. L'atmosphère lourde de l'assemblée n'empêcha pas Emile Picard d'évoquer les arguments bien connus en faveur de l'exclusion des empires centraux : les différences fondamentales de mentalités, mais aussi les différences fondamentales entre les expériences de la guerre, entre l'expérience des pays occupés, et l'expérience des neutres ; et, enfin, la nécessité de pouvoir faire appel, pour collaborer, à la confiance réciproque⁴¹.

- 17 Il n'avait pu échapper à personne que le délégué britannique avait voté en faveur de la proposition hollando-dano-suédoise. Ce changement tout officiel d'attitude était symptomatique et de mauvais augure pour les "ultras" du CIR. Dès le début, Arthur Schuster n'avait pas bénéficié, à l'intérieur même de la Royal Society, d'un appui aussi unanime que celui reçu de leurs académies par ses collègues français et belges⁴². L'attitude de l'opinion publique britannique en général était également moins favorable qu'en France ou en Belgique. Contrairement à la presse française et belge commentant avec une grande satisfaction les décisions et déclarations du Conseil international de recherches, la presse anglaise s'était toujours montrée réservée, laissant une place très large aux voix critiques⁴³. Des protestations - impensables en France et en Belgique - contre le CIR et l'attitude politique dont il était le porte-drapeau - s'étaient produites en Angleterre, allant de la déclaration des professeurs d'Oxford de 1920⁴⁴ aux lettres ouvertes de Gilbert Murray⁴⁵ et de Hardy⁴⁶ en 1924. Hardy s'était opposé dès la première heure au CIR et au rôle que la Royal Society s'y était, selon lui, arrogé. La lettre de 1924, publiée dans le *Manchester Guardian*, et qui invitait expressément tous les scientifiques et sociétés savantes à prendre position, était néanmoins surprenante par sa sévérité : Elle déclarait en substance que le CIR ne devait son existence qu'à deux pays et à l'habileté d'une minorité qui y avait vu son intérêt ; cette organisation n'aurait pas été créée pour faciliter la collaboration internationale, mais pour en exclure les Allemands. Il serait temps - à la lumière aussi de l'opposition qui, Dieu merci, commençait à se manifester partout - de mettre un arrêt à cette façon de perpétuer, au nom de la science, les passions nationales. L'année 1924 avait été riche, en effet, de ces manifestations d'opposition, et Hardy n'y avait probablement pas été totalement étranger. Ainsi, le Congrès international des mathématiques tenu à Toronto (août 1924), avait-il adopté la résolution d'inviter officiellement les puissances centrales à adhérer à l'union. Les dirigeants ne s'inquiétèrent pas des contraintes que leur imposaient, dans cette matière, les statuts de l'Union : ils transmirent simplement la résolution au Comité exécutif du CIR à Bruxelles, pour information⁴⁷ !
- 18 L'indiscipline des unions constituait, pour le CIR, le danger le plus grave. Malgré l'insistance de Hale sur la nécessité pour le conseil de s'engager dans des projets de recherche interdisciplinaires⁴⁸, rien n'avait été entrepris dans ce sens. Hale craignait que le CIR, se limitant à la seule fonction coordinatrice, ne se trouvât bientôt en marge des courants de collaboration scientifique internationale et ne devînt un organisme essentiellement décoratif. En l'absence d'un programme d'activités scientifiques qui lui fût propre, le CIR tirait sa seule raison d'être du "lien organique" qu'il serait en mesure de maintenir avec les unions et du respect que celles-ci seraient prêtes à accorder aux consignes du conseil. Les signes d'indisciplines qui commençaient à se multiplier en 1924 étaient d'autant plus inquiétants que certaines unions n'existaient toujours que sur le papier⁴⁹. Les autres, à mesure qu'elles se développaient, manifestaient une

indépendance croissante. Si elles renonçaient dans leurs congrès annuels à passer outre tout de suite aux statuts, ce fut généralement sous la condition expresse d'une insertion de la normalisation des rapports avec les collègues allemands et autrichiens à l'ordre du jour de la session suivante. Certains succès que le CIR semblait remporter d'abord, se révélèrent par la suite comme des victoires à la Pyrrhus. Un cas qui illustre très bien cette détérioration de la situation est celui du Congrès international de géographie de 1925, placé, *in extremis*, sous l'égide d'une "Union internationale de géographie". Ce cas met en lumière aussi l'acharnement avec lequel les dirigeants du CIR poursuivaient leur objectif de la "solidarité indéfinie" contre l'ancien ennemi.

- 19 Des congrès internationaux de géographie avaient été organisés depuis 1871 à intervalles irréguliers. A la fin du X^e congrès à Rome en 1913, on avait décidé la tenue du XI^e congrès à Saint-Pétersbourg, en 1916. Au lendemain de la guerre, le comité exécutif constitué à Rome préféra choisir un autre lieu de réunion et opta pour Le Caire. En faisant coïncider le congrès international de géographie avec le cinquantième de la Société royale de géographie d'Egypte, en 1925, les organisateurs étaient sûrs que le Roi égyptien acceptât le haut patronage du congrès. Au mois de juin 1922, le ministère des Affaires étrangères de l'Egypte fit alors parvenir aux vingt-six missions diplomatiques accréditées auprès du gouvernement égyptien une invitation officielle au XI^e Congrès international de géographie devant avoir lieu en avril 1925⁵⁰. L'invitation parvint à Berlin à la fin juin et fut transmise, comme le voulait la routine administrative, aux institutions intéressées, c'est-à-dire, dans ce cas précis, aux académies et aux universités. Comme des bruits couraient dans ces milieux, selon lesquels l'Allemagne serait exclue de ce congrès, le ministère pria le *Gesandte* au Caire de s'informer. La réponse parvint à Berlin à la fin juillet : de telles rumeurs semblaient dénuées de tout fondement⁵¹.
- 20 A la même époque siégeait à Bruxelles la Deuxième assemblée générale du CIR, et le jour même de l'envoi de ces informations rassurantes à Berlin par le *Gesandte* de l'Allemagne au Caire, le CIR décida d'inviter "comme pays indépendant" un pays dont les habitants avaient été comptés jusque-là, en vertu de l'article 19 des statuts, comme faisant partie de la population du Royaume-Uni et de ses colonies, à savoir, l'Egypte. Cette invitation avait été proposée par l'Union géophysique et géodésique internationale, dont les personnalités dirigeantes préparaient en même temps, en marge de l'Assemblée générale, la fondation d'une "Union géographique internationale". Cette précipitation s'explique à la lumière des propos tenus par Alfred Lacroix au cours des discussions se poursuivant aussi au sujet d'une éventuelle "Union géologique internationale" : il voyait comme un des grands avantages de la création d'unions la possibilité ainsi offerte "de régler la question des relations avec les savants des puissances centrales, sans qu'il soit besoin d'en spécifier spécialement les modalités⁵²". Avant d'adopter les statuts de la nouvelle Union géographique internationale, la Deuxième assemblée générale du CIR ajouta un élément à l'énumération des tâches prévues dans un projet élaboré en 1919 : l'article 1^{er} précisait alors que l'union devait aussi "organiser les congrès internationaux et les comités qui en dépendent⁵³". L'objectif était clair : il fallait que le Congrès international de géographie du Caire tombe sous la juridiction du CIR. L'idée qu'une manœuvre trop transparente puisse en fin de compte nuire à la cause plutôt que la servir, ne semble pas avoir effleuré les créateurs de cette "fiction théorique⁵⁴".

- 21 L'union établie et "l'affaire heureusement arrangée"⁵⁵, les dirigeants du CIR s'attaquèrent aussitôt à la deuxième partie de l'opération. A l'automne 1923, l'Union géographique internationale et le comité organisateur du Caire expédièrent des invitations au Premier congrès international de géographie, convoqué sous l'égide de l'Union géographique internationale et conformément aux statuts de cette dernière. Le comité du Caire précisa encore que les précédentes circulaires devaient "en conséquence être considérées comme nulles et non avenues"⁵⁶. Quelques mois plus tard, en février 1924, le gouvernement égyptien transmettait aux missions étrangères au Caire une note portant sur le Congrès international de géographie de 1925. Le gouvernement égyptien informait les gouvernements destinataires de son adhésion au Conseil international de recherches et à l'Union géographique internationale et continuait :

... Cette adhésion ayant pour conséquence l'annulation des invitations précédemment envoyées, de nouvelles invitations seront faites pour la participation au nouveau Congrès international de géographie sous le patronage de ladite union et conformément à ses statuts⁵⁷.

- 22 Le texte s'arrêtait là dans les notes transmises aux missions allemande et autrichienne. Celles destinées aux autres vingt-quatre pays comportaient, en plus, l'annonce officielle du Congrès et l'invitation d'y envoyer une délégation.
- 23 Le gouvernement égyptien se trouva dans une situation peu confortable, et la diplomatie allemande fit de son mieux pour la rendre plus pénible encore. Le *Gesandte* allemand au Caire demanda des explications. Le ministre égyptien des Affaires étrangères, embarrassé, déclara que les invitations du mois de juin 1922 n'avaient recueilli que cinq réponses favorables et qu'il fallait, par conséquence, adhérer "à l'organisme qui avait remplacé les anciens congrès et qui seul avait qualité pour constituer, organiser et réunir les congrès scientifiques et pour en assurer le succès : le Conseil international de recherches"⁵⁸. Le ministre n'hésita pas à terminer la conversation en rendant hommage à la science allemande et ajouta que le gouvernement égyptien

... saluera avec joie le jour où les hommes comprendront que la science et l'art n'auraient dû et ne devront plus être mêlés aux passions et aux luttes des peuples...

⁵⁹.

- 24 Le Congrès international de géographie était passé au niveau diplomatique. "Nous sommes peut-être plus germanophiles que vous", dit le Roi d'Egypte à l'Ambassadeur de Suède qui, lui aussi, demanda des explications⁶⁰. Les Français auraient exercé des pressions, rapporta l'Ambassadeur de l'Allemagne à La Haye⁶¹. Quelques mois après le congrès, Anatole de Monzie, alors ministre français de l'Instruction publique, allait d'ailleurs exprimer vis-à-vis de l'Ambassadeur de l'Allemagne à Paris sa désapprobation à l'égard des "ultras" dans son pays et mentionner spécialement les initiatives françaises lors de l'organisation du Congrès de géographie du Caire⁶².
- 25 Bien que la participation des Allemands eût été évitée, le CIR n'avait guère matière à pavoiser. Le congrès n'avait pas été un succès. La Suède, la Norvège et la Finlande avaient refusé d'envoyer des délégations, parce que le congrès n'était pas assez international⁶³. Plusieurs pays, dont les Etats-Unis, la Hollande et le Canada, n'avaient pas envoyé des délégations officielles⁶⁴. Les commentaires, même bienveillants, insistaient tous sur la mauvaise organisation du congrès⁶⁵, et la presse donnait une publicité considérable aux aspects politiques de la réunion⁶⁶. Il n'est pas exclu que la *Gesandtschaft* allemande ait fait son possible pour procurer aux journalistes les

informations nécessaires. En fait, la diplomatie allemande - étant convaincue, depuis un certain temps déjà, de l'intérêt qu'elle avait à combattre le "Boycott"⁶⁷ - avait bien compris que le Congrès international de géographie du Caire lui fournissait une excellente occasion pour discréditer le CIR et ses orientations politiques.

- 26 Dès qu'il n'y eut plus de doute possible sur l'exclusion de l'Allemagne du Congrès de géographie, la direction des Affaires culturelles du ministère allemand des Affaires étrangères distribua de la documentation aux autres ministères, à la presse spécialisée, aux rédactions des grands journaux d'information, et à toutes les missions diplomatiques⁶⁸. Au début du mois d'avril 1924, la *Wilhelmstrasse* envoyait aux missions à Berne, Oslo, Copenhague, Stockholm, Helsingfors, La Haye et Madrid et au Consulat de Genève des instructions dont toutes les autres missions recevaient copie : l'histoire du Congrès international de géographie y était brièvement résumée et des informations plus détaillées transmises en annexe. On s'en remettait aux missions de se servir de cette documentation pour des mises au point éventuelles, en privé ou en public. Une suggestion supplémentaire fut faite au Consulat de Genève : le ministère recommandait aux représentants de l'Allemagne de soulever la question du Congrès du Caire dans les milieux de la Société des nations et de préciser à cette occasion les réserves allemandes à l'égard de la Commission internationale de coopération intellectuelle qui venait d'être constituée en 1922 ; il était important de bien faire comprendre dans ces milieux qu'aussi longtemps que les élites scientifiques des pays de l'Entente n'hésitaient pas à porter préjudice à la science allemande (comme cela s'était produit pour le Congrès de géographie), les grands principes de cette "Coopération intellectuelle" ne présentaient pour l'Allemagne qu'un intérêt platonique⁶⁹.
- 27 L'intérêt que la diplomatie allemande portait à la Commission de coopération intellectuelle et à ses rapports éventuels avec le CIR et l'Union académique internationale⁷⁰ ne s'explique pas uniquement par le souci de mettre un terme rapide à l'isolement des élites intellectuelles allemandes. Au ministère l'impulsion principale venait, à ce moment, de la direction des affaires de la Société des nations. On avait trouvé une utilité tactique à l'ostracisme pratiqué à l'égard des universitaires allemands dans les principaux pays membres de l'organisation genevoise : pendant les années suivant immédiatement la guerre, quand la politique allemande consistait à discréditer la Société des nations en dénonçant sa véritable nature de "Cartel des vainqueurs tout rapport entre elle ou ses organes subsidiaires (comme la Commission de coopération intellectuelle) et les milieux irréductible des pays victorieux, fournissait un appui supplémentaire à l'argumentation.
- 28 L'*Auswärtiges Amt* ne fut que le premier des ministères des Affaires étrangères à montrer de l'intérêt pour l'ambiance qui régnait au sein de la communauté scientifique internationale. L'intervention des chancelleries dans les questions de la coopération internationale que les fondateurs du CIR avaient si ardemment souhaitée en 1919, allait se réaliser cinq ou six ans plus tard. La situation internationale était alors en train de se transformer ; les gouvernements des pays vainqueurs s'engageaient peu à peu dans une politique plus conciliatrice envers l'ancien ennemi. Quand les diplomates viennent à s'intéresser finalement aux relations scientifiques internationales, ce sera dans le souci d'éliminer tous les facteurs susceptibles d'entraver une amélioration de l'ambiance politique générale. Leur intervention causera alors aux "ultras" de la première heure la plus amère déception⁷¹.

NOTES

1. Union internationale des mathématiques ; Union internationale de radio-télégraphie scientifique ; Union géographique internationale.

2. Les conventions furent dénoncées par les gouvernements ; voir par exemple, une lettre de Picard à Hale du 22 juillet 1917 concernant l'Association internationale de séismologie et les organisations scientifiques internationales en général, que Hale transmet, avec un memorandum, au Secrétaire d'Etat, le 20 septembre 1917 (US NatArch, StateDpt. 592.31 (Ala-44) ; voir aussi la circulaire de Georges Lecoq, ancien président de l'Association internationale de séismologie, aux membres de cette Association, du 3 septembre 1919, accompagnée des "Résolutions de Londres", des statuts du CIR et des statuts de l'Union géophysique et géodésique internationale (RS 540).

Le cas de l'Association internationale de séismologie est assez particulier : la convention était venue à expiration et aurait dû être renouvelée en 1916. La Suisse, l'Espagne, la Hollande et les pays Scandinaves avaient alors formé une "Association géodésique réduite entre états neutres", dont le siège était à Zurich et qui continuait à collaborer avec la station géodésique de Potsdam. Lors du Premier congrès de l'Union géophysique et géodésique internationale qui eut lieu en 1922 à Rome, l'"Association réduite" adhéra à l'Union dont le bureau central fut établi au Japon, à l'observatoire de Mizusawa. Une semaine avant le congrès de Rome, les 24 et 25 avril 1922, une assemblée générale de l'ancien Institut séismologique (qui avait été rattaché à l'Union) se réunit à Strasbourg et procéda à sa liquidation définitive (voir le rapport du représentant de l'Allemagne et ancien directeur de l'Institut, O. Hecker, du 30 mai 1922, AA Kult-Abt. VIB KuW 530 (16)-9587 ; *Die deutsche Wissenschaft und das Ausland*, 5).

3. Par exemple, le congrès des géologues de Breslau, en 1922, ou la Deutsche Naturforscherversammlung de 1922, à Leipzig, bien que ces deux congrès figurent, dans les listes publiées, parmi les "congrès internationaux" (*Internationale wissenschaftliche Kongresse, 1922-1923*, 16). La présence de délégués français et belges à 8 de ces 21 congrès est signalée sans plus de précision.

On aurait tort d'ailleurs d'attendre de ces compilations une précision à toute épreuve. Elles portent généralement la marque du patriotisme ombrageux de leurs auteurs et, par conséquent, d'une tendance à dramatiser. Ainsi il arrivait à Karl Kerkhof, directeur de la Reichszentrale für wissenschaftliche Berichterstattung (voir *infra*, chapitre VI, 253-256) d'aller jusqu'à dénoncer l'exclusion des savants allemands de réunions convoquées par des organisations que l'Allemagne avait quittées de son plein gré (voir, par exemple, la lettre du Reichsministerium für Ernährung und Landwirtschaft à l'Auswärtiges Amt (AA Kult-Abt. VIB KuW 359/4/, 1922) au sujet du Comité international pour l'exploration de la mer, que l'Allemagne avait quitté en 1914). La compilation de ces listes de congrès - conçues comme des collections de griefs - faisait partie du "Contre-Boycott" allemand dont il sera question au chapitre VI, *infra*, 239-250).

4. Cette tendance anti-allemande de l'opinion publique se fit sentir même au sein d'organismes dans lesquels la participation allemande était maintenue en vertu des dispositions du Traité de Versailles, comme le Comité international des poids et mesures. Wilhelm Foerster, l'éminent astronome, président de ce comité depuis 1891, s'était rendu à Paris, en 1920, pour assister à une réunion du comité, la première d'après-guerre.

La majorité des délégués des puissances alliées s'opposèrent à ce qu'un représentant de l'Allemagne participât à la réunion, et encore davantage qu'il la présidât. On arriva à un compromis grâce à la médiation du délégué des Etats-Unis, S.W. Stratton. Foerster démissionna et fut remplacé, l'année suivante, par Vito Volterra (membre du Comité exécutif du CIR). Voir *Procès-verbaux des séances du Comité international des poids et mesures*, vol. ix, 1921, p. 81. L'incident

fut d'autant plus remarqué que Foerster, très affligé par l'humiliation subie à Paris, mourut, presque nonagénaire, quelques mois après le voyage (*Berliner Tageblatt* du 25 janvier et 13 février 1921).

5. Lors du Congrès international des Byzantinistes à Bukarest au printemps 1924, par exemple, six participants (trois Yougoslaves, deux Roumains et un Grec) présentèrent leurs communications en allemand, bien que l'Allemagne et l'Autriche aient été exclues de ce congrès (*Deutsche Allgemeine Zeitung* du 1^{er} juillet 1924) ; d'autres exemples chez Karo, 1925, 8. L'allemand était, de plus, une des langues nationales d'un pays membre, la Suisse ; un incident se produisit, quand l'allemand ne fut pas admis comme langue de conférence au Congrès international sur la tuberculose qui eut lieu à Lausanne en août 1924. Un délégué d'origine suisse-alsacienne fut ainsi empêché de s'exprimer, dans son propre pays, dans sa langue maternelle (*Basler Nachrichten*, le 27 août 1924).

6. Voir *infra*, chapitre VII, p. 277.

7. Bernal, 1969, 2, 569-570. - Les réactions contre l'usage de l'allemand atteignirent parfois une violence inusitée : "... German is, without doubt, a barbarous language only just emerging from the State of primitive Gothic character, and I venture to suggest that it should be to the advantage of science to treat it as such from the date August 1, 1914..." (Letter to the Editor, *Science*, 49, 21 février 1919, 193).

8. Des 1 854 514 fiches que le bureau central du *International Catalogue of Scientific Literature* avait reçues durant la première décennie de son existence, 829 054 - c'est-à-dire presque 45 pour cent - avaient été fournies par le bureau régional allemand (Kerkhof, 1921, 237). Cette quantité doit être appréciée à la lumière des commentaires que communiquait en 1906 le responsable du *Catalogue* à Arthur Schuster : "... l'Allemagne a sans doute gonflé la liste d'articles en y incluant des textes qui n'ont qu'un intérêt purement technique. Nous en avons éliminé un bon nombre, mais en avons conservé d'autres dont il était impossible d'évaluer l'intérêt scientifique..." (Morley à Schuster, le 2 avril 1916, RS 541).

En 1909, la contribution de l'Allemagne à la littérature mondiale répertoriée dans *Chemical Abstracts* était, avec 45 pour cent, deux fois supérieure à celle du pays suivant, les Etats-Unis, avec 19 pour cent (Price, 1963, 95ss ; 1967, 90).

9. Voir *supra*, chapitre II, p. 97.

10. Dans le rapport que la Fédération des sociétés des sciences naturelles (*infra*, 139) soumit à l'Assemblée constituante du CIR, il était affirmé à plusieurs reprises que "la plupart (des publications documentaires en zoologie) et les plus importantes, sont entre les mains des Allemands et... il est impossible de trouver actuellement pour les nations alliées, les organes de documentation indispensables" (International Research Council, 1919, 116). On trouve des témoignages dans le même sens à tous les niveaux de la documentation ; voir, par exemple, les remarques pessimistes que fit le chimiste Moureu, membre de l'Académie des sciences de Paris, lors d'un Comité secret du 29 décembre 1919 (procès-verbal dans AdS, Paris).

11. La Société géologique de Belgique, ayant accepté de publier une revue signalétique pour remplacer le *Geologisches Zentralblatt* (et qui allait s'appeler la *Revue de géologie et des sciences connexes*) annonça en 1920 qu'elle n'allait rendre compte d'aucune publication allemande (Kerkhof, 1922, 13-14, se référant à la revue *Der Geologe*). Voir aussi *supra*, chapitre II, 95-96.

12. Procès-verbaux de la Conférence interalliée des Associations de chimie pure et appliquée, 15-16 avril 1919 (interventions des professeurs Haller et Moureu), 9-10 (RS 541). En revanche, l'Académie royale de Belgique avait décidé de ne plus accepter aucune publication allemande ou autrichienne, mais d'acheter "les volumes dont la possession lui semblera utile pour ses bibliothèques" (Lecointe à Schuster, le 7 mars 1919, RS 541).

13. Voir *infra*, chapitre V, p. 171-172 et *passim*.

14. Ces experts étaient arrivés à la conclusion que l'édition de ces nouveaux *Zentralblätter* devrait être confiée à un "Office interallié de publications scientifiques de documentation et

d'information", et que ces bulletins devraient être créés notamment dans les domaines de la botanique, la zoologie, l'anatomie, la biologie et la physiologie. Les académies affiliées seraient tenues de transmettre à cet "Office" tous les articles paraissant dans leur pays ; l'Office confierait à chaque académie le dépouillement d'un certain nombre de publications allemandes (International Research Council, 1919, 40-42, 113-145, 277-287).

15. Voir *infra*, chapitre V, p. 186-189.

16. Procès-verbaux de la première session de la sous-commission bibliographique du 20 décembre 1922. SdN, Registry, 1923, Coop. Int., 13/25869/22158.

17. Certaines réserves furent déjà émises dans un article d'E. Gley, 1917. Le problème que posait le remplacement de la *Referaten-Literatur* allemande était évoqué à plusieurs reprises aux réunions de la Commission des affaires extérieures de la National Academy of Sciences au début des années vingt (NAS Archives, Foreign Relations Committee, 1919-1938, Annual Meetings).

18. Cette lettre fut aussitôt publiée dans le Bulletin d'information de l'Association des universités allemandes : "... Monsieur Montessus de Ballore a des raisons de croire que *Minerva* a définitivement cessé sa publication. Au cas qu'un éditeur allemand tenterait de composer un Annuaire du même genre, vous êtes instamment prié de ne pas répondre aux demandes de renseignements qu'il pourrait vous adresser. L'*Index Generalis* qui est une oeuvre anti-allemande et qui a nécessité de grands sacrifices pécuniaires, doit seul remplacer *Minerva*. Il est d'ailleurs plus complet, mieux fait, et il respecte les langues les plus usuelles. Apportez votre aide à cette oeuvre française en la répandant. N'oubliez pas qu'avec vous, la France a sauvé le monde de la barbarie prussienne." (*Mitteilungen des VDH*, II, 4, 15 février 1922, 41).

19. C'est la conclusion qu'on tire de certaines informations marginales : par exemple, les scientifiques anglais protestèrent contre une taxe sur l'exportation des périodiques scientifiques allemands imposée en vertu des dispositions du Traité de Paix sur les réparations : ils eurent gain de cause et la taxe fut abolie (*Nature*, 109, 23 février 1922, 247). Ils se plaignirent également des prix exorbitants des ouvrages scientifiques allemands (*Nature*, 110, 23 décembre 1922, 845).

20. Le déclin spectaculaire et définitif ne survint qu'au cours des années 40 (Price, 1963, 95).

21. Veblen, 1918-1965, 48.

22. Baker, Tate et Rowlett, 1971.

23. "Revoit against super-organisation", *The Times*, 8 mars 1921, 10.

24. Schuster à Picard, le 3 novembre 1919 (RS 540). En discutant leur adhésion, les académies neutres et leurs représentants avaient généralement tenu à exprimer leur espoir que les empires centraux seraient admis aussitôt que les circonstances le permettraient (voir, par exemple, Lorentz à Schuster, le 1^{er} septembre 1919, et Schuster à Picard, le 3 novembre 1919, RS 540).

25. Déclaration de Svante Arrhenius (cité par S. Grundmann, 1965, 805). Grundmann cite, *in extenso*, une lettre de Lise Meitner (à Max von Laue) du 26 novembre 1923, relatant les échos perçus, lors de sa visite en Hollande, à propos des débats sur l'adhésion des physiciens hollandais à l'Union internationale de physique. Lorentz entre autres avait alors défendu le point de vue qu'il serait plus efficace de promouvoir l'admission des Allemands de l'intérieur que de l'extérieur de l'organisation (805).

26. International Research Council, 1922, 7.

27. *Ibid.*, 12.

28. Lallemand à Bowie, le 8 septembre 1921 ; Arrhenius à Hale, le 3 février 1922 (RS 541).

29. International Research Council, 1925, 60-61 (Georges Lecointe, malade, n'avait déjà pas participé à l'assemblée de 1922 ; il quitta son poste à l'observatoire d'Uccle en 1925 et mourut en 1929).

30. Il présida, par exemple, à Leipzig en 1924, la Conférence internationale de la Société astronomique (Astronomische Gesellschaft). Internationale wissenschaftliche Kongresse, 1922, 1923, 5-6.

31. Rapport du 20 mai 1922 (AA KultAbt VIB KuW 530, 16, 9587).

32. Certains congrès avaient été effectivement boycottés : la section des sciences naturelles de l'Académie royale de Belgique avait refusé de participer au Congrès international de physiologie d'Edimbourg (juillet 1923), parce que des savants allemands y avaient été invités ; l'Ambassade allemande à Berne avait appris que le III^e Congrès international d'entomologie de Zurich (juillet 1925) s'était déroulé sans participation française ni belge. Selon l'informateur de l'Ambassade, les deux délégations ne seraient pas venues à cause des intentions des délégations américaine et anglaise de faire accueillir, à nouveau comme membres, les membres honorifiques allemands qui avaient été rayés pendant la guerre (Ambassadeur allemand à l'*Auswärtiges Amt*, les 7 juillet et 4 août 1925 ; AA KultAbt. VIB KuW 359//2/). Les explications données pour ces défections renvoyaient généralement aux "Résolutions de Londres" et à son préambule (voir, par exemple, les commentaires dans *la Libre Belgique* du 13 mars 1922 ; *la dation belge* du 14 avril 1922 ; *L'Etoile belge* du 8 juillet 1921 ; *l'Indépendance belge* des 18, 19 et 20 août 1922).

33. Des scientifiques neutres participaient aux réunions organisées par les Allemands et les invitaient à celles qu'ils organisaient eux-mêmes ; ils s'efforçaient aussi de faire état de leur opposition au "Boycott" par des gestes et des lettres de protestation : les ophtalmologues finlandais protestèrent contre l'exclusion des Allemands du Congrès international d'ophtalmologie de Washington de 1922 (*Mitt. VDH*, II, 2, 15 janvier 1922, 13) ; un article dans *Svenska Dagbladet* du 20 décembre 1921 déconseilla aux savants suédois d'assister au Congrès international de géologie de Bruxelles (juillet 1922), parce que ce congrès ne serait pas vraiment international. La Suède, la Norvège et les Pays-Bas n'y envoyèrent pas de délégations d'ailleurs (Karo, 1925, 6) ; voir aussi *infra*, chapitre VI, 246-247 et *passim*.

34. - désavouant ainsi les représentants japonais qui avaient participé aux réunions des académies des sciences interalliées (le chimiste Sakurai et le géophysicien Tanakadate, membre du Comité international des poids et mesures). Ambassade allemande à Tokyo à AA, le 14 décembre 1920 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/842).

35. Il n'excluait d'ailleurs pas la possibilité que Picard essayait de mobiliser les autres académies pour des motifs très personnels, motifs ne ralliant pas la majorité des scientifiques français (Hale à Schuster, les 9 juillet 1919 et 29 décembre 1921 ; RS 541).

36. Hale à Schuster, le 17 mars 1922 (RS 541). Dans cette lettre, Hale insistait également sur d'autres transformations qu'il voulait voir inscrites à l'ordre du jour de l'assemblée générale du CIR prévue pour juillet 1922 : abandon de l'obligation, pour cette assemblée, de se réunir à Bruxelles ; abandon du vote pondéré au prorata de la population ; participation des unions au Comité exécutif, etc.

37. Hale à Schuster, le 29 décembre 1921 (RS 541).

38. W.A. Noyes, 1925 ; la discussion se trouve dans la revue *Chemistry and Industry*, 43, 29 février 1924, 213-214 ; 7 mars, 255-256 ; 28 mars, 332-333 ; 18 avril, 407-408 ; 25 avril, 413-414 ; 2 mai, 454-468 ; 9 mai, 490-491 ; 16 mai, 503-504 ; 23 mai, 549 ; 30 mai, 559-560, 575-576 ; 20 juin, 644 et 1^{er} août 1924, 788.

39. International Research Council, 1925, 6-7, 10.

40. La proposition fut rejetée par 19 voix (France, Belgique, Pologne, Tchécoslovaquie, Maroc, Egypte) contre 28, *ibid.*, 12.

41. "Pour certains, six années forment un temps bien long, et ils estiment que l'oubli peut venir ; pour d'autres, au contraire, ce temps paraît bien court pour jeter un voile sur tant d'actes odieux et criminels, surtout quand aucun regret n'est exprimé." (International Research Council, 1925, 18).

42. Voir, par exemple, Thomson à Schuster, le 11 janvier 1918 (au sujet de la radiation des membres allemands de la liste de la Royal Society (RS 541), et le désir, manifesté par les participants britanniques lors de la Conférence des académies des sciences interalliées de Paris, de conserver au futur CIR une plus grande souplesse que ne l'envisageaient les participants français et belges (procès-verbal, AdS Paris).

43. - bien qu'au début, la revue *Nature* eût appuyé la politique du "Boycott" (voir aussi, à ce sujet, Werskey, 1971, 531).
44. *The Times* du 22 octobre 1920, 10 ; le même journal publia le 8 mars 1921 un article présentant le CIR comme une "*superorganisation almost pathetic in its sterile incompetence*".
45. Voir *infra*, chapitre V, p. 209-210.
46. *The Manchester Guardian* du 3 juin 1924.
47. La London Mathematical Society avait refusé de participer au congrès de Toronto de 1924 en guise de protestation contre l'exclusion des Allemands et des Autrichiens (Karo, 1925, 5-6).
48. Hale à Schuster, le 29 décembre 1921 et le 17 mars 1922 (RS 541).
49. - telles les Unions internationales de physique et de biologie, par exemple. Voir aussi - à part les procès-verbaux des assemblées générales du CIR - Lyons, 1944, 316-317.
50. Il était courant d'acheminer des invitations à des congrès scientifiques internationaux par l'intermédiaire des ministères des Affaires étrangères. Cette méthode permettait d'atteindre les collègues de tous les pays ; de plus, l'acceptation, par le ministère, de se charger de la transmission des invitations, constituait en général, une garantie du sérieux de la réunion envisagée. Il y avait, en outre, une certaine assurance pour les organisateurs du congrès que les gouvernements récipiendaires veillaient à la qualité de leur délégation.
51. *Gesandtschaft* au Caire à AA, les 27 juin et 26 juillet 1922 (AA KultAbt VIB KuW 359, 4/1).
52. International Research Council, 1922, 9, 37.
53. *Ibid.*, 136.
54. Georges Perrier, "Le Congrès international de géographie du Caire, 1-9 avril 1925", *Bulletin géodésique*, avril-mai-juin 1925, 6, 18.
55. "... happily regularized" ("The International Geographical Congress at Cairo", *The Geographical Journal*, 64, juillet-décembre 1924, 270).
56. Document annexe dans AA KultAbt VIB KuW 359, 4/1.
57. Note du 14 février 1924 (transmise à AA, le 21 février 1924 ; AA KultAbt VIB KuW 359, 4/1).
58. Réponse du ministère égyptien des Affaires étrangères à une question écrite du *Gesandter* d'Allemagne, du 21 février 1924 ; transmise à AA le 4 mars 1924 (AA KultAbt VIB KuW 359, 4/1).
59. *Ibid.*
60. *Gesandtschaft* allemande à AA, le 6 décembre 1924 (AA KultAbt VIB KuW 359, 4/1).
61. Dépêche du 26 mars 1925 (AA KultAbt VIB KuW 359, 4/1).
62. Ambassade d'Allemagne à Paris à AA, le 9 juillet 1925 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. 1/3).
63. *Gesandtschaften* d'Allemagne à Stockholm (à AA, le 26 juillet 1924) ; à Oslo (à AA, le 21 juillet 1924) ; à Helsingfors (à AA, le 2 juin 1924) ; AA KultAbt VIB KuW 359, 4/1.
64. H. Baulig, "The International Geographical Congress at Cairo" *The Geographical Review*, XV, 1925, 470.
65. *Ibid.* ; voir aussi, par exemple, G. Perrier dans l'article cité *supra*, 155, n. 54.
66. Par exemple, la *Bourse égyptienne* du 7 mars 1924 : *Al Akhbar* du 7 janvier 1925 ; *Journal du Cadre* du 16 avril 1925. Selon le *Gesandte*, la presse accordait une grande attention au fondateur de la Société royale de géographie, l'Allemand Georg Schweinfurth (qui, nonagénaire, ne participait pas au congrès).
67. Voir *infra*, chapitre VII, p. 257-259 et *passim*.
68. Par exemple, un tiré à part de l'article que le géographe A. Penck avait publié dans la *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin* (5-7, 1924), relatant l'histoire du Congrès (AA KultAbt VIB KuW 359, 4/1).
69. Instructions du 2 avril 1924 (AA KultAbt VIB KuW 359, 4/1). Aux premières rumeurs d'une exclusion de l'Allemagne du congrès du Caire, le ministère avait déjà voulu savoir si les personnalités dirigeantes du CIR et de l'Union académique internationale étaient en même temps membres de la Commission internationale de coopération intellectuelle. Comme cette dernière prétend être animée d'un esprit authentiquement international et s'intéresser à la coopération

avec toutes les communautés scientifiques (celle de l'Allemagne y compris), écrivit le ministère au Consul allemand à Genève - il serait intéressant de savoir si la Commission est réellement aussi éloignée des "organisations de Bruxelles qu'elle veut le faire croire. De semblables informations furent demandées aux missions allemandes à Paris et à Bruxelles, le 29 février 1924 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/2).

70. Le Conseil international de recherches se préoccupant uniquement des sciences exactes et naturelles, une autre organisation se constitua dans le domaine des humanités : l'Union académique internationale, fondée à Paris en octobre 1919 et ayant son siège à Bruxelles. Ses objectifs étaient très semblables à ceux du CIR, à savoir la réorganisation de la collaboration internationale à l'exclusion des puissances centrales. Composée essentiellement des sections arts-lettres des académies nationales, elle essayait également de faire respecter le principe du "Boycott" dans le domaine des associations et des congrès internationaux, des publications de référence, etc. L'exclusion des puissances centrales n'était pas ancrée dans les statuts de l'union, cependant, le ton des discussions était par ailleurs moins acrimonieux que chez les scientifiques. Le retour à la collaboration avec les collègues allemands et autrichiens s'effectua aussi plus rapidement. L'Allemagne n'a cependant pas adhéré à l'Union académique internationale avant 1933. Voir : Conférence préliminaire de Paris (15-17 mai 1919), *Procès-verbaux*. Union académique de recherches et de publications, Paris, 1919 ; Seconde conférence académique (15-16 octobre 1919), *Procès-verbaux*. Union académique, Paris, 1919 ; Sessions annuelles du Comité, *Procès-verbaux*. Union académique internationale, Bruxelles, 1920ss.

71. Voir *infra*, chapitre VII, p. 264-269 et *passim*.

Chapitre V. La société des esprits : la coopération intellectuelle dans le cadre de la société des nations

Les esprits les plus prestigieux de l'Europe - qu'ont-ils à offrir ? La formulation, au moment opportun, d'appels à la morale, à la liberté de la pensée, à la pureté de l'art, à la vie dans les sphères de l'esprit Dehors, dans le monde, des millions d'êtres humains réclament du pain, un abri, le droit de vivre. Et ces messieurs, tout rayonnant dans leur distinction de manières et de pensée, reprochent alors aux masses leur engouement pour le bien-être matériel...¹

- ¹ En 1934, au moment où ces propos railleurs étaient lancés à la Commission internationale de coopération intellectuelle (CICI), celle-ci avait depuis longtemps surmonté les difficultés des premières années. Elle voyait son prestige relativement consolidé - pour peu de temps, hélas ! car le monde se trouvait déjà au seuil des années sombres au cours desquelles le respect de la solidarité internationale allait poser aux gouvernements et aux peuples des problèmes d'une toute autre gravité. Mais même pendant les quelques années de popularité relative qu'il faut porter à son crédit, les critiques à l'égard de la Commission ne s'étaient jamais complètement tues. Malgré sa méchanceté un peu facile, la raillerie du journaliste américain se situait dans la ligne du scepticisme auquel la Commission avait dû faire face depuis sa création, à savoir qu'elle n'était qu'une "sympathique arabesque"². Quand, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, il s'agissait de situer historiquement l'entreprise de l'UNESCO et surtout de se réclamer, pour en imposer une certaine conception, d'une tradition déjà établie, l'oeuvre de la "Coopération intellectuelle" fut à nouveau mise en vedette. Elle bénéficie depuis de quelques remarques respectueuses mais généralement sommaires, chaque fois que les origines de l'UNESCO sont évoquées³. Il ne peut faire de doute que la Commission et l'Institut de coopération intellectuelle ont été les prédécesseurs de l'organisation actuelle. Ils furent jugés avec moins d'indulgence par les milieux

scientifiques qui, en 1944 à Londres, intervenaient énergiquement dans les travaux préparatoires pour l'UNESCO afin d'assurer que la science se trouvât en termes au moins égaux avec l'éducation et la culture parmi les préoccupations de cette nouvelle organisation. Joseph Needham, dans le mémorandum cité plus haut, reprochait à la "Coopération intellectuelle", dominée par des "littéraires", son indifférence à l'égard de la science, son incapacité d'assumer des tâches ou de développer des activités concrètes pertinentes pour les scientifiques de l'époque⁴. Est-il injuste ? La réalité est certes plus complexe. Les expériences malheureuses de la "Coopération intellectuelle" avec la coopération scientifique font l'objet de ce chapitre - expériences malheureuses et, en même temps, éminemment éclairantes. Elles démontrent, une fois de plus, la primauté du politique sur le scientifique, et le caractère illusoire de la promesse fonctionnaliste.

Fondements et objectifs

Les étapes

- 2 La coopération internationale dans le domaine intellectuel avait fait l'objet d'un certain nombre de propositions soumises, en 1919, à la Conférence de la paix. L'éducation des peuples occupait généralement une place importante dans les programmes des sociétés de paix qui s'étaient créées en grand nombre depuis la fin du XIX^e siècle dans les pays qui se trouvaient, en 1919, du côté de la victoire. Ces sociétés véhiculaient la conviction que les nations étaient fondamentalement solidaires et que la coopération - et non l'affrontement - constituait le mode de fonctionnement des sociétés évoluées, le critère du progrès accompli⁵. Il est évident que la Société des nations présentait, pour ce courant d'idées, le terrain par excellence pour mettre en pratique cette grande oeuvre éducative. La nouvelle organisation était certes tributaire des programmes de l'internationalisme en ce qui concerne les instruments juridiques de maintien de la paix, mais on n'avait manifestement pas su convaincre les auteurs du Pacte du caractère urgent des tâches éducatives et de la mise en place de l'outil par excellence de cette éducation : des mécanismes de coopération internationale dans le domaine intellectuel et culturel. En fait, le Pacte ne faisait aucune mention d'un programme de coopération intellectuelle. Les institutions de la Société des nations (SdN) étaient à peine en place que la question allait néanmoins réapparaître⁶. Apparemment, les groupes intéressés trouvaient chez les délégués de l'Assemblée des oreilles plus attentives que jadis à la Conférence de la paix : le 18 décembre 1920, l'Assemblée adopta à l'unanimité une proposition invitant le Conseil à lui exposer en détail, lors de la prochaine session prévue pour le mois de septembre 1921, son point de vue sur la collaboration internationale dans le domaine intellectuel et sur les tâches qui pourraient lui incomber dans la formation et le développement d'un esprit d'entente et de collaboration mondiale. Le Conseil était également invité à se prononcer sur l'opportunité de créer, dans le cadre de la SdN, un organisme technique auquel ces questions seraient alors référées⁷.
- 3 Tout en affirmant sa compétence en la matière⁸, le Conseil manoeuvra sans empressement particulier. Dans le rapport qu'il soumit à l'Assemblée de 1921, il souleva entre autres la question de savoir si une organisation déjà existante (comme l'Union des associations internationales) devrait présider aux destinées de la future

coopération intellectuelle internationale, ou s'il n'était pas préférable de mettre sur pied un nouvel organisme (question qui ne fut d'ailleurs pas tranchée dans l'immédiat). Le Conseil se dit convaincu qu'une étude plus approfondie était nécessaire avant qu'il ne soit possible - d'évaluer correctement la portée d'une initiative éventuelle de la SdN sur les efforts de regroupement et de coordination des activités intellectuelles - efforts traditionnels ou récents d'ailleurs - qui se poursuivaient un peu partout sur le plan international⁹.

- 4 Le projet de résolution que le Conseil soumit à la deuxième Assemblée et que celle-ci adopta dans sa séance du 21 septembre 1921, n'offrait donc qu'un statut assez provisoire à la future "Commission pour l'étude des questions internationales de coopération intellectuelle et d'éducation". Avant de voter en faveur de ce projet, l'Assemblée l'avait d'ailleurs modifié de façon significative, puisque toute référence à l'éducation avait été supprimée du nom et de l'énumération des aires de compétence attribuées à la Commission, qui de toute façon n'avait qu'une fonction consultative. La résolution lui attribua une première tâche qui était d'élaborer, à l'intention de la troisième Assemblée, un aperçu des mesures que la SdN pourrait prendre le cas échéant en vue de promouvoir des échanges intellectuels internationaux ; elle devait plus particulièrement étudier le domaine de l'information scientifique et universitaire¹⁰.
- 5 Les membres de la commission - au nombre de douze - devaient être nommés par le Conseil. Ils ne devaient pas être considérés comme représentants de leur pays d'origine, et encore moins de leur gouvernement. Le Conseil les choisissait à titre personnel et selon l'unique critère de leur renommée exceptionnelle¹¹.
- 6 La Commission internationale de coopération intellectuelle se réunit pour la première fois à Genève, du 1^{er} au 15 août 1922. Henri Bergson fut élu à la présidence, et l'helléniste Gilbert Murray au poste de président suppléant ; l'historien suisse Gonzague de Reynold devint rapporteur. Albert Einstein s'était fait excuser. Le Conseil soumit trois questions à l'attention de la Commission : la reprise et le développement des échanges internationaux entre les universités, la reprise et le développement des relations scientifiques internationales et les possibilités d'amélioration dans le domaine de la bibliographie scientifique. La Commission, dans ses délibérations, dépassa très vite le cadre de cette mission - cadre que le Conseil n'avait d'ailleurs probablement pas voulu tracer d'une façon limitative¹². Aussi prit-elle, entre autres décisions, celle de mener une enquête sur la situation de la vie intellectuelle dans les pays européens. Mais limitée comme elle l'était à une seule réunion annuelle d'une semaine environ, la Commission décida qu'elle instituerait des sous-commissions auxquelles elle confierait l'étude préliminaire des problèmes qu'elle aurait retenus. Ainsi furent créées entre autres les sous-commissions de la bibliographie, des droits intellectuels, des relations universitaires.
- 7 Le compte rendu de cette première réunion de la CICI fut soumis au Conseil qui le déposa devant la troisième Assemblée (1922). Celle-ci l'adopta, invitant la Commission à poursuivre son travail en ce sens¹³. Son existence fut, de plus, stabilisée par le fait qu'elle obtint un budget ; les sommes allouées étaient cependant trop dérisoires pour lui permettre de s'engager dans des activités de grande envergure. Cette situation financière étiquée s'améliora deux ans plus tard grâce à une offre du gouvernement français : la France devait mettre un institut à la disposition de la "Coopération intellectuelle" ; de plus, elle se déclarait prête à en assumer les frais de fonctionnement. Le Conseil de la SdN accepta l'offre en décembre 1924¹⁴ ; les chambres françaises

allouaient les crédits nécessaires l'été suivant et, le 16 janvier 1926, l'Institut international de coopération intellectuelle (IICI) fut officiellement inauguré à Paris.

- 8 Théoriquement, cet Institut aurait dû constituer une sorte d'"organe exécutif" de la CICI. Mais l'ampleur de son champ d'action et la permanence de son activité, surtout lorsqu'on le comparait aux réunions espacées de la Commission, firent évoluer la situation à l'avantage de l'Institut. En dépit de réaménagements structurels tentés à plusieurs reprises, c'est vers Paris et l'Institut que gravitaient les questions quotidiennes de la coopération intellectuelle et non en direction de la Commission¹⁵. Les pouvoirs de la Commission étaient d'ailleurs limités par sa nature juridique : son statut était celui d'une commission permanente consultative et, par conséquent, elle demeurait soumise au contrôle des organes politiques de la SdN. Ses rapports et ses projets devaient être approuvés par le Conseil et par l'Assemblée ; en particulier il lui était interdit de traiter directement avec des gouvernements intéressés, à moins d'y avoir été expressément autorisée. Avant la réforme de 1930, la CICI ne disposait même pas de son propre secrétariat, mais devait s'en remettre aux services du Secrétariat général de la SdN¹⁶.
- 9 En pratique, la collaboration entre la CICI et les milieux intéressés dans les différents pays s'organisait de manière plus souple par la mise sur pied plus ou moins spontanée de "Commissions nationales de coopération intellectuelle"¹⁷. On entendait s'acquitter de façon plus simple et plus rapide des tâches d'information et de coordination par l'intermédiaire de ces organismes privés ou semi-officiels¹⁸ plutôt qu'en passant par les administrations compétentes des gouvernements.
- 10 Le réseau de coopération intellectuelle internationale, appuyé sur la Commission à Genève, puis surtout l'Institut à Paris et, à un moindre degré, les Commissions nationales, n'acquiesçaient jamais dans le système de la SdN, la signification que ces initiateurs avaient prévue et que ses promoteurs s'obstinaient - et s'obstinent - à lui attribuer. A la fin des années 30, la "Coopération intellectuelle", comme la SdN d'ailleurs, était largement dépassée par les événements¹⁹. Dans l'ensemble, le bilan de ses efforts est maigre. Sans doute, même les observateurs les plus bienveillants admettent généralement que les résultats de la "Coopération intellectuelle" ont été décevants, et ils en attribuent la responsabilité surtout à l'absence de ressources financières adéquates et à la montée des idéologies totalitaires, tout incompatibles qu'elles fussent avec l'idéal humanitaire et universaliste de la "Coopération intellectuelle". Or, dès 1922 et bien avant que l'atmosphère internationale ne se détériorât sous leur influence, l'entreprise de la CICI se heurtait déjà à des difficultés qui ne venaient point de l'extérieur.

Le mandat

- 11 Les tâches de la "Coopération internationale" peuvent être résumées en trois catégories principales :
 1. favoriser la solidarité internationale et l'esprit de coopération ;
 2. faciliter les relations internationales dans le domaine de la recherche scientifique - l'activité scientifique étant la démonstration par excellence de l'éthique universaliste ;
 3. contribuer à assurer le prestige du travail intellectuel et, partant, la sécurité matérielle de ceux qui s'y livrent.

- 12 Le programme était donc vaste et ambitieux : du rapprochement entre les peuples à la défense d'intérêts professionnels. L'engagement internationaliste tenait une place de premier plan. Cela ne peut surprendre : si la SdN s'intéressait finalement à ces problèmes, ce fut en partie la conséquence de pressions incessantes qu'exerçaient sur elle les personnalités et les groupes qui étaient des promoteurs de l'internationalisme. Le rôle de Léon Bourgeois, champion du solidarisme, internationaliste et délégué de la France aux organes de la SdN²⁰, était ici également déterminant : auteur de la résolution adoptée par la première Assemblée en 1920, il vouait au sort de la CICI une attention particulière.
- 13 Parmi les milieux et les groupes qui avaient essayé d'éveiller l'intérêt de la SdN pour la coopération dans les domaines intellectuel et culturel, aucun n'avait été aussi inlassable que l'Union des associations internationales de Bruxelles - et ceci tant de l'extérieur que de l'intérieur, car son secrétaire général, le sénateur Henri Lafontaine, siégeait comme délégué belge à l'Assemblée de la SdN. Il était devenu, de surcroît, rapporteur de la deuxième Commission chargée d'étudier la question de la coopération intellectuelle au cours de la première Assemblée en 1920. Un des mémoires du Secrétariat de la SdN, rédigé à cette époque, fut d'ailleurs entièrement consacré à cette association, et il semblait qu'on la considérait alors comme une base de départ pour une éventuelle activité de la SdN dans ce domaine²¹. Une année plus tard, elle était résolument écartée : elle n'avait aucun délégué, ni parmi les douze membres de la CICI, ni dans aucune des sous-commissions. Ses secrétaires généraux - Henri Lafontaine et Paul Otlet - ne furent invités qu'à quelques sessions de la sous-commission de la bibliographie, en qualité de délégués de l'Institut international de bibliographie (un organe de l'Union des associations internationales) - et cela après de vigoureuses protestations de leur part²².
- Oh ! Ironie !, écrivait Paul Otlet en janvier 1923.
Voici une commission chargée de provoquer la coopération qui commence par écartier un groupe de collaborateurs actifs et prélude à ses travaux par un acte de non-coopération !²³
- 14 Pourtant, de toutes les organisations de l'avant-guerre, l'Union des associations internationales semblait, par sa philosophie et par ses objectifs, se rapprocher de la coopération intellectuelle envisagée dans le cadre de la SdN. Aussi sa mise hors-circuit peut-elle surprendre. Soupçonnait-on les deux fondateurs de l'Union de comploter l'annexion de la "Coopération intellectuelle" parce qu'ils avaient plaidé énergiquement auprès de la SdN pour que cette dernière reconnaisse leur organisation ou au moins s'engage dans quelque association organique avec elle ? Hésitait-on à se lier à une entreprise trop idéaliste, ambitieuse - c'est-à-dire coûteuse - comme celle que dirigeaient messieurs Lafontaine et Otlet, pacifistes convaincus ? Redoutait-on une revanche tardive de Bruxelles - candidate malheureuse au siège de la SdN - à l'endroit de sa rivale genevoise plus heureuse ? Ce qui était sans doute déterminant, était le fait que, dès le début, les initiateurs français du projet travaillaient pour une "solution parisienne"²⁴. Finalement, l'orientation laïque très arrêtée de l'organisation bruxelloise semble avoir suscité de la méfiance ou même, comme ce fut le cas pour le rapporteur de la CICI, une opposition déclarée. Si tout le monde ne partageait pas les vues extrêmes de Gonzague de Reynold²⁵, il était évident que la CICI avait intérêt à éviter tout lien qui l'aurait associée aux yeux du public, avec des libres penseurs aussi déterminés. Elle se trouvait dans une situation délicate à cet égard.

- 15 Personne ne pouvait méconnaître le fait que d'un pays à l'autre, l'idée de la "Coopération intellectuelle" suscitait des échos très différents. Les réactions, par exemple, des délégués au cours des Assemblées de 1920 et de 1921, et notamment les discussions conduisant finalement à l'abandon, parmi les aires de compétence de la CICI, du secteur de l'éducation, n'avaient pu laisser le moindre doute à ce sujet. Et les résistances allaient en s'aggravant²⁶. A l'intérieur même de la Commission, on ne pouvait sérieusement s'attendre à ce qu'un accord sur une définition précise de la "Coopération intellectuelle" - de ses fondements et de son contenu - s'établisse entre des personnalités appartenant à des familles politiques très différentes. Si Albert Einstein, le pacifiste, semblait envisager beaucoup de problèmes de la même manière que Gilbert Murray, l'accord était difficile entre lui et Gonzague de Reynold, l'ultramontain. Einstein se prononçait avec Marie Curie en faveur de positions nettes et de décisions sans détour que le président Bergson, justement, essayait d'éviter le plus possible, non seulement parce que sa sensibilité et son tempérament personnels l'y portaient, mais parce qu'il avait une conscience aiguë des difficultés sur le parcours de la CICI. Comme la "Coopération intellectuelle" devait s'accommoder, à l'intérieur et à l'extérieur de la Commission, des visions très différentes de sa finalité, la solution était alors de réduire les considérations fondamentales à ce qu'il pouvait y avoir de plus général. C'est pourquoi aussi, le Conseil n'avait pas énoncé une définition précise de cette "Coopération intellectuelle"²⁷ et que l'on semblait renoncer, au sein de la CICI, à approfondir le sujet :

Il a été entendu tacitement, déclara Henri Bergson en rendant compte de la première session, que l'on éviterait tout sujet de discussion irritant, tout ce qui diviserait la Commission sur les questions de principe. Ce qui est essentiel, en effet, c'est que l'accord se fasse sur les actes et dans les applications²⁸.

- 16 Ainsi la tendance à se rabattre sur des tâches modestes et terre-à-terre, tendance qui caractérisait les activités de la Commission, n'était pas uniquement la conséquence d'une évaluation réaliste de ses ressources financières. Tout indique, au contraire, que cette activité affairée autour de projets de nature technique, voire auxiliaire, était aussi destinée à voiler les désaccords potentiels sur des aspects plus fondamentaux de la mission de la "Coopération intellectuelle". En pratique, les premiers travaux de la Commission consistaient dans une large mesure à établir des tableaux comparatifs et à compiler des inventaires. L'origine, le cheminement et les résultats de ces travaux ont été analysés en détail dans les monographies mentionnées plus haut²⁹. On se bornera alors ici à évoquer les problèmes *politiques* qui se sont posés au sein de la CICI et à l'évolution des contradictions, externes et internes, qu'elle dut affronter au cours de la première décennie de son existence.

L'autorité

- 17 Si la Commission avait pour tâche de susciter et de développer un esprit international et ce que l'on appelait alors une "conscience internationale"³⁰, deux voies semblaient *a priori*, s'offrir : on pouvait diffuser l'idéal de la SdN au sein des élites et des masses populaires, en appliquant dans les grandes lignes les recettes de la propagande politique à l'échelon national. Mais on pouvait également concrétiser l'idéal d'une humanité réunie grâce à la formation d'un collège d'esprits éminents, esprits qui - tel le Conseil de Newton - représentent le plus haut niveau de la culture et de la science. Le Conseil de la SdN - et tout ce qui convergeait dans cet espace décisionnel opaque entre

le Secrétariat général et les Délégations nationales - avait visiblement opté pour la seconde voie. Un simple "département de relations publiques" n'aurait pas exigé, en effet, la mobilisation d'autant de célébrités.

18 On était par ailleurs aussi indécis sur la signification de ce groupe de douze membres qu'on l'était sur la conception même de la "Coopération intellectuelle", et l'on n'hésitait pas à en adapter la définition aux besoins des circonstances. Ainsi était-il initialement prévu que la Commission serait composée de personnalités choisies "en considération de leur compétence, de leur réputation dans les milieux savants et sans qu'il fût fait acception de leur nationalité³¹". Au-delà de ce principe de base, toutefois, les interprétations se multipliaient : tantôt les douze devaient représenter les 52 Etats membres de la SdN dans leur ensemble³², tantôt chacun d'eux devait représenter une des grandes aires culturelles de l'humanité³³, tantôt ils ne devaient représenter ni un pays ni une culture en particulier, mais plutôt l'une des différentes branches de l'activité intellectuelle³⁴.

19 Un autre flottement se produisait dans le choix des membres de la Commission. Le critère déterminant devait être celui de la réputation consacrée, de la notoriété - un des moyens d'influence de la CICI n'était-il pas son rayonnement, l'invitation à suivre son exemple, la démonstration d'une harmonie possible entre les "leaders intellectuels ou politiques de la pensée mondiale³⁵" ? Or, il était évident que le rayonnement de cette harmonie exemplaire ne pouvait s'étendre plus loin que la réputation individuelle de chacun de ses membres. Pour le Conseil, cette évidence posait un problème délicat : comment pouvait-il respecter, dans les nominations, à la fois ce critère de notoriété et un certain équilibre dans la distribution géographique ? A cet égard, le choix de certains membres n'avait d'ailleurs pas manqué de susciter des commentaires ironiques³⁶. La présence de personnalités dont la stature intellectuelle ne pouvait être mise en doute était alors d'autant plus indispensable - telles qu'Henri Bergson, Marie Curie et, avant tout, Albert Einstein. C'est son nom qui figurait sur les manchettes et que les journalistes mentionnaient en tête de liste : savant de génie, pacifiste de renommée mondiale. Cette valeur publicitaire d'Einstein explique, en partie du moins, la patience dont le Conseil, le Secrétariat et la Commission elle-même ne cessèrent de faire preuve à l'endroit de ce précieux collègue. En effet, après avoir accepté en mai 1922 sa nomination à la CICI, Einstein changea d'avis un mois à peine avant l'ouverture de la première session, plongeant le Secrétariat dans le désarroi. Il était évident que cette démission allait faire les manchettes de la presse et ternir l'image de la Commission avant même qu'elle se fût réunie une première fois. On pria les autres membres de faire valoir leur influence sur le candidat démissionnaire³⁷, et Bernardo Attolico, en sa qualité de Secrétaire général adjoint, adressa à l'illustre savant une lettre pressante. Bien que la lettre de démission fût restée muette sur la question, on savait pourquoi Einstein voulait se retirer de la CICI :

... la situation ici est telle, écrivit-il dans une note personnelle à un fonctionnaire du Secrétariat, qu'un juif fait mieux de se tenir à l'écart quand il s'agit d'affaires politiques. J'ajoute que je ne tiens pas à représenter un peuple qui ne m'aurait sans doute pas choisi de son plein gré comme son représentant et dont je ne partage pas les vues sur la question à traiter...³⁸

20 Finalement, sous la pression concertée de ses collègues³⁹, Einstein revint sur sa décision, du moins en principe : il n'assista pas à la première réunion de la Commission, à cause de travaux urgents à terminer avant son voyage au Japon⁴⁰. Et, au mois de mars 1923, deux mois après l'occupation de la Ruhr, Einstein démissionna de nouveau,

déclarant cette fois-ci ouvertement qu'il voulait, par ce geste, se désolidariser de la Commission ; il précisa dans sa lettre de démission qu'il avait

acquis la ferme conviction que la Société des nations n'a ni la force, ni la bonne volonté nécessaires à l'accomplissement de sa tâche, et qu'un pacifiste (*comme lui*) n'est pas bien venu de garder avec elle des rapports quelconques⁴¹.

- 21 Bien qu'à Genève et à Paris on jugeât "peu corrects" les termes de cette démission et que l'on s'en irritât⁴², on allait réintégrer Einstein de nouveau comme membre de la Commission, une année plus tard⁴³.

- 22 Il est possible que la CICI n'eût pas développé autant d'efforts pour retenir l'éminent physicien, si elle avait pu trouver ailleurs que dans la réputation de ses membres une source suffisante de prestige. Mais, en Europe, les élites conservatrices considéraient avec scepticisme cette "Société des nations"⁴⁴ ; tronquée, dès le début, par la défection américaine, l'autorité politique de la SdN était condamnée à demeurer limitée ; et à mesure que les Etats la transformaient en un instrument perfectionné de leurs politiques étrangères, son autorité morale en tant que conscience impartiale du monde ne fit que pâlir. De toute façon, la CICI ne pouvait guère se réclamer d'un appui massif de l'institution genevoise : en fait, cette "Coopération intellectuelle" dans laquelle ses partisans ne voyaient rien de moins qu'une pierre angulaire de la Société des nations, n'avait jamais rallié l'appui unanime de celle-ci. La CICI devait son existence et sa continuité aux efforts d'une minorité décidée et à l'indifférence bienveillante de la majorité des Etats membres.

- 23 Dans les débats qui naissaient surtout autour des questions de financement, le front qui séparait partisans et adversaires s'établissait avec une constance remarquable : la France avec la Belgique, la Pologne, les pays de la Petite entente et les pays latino-américains d'un côté ; l'Angleterre, les pays du Commonwealth, la Scandinavie et la Hollande de l'autre. Lord Cecil, délégué du Royaume-Uni, avait l'habitude de quitter la salle de façon ostensible, aussitôt que l'Assemblée abordait la discussion de la "Coopération intellectuelle"⁴⁵. On a proposé, bien sûr, une explication d'apparence élégante à cette division en la présentant comme le reflet d'une différence fondamentale d'attitude et de mentalité : ici l'idéalisme traditionnel de la civilisation gréco-romaine ; là, le pragmatisme et le sens de l'utile du monde anglo-saxon⁴⁶. Pourtant, l'essentiel des positions respectives peut s'expliquer sans que l'on ait recours aux spéculations de la psychologie collective. A première vue, l'opposition à la CICI visait avant tout le rapport général entre les coûts et les bénéfices ; d'année en année, on entendait ainsi dénoncer les gaspillages de fonds et d'efforts dans une entreprise dont les résultats seraient nuls ou, au mieux, aléatoires.

- 24 C'est ailleurs cependant qu'il faut chercher les raisons fondamentales de la désapprobation anglo-saxonne. Selon la conception britannique, la coopération internationale devait tenir un rôle essentiel parmi les tâches de la SdN : les rapports interétatiques de collaboration administrative et technique - aussi bien ceux qui existaient déjà que ceux qui allaient être instaurés par la suite - devaient être organisés dans un système cohérent dont la SdN serait, en quelque sorte, la clef de voûte⁴⁷. Au moment de la rédaction du Pacte, les autres puissances - à commencer par la France - étaient trop exclusivement préoccupées de sécurité collective pour être favorables à l'idée d'institutionnaliser dans le cadre de la SdN la coopération interétatique fonctionnelle. Si l'insertion dans le Pacte des articles 23 et 24 représentait alors incontestablement un succès pour la délégation britannique, ces articles n'allaient pas

être appliqués, au cours des années suivantes, de façon appropriée (soit que des organismes déjà existants, comme certaines unions administratives, refusèrent de se soumettre à l'autorité - fût-elle coordinatrice - de la SdN, soit que le développement de nouveaux organismes de coopération se faisait de façon plutôt chaotique)⁴⁸. Vu sous cet angle, le projet de créer, à Paris, un institut (disposant de ressources propres et porté de par ses structures à une autonomie croissante), se présentait alors comme une initiative française ayant comme conséquence indésirable de compromettre davantage le dessein d'un vaste système de coopération internationale coiffé par la SdN.

- 25 Les représentants britanniques, entraînant dans leur sillage ceux des pays du Commonwealth, exprimèrent leur hostilité à l'égard du projet de création de l'IICI d'autant plus ouvertement qu'ils voyaient de toute façon, dans la "Coopération intellectuelle", une entreprise de la diplomatie culturelle, donc de l'expansion culturelle française, et faisaient objection à ce que la SdN se prêtât à de telles manœuvres⁴⁹. Les archives françaises révèlent que ces critiques avaient vu juste, bien qu'ils eussent tendance à prêter aux intentions françaises de la première heure plus de cohérence qu'elles n'en avaient en réalité. Des divergences existaient sur le plan national, d'un secteur à l'autre ; le ministère de l'Instruction publique notamment était peu enthousiaste à l'égard de la "Coopération intellectuelle", parce que l'on s'y méfiait de tout ce qui pouvait donner à un organe de la SdN le prétexte de s'ingérer dans le système de l'enseignement supérieur d'un Etat membre⁵⁰. Aux incertitudes de la formule multilatérale, on préférerait de loin l'instrument plus maniable des conventions bilatérales⁵¹. Dès qu'il devint évident que la création d'une Commission de coopération intellectuelle était inévitable, les représentants du ministère de l'Instruction publique se prononcèrent cependant sans réserve pour une forte représentation française, ne serait-ce que pour parer au risque que

l'organisation qui existe déjà à Bruxelles (*scil.* l'Union des associations internationales) et (qui) ne représente pour nous aucune garantie, ne prenne au sein de la SdN une place sans doute peu favorable à nos intérêts intellectuels⁵²

- 26 Dans un texte qui trahit l'inspiration - ou peut-être même, la plume - de Léon Bourgeois, le ministre de l'Instruction publique décrivait ainsi sa vision des "intérêts intellectuels français" :

La gloire de notre pays, sa situation au carrefour des diverses civilisations l'amèneront selon moi à prendre cette initiative et l'on ne pourrait lui refuser d'établir chez lui le siège de cet organisme ; ce serait une facilité précieuse dont nous bénéficierions et qui nous permettrait de contribuer à l'expansion de la pensée française dans les deux mondes⁵³.

- 27 L'interprétation comme "succès nouveau pour la cause de l'idée française"⁵⁴ qu'allait connaître la création d'un organisme de coopération intellectuelle ne relevait pas de la pure rhétorique : bien que la Commission, de par sa nature juridique, n'eût pas le droit d'établir des rapports directs avec les gouvernements, les archives françaises et celles de la SdN permettent de conclure à une pratique courante de consultation et de coordination entre les membres français de la Commission (notamment son président, Henri Bergson) et les départements concernés du gouvernement français. Cette concertation discrète s'étendit même à l'infrastructure administrative : les deux secrétaires successifs de la Commission, Oscar Halecki et Georges Oprescu, l'un Polonais, l'autre Roumain, étaient considérés à Paris (et à Berlin !) comme des personnalités acquises à la cause française.

- 28 S'il est difficile de contester que la "Coopération intellectuelle" évoluait dans le sillage de la politique française, gardons-nous cependant d'en exagérer la portée : que la Commission montrât un empressement particulier à ne point provoquer les susceptibilités de la France ou de son opinion publique⁵⁵ était, après tout, compréhensible. Ses membres étaient très conscients du fait que l'existence même de la Commission dépendait de la position que prenaient, année après année devant l'Assemblée, la délégation de la France et celles des pays qui faisaient partie de sa clientèle. Il ne faut pas non plus perdre de vue le fait que l'influence française sur les activités de la CICI n'était que le prolongement, dans le domaine de la coopération scientifique et culturelle, de la position prépondérante qu'occupait la France dans d'autres sphères de l'organisation genevoise, notamment au Secrétariat⁵⁶, et somme toute sur la scène politique européenne en général.
- 29 C'est à cause de la perspective particulière dans laquelle nous entreprenons cette étude, que l'influence française dans la "Coopération intellectuelle" acquiert une dimension problématique : cette influence de la France sur les activités de la Commission - certains disaient : cette collusion entre la France et la Commission - savait bien entendu toute autorité que la Commission aurait voulu tirer de l'apolitisme impartial et universaliste qu'elle continuait de proclamer. De plus, cette influence rendait inéluctable le conflit qui se préparait, avant même l'entrée en fonction de la Commission, au sujet de la collectivité universitaire allemande.

La CICI et la coopération scientifique internationale

- 30 La liste des projets auxquels la Commission consacrait, au fil des années, son temps et ses maigres ressources, est impressionnante. On y trouve à peu près tout ce qui touche, de près ou de loin, aux activités intellectuelles : l'organisation de la bibliographie scientifique, le développement de l'Esperanto, la situation socio-professionnelle des travailleurs intellectuels⁵⁷. Personne ne semblait envisager l'organisation de la coopération intellectuelle internationale sous l'angle des *deux cultures*. Sans que l'on accordât à la science (au sens étroit) une place à part, il était néanmoins évident qu'on lui destinait un rôle important⁵⁸. Universelle dans son essence, la science n'était-elle pas le modèle par excellence ? En contribuant à l'amélioration des relations scientifiques internationales, la CICI s'acquitterait alors incontestablement de l'une des tâches importantes de son programme. De plus, l'organisation pratique de cette coopération, celle de la libre circulation des informations, des rencontres et des échanges, semblait-elle offrir un champ d'activité bien déterminé et relativement peu coûteux :
- Il s'agit donc simplement de simplifier, de clarifier, d'amplifier les relations déjà existantes ; et c'est aux universitaires, aux savants, aux académiciens de nous dire eux-mêmes où ils en sont, et quelles sont les exigences immédiates de leurs écoles, de leurs laboratoires, de leurs associations pour qu'y affluent plus largement et y circulent plus librement les grands courants intellectuels du monde. Ainsi renseignée par les intéressés eux-mêmes, la SdN pourra mettre toute l'influence morale dont elle dispose au service de la réalisation de leur programme⁵⁹.
- 31 A première vue, ce projet semblait offrir toutes les garanties de succès dont la Commission avait tant besoin pour justifier son existence. Il apparut rapidement, toutefois, que ces "universitaires, savants et académiciens" que visaient les nobles propos de Léon Bourgeois, auraient porté un intérêt d'autant plus vif aux activités de la

"Coopération intellectuelle", si celle-ci avait pu leur offrir davantage qu'un appui moral⁶⁰.

- 32 Certes, pour la production des répertoires, bulletins signalétiques et abstracts, une certaine coordination aurait été fort utile, mais c'était se leurrer que d'attendre des éditeurs ou des institutions d'édition qu'ils aillent troquer leur autonomie - fût-elle précaire - contre un soutien moral de la SdN ! On aurait tort par ailleurs d'oublier que le prestige des douze membres de la Commission exerçait parfois une impression beaucoup plus efficace sur le large public cultivé que sur les milieux plus restreints des collègues.
- 33 On était bien conscient, au Secrétariat de la SdN - même avant la création de la Commission - qu'elle ne serait pas seule à s'occuper de la promotion des relations scientifiques internationales : dans ses études préparatoires, le Secrétariat avait indu, à part l'Union des associations internationales, les deux autres organisations bruxelloises, le Conseil international de recherches et l'Union académique internationale. L'existence de ces deux organisations l'avait même amené, en été 1921, à considérer comme prématurée la création par la SdN d'un organisme technique dans ce domaine. Quoi qu'il en soit, les relations de la Commission avec ces deux organisations posaient un problème délicat et demandaient beaucoup de subtilité, si la Commission ne voulait pas, soit s'abstenir de toute activité dans le secteur scientifique, soit risquer de faire figure d'entreprise concurrente.
- 34 En effet, les projets de la SdN n'étaient pas demeurés inconnus et ne tardaient pas à inquiéter les milieux proches du CIR, à l'Académie des sciences de Paris, à la Royal Society et aux Etats-Unis : ainsi George Ellery Hale et Robert A. Millikan firent-ils remarquer à Lord Balfour, en février 1922, que
- de notre avis, le Conseil international de recherches et l'Union académique internationale répondront de manière adéquate aux besoins de la coopération internationale, une fois qu'ils seront complètement mis sur pied. C'est pourquoi nous nous permettons de recommander que ces deux organismes soient représentés de plein droit au sein de la Commission proposée.... La création d'organisations parallèles... ne nous semble guère compatible avec les buts de la SdN ; nous sommes convaincus, par conséquent, que le Conseil de la SdN accordera son entière attention aux organismes existants⁶¹.
- 35 La réaction du Secrétariat général auquel copie de cette lettre avait été transmise, resta bien en deçà des suggestions avancées : la liste des candidats pour une nomination éventuelle à la Commission, liste qu'il prépara à l'intention du Conseil, contenait les noms de cinq personnalités assumant des fonctions importantes dans le cadre des organisations bruxelloises⁶². Le Conseil n'en nomma qu'un : George Ellery Hale. Le manque d'enthousiasme à l'endroit de la suggestion des deux physiciens américains se comprend : la "Coopération intellectuelle" ne pouvait se permettre d'établir avec ces deux organisations bruxelloises des liens organiques ou leur déléguer une tâche aussi éminemment importante que la reprise et le développement des relations scientifiques internationales, sans risquer d'enlever tout crédit à sa vocation apolitique et universaliste. Comme elle ne pouvait guère s'en rapporter, dans son activité, ni à une autorité incontestée, ni à des ressources financières importantes, ni même à un besoin généralement reconnu, l'universalisme conciliateur restait ainsi un des seuls arguments qu'elle pouvait invoquer pour justifier son existence.
- 36 Ceux qui s'étaient penchés sur la question, comme Oscar Halecki, futur secrétaire de la Commission, et Gonzague de Reynold, futur membre, étaient arrivés à la conclusion que

les deux organisations pouvaient, en principe, fournir une base adéquate pour l'organisme que la SdN projetait dans le domaine de la coopération scientifique. Mais, selon eux, avant qu'une fédération quelconque ou un patronage de leurs activités pussent être envisagés, les deux organisations devaient s'imposer un certain nombre de réformes⁶³. Ces réformes se faisaient cependant attendre : il s'agissait, bien entendu, de l'élargissement de la liste des membres admissibles au CIR. La CICI dut finalement se rendre à l'évidence que les tendances prévalant au sein du CIR étaient loin de se renverser : lors de l'Assemblée générale du CIR, en juillet 1922, la motion suédoise portant sur l'abolition de l'article 3 des statuts n'avait même pas été soumise au vote⁶⁴.

37 Durant les années suivantes, les relations entre la CICI d'une part, le CIR et l'Union académique internationale de l'autre, allaient être caractérisées par beaucoup de réserve et un certain embarras. Comme il était pratiquement impossible, dans le domaine de la bibliographie, par exemple, de ne pas empiéter sur le programme des organisations de Bruxelles, celles-ci furent alors invitées à déléguer des représentants, à titre consultatif, aux réunions de la sous-commission de bibliographie. Tout en continuant d'éviter autant que possible toute action qui aurait pu être interprétée comme de la concurrence par le CIR et l'Union académique internationale, la CICI adopta graduellement une attitude plus détendue à leur égard. Elle ne pouvait d'ailleurs s'empêcher de constater le caractère extrêmement modeste des résultats auxquels aboutirent les efforts de coordination du CIR. De plus, après la démission de Henri Bergson, en 1924, Lorentz, tout à fait au courant des crises qui secouaient le CIR, était devenu président de la CICI. Finalement, la participation croissante, à partir de 1926, d'Allemands aux travaux de la CICI, ne contribuait pas non plus à favoriser des concessions vis-à-vis du CIR ou un rapprochement. Non pas que l'on eût totalement abandonné l'idée d'explorer les possibilités de collaboration - mais ce ne fut qu'en 1937 qu'une entente formelle fut conclue entre l'"Organisation de coopération intellectuelle" et le Conseil international des unions scientifiques⁶⁵.

38 Quinze ans plus tôt, une telle entente aurait au moins contribué à éclaircir la position de la CICI. L'acceptation, sans exiger au préalable les "réformes nécessaires", d'une telle entente aurait placé la CICI nettement dans le courant dominant du jour : la mise au ban de l'Allemagne, de tout ce qui appartenait à sa vie scientifique et plus généralement intellectuelle. Si, au contraire, la CICI avait exploité la situation précaire des organisations bruxelloises pour essayer de leur imposer, en 1922-1923, l'abandon de leur otacisme, ce geste ne lui aurait sans doute pas concilié la majorité des professeurs allemands, mais il aurait conféré à la vocation universaliste de la CICI la crédibilité qui allait si cruellement lui manquer par la suite. La perception aiguë que le président, Henri Bergson, avait de ce dilemme - celui de l'impossibilité de mettre en pratique un principe sur lequel reposait en grande partie l'autorité morale de la "Coopération intellectuelle" - l'amenait alors à éviter autant que possible toute situation dans laquelle l'universalisme de la CICI aurait été trop sérieusement mis à l'épreuve. Ce fut difficile et, comme l'expérience allait le montrer, finalement irréalisable. La CICI ne pouvait prendre des initiatives ni développer des activités internationales sans buter inévitablement contre la *vexata quaestio*, la question embarrassante de la participation des milieux intellectuels allemands⁶⁶.

Vexata quaestio

- 39 Si l'affirmation - si répandue alors parmi les milieux universitaires allemands - voulant qu'il y eût collusion entre les organisations du "Boycott" et la CICI, n'était pas justifiée, leurs critiques étaient donc beaucoup mieux fondées sur un autre point : à savoir que la "Commission des intellectuels" pratiquait un universalisme de façade et qu'en fait les Allemands en étaient délibérément exclus. La réponse officielle à cette critique était toute faite : les douze membres qui composaient la Commission y siégeaient à titre personnel et à cause de leur compétence exceptionnelle ; ils avaient été choisis non pas en tant que délégués de leurs pays d'origine, mais en tant que représentants des grandes aires culturelles de l'humanité. Ne pouvait-on pas, de plus, mesurer l'avance qu'avait l'universalisme de la CICI par rapport à l'organisation politique de la SdN, par le fait que des ressortissants de deux pays non membres - les Etats-Unis et l'Allemagne - en faisaient partie ?
- 40 Dans le langage de la SdN, la notion des "aires culturelles" n'était pas plus précise que celle de la coopération intellectuelle. S'agissait-il d'un de ces aimables lieux communs dont s'affuble si volontiers tout ce qui touche à la politique culturelle ? Ou n'était-ce qu'un stratagème pour éviter que chaque délégation nationale présente son candidat à la Commission ? Les deux hypothèses pouvaient être soutenues, et à des époques plus sereines, personne n'aurait probablement songé à approfondir la question.

Albert Einstein et la "Coopération intellectuelle"

- 41 L'époque n'était pas sereine et les commentaires qui accompagnèrent la nomination d'Albert Einstein comme membre de la Commission jetèrent une lumière curieuse sur la thèse des "aires culturelles". Bien que Bergson déclarât, en 1924, qu'Einstein avait été nommé en mai 1922 en tant que savant suisse⁶⁷, on avait toujours répondu aux protestations venant des milieux universitaires allemands que l'Allemagne était déjà représentée à la Commission par Albert Einstein. Les Allemands firent alors remarquer qu'Einstein avait une double nationalité, allemande et suisse, qu'en France on ne le considérait généralement pas comme Allemand et qu'aux Etats-Unis on le désignait, au gré des besoins, tantôt comme Allemand, tantôt comme Sioniste⁶⁸. En dépit de leur caractère tendancieux, ces propos avaient au moins le mérite de mettre en lumière l'ambiguïté de la nomination d'Einstein. Bien sûr, la personnalité de ce dernier semblait s'imposer à une entreprise comme la "Coopération intellectuelle" : son génie, sa notoriété incontestable et ses convictions politiques en faisaient pour ainsi dire le candidat par excellence. Aurait-on pu trouver d'autres personnes ayant fait preuve d'une aussi incontestable détermination d'honorer leur vocation de *Clerc* et de se maintenir au-dessus des conflits ? Que les initiateurs de la "Coopération intellectuelle" n'aient pas songé à suggérer la candidature de Romain Rolland, par exemple, s'explique - au cas où ils l'auraient un instant envisagée - par la prudence la plus élémentaire : la nomination de Romain Rolland leur aurait coûté la sympathie de l'opinion publique française⁶⁹. L'internationalisme et le pacifisme d'Einstein au contraire ne risquait guère de faire mauvaise presse en France. Ne fut-il pas "la victime abhorrée des pangermanistes"⁷⁰ ? A la veille des nominations officielles à la CICI, Paul Painlevé avait rassuré l'opinion publique française : "Aux yeux des Français les plus ardemment patriotes", écrivit-il dans le *Petit Parisien* du 1^{er} avril 1922, "il est donc irréprochable".

- 42 Voulait-on, par la nomination d'Einstein, donner une leçon à la science allemande, pervertie et hautaine, en choisissant pour la représenter un homme autrement exemplaire⁷¹ ? Les pères de la "Coopération intellectuelle" ne pouvaient nier le fait que ces raisons même qui, pour les citoyens des pays de l'Entente, le rendaient si éminemment éligible à la CICI, empêchaient l'écrasante majorité de ses collègues allemands de reconnaître Albert Einstein comme leur représentant. Einstein lui-même ne se faisait d'ailleurs aucune illusion sur sa propre représentativité. Quand il avoua, dans une lettre de 1928, combien peu il se sentait qualifié pour le type d'activité que poursuivait la CICI, il ajouta :

La seule raison qui m'ait poussé à combler la brèche était la conviction qu'on n'aurait pu trouver personne - vu l'état d'esprit de nos intellectuels à l'époque (*bei der damaligen Mentalität unserer "Geistigen"*) - qui aurait été prêt à accepter de se compromettre avec l'internationalité. Je m'y suis résolu tout en sachant que mon enracinement dans l'élite intellectuelle allemande était beaucoup trop superficiel pour que je puisse établir un véritable lien⁷².

- 43 Einstein n'aimait pas la Commission (le siège qu'il y occupait *nolens volens*, il l'avait accepté deux fois après l'avoir deux fois refusé, et il ne se faisait aucune illusion sur les faiblesses de l'entreprise⁷³.

- 44 Quoi qu'il en soit, le fait que les fondateurs de la CICI appliquèrent aux *Clercs* pacifistes deux poids et deux mesures, s'explique - indépendamment des convictions politiques qui s'y expriment - d'abord par le rapport des forces en présence. En fait, si l'élite intellectuelle allemande refusait de se reconnaître dans la personnalité que le Conseil avait choisie pour représenter l'aire culturelle germanique, c'était, au demeurant, regrettable mais non tragique. En revanche, un revirement de l'opinion publique française aurait mis en danger l'existence même de la Commission. Gonzague de Reynold - qui n'avait pas, avec Einstein, des rapports très chaleureux - remarquait plus tard :

... à cette date de 1922, un authentique Allemand eût été impossible. On éprouvait cependant le besoin d'avoir un représentant de la langue allemande et de la culture germanique⁷⁴.

- 45 Au printemps 1924, Bergson appuya la réintégration d'Einstein comme membre de la Commission, cette fois-ci en tant que "représentant de la science allemande"⁷⁵. Très superficiel était le souci de voir la "science allemande" participer aux travaux de la CICI ; cela est bien éclairé par les explications que le président donna, à cette époque, à Oscar Halecki au sujet de la participation d'autres Allemands dont il était alors question :

Vous me faites très justement observer que les Allemands font déjà partie de certaines commissions de la Société des nations. Sans aucun doute, mais ce sont des commissions techniques, s'occupant par exemple d'hygiène ou de chemin de fer : ce sont uniquement des *choses* qui entrent ici en ligne de compte, et non pas des personnes. Les négociateurs peuvent se mettre d'accord, quelque opinion qu'ils aient les uns des autres. Il en est tout autrement de notre Commission. La Coopération intellectuelle est essentiellement un rapport entre personnes : elle est impossible sans confiance réciproque. C'est pourquoi le cas des Américains, quoiqu'ils ne fassent pas non plus partie de la Société des nations, n'a aucun rapport avec celui des Allemands⁷⁶.

- 46 Au moment où il écrivit ces lignes, Bergson n'a pas pu ne pas se rendre compte avec amertume combien au sein de la Commission, cette "confiance réciproque" s'était déjà dégradée : à peine une semaine auparavant, au début du mois de mars 1924, Gilbert

Murray, son suppléant à la présidence, avait publiquement dénoncé les tendances anti-allemandes de la CICI⁷⁷

Les conflits latents

- 47 Si sa dépendance étroite envers les organes politiques de la SdN explique en grande partie pourquoi la Commission ne pouvait se résoudre à attaquer de front le problème de la participation allemande, cette dépendance n'en fut pas la seule raison. Cette hésitation tenait également au fait que la majorité des membres avaient à l'endroit des élites intellectuelles allemandes une attitude fortement réservée. Le contraire aurait été surprenant : si la participation aux travaux de la CICI plongeait les membres passagèrement dans l'atmosphère internationale de la SdN, ils faisaient partie néanmoins de leurs collectivités scientifiques nationales ; et s'ils n'en avaient pas partagé, jusqu'à un certain point, les vues dominantes, ils n'auraient sans doute pas acquis, au sein de ces collectivités, le statut et la visibilité qui leur avaient valu la nomination par le Conseil de la SdN comme membres de la CICI. Leur notoriété scientifique et la place qu'ils occupaient, déjà, dans l'*Establishment* universitaire de leur pays, les avaient de toute évidence habitués à s'acquitter sans négligence ni excès de zèle de ce genre d'activités de consultation et de représentation, tant sur le plan national qu'international. Il est difficile d'évaluer l'importance comparative qu'ils accordaient, parmi leurs préoccupations personnelles et professionnelles à la CICI et aux objectifs de la "Coopération intellectuelle" en général. Certes, les procès-verbaux des séances et les rapports montrent l'intérêt que chacun des membres développait pour tel ou tel domaine - la coordination des bibliographies et de l'*abstracting* scientifique, la protection des droits d'auteur, la collecte et dissémination des informations universitaires, etc. Mais il suffit de regarder leur correspondance pour constater qu'à quelques exceptions près, la "Coopération intellectuelle" y occupait une place plutôt marginale. Ces exceptions, ce furent les démissions d'Albert Einstein qui amenèrent Marie Curie et Gilbert Murray à tenter de faire revenir le collègue récalcitrant sur ses décisions - Murray y réussissant d'ailleurs une seconde fois en 1924⁷⁸ ; exception aussi les problèmes que posaient la fondation et le fonctionnement de l'IICI à Paris, tant par la présence française qui s'y manifestait que par les difficultés de coordination des activités qui ne tardèrent pas à surgir⁷⁹ ; exception aussi, finalement, les énergies qu'investissait dans la "Coopération intellectuelle" le rapporteur de la Commission, Gonzague de Reynold, qui trouvait sans doute dans ces activités un complément de carrière important. Et pour tous les membres, les réunions de la Commission représentaient des déplacements qu'ils essayèrent de mettre à profit pour organiser des rencontres avec des amis et collègues⁸⁰. Seul Albert Einstein cependant semblait être porté à juger sa participation à l'oeuvre de la Coopération intellectuelle sous l'angle de la cohérence avec ses convictions profondes, de la cohérence aussi entre les objectifs proclamés et les réalisations pratiques, et d'en tirer les conséquences sans compromis. Tandis qu'Einstein s'avouait constamment tiraillé entre son adhésion au principe de la Société des nations et son désenchantement devant la politique qu'elle cautionnait, entre l'impatience vis-à-vis de ses collègues allemands et le désir de ne pas se montrer déloyal à leur égard⁸¹, les autres membres - Gilbert Murray excepté - ne semblent pas avoir ressenti tant de scrupules, ni songé à risquer pour la poursuite des objectifs déclarés de la "Coopération intellectuelle" une part trop importante de leur autorité. Vu sous cet angle, la reprise de la coopération avec les collègues allemands

avait peu de chances de provoquer un engagement unanime de leur part. Pourtant, le problème allemand ne se posait pas dans les mêmes conditions pour tous les membres, et ces différences d'appréciation allaient plutôt s'accroître. Si personne ne se faisait d'illusion sur la marge de manœuvre dont disposait la Commission en la matière, on ne parvint jamais à un accord sur la façon dont on aurait pu se servir de cette marge, aussi réduite fût-elle, pour répondre un tant soit peu, à l'intérieur de ces limites, à la vocation apolitique et universaliste que la CICI proclamait par ailleurs avec tant d'empressement. Mais bien que l'incompatibilité fût patente entre les convictions de Gilbert Murray, par exemple, qui - pacifiste - favorisait un rapprochement immédiat avec les milieux universitaires allemands, et celles d'Henri Bergson, proche des milieux irréductibles, ce dernier surtout semblait refuser catégoriquement d'admettre que cette incompatibilité puisse avoir quelque conséquence grave pour la Commission.

- 48 Les aléas de la situation contribuaient par ailleurs, pendant un certain temps, à maintenir ces divergences d'opinion dans un état latent : on ne pouvait prévoir l'accueil que les milieux allemands réserveraient à des ouvertures éventuelles. En face de tant d'incertitude, les membres de la Commission, gens prudents et courtois, furent alors davantage encore portés à maintenir un clair obscur fertile en malentendus, à l'abri desquels pouvaient se manifester des attitudes irréductibles aussi bien que de modestes initiatives. Parmi ces initiatives, les tentatives que Gonzague de Reynold entreprit pour approcher les milieux universitaires allemands allaient généralement plus loin que Bergson l'aurait jugé admissible - s'il en avait eu connaissance. Il n'aurait sans doute pas approuvé ce que de Reynold écrivit, en février 1923, au président de la *Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft* (Association pour l'aide à la recherche scientifique). Dans cette lettre, le rapporteur de la Commission déclarait :

Il n'est malheureusement pas encore temps de parler d'un rapprochement véritable, et je n'insiste pas. Mais par la création de la CICI, la SdN avait l'intention de faire appel à la contribution de l'Allemagne et de préparer ainsi une coopération ultérieure dans d'autres domaines⁸².

- 49 Il aurait été difficile pour l'auteur de cette lettre de produire des documents à l'appui d'une vision aussi optimiste de la situation. En tout cas, Henri Bergson exprimait encore une année plus tard des opinions tout à fait différentes et s'inquiétait de ce que le public français pourrait avoir l'impression que la Commission était prête à entretenir les mêmes rapports avec les Allemands qu'avec d'autres peuples. Selon lui, il n'en avait jamais été question⁸³. Cette affirmation n'était par ailleurs pas plus exacte que celle de Gonzague de Reynold.
- 50 En fait, à l'automne 1921, donc avant même que la CICI ne fût créée, le rapporteur de la Commission de l'Assemblée saisie de la question de la "Coopération intellectuelle" avait déclaré, entre autre choses, qu'un organisme chargé de promouvoir la coopération intellectuelle aurait à examiner, si et comment la SdN pouvait contribuer à la reprise des relations scientifiques internationales que la guerre avait interrompues⁸⁴. Ces considérations avaient aussitôt provoqué des mises au point de la part du délégué de la France, Gabriel Hanotaux. Celui-ci voulait s'assurer que dans son vote, l'Assemblée allait exprimer son opinion uniquement sur le projet de résolution de la Commission, et non pas sur les commentaires du rapporteur, fort intéressants certes, mais strictement personnels⁸⁵. Le rapporteur était un futur membre de la Commission, Gilbert Murray. Il s'exprimait encore plus clairement, en 1922, au cours de la première réunion de la CICI et, huit semaines plus tard, devant la Troisième assemblée : on ne devrait attendre d'aucun comité et d'aucune commission, dit-il, qu'ils rétablissent de nouveau

l'ancienne harmonie, si les courants de la vie intellectuelle continuent de diverger ; et l'avenir de la CICI, ajoutait-il, serait lourdement hypothéqué par les dissensions européennes. Pour l'instant, on ne pourrait convoquer une conférence sur les problèmes universitaires ni avec, ni sans la participation des universités allemandes. Ce ne serait pas seulement du côté allemand que l'on s'imaginait de ne pouvoir oublier le sang versé, mais des deux côtés. Sans vouloir blâmer cette attitude, il la regretterait néanmoins. Il ne parlait pas au nom de son gouvernement, et ne pouvait même pas prétendre parler au nom de la CICI dans son ensemble ; il voulait simplement constater que les choses ne pouvaient continuer ainsi⁸⁶.

- 51 Les vues de Gibert Murray étaient partagées par les membres anglais et bientôt par le Hollandais, Lorentz, et la Norvégienne, Kristina Bonnevie. Ils étaient tous d'accord pour évaluer avec réalisme ce que la "Coopération intellectuelle" était en mesure d'accomplir, mais se montraient réfractaires à un raisonnement subtil qui semblait inspirer fréquemment les interventions de Gonzague de Reynold et aussi de Bergson. Ces derniers proclamaient tantôt leur préférence - par rapport à l'"utopie internationaliste" - pour des activités pratiques, tantôt la nécessité de juger avec indulgence les maigres résultats de ces entreprises pratiques et de les envisager plutôt à la lumière de leur ultime utilité pour le rapprochement entre les peuples, ou pour le prestige de la Commission. Les autres ne manquaient généralement pas d'occasion pour faire état de leur point de vue, qu'il s'agît de la collaboration avec le CIR (que Bergson notamment aurait vu volontiers plus étroite), de l'Office international de renseignements universitaires, des projets de bibliographie, ou de la grande enquête sur la vie intellectuelle dans les pays civilisés⁸⁷. Et avec autant d'obstination, les tenants de la tendance moins conciliatrice - Henri Bergson, son secrétaire (et futur directeur de l'IICI) Jean Luchaire et, dans la première session, George Ellery Hale - faisaient comprendre à leurs interlocuteurs qu'ils avaient une conception très différente de ces problèmes. Gonzague de Reynold occupait une position intermédiaire, puisqu'il ne partageait pas plus la ferme attitude du groupe gravitant autour de Bergson, qu'il ne croyait que la CICI dût imposer l'universalité intégrale ou se dissoudre. Il voulait, bien au contraire, organiser et coordonner ce qui se laisserait organiser et coordonner, sans viser tout de suite à n'importe quel prix, l'universalité complète⁸⁸.
- 52 Bien que les divergences de vue apparaissant ainsi dès le début au sein de la Commission n'eussent pu échapper à personne, la plupart des membres avaient sans doute nourri l'espoir que grâce à la discrétion générale et à des formules aussi ambiguës qu'appropriées, on pourrait surmonter ces conflits latents jusqu'au moment où, avec leurs causes, ils allaient disparaître⁸⁹. Sans ce ferme espoir, Gonzague de Reynold ne se serait sans doute pas occupé aussi énergiquement des contacts avec les Allemands - car il ne pouvait guère se faire d'illusions sur les réserves que devait avoir le président de la Commission à l'égard de telles initiatives.

Les négociations avec les Allemands

- 53 Lors de sa première réunion, la CICI avait décidé d'ouvrir une enquête sur la situation du travail intellectuel et la vie culturelle dans les pays européens. Le promoteur de cette enquête voyait sa valeur profonde et durable dans la base scientifique qu'elle allait constituer pour les travaux ultérieurs de la CICI. Le projet était ambitieux, l'enquête étant censée fournir "la mesure de la température intellectuelle du monde et de l'état présent de la civilisation⁹⁰". Parallèlement à cette enquête générale menée

dans tous les pays, une autre, plus approfondie, devait être entreprise sur les Etats dont la vie intellectuelle était sérieusement menacée par suite de la guerre. On n'aurait certes pas besoin de longues enquêtes, dit le rapport de la première session, pour saisir les difficultés auxquelles ces pays doivent faire face ; mais la CICI considérerait comme étant de son devoir suprême de porter cette évidence à l'attention du Conseil et de la SdN tout entière ; et elle songerait tout spécialement, dans ce contexte, aux Etats nouvellement constitués s'étendant entre les mers Baltique, Noire et Egée⁹¹.

- 54 Bien qu'il n'y ait pas été question de l'Allemagne, le président s'inquiétait de constater que les questionnaires concernant la situation universitaire étaient rédigés comme s'ils étaient destinés à être envoyés sans distinction à toutes les universités, donc aussi aux universités allemandes. Il voulait qu'un malentendu éventuel soit dissipé : bien sûr, la Commission n'a jamais tranché explicitement dans le sens de la négative, écrivait-il à Oscar Halecki, le 5 octobre 1922, la question de savoir

... si les universités allemandes devaient être comprises dans son enquête. Peut-être cependant l'a-t-elle tranchée dans ce sens implicitement, puisqu'elle renvoyait à une époque indéterminée un congrès où seraient convoquées les universités d'Allemagne. En tout cas je ne crois réellement pas que l'heure soit venue d'entrer en relations, même par simple correspondance, avec ces universités. Je suis sûr que telle est l'opinion de la presque totalité des intellectuels français. A n'en pas tenir compte, la commission de coopération intellectuelle perdrait, au moins en France, une bonne partie de son autorité et de son crédit. Qu'un congrès, pour avoir toute son efficacité, doive être pleinement international, c'est possible... Mais, pour une enquête, nous nous adressons à qui nous voulons⁹².

- 55 Gonzague de Reynold, pour sa part, décida d'entrer en contact non seulement avec les Autrichiens (dans le premier projet d'enquête, il devait s'occuper de l'Autriche, de la Hollande et des pays scandinaves), mais aussi avec les milieux universitaires allemands⁹³. Il s'adressa au président de la Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft et lui demanda de lui procurer, pour les besoins de l'enquête de la CICI, les relevés de données nécessaires. Il assurait à son interlocuteur allemand qu'il tenait avant tout

à faire prendre conscience au monde de la situation dans laquelle se trouvent actuellement les hommes de science allemands. Je ne peux promettre aucune aide financière.... il ne faut pas cependant sous-estimer le rayonnement et le prestige dont jouit, déjà, la Société des nations. Toutes les réponses (à l'enquête) seront publiées dans un bulletin qui connaît une large diffusion⁹⁴.

- 56 S'il avait eu l'occasion de prendre connaissance de cette lettre, le président de la CICI aurait sans doute frémé à l'idée de voir paraître, dans une publication de la SdN, un rapport émouvant sur les difficultés de la science allemande⁹⁵ !

- 57 Friedrich Schmidt-Ott, ancien *Kultusminister* prussien, répondit de façon évasive - tactique qu'il n'abandonna d'ailleurs pas au cours de l'échange de lettres qui allait suivre. Il confirma par des descriptions détaillées la détresse dans laquelle se trouvait la science allemande, et se déclara d'accord avec tout ce que son correspondant suisse lui communiquait sur la nécessité d'une entraide internationale. Mais au lieu de rattacher les démonstrations des difficultés allemandes à l'attention généreuse que la SdN semblait vouloir y porter, Schmidt-Ott les prit comme prétexte pour insister uniquement sur leur cause : les dispositions du Traité de Versailles. Etouffé par les contraintes politiques et économiques, le peuple allemand n'avait, selon lui, plus de souffle pour s'occuper des choses de l'esprit ; tant que la SdN ne chercherait pas à s'attaquer aux séquelles politiques et économiques de cette guerre, la plus terrible de

toutes, elle ne pourrait pas atteindre le mal à sa racine et prévenir l'effondrement culturel. Et puis, d'un grand geste, il refusa sa collaboration : l'enquête n'aurait qu'un intérêt académique pour la collectivité scientifique allemande qui, elle, était engagée dans une lutte de vie et de mort. De plus, les questions de détail apparaissant dans le questionnaire ne conviendraient pas aux particularités de la situation allemande. Il invita néanmoins les membres de la CICI à juger sur place de l'acuité des problèmes⁹⁶.

- 58 Comme rien ne semblait aboutir par voie de correspondance, Gonzague de Reynold confia à un ancien élève alors immatriculé à l'université de Berlin, Jean-Rodolphe de Salis, la suite des négociations, l'"accréditant" en quelque sorte auprès de Schmidt-Ott⁹⁷. A côté de la Notgemeinschaft, de Salis approcha d'autres organisations, telle l'Union des universités allemandes⁹⁸. On lui fit entrevoir une collaboration possible, mais rien ne s'ensuivit, si ce n'est, en décembre 1923, la publication dans le Bulletin d'information de l'Union d'un article très désagréable à l'égard de la CICI⁹⁹. Dans les milieux de l'Académie des sciences de Berlin, l'émissaire suisse se heurta également à une extrême méfiance.

Qu'on ne se trompe surtout pas à Genève, écrivit-il en juin 1923 à son ancien professeur, quant à l'hostilité qui règne ici, notamment dans les milieux universitaires, à l'égard de la SdN¹⁰⁰.

- 59 En janvier 1924 il adressa une lettre à Victor Bruns, professeur de droit public et de droit international, qu'il connaissait personnellement et à qui il avait parlé incidemment, au cours de l'été, de l'opportunité de fonder en Allemagne une Commission nationale de coopération intellectuelle¹⁰¹. Cette lettre demeura sans réponse.

L'incident

- 60 Le rôle des Commissions nationales grandissait - précisément en relation avec l'Enquête : elles étaient indispensables pour la collecte des informations. Par ailleurs, et bien qu'on insistât toujours sur l'importance des données statistiques qui seraient ainsi recueillies, il était évident que la CICI allait se lancer là encore dans une entreprise d'utilité douteuse. Y avait-il vraiment un si grand intérêt à rassembler de telles données pour qu'un groupe, somme toute assez bigarré, d'éminents intellectuels en dégage "la température intellectuelle du monde et l'état présent de la civilisation" ? Dès que l'on saisit au sein de la Commission le risque que de telles critiques pourraient lui être adressées, on réorienta l'objectif de l'Enquête : non seulement devait-elle maintenant, par la publication des résultats, attirer l'attention du public sur les difficultés sévères qu'éprouvaient les milieux intellectuels dans certains pays et sur la nécessité de leur venir en aide, mais une analyse adéquate des données recueillies devait aussi contribuer à aiguiller dans la bonne direction toute aide éventuelle. Là aussi, les Commissions nationales auraient alors leur rôle à jouer : elles lanceraient et exécuteraient les actions de secours, elles signaleraient les besoins les plus urgents dans un pays donné et feraient connaître, en même temps, ce que ce pays pouvait fournir à son tour. Les Commissions nationales seraient ainsi reliées entre elles par un réseau d'entraide. Il n'était d'ailleurs pas question d'argent ; on parlait de livres, de périodiques, de séjours de recherche, de facilités de déplacement, etc.¹⁰²
- 61 Mais là encore, on pouvait douter de l'efficacité de l'action : ne disposant pas elle-même de moyens propres, il ne restait à la Commission que de coordonner au prix de grands

efforts des courants spontanés d'entraide qui étaient déjà en cours¹⁰³. Il était alors logique que l'on proposât à la CICI de solliciter des fonds pour les distribuer ensuite. L'historien anglais Lowes Dickinson, remplaçant Gilbert Murray à la deuxième session de la Commission, était l'auteur de cette suggestion. Il présenta un projet de résolution dans lequel il était précisé que

les subventions seront distribuées aux universités de tous les pays en difficulté, qu'ils soient ou non membres de la SdN¹⁰⁴.

62 Et il ajouta qu'en Allemagne la situation était particulièrement critique. Bergson protesta : on n'avait jamais jusqu'alors envisagé des collectes d'argent. Pour éviter une confrontation ouverte, Gonzague de Reynold suggéra d'intégrer cette proposition dans un plan d'action pour les Commissions nationales. Lorentz qui essaya de sauver un minimum de l'idée de Dickinson et de faire insérer dans le texte une référence ayant pour effet que tous les pays pouvaient être bénéficiaires de cette solidarité internationale, se fit répondre par Bergson qu'une telle formulation pourrait donner lieu à des interprétations qu'on ferait mieux d'éviter. On s'en remit finalement à la perspicacité du rapporteur et on lui fit confiance pour qu'il apportât au texte proposé les changements sur lesquels la Commission était tombée d'accord¹⁰⁵.

63 Gonzague de Reynold ne pensait certainement pas à cette session de 1923 lorsqu'il se souvenait, plus tard, de l'enthousiasme et du soulagement avec lesquels les membres de la Commission écoutaient habituellement les propos conciliants avec lesquels le président clôturait les sessions¹⁰⁶. C'était lui, cette fois-ci, qui devait faire les frais de l'ambiguïté, car tout le monde ne partageait pas cette admiration devant "l'art de se débarrasser des questions délicates" et d'escamoter les antagonismes au lieu de les discuter ouvertement. Lowes Dickinson, en tout cas, protesta auprès du Secrétariat quand il reçut en février 1924 le texte de l'appel de fonds pour secourir les universités démunies et ne trouva, parmi la liste des Commissions nationales existantes ou en voie de constitution, aucune mention de l'Allemagne. Il fit remarquer que le fait qu'il existait des difficultés à la création d'une Commission nationale en Allemagne aurait dû être évoqué lors de la session de 1923 ; qu'il ignorait qui était l'auteur de cet appel, mais que celui-ci ne reflétait point ce qui avait été dit au cours de la réunion de la Commission au mois de juillet de l'année précédente¹⁰⁷. Le stratagème visant à éliminer l'Allemagne implicitement de la liste des bénéficiaires en identifiant ces derniers par le truchement de leurs Commissions nationales de coopération intellectuelle, existantes ou en voie de constitution, n'avait pas réussi.

64 Les explications quelque peu embarrassées que le malheureux Halecki essaya de fournir au professeur Dickinson¹⁰⁸ l'excédèrent manifestement encore davantage, et le 23 février 1924, il publia dans le *Manchester Guardian* une lettre ouverte. Cette lettre et celle que Gilbert Murray fit paraître, dix jours plus tard, dans le *Times* allaient provoquer au sein de la CICI un douloureux processus de clarification. Quoique la lettre de Dickinson eût été de loin plus sévère¹⁰⁹, c'est la manière d'agir de Gilbert Murray qui allait provoquer la plus profonde amertume à Genève. Il avait confirmé les assertions de Dickinson et terminé sa lettre avec ces quelques phrases qui étaient alors ressenties comme un "coup de poignard dans le dos" :

S'il est toujours impossible pour des Français, des Belges et des Allemands de travailler ensemble, même dans les sphères de l'esprit, il en découle qu'à l'heure actuelle une "coopération intellectuelle" n'est pas réalisable. Il n'y a alors pas de "sentiment de solidarité" entre travailleurs intellectuels. Cela étant, je pense que le Conseil de la Société des nations devrait s'interroger sur l'opportunité de suspendre

les activités de la Commission de coopération intellectuelle jusqu'à ce que les temps changent. Comme les choses se présentent maintenant, la Commission risque d'entraver une collaboration en Europe plutôt qu'elle ne la favorise¹¹⁰.

- 65 Bergson, indigné, s'étonnait de ce que Murray pouvait prétendre que la CICI eût été créée en vue d'une coopération immédiate avec les milieux intellectuels de tous les pays, alors que, d'après lui, il n'en avait jamais été question. Halecki lui répondit qu'alors qu'il était lui-même entièrement de cet avis, il fallait admettre que Gilbert Murray au contraire n'avait jamais partagé ce point de vue, l'avait dit ouvertement dès le début et n'était, somme toute, que logique avec lui-même¹¹¹. Quoique Bergson fût sans doute le principal responsable de cette zizanie, Gonzague de Reynold devait en récolter les conséquences. En effet, on pouvait difficilement laisser subsister sans la contredire, l'impression qu'avait créée la lettre de Dickinson et qui plaçait les intellectuels allemands dans le rôle de victimes innocentes. Par ailleurs les propos de Murray, tout en étant beaucoup moins choquants, conféraient cependant à l'ensemble des accusations soulevées une dangereuse autorité. Gonzague de Reynold se décida alors à répliquer et à exposer en détail les relations entre la CICI et les milieux universitaires allemands : ses efforts personnels, sa correspondance patiente avec la *Notgemeinschaft*, les tentatives infructueuses de son émissaire, la méfiance et l'attitude négative des professeurs allemands et de l'Union des universités, le dernier et vain effort, en janvier 1924, de susciter la création d'une Commission nationale allemande¹¹².
- 66 C'est grâce à un télégramme que Bergson étouffa cette réplique que de Reynold s'appropriait à envoyer au *Times*¹¹³. Avec l'aide de Jean Luchaire, il remania soigneusement le texte dont de Reynold lui avait envoyé copie. La réplique ne fut jamais publiée.
- 67 Comment se fit-il que l'on ait renoncé à publier une réplique, à laquelle attachaient une grande importance Sir Eric Drummond, le Secrétaire général de la SdN et surtout Gonzague de Reynold, pour qui une telle réplique revêtait une grande importance¹¹⁴.
- 68 Ce dernier redoutait, en effet, et indépendamment de la perte de prestige et de crédit que risquait de subir la CICI, des conséquences pour sa position personnelle en Suisse, si l'occasion ne lui était pas donnée de se justifier. Déjà son attitude pro-française avait été critiquée au Conseil fédéral, écrivait-il à Jean Luchaire, et la presse helvétique s'était saisie de l'incident¹¹⁵. Il implorait Bergson de ne pas le laisser dans l'embarras et de lui permettre de publier la réplique : n'avait-il pas risqué, à cause du président, sa réputation de bon Suisse¹¹⁶ ?
- 69 Mais cette chronique des efforts pour obtenir la collaboration allemande avec laquelle Gonzague de Reynold comptait se justifier constituait, pour Bergson, un catalogue d'initiatives non autorisées, dont l'aveu implicite ou explicite devant l'opinion publique française lui parut plus néfaste que le défaut de partialité dont la CICI était accusée par les collègues britanniques. Il était évident, par ailleurs, que les problèmes de l'historien suisse n'allaient pas être résolus par la publication d'une réplique tronquée. Mais, écrivait Bergson au secrétaire de la Commission,
- Publier telle quelle, ou sans modification radicale, la lettre de M. de Reynold, c'est déclarer que notre Commission est prête à entretenir les mêmes relations avec l'Allemagne qu'avec les autres nations, que cela dépendra exclusivement des Allemands. Or, sur ce point, mon devoir est de tenir compte de l'opinion publique française : je le dois comme Français, et c'est aussi l'intérêt absolu de notre Commission, car je ne pense pas qu'elle veuille rompre avec l'opinion publique française, avec la science française¹¹⁷.

- 70 Les "coups de sonde" dont il parle dans la même lettre et qu'il se préparait alors à effectuer auprès de l'opinion publique française avant de prendre une décision finale aboutissaient manifestement à un résultat négatif. Jean Luchaire qui considérait l'incident comme une véritable "affaire d'Etat"¹¹⁸, essaya d'expliquer la situation à Gonzague de Reynold :

La situation est ici extrêmement difficile ; tout contribue à monter les esprits, la baisse du franc, le renchérissement, l'approche des élections. La moindre erreur de tactique, qui nous priverait de l'appui des représentants français à la Société des nations, coûterait probablement la vie à la Commission. Vous savez ce que je pense : que la reprise des relations avec les intellectuels allemands - et les intellectuels russes de Russie - est désirable immédiatement. Mais il ne faut pas avoir l'air de céder à l'injonction des pacifistes anglais du genre de Murray, cela envenimerait tout. Laissons passer un peu de temps ; laisser le pétard de Murray faire long feu est de simple prudence¹¹⁹

- 71 Il se dit par ailleurs convaincu que Bergson avait compris qu'il serait néfaste de donner l'impression que l'irréductibilité de la France gênait l'activité de la CICI, et il avait sans doute décidé de faire les déclarations nécessaires au moment jugé propice.
- 72 En réalité, et en dépit de toutes les précautions, le public en connaissait déjà assez long sur les querelles intestines de la CICI pour en faire la cible de nombreuses critiques. Malade et surmené, Bergson démissionna au cours de l'été 1925. Lorentz lui succéda et, à la mort de celui-ci en 1928, Gilbert Murray devint président de la CICI. C'est à cette époque où, dans le sillage de la détente locarnienne, la "Coopération intellectuelle" parvint aussi dans les eaux plus tranquilles. Depuis mars 1923, une Commission nationale de coopération intellectuelle existait en Allemagne : devant l'inaction ostentatoire des milieux universitaires, le gouvernement central avait dû se résoudre à la créer par ordonnance¹²⁰. L'activité de cet organisme, impressionnant par le nombre et les titres de ses membres, se limitait à des tâches de figuration¹²¹. En 1932, la CICI accueillit comme membre un Allemand que Gonzague de Reynold aurait sans doute qualifié d'"authentique" : Hugo Krüss, directeur de la Staatsbibliothek à Berlin, membre depuis quelques années déjà de la sous-commission de la bibliographie et suppléant, à plusieurs reprises, d'un Einstein absent. En 1933, l'Allemagne quitta la Société des nations et cessa aussi de participer à toutes les organisations techniques.

- 73 Il est évident que l'on ne pouvait guère aborder sous un angle plus défavorable la question des rapports entre la collaboration scientifique internationale et l'internationalisme politique. Certes, il ne s'agissait pas, dans cette expérience, du seul secteur scientifique : la "Coopération intellectuelle" englobait un domaine beaucoup plus vaste. Mais l'héritage rationaliste, cette foi dans les facultés de l'esprit de s'élever au-dessus des conflits politiques et d'en réduire le contenu à ses dimensions *rationnelles*, nourrissait les interprétations optimistes de la coopération scientifique aussi bien que celle de la coopération internationale en général.
- 74 Ce qui rend le projet de la Société des nations si particulier, c'est que - non satisfaits d'obtenir le rapprochement entre les peuples comme une sorte de "sous-produit" d'activités fonctionnelles - les initiateurs semblaient vouloir *isoler* l'expérience de la solidarité intellectuelle d'éléments fonctionnels éventuels. La poignée d'illustres esprits devaient témoigner de cette solidarité que créent l'intelligence, la culture et la

perception d'une harmonie supérieure dans les affaires humaines. L'élitisme qui transpire dans cette conception de la "Coopération intellectuelle" est saisissant. Quand le membre indien de la Commission proposa, en 1922, que la CICI s'occupât de la culture des masses dans ce que nous appellerions aujourd'hui le Tiers-Monde et quand il dénonça une conception de la culture qui se prétendait universelle mais qui n'était en fait qu'européenne, ses collègues en restèrent intrigués. La Commission restait imperméable à de telles considérations et se déclarait peu concernée par cet aspect de relations culturelles¹²². Ses membres, tout préoccupés par les risques que faisaient courir à la paix les jalousies nationales, ne s'inquiétaient pas encore des conflits que pourraient provoquer un jour les inégalités socio-économiques à l'échelle mondiale.

75 Le collègue d'esprits éminents, a-t-il réussi à exercer une influence ? L'esprit internationaliste, s'est-il vraiment mêlé, comme on l'a soutenu¹²³, aux préoccupations qu'inspiraient, au sein de la SdN, les nationalismes traditionnels ? Pour comprendre les difficultés qui compromettaient le succès de la SdN dans le domaine de la coopération intellectuelle, il s'agit surtout d'éviter le piège qui consiste à interpréter l'évolution de la collaboration internationale dans la perspective d'un progrès continu. Sans doute, l'institutionnalisation d'activités de coopération intellectuelle dans le cadre d'une organisation intergouvernementale à vocation universelle constituait une innovation. Mais l'expérience de la première décennie d'existence de la CICI ne vient pas appuyer une perception selon laquelle cette tentative représente une étape importante dans la structuration progressive- toujours plus dense, plus intégrée, plus efficace - de l'espace international. A cause de la distance qui sépare la grandiloquence des objectifs déclarés de l'excessive circonspection avec laquelle la CICI se maintenait à l'intérieur des limites de ce qui était politiquement opportun, la "Coopération intellectuelle" se présente plutôt comme une caricature.

76 Au sein de la CICI, les esprits ne s'élevèrent que rarement au-dessus des conflits politiques. Au lieu de marcher à la tête du mouvement pour la compréhension internationale et au lieu de guider les masses ignorantes ou mal conseillées, on était, au contraire, soucieux de ne pas se placer à contrecourant de l'opinion publique ; on y invoquait les impératifs du devoir national et fit preuve, en tout cas, d'un sens aigu de ce qui était politiquement possible et opportun. Les relations culturelles suivaient des voies que la politique leur avait déjà frayées : si l'on parlait d'aires culturelles, on raisonnait en termes de zones d'influence politique - n'avait-on pas réclamé, au cours de l'Assemblée de 1923, une représentation au sein de la Commission, de l'aire culturelle de la Petite entente¹²⁴ ? A la recherche d'une justification pour son existence, la CICI adopta une politique qui s'est toujours révélée comme la planche de salut d'organismes en mal de raison d'être : la collecte et la diffusion d'informations, la compilation de bibliographies, la mise au point d'inventaires. Si les auteurs de descriptions institutionnelles se montrent souvent impressionnés par les activités des années ultérieures - leur richesse et leur diversité - il est difficile de se faire une idée de l'étendue et de la qualité des services que la Commission et l'Institut ont rendus aux milieux auxquels ils voulaient être utiles. Jusqu'ici, les évaluations émanent - ou s'appuient sur les témoignages - de personnalités qui ont été occupées, de près ou de loin, à assurer ces services plutôt que de personnalités qui en étaient les utilisateurs effectifs ou potentiels¹²⁵. Albert Einstein - ce membre qui est si souvent mentionné comme une caution de l'excellence intellectuelle de la "Coopération intellectuelle" et de son authenticité internationaliste - a porté un jugement dévastateur. La

"Coopération intellectuelle", écrivit-il à un ami, a "une seule bonne chose en commun avec toute hypocrisie, c'est d'être un hommage du vice à la vertu, mais rien de plus"¹²⁶.

NOTES

1. Chevalier, 1934, 175.

2. Soehring, 1927, 24.

3. Si les auteurs admettent, en général, l'échec des efforts de la "Coopération intellectuelle", ils tendent à l'attribuer, implicitement ou explicitement à l'insuffisance de ressources financières, à l'hostilité des pays anglo-saxons et à la montée des totalitarismes, passant par-dessus des contradictions profondes qui hypothéquaient l'entreprise au niveau de sa conception même. Peu d'ouvrages sont consacrés à la Commission ou à l'Institut. Voir, par exemple, Bennet, 1950 ; Northedge, 1953 ; Pham-Ti, 1962 ; Kolasa, 1962 ; l'Institut international de coopération intellectuelle, 1946 ; Cain, 1960. Certains travaux traitant de questions plus générales consacrent des parties à la "Coopération intellectuelle" : Walters, 1960, 190-194 ; Mylonas, 1976, 29-84 ; Sathyamurthy, 1964 ; Ghebali, 1972, pour en nommer quelques-uns. Parmi les travaux de contemporains, mentionnons : Luchaire, 1925 ; Murray, 1944 ; Bonnet, 1937, 1966 ; Oprescu, 1969 ; Laugier, 1972. Voir aussi, parmi la littérature de mémoires, Reynold, 1963.

4. Needham, 1945 ; (voir *supra*, p. 16-17.

5. Voir, par exemple, Chickering, 1975, 327-383.

6. Voir Pham-Ti, 1962, 17-18 ; Otlet, 1919, 1921. La proposition de créer un "Bureau international des relations intellectuelles et de l'éducation" avait été soumise à la Conférence de la paix par l'Association française pour la Société des nations (*Journal officiel de la SdN*, I, 7, octobre 1920, 445-451).

La Fédération nationale des travailleurs intellectuels (France) était également parmi les promoteurs actifs d'une organisation internationale remplissant, au bénéfice des travailleurs intellectuels, le même rôle que l'Organisation internationale du travail pour les travailleurs manuels. Voir aussi *l'Institut international*, 1946, 1015.

Bien avant que la première assemblée se réunît en décembre 1920, le Conseil de la SdN avait partiellement donné suite aux demandes pressantes de l'inlassable Union des associations internationales en accordant une subvention à l'une des publications, le *Code des vœux et résolutions des congrès internationaux*, 1923. Le Conseil ne promit par ailleurs qu'un appui moral au projet de création d'une université internationale. Voir *P.v. des sessions du conseil*, 8^e session, 2^e séance privée du 31 juillet 1920, 12 ; *Journal officiel de la SdN*, I, 6, septembre 1920, 305-307 ; Otlet, 1923.

7. Première assemblée, 1920, *P.-v. des séances plénières*, 31^e séance du 18 décembre 1920, 758.

8. Voir au sujet de l'interprétation des articles 23 et 24 du Pacte, Ghebali, 1972.

9. A la demande du Conseil, le Secrétariat produisit deux mémoires "L'activité éducative et l'organisation du travail intellectuel accomplies par l'Union des associations internationales" et "Utilité d'un organisme technique pour le travail intellectuel". Deuxième assemblée, 1921, *Séances des commissions*, II, annexes 2 et 3, 399-404, 405-406.

10. Deuxième assemblée, 1921, *P.-v. des séances plénières*, 15 séance du 21 septembre 1921, 313.

11. D.N. Bannerjea (Inde), professeur d'économie politique à l'université de Calcutta ; H. Bergson (France), professeur de philosophie au Collège de France ; Kristina Bonnevie (Norvège),

professeur de zoologie à l'université d'Oslo ;

A. de Castro (Brésil), directeur de la faculté de médecine à l'université de Rio de Janeiro ; Marie Curie (Pologne), professeur de physique à l'université de Paris et professeur honoraire à l'université de Varsovie ; Jules Destrées (Belgique), ancien ministre des sciences et des arts ;

Albert Einstein (Allemagne), professeur de physique à l'université de Berlin ; Gilbert A. Murray (Angleterre), professeur de philologie grecque à l'université d'Oxford ; Gonzague de Reynold (Suisse), professeur de littérature française à l'université de Berne ; F. Ruffini (Italie), professeur de droit ecclésiastique à l'université de Turin ; L. de Torres Quevedo (Espagne), directeur du laboratoire électromécanique à Madrid ; George Ellery Hale (Etats-Unis), directeur de l'Observatoire du Mount Wilson, *P.-v. des sessions du conseil*, 18^e session, 7 séance publique du 15 mai 1922, 535-536).

Ce ne fut qu'en 1926 que le Conseil apporta des précisions quant à la durée du mandat qui était alors fixé à 5 ans, renouvelable (*P.-v. des sessions du conseil*, 40^e séance du 7 juin 1926, 889).

12. Reynold, 1963, 390 ; voir aussi *Journal officiel de la SdN*, III, 2, février 1922, 175.

13. Toute allusion à un délai était, cette fois, omise ; la CICI pouvait alors se considérer comme ayant perdu son caractère provisoire. Troisième assemblée, 1922, *P.-v. des séances plénières*, 21^e séance du 28 septembre 1922, 330.

14. *P.-v. des sessions du conseil*, 32^e session, 11^e séance du 13 décembre 1924, 157 (rapport Briand, 285-289).

15. Elle dépendait, pour le soutien administratif, de la direction des Bureaux internationaux. Depuis 1923, Oscar Halecki

16. Voir au sujet de l'évolution ultérieure des rapports entre la Commission et l'Institut et des activités de ce dernier, Mylonas, 1976, 36-52 ; Pham-Ti, 1962, 92-96. remplit les fonctions de secrétaire de la Commission ; il fut remplacé, en 1924, par Georges Oprescu.

17. Voir infra, 207-209, 213 ; voir aussi les remarques de H.A. Lorentz au sujet des difficultés que la fondation d'une Commission nationale avait rencontrées aux Pays-Bas (CICI, *P.-v. de la deuxième session*, 12^e séance du 1^{er} août 1923, 44-45 ; *P.-v. de la troisième session*, 1^{re} séance du 5 décembre 1923, 9-10). Voir Mylonas, 1976, 43-45.

18. Henri Bergson voyait dans les Commissions nationales les porte-parole tout désignés de l'idéal de la coopération intellectuelle (13^e séance de la Quatrième commission, le 26 septembre 1923. Quatrième assemblée, 1923, *P.-v. des Séances des Commissions*, IV, 18-79).

19. Pour l'histoire des années ultérieures de la "Coopération intellectuelle", voir - à part la littérature citée dans la note 3 (supra, 162) - la revue mensuelle de l'IICI : *Bulletin de la coopération intellectuelle*, 1931-1940 ; 1945-1946.

20. Sur les idées de Léon Bourgeois, voir par exemple son ouvrage *L'Oeuvre de la Société des nations*, 1923 ; voir aussi *Solidarité*, 1906.

21. Voir le mémoire du Secrétariat général, "L'activité éducative...", loc. cit., 404 (voir supra, p. 165, n. 9, p. 25-26).

22. Ils ne furent d'ailleurs plus invités par la suite. Henri Bergson ne considérait pas comme opportun de donner l'impression que les dirigeants de l'Union des associations internationales étaient en quelque sorte des membres officieux de la sous-commission (SdN Registry, 1923, Coop. int., 13/25732/22158 ; 13/28420/22158 ; 13/20766/14297/XX). Voir aussi Otlet, 1923, 10-14. Il faut noter cependant que le membre belge de la Commission, J. Destrées, se fit représenter deux fois en 1923 par H. Lafontaine.

23. Otlet, 1923, 15. - L'amertume des dirigeants de l'Union des associations internationales était à son comble quand la SdN se décida, en 1924, à accepter l'offre française d'établir à Paris l'Institut international de coopération intellectuelle. La concurrence que la Commission et l'Institut faisaient à l'Union des associations internationales doit être mentionnée dans ce contexte : le *Handbook of International Organisations* (première édition : 1921) correspondait, en gros, à l'*Annuaire de la vie internationale* qui paraissait depuis 1905-1907 sous l'égide de l'Union des

associations internationales ; le *Bulletin trimestriel de renseignements sur l'oeuvre des organisations internationales* (publié depuis octobre 1922) faisait pratiquement double emploi avec la *Vie internationale* qui avait été publiée à Bruxelles entre 1912 et 1914 et dont la publication avait été relancée en 1921.

24. Voir *infra* 181-183. Pour l'estime peu élevé dans lequel on tenait l'Union des associations internationales à Genève, voir F.G. Cottrell à Merriam, le 26 septembre 1921 (NAS Archives, International Relations. League of Nations).

25. Voir ses articles dans la *Revue générale* (1922a) et dans la *Revue de Genève* (1922b). Hanté par la crainte que la SdN ne devînt la proie d'une conspiration maçonnique, Gonzague de Reynold était très préoccupé de préserver les travaux de la CICI de tout contact qui aurait permis à quelque représentant que ce soit de cette "contre-Eglise des humanitaristes et des internationalistes" (1963, 387) d'en faire le véhicule de ses idées. Le fait que Léon Bourgeois, ce "pape laïque" (1963, 385), eut imprégné sa création, la "Coopération intellectuelle", de cet esprit, constituait sans doute pour le rapporteur une hypothèque suffisamment lourde.

26. Voir *infra*, 180-181.

27. Selon Bergson, l'absence d'une définition officielle était délibérée, afin de laisser à la Commission toute la liberté d'interpréter le concept à son gré (Troisième assemblée, 1922, *P.-v. des séances des commissions*, II, 29) ; voir aussi son discours de clôture de la première session (CICI, *P.-v. de la première session*, 1922, 36).

28. CICI, *P.-v. de la deuxième session*, première séance du 26 juillet 1923, 7.

29. Voir *supra*, 162, n. 3.

30. Gilbert Murray, Deuxième assemblée, 1921, *P.-v. des séances plénières*, 15^e séance du 21 septembre 1921, 309.

31. 27^e session du Conseil, 10-20 décembre 1923. *Rapport du représentant de la France* du 8 décembre 1923 (MAE Paris, SdN 34/38). Ce principe fut déjà abandonné en 1925, quand le Conseil de la SdN céda à des pressions italiennes et nomma, en remplacement du professeur Ruffini, le ministre de la Justice du gouvernement fasciste, Alfredo Rocco (voir, par exemple, Nathan et Norden, 1968, 78-79).

32. Gilbert Murray, alors président de la Quatrième commission, dans la séance du 17 septembre 1923. Quatrième assemblée 1923, *Séances des commissions*, IV, 34.

33. I. Nitobe, directeur de la Section des bureaux internationaux du Secrétariat général dans sa réponse à une lettre demandant des renseignements sur la citoyenneté d'Albert Einstein (SdN, Registry, 1924, Coop. int., 13/20823/14297/XVI).

34. C'est la raison pour laquelle Einstein fut remplacé par un autre physicien, le Hollandais H.A. Lorentz. G. de Reynold dans la 8^e séance de la Quatrième commission, le 17 septembre 1923 (Quatrième assemblée, 1923, *Séances des commissions*, IV, 37 ; CICI, *P.-v. de la troisième session*, 8^e séance du 8 décembre 1923, 29-31 ; Quatrième assemblée, 1923, *P.-v. des séances plénières*, 15^e et 16^e séances du 27 septembre 1923, 101-106, 107-111.

35. Henri Laugier, 1972, 404. - Plus tard, Gilbert Murray vit également la principale justification des activités de la Commission dans le rayonnement qu'exerçaient, dans le monde intellectuel, ses réunions (cité dans Northedge, 1953, 94).

36. *New York Times* du 3 août 1922, 12.

37. Gilbert Murray reçut le télégramme suivant: "*Einstein resigns giving no reasons stop important to have him stop fear his resignation will have bad effect stop grateful if you can use your influence.*" SdN, Registry, 1922, Coop. int., 13/20823/14297/V.

38. Cité dans Nathan et Norden, 1968, 59. Sur les remous antisémites en Allemagne et les inquiétudes d'Einstein, plus particulièrement après l'assassinat de Walther Rathenau, le 24 juin 1922, voir Grundmann, 1967, 161-170 ; 191-232 ; Haber, 1969, 103-120.

39. Voir, par exemple, la lettre de Marie Curie à Albert Einstein, le 7 juillet 1922 : "... Il me semble que la raison que vous donnez pour votre abstention n'est pas convaincante. C'est précisément

parce qu'il existe des courants d'opinion dangereux et nuisibles, qu'il faut les combattre, et vous pouvez exercer, à ce point de vue, une influence excellent par votre seule valeur personnelle, sans que vous ayez à lutter pour la cause de la tolérance." (Archives laboratoires Curie, Paris).

40. Correspondance in SdN, Registry, 1922, Coop. int., 13/20823/14297.

41. Lettre à Pierre Comert du 21 mars 1923, SdN, Registry, 1923, Coop. int., 13/20823/14296/IX. La presse publia cette lettre *in extenso*.

42. Rapport sur la 29^e session du conseil, 10-17 juin 1924. (MAE Paris, 34/201-2/)

43. Voir *infra*, p. 194-195.

44. Voir, par exemple, *supra*, chapitre III, 127, n. 64, reflétant l'opinion d'importants milieux "utilisateurs" potentiels de la "Coopération intellectuelle".

45. Reynold, 1963, 413.

46. Pham-Ti, 1962, 38, 56-60.

47. L'influence des idées de la Fabian Society étaient ici d'une influence déterminante (voir *supra*, p. 27-30, Introduction).

48. Voir à ce sujet Ghebali, 1972.

49. Voir, par exemple, les interventions du délégué australien, Charlton, au cours de la cinquième assemblée, 1924, P.-v. des séances plénières, 18^e séance du 23 septembre 1924, 137-147. Des inquiétudes à l'égard de la possibilité que la création de l'Institut de Paris puisse exposer la "Coopération intellectuelle" au soupçon d'être trop étroitement liée à la France, furent également exprimées au sein de la CICI ; voir l'intervention d'Einstein au cours de la 3^e séance de la 4^e session, le 26 juillet 1924 P.-v. de la quatrième session, 20-22). D'autres déclarations et commentaires sont cités dans Nathan et Norden, 1958, 73-78, 87-88, 108.

50. Par exemple, en s'adressant directement aux enseignants pardessus la tête du ministère, comme il semblait être prévu dans le cas de l'"Enquête" (voir *infra*, 202-203, 206-208 ; Note au sujet de la 20^e session du Conseil de la SdN à Genève, du 28 août 1922 ; MAE Paris, SdN, 32/331/) ; P.-v. de la réunion du 28 décembre 1921 de la Commission interministérielle pour la SdN, (*ibid.*, 32/182-184/).

51. Ministre de l'Instruction publique au président du Conseil, le 23 décembre 1921 (MAR Paris, SdN, 32/331) ; P.-v. de la réunion du 28 décembre 1921 de la Commission interministérielle pour la SdN (*ibid.*, 32/182-184).

52. Ministre de l'Instruction publique au président du Conseil, le 23 décembre 1921 (voir note 50).

53. Lettre du 30 avril 1921 (MAE Paris, L. Bourgeois, 42/97/99).

54. *Ibid.*

55. Voir *infra*, p. 203, 204, note 95, 212.

56. Au moment où, en été 1923, on s'apprêtait à Genève à créer à côté de la position qu'occupait alors Avenol, un deuxième poste de secrétaire général adjoint et à le confier à un Italien, Léon Bourgeois tirait la sonnette d'alarme. La présence d'un Italien auprès du secrétaire général (sir Eric Drummond) risquait de diluer l'influence française au Secrétariat : "En fait", écrivit-il le 4 juillet 1923 à Gabriel Hanotaux, "si l'on parlait beaucoup anglais au Secrétariat général de la SdN, il faut bien entre nous le reconnaître, c'est l'influence française qui a nettement prédominé au Secrétariat, et c'est ce qui a contribué à nous aider à obtenir somme toute, presque toujours satisfaction sur tous les points." (MAE Paris, SdN, 34/163).

57. Voir Pham-Ti, 1962, qui passe les travaux de la CICI et de l'IICI en revue d'une façon assez complète.

58. Dans le même sens, Mylonas, 1976, 335. Le rôle des sciences restait néanmoins vague, ce qui semble avoir provoqué, chez Joseph Needham, l'impression que la "Coopération intellectuelle" négligeait délibérément les sciences au profit des humanités (Needham, 1945). Or, si la CICI et l'IICI hésitaient à s'engager plus vigoureusement dans le domaine des sciences, la raison principale en était en fait l'existence du CIR et les problèmes délicats que posait une éventuelle collaboration (voir *infra*, 186-189).

59. Léon Bourgeois, Deuxième assemblée, 1921, *P.v. des séances des commissions*, II, 398.
60. Interrogé, par O. Halecki, sur l'opportunité d'une centralisation de l'*abstracting*, Arthur Schuster avait répondu avec beaucoup de candeur : "*I feel pretty certain... that before entering into any detailed discussion, they (les unions) would wish to know whether there is any hope of outside financial support being obtained...*" (Lettre du 5 mai 1923. SdN, Registry, 1923, Coop. int., 13/28320/22158. Voir aussi *supra*, chapitre III, 127-129).
61. SdN, Registry, 1922, Coop. int., 13/19588/14297.
62. Ce furent : Hale, Heiberg, Pirenne, Shotwell, Volterra, (SdN, Registry, 1922, Coop. int., 13/19588/14297).
63. "Rapport sur les organisations scientifiques internationales préparé par la CICI" du 21 mars 1922, SdN, Registry, 1922, Coop. int., 13/19588/14297 ; "Etudes préparatoires à la première session de la CICI en 1922. - II. Organisation internationale, le travail scientifique". Archives G. de Reynold, Actions 10, CICI. Voir aussi son intervention dans la 5^e séance de la première session, le 3 août 1922. CICI, *P.-v. de la première session*, 19. Le domaine des admissions n'était pas le seul dans lequel les auteurs des études auraient souhaité à voir s'effectuer des réformes.
64. Voir *supra*, chapitre IV, 144-145.
65. L'*Institut international*, 1946, 354-355. L'"Organisation de coopération intellectuelle" avait été formellement établie par l'Assemblée le 24 septembre 1931 (*JO de la SdN*, supplément spécial 93, 15).
66. C'est ainsi que s'exprima Henri Bergson dans une lettre à G. Oprescu, le 26 octobre 1924 (SdN, Registry, 1924, Coop. int., 13c/40176/33877/VII).
- La CICI et l'IICI avaient d'ailleurs essayé soigneusement de limiter leurs activités dans l'aire scientifique à des domaines dont ne s'occupaient ni le CIR ni l'Union académique internationale, tels que les musées, les bibliothèques, la "propriété scientifique", l'Esperanto, etc.
67. Note manuscrite sur un entretien, le 14 juin 1924, entre L. Bourgeois et H. Bergson (MAE Paris, Léon Bourgeois, 42/168). Voir aussi à ce sujet, Reynold, 1963, 386, et plus généralement sur la citoyenneté d'Einstein, Herneck, 1963.
68. Karo, 1925, 11-12.
69. L'internationalisme de Romain Rolland n'était en fait pas acceptable du point de vue de l'opinion publique française, et encore moins exemplaire. Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les témoignages d'indignation et les polémiques auxquels il fut exposé, notamment en rapport avec le prix Nobel de la paix qu'il reçut en 1916, - "les trente deniers de Romain Rolland". Voir par exemple, Kempf, 1962, 150-151, 214-215.
70. *Le Matin*, le 23 mars 1922.
71. Bergson salua la réintégration d'Einstein comme membre de la Commission par les propos suivants : "M. Einstein semble vraiment avoir converti à ces hautes spéculations une partie de l'humanité. Puisse-t-il opérer une autre conversion encore ! Déjà pendant la guerre, déjà avant la guerre, il avait une conception des rapports entre les peuples qui ne devait pas être très éloignée de l'idéal de la Société des nations." CICI, *P.-v. de la quatrième session*, première séance du 25 juillet 1924, 9.
72. Einstein à Krüss, le 16 septembre 1928 (St. B., Handakten Krüss, Völkerbund, Comm. d. Coop.int., Allgemein III) ; voir aussi *supra*, 178-179.
73. Voir, par exemple, Nathan et Norden, 1968, 58-59, 110-111 ; Einstein et Besso, 1972, 180-236, *passim*.
74. Reynold, 1963, 409.
75. *P.-v. des sessions du conseil*, 4^e séance de la 29^e session, du 16 juin 1924, 914. Voir aussi la note manuscrite du 14 juin 1924 (*supra*, 192, n. 67). Elle se termine par les mots "pas 2 Allemands". L'insistance de Bergson pour qu'Einstein soit considéré comme représentant de l'Allemagne s'explique alors : il voulait éviter que l'on prenne la citoyenneté suisse d'Einstein comme

prétexte pour imposer à la Commission un Allemand qui risquait d'appartenir à la catégorie que Gonzague de Reynold aurait alors appelée "authentique".

76. H. Bergson à O. Halecki, le 13 mars 1924, SdN, Registry, 1924, Coop. int., 13c/33877/33877/IX.

77. "The League and Germany", *The Times* du 5 mars 1924, 10.

78. Voir, par exemple, Nathan et Norden, 1968, 65-74.

79. Ces problèmes font l'objet d'une correspondance entre Marie Curie et Albert Einstein au cours des années 1926 à 1930 (Laboratoires Curie, Paris, voir aussi Nathan et Norden, 1968, 74, 77-78, 87-88, 108).

80. Voir, par exemple, Einstein et Besso (1972), 180-236, *passim*.

81. Ayant démissionné de la CICI en mars 1923, Einstein publia, par exemple, un article dans la revue pacifiste *Die Friedenswarte*, dans lequel il expliquait son geste et affirmait son adhésion inébranlable aux principes qui devaient inspirer la politique de la SdN (*Die Friedenswarte*, juin 1923 ; voir aussi Nathan et Norden, 1968, 62-63).

82. Reynold à Schmidt-Ott, le 28 février 1923 (NGW, 47).

83. Bergson à Halecki, le 13 mars 1924 (*supra*, p. 195, n. 76).

84. Deuxième assemblée, 1921, P.-v. des séances plénières, 15^e séance du 21 septembre 1921, 310.

85. Deuxième assemblée, 1921, P.-v. des séances plénières, 15^e séance du 21 septembre 1921, 313 ; (texte du rapport de G. Murray in Deuxième assemblée, 1921, *Séances des Commissions*, II, annexe 12, 469).

86. Troisième assemblée, 1922, P.-v. des séances plénières, 21^e séance du 28 septembre 1922, 328-329 ; CICI, P.-v. de sa première session, 7^e séance du 4 août 1922, 26-27.

87. Schroeder-Gudehus, 1966, 166-168.

88. Reynold, 1963, 413.

89. "...certaines divergences d'opinion qui existent réellement mais que nous nous efforçons d'atténuer jusqu'au jour (que je souhaite prochain) où leur cause même aura disparu." Bergson à Reynold, le 8 mars 1924 (SdN, Registry, 1924, Coop. int., 13c/33877/33877).

90. Rapport de la Commission de coopération intellectuelle. CICI, première session, 1922 (A.61.1922.XII-C.559.1922.XII), 3 ; voir aussi l'article que Gonzague de Reynold publia dans le *Journal de Genève* du 22 janvier 1922.

91. Rapport de la Commission..., loc. cit. (*supra*, 202, n. 90).

92. Bergson à Halecki, le 5 octobre 1922 (SdN, Registry, 1922, Coop. int., 13/20766/14297/VIII). L'affaire fut réglée de vive voix (d'après une lettre d'Halecki à Bergson, le 6 octobre 1922). Il semble que Bergson donna son accord à une utilisation du questionnaire pour des sondages en Allemagne, à condition qu'on ne se serve pas de la lettre qui normalement accompagnait l'envoi des questionnaires et qui portait sa signature (J. Luchaire à Halecki, le 22 février 1923, *ibid.*).

93. Reynold, 1963, 396.

94. Reynold à Schmidt-Ott, le 5 février 1923 (Archives NGW, 47).

95. Il demanda à Gonzague de Reynold, un an plus tard, de supprimer dans son "Rapport sur la science allemande" certaines expressions de regret à l'endroit des difficultés en Allemagne et de les remplacer par des tournures plus neutres ; il ne fallait pas, dit Bergson, s'associer à des manifestations de ce genre - même discrètes - aussi longtemps que la crise franco-allemande n'était pas surmontée (Bergson à de Reynold, le 12 février 1924 ; Archives G. de Reynold, Corr. 61, Bergson). Voir aussi *infra*, p. 212.

96. Schmidt-Ott à de Reynold, le 17 mars 1923 (Archives NGW, 47).

97. De Reynold à Schmidt-Ott, le 1^{er} mai 1923 (*ibid.*).

98. Communication personnelle à l'auteur. Voir aussi une note de J.R. de Salis, "Konferenz mit Seiner Exzellenz Herrn Staatsminister Schmidt-Ott", Berlin, le 19 mai 1923 (Archives J.R. de Salis).

99. Mitt. VDH, III (7), décembre 1923, 128-188 (l'article, non signé, est visiblement tributaire des renseignements de K. Kerkhof, si ce dernier n'en est pas lui-même l'auteur).

100. De Salis à de Reynold, le 19 juin 1923 (Archives J.R. de Salis)
101. De Salis à de Reynold, le 3 janvier 1924 (*ibid.*). Voir aussi ce qu'Einstein rapporte de ses efforts pour persuader Max Planck de fonder une Commission nationale allemande, dans Nathan et Norden, 1968, 72-73.
102. Voir les propos d'Halecki, CICI, *P.-v. de la deuxième session*, 4^e séance du 27 juillet 1923, 18, ainsi qu'annexes 1 et 3 des *P.-v. de la troisième session*, décembre 1923, 34, 35-39.
103. Voir, par exemple, les interventions de H.A. Lorentz, CICI, *P.-v. de la deuxième session*, 4^e séance du 27 juillet et 12^e séance du 1^{er} août 1923, 18, 44-45.
104. CICI, *P.-v. de la deuxième session*, juillet 1923, 19-20.
105. *Ibid.*
106. Reynold, 1963, 439.
107. Voir sa correspondance avec O. Halecki des 6, 17 et 22 février 1924 (SdN, Registry, 1924, Coop. int., 13c/33877/33877/III).
108. Halecki à de Reynold, les 8 et 20 février 1924, *ibid.*, I, II.
109. Il avait déclaré qu'il tenait à rendre les lecteurs attentifs à cette "lacune scandaleuse" : "... I can imagine no action better calculated to strengthen the strong feeling in Germany, and I believe that the League, as at present organized, is a mere committee of victorious powers to propagate, under new forms, the vendetta against Germany." (*loc. cit.*)
110. *The Times* du 5 mars 1924, 10. Halecki transmet à Bergson la coupure avec la remarque : "C'est certainement la pièce la plus grave et la plus navrante." (SdN, Registry, 1924, Coop. int., 13c/33877/33877).
111. Bergson à Halecki, le 9 mars 1924 ; Halecki à Bergson, le 11 mars 1924 (*ibid.*).
112. "La Commission de coopération intellectuelle et les Allemands", reçu au Secrétariat général, le 7 mars 1924 (*ibid.*).
113. Télégramme du 8 mars 1924 (Archives G. de Reynold, Actions 16, CICI).
114. Halecki à Bergson, le 11 mars 1924 (SdN, Registry, 1924, Coop. int., 13c/33877/33877).
115. De Reynold à Luchaire, le 10 mars 1924 (Archives G. de Reynold, Corr. 4, 1923-1924, III).
116. De Reynold à Bergson, le 11 mars 1924 (*ibid.*).
117. Bergson à Halecki, le 13 mars 1924 (SdN, Registry, 1924, Coop. int., 13c/33877/33877/IX).
118. Luchaire à de Reynold, le 18 mars 1924 (Archives G. de Reynold, Actions 16, CICI, VII, Coop. int. Rapports avec les Allemands).
119. Luchaire à de Reynold (*ibid.*).
120. *Reichserlass* du 22 mars 1928, voir *infra*, chapitre VII, p. 283-285
121. La Commission avait une cinquantaine de membres, appartenant tous à l'Establishment universitaire, aux Académies, à la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft et à la Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft.
122. Bannerjee à Halecki, le 28 août 1922 ; réponse de Halecki, le 31 août 1922 (SdN, Registry, 1922, Coop. int., 13c/22284/14297). Ce n'est que plus tard, au début des années 1930, que la "Coopération intellectuelle" s'engagea dans des opérations comme l'aide technique à la Chine (voir à ce sujet, par exemple, Pham-Ti, 1962).
123. Sathiyamurty, 1964, 16-17.
124. Quatrième assemblée, 1923, *Séances des commissions*, IV, 8^e séance du 17 septembre 1923, 35.
125. Joseph Needham, par exemple, avoue ne jamais avoir entendu parler ni de la CICI ni de l'IICI au cours des années 1920 et 1930, quand il était jeune chercheur à Cambridge (Needham, 1945).
126. A Michel Besso, le 5 janvier 1924 (Einstein et Besso, 1972, 197-198).

Pas de Locarno pour la science

Chapitre VI. L'isolement

Si les négociations actuelles sur le pacte de sécurité aboutissent à l'entrée de l'Allemagne dans la Société des nations, cela signifie qu'elle aura accepté, de plein gré, son éternel asservissement. Qu'on ne parle plus alors de génie allemand ou d'essence germanique : nous sommes et nous restons un peuple incapable de trouver sa voie. Je me sens autorisé à me prononcer sur les affaires de l'Etat ; mes convictions reposent sur des bases que rien ne pourra ébranler¹.

- 1 Ainsi s'exprimait, à propos de l'entrée de l'Allemagne à la Société des nations, à la veille de la Conférence de Locarno, l'opposition exaspérée d'un des maîtres de l'historiographie allemande. Cette réaction laissait transparaître par la même occasion une confiance intacte dans la mission des élites intellectuelles de se prononcer sur les grandes questions nationales. Le nationalisme ombrageux des *clerks guerroyants* dont Dietrich Schäfer avait été l'un des plus illustres représentants, avait survécu à la défaite. Leur foi dans leur autorité morale et politique ne semblait pas avoir été ébranlée ni par la débâcle à laquelle avait abouti leur agitation furieuse pour la "paix-victoire" (*Siegfrieden*), ni par le poignant démenti infligé par les événements à l'encontre des multiples mémoires et rapports d'experts par lesquels ils avaient tenté d'influencer la conduite de la guerre.
- 2 L'entrée de l'Allemagne à la Société des nations n'était finalement qu'un aspect parmi d'autres de cette "politique d'exécution" (*Erfüllungspolitik*) contre laquelle se déchaînait sans cesse la droite nationaliste ; celle-ci, comme au temps de la *Vaterlandspartei*, comptait toujours les professeurs d'université parmi ses porte-parole les plus éloquents. De toute évidence, vis-à-vis de la République et de sa politique extérieure, l'élite universitaire faisait grève - un parti pris dont on ne peut faire abstraction quand il s'agit d'apprécier l'attitude de ces milieux à l'égard de la collaboration scientifique internationale de l'après-guerre. Certes, en 1925, quand Dietrich Schäfer lançait ses diatribes contre la politique extérieure de la République weimarienne, les "ultras" à Paris, à Bruxelles et à Londres se trouvaient, eux aussi, en désaccord avec leurs

gouvernements². Mais dans les pays de l'Entente, ce phénomène était alors relativement récent : pendant des années - et bien que les gouvernements n'eussent pas toujours ni partout endossé avec un égal empressement les *desiderata* de leurs élites universitaires - celles-ci savaient, dans l'ensemble, partager les vues des hommes au pouvoir. La victoire les avait doublement rassurés : sur la place que leur nation tenait dans le monde comme sur la place qu'elles occupaient elles-mêmes au sein de leur nation. Elles se sentaient confirmées dans le *leadership* intellectuel et moral qu'elles avaient assumé au début de la guerre.

La science comme substitut de puissance

- 3 En Allemagne, la situation était toute différente. La défaite militaire, la débâcle de la monarchie, le bouleversement des structures sociales lui-même menaçant la position des anciennes classes dirigeantes, créaient une ambiance d'abattement et de dépit. Devant l'effondrement national, il semblait alors aux élites intellectuelles que c'était à la culture et surtout à la *science* de monter sur la brèche et d'accomplir dans le domaine de l'esprit ce que ne pouvaient accomplir dans le domaine politique une force militaire anéantie et une économie pour longtemps ligotée - assurer, à la patrie, le statut d'une grande puissance :

Que l'ennemi nous ait privé, déclara Max Planck en novembre 1918, de tout ce qui nous protégeait et de tout ce qui nous rendait puissants ; que nous soyons affligés à l'intérieur de crises graves et que l'avenir nous en réserve peut-être de plus graves encore - il existe une chose qu'aucun ennemi, intérieur ou extérieur, ne nous a enlevé encore : c'est le rang qu'occupe dans le monde la science allemande³.

- 4 On attribuait à ce rang une portée politique : faisant appel aux ressources de la culture et de la science, la patrie pouvait espérer surmonter les calamités de la défaite⁴ ; la science restait un dernier instrument, intact, dont l'Allemagne prostrée pouvait se servir sur le plan international⁵.
- 5 Cette vision de la science comme dernière ressource nationale n'était d'ailleurs pas réservée aux milieux universitaires - ces derniers s'en servaient comme argument clef quand ils devaient justifier, devant les ministères, les parlements et l'opinion publique, les subventions sollicitées pour la recherche⁶. De l'extrême droite à l'extrême gauche, on s'y montra sensible. C'est dans l'approbation des budgets de la *Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft* que le *Reichstag* trouvait ses rares moments d'unanimité⁷. La fréquence avec laquelle on présentait la science comme facteur de puissance et instrument de politique extérieure n'avait d'égal que la faiblesse des arguments étayant cette thèse. Certes, cette argumentation pouvait en partie se fonder sur l'espoir que les industries à forte composante scientifique pourraient jouer, dans le relèvement de l'Allemagne, le même rôle qu'elles avaient joué jadis dans l'essor spectaculaire de sa puissance économique. Fritz Haber, qui voulait par exemple extraire de l'or des eaux marines afin d'alléger le fardeau des Réparations⁸, insista beaucoup sur les aspects très concrets des contributions qu'il attendait de la recherche scientifique pour augmenter la productivité de l'industrie allemande⁹.
- 6 Par l'intermédiaire d'anciennes ou de nouvelles organisations de promotion (*Fördergesellschaften*), l'industrie continuait d'ailleurs de financer des recherches et la formation des chercheurs¹⁰. Pourtant, peu d'aspects de la situation économique de l'Allemagne au lendemain de la défaite semblait justifier l'espoir qu'à travers ses

applications industrielles, la science allait bientôt restituer à la patrie humiliée une partie de son ancienne *grandeur*. Les industries "scientifiques", comme la chimie par exemple, étaient tout particulièrement affectées par les dispositions du Traité de Versailles¹¹. De plus, était définitivement révolu le temps où certaines branches de l'industrie chimique allemande ne rencontraient pratiquement aucune concurrence sur le marché mondial. Elles ne pouvaient guère compter reconquérir leurs anciens marchés, la plupart des pays industriels ayant entre-temps développé leur propre production¹².

- 7 Dans les plaidoyers en faveur de la valeur stratégique de la science, les références aux applications industrielles étaient d'ailleurs l'exception plutôt que la règle, bien que l'on soulignât volontiers l'importance d'éventuelles retombées économiques, même quand les appels pour forger "les armes de l'esprit" s'adressaient à des domaines plus éloignés du technique et de l'économie (comme, par exemple, l'étude des civilisations et des systèmes politiques et sociaux étrangers)¹³. Dans l'ensemble, les affirmations selon lesquelles la science était un substitut à la puissance politique, militaire et économique perdues restaient remarquablement vagues¹⁴, et il est évident que cet "empire scientifique" qui avait été un élément de l'ancienne grandeur et qu'on voulait conserver intact au-delà de la débâcle politique, n'avait dans l'esprit de ses plus ardents défenseurs qu'un rapport accessoire avec ses prolongements industriels. Cette interprétation est confirmée par les références fréquentes à l'année 1806 et à l'effondrement du Saint empire romain germanique. Cette conception selon laquelle le génie national pouvait contrebalancer, aux moments sombres de l'histoire, l'affaiblissement politique, se rattachait en fait à de glorieux antécédents comme la fondation, en 1810, de l'université de Berlin, considérée comme l'expression du même principe énoncé trois ans plus tôt par le Roi de Prusse : "Aux forces matérielles détruites, l'Etat doit substituer des forces spirituelles"¹⁵. Au début du XIX^e siècle, cette substitution s'entendait alors clairement dans le sens du ralliement national et du rayonnement culturel. Plus d'un siècle plus tard, la rhétorique de la science, substitut de puissance, véhiculait cette même idée de qualité intellectuelle, d'acquit inviolable par des vainqueurs jaloux et, en même temps, raison de fierté et source de résistance spirituelle.
- 8 L'influence de ces conceptions se fit sentir sur deux plans : d'une part, elle alimenta une agitation vigoureuse en faveur d'une politique culturelle extérieure de grande envergure¹⁶ ; d'autre part, elle se refléta dans l'attention sourcilleuse avec laquelle les *Gebildeten* veillaient au respect de la dignité nationale. Au nom de la "dignité allemande", ils manifestaient une susceptibilité à fleur de peau, où s'exprimaient l'humiliation de la défaite et cette insécurité profonde de la "nation retardataire"¹⁷ qui s'était déjà trahie dans le nationalisme tapageur des décennies précédentes. L'ostracisme à l'égard des intellectuels allemands - action si fortement inspirée par des "considérations morales"¹⁸ - exacerbait alors une vigilance déjà excessive. Dans la question des relations scientifiques internationales, la sauvegarde de la "dignité allemande" devint une obsession, le thème central, à la fois cri de ralliement, ciment du front commun et obstacle majeur sur le chemin de la normalisation des rapports avec les savants étrangers. Toute tentative de rapprochement se jugeait sur la question de sa compatibilité avec cette "dignité", avec le résultat que, le plus souvent, elle était écartée¹⁹. De crainte de "ramper" devant l'adversaire ou de faire figure de "laquais", les ultras allemands finirent par se cantonner dans un immobilisme rancunier, insensible à l'évolution du contexte politique. En tant qu'extension du nouvel ordre politique,

national et international, le "Boycott" avait engendré, dès le lendemain de la guerre, des réactions allemandes du même ordre que celles provoquées par le Traité de Versailles ; à cela rien de surprenant, si l'on considère que, symétriquement, le "Boycott" se trouvait justifié par les mêmes arguments que ceux relatifs aux rigueurs du Traité.

Culpabilité et expiation

- 9 Les conditions de la paix avaient soulevé une indignation unanime en Allemagne, et même les milieux - une minorité parmi les universitaires - qui par conviction ou par raison s'étaient ralliés à la République, étaient d'accord pour dénoncer le caractère injuste et répressif du Traité²⁰. De la droite à la gauche, la thèse de la responsabilité unique était rejetée aussi unanimement en Allemagne qu'elle était vérité inébranlable dans les pays de l'Entente²¹. Pour la droite allemande, évidemment, le problème de la réfutation d'une responsabilité *unique* ne se posait même pas : cette fraction de l'opinion publique rejeta la culpabilité tout entière sur la France, la Belgique et l'Angleterre. La discussion sur les responsabilités dans le déclenchement du conflit - thème dominant de la recherche historique, juridique et politique allemande de l'entre-deux-guerres²² - mobilisait alors avant tout les milieux du centre et de la gauche.
- 10 Ce débat, fouillé et complexe, n'a que des rapports très indirects avec les relations scientifiques internationales et leur reprise éventuelle. Dans les milieux du CIR, on ne se posait guère de questions sur l'interprétation correcte de l'article 231 du Traité de Versailles²³. Peu importait si, dans l'esprit des auteurs du Traité cet article devait imposer un aveu de responsabilité morale ou, au contraire, assurer simplement une reconnaissance de responsabilité de droit civil - les hommes réunis aux Conférences des académies des sciences interalliées et les ultras des années suivantes n'éprouvaient à ce sujet aucune difficulté d'interprétation. La responsabilité morale de l'Allemagne était, pour eux, incontestable, aussi manquaient-ils rarement une occasion de rappeler que la question du "Boycott" se posait en termes de châtement et d'expiation, que les universitaires allemands ne pouvaient espérer réintégrer le concert des nations civilisées sans avoir exprimé d'abord et publiquement des remords ou sans avoir donné d'autres preuves satisfaisantes de leur "purification"²⁴. Rien n'a probablement empoisonné l'atmosphère de manière aussi durable que cette volonté passionnée d'atteindre, de meurtrir et d'anéantir l'adversaire dans son intégrité et dans sa fierté, individuelle et collective²⁵.
- 11 Pour les ultras allemands, il ne s'agissait là que d'une preuve supplémentaire de l'"infâmie" de l'Entente, d'une autre preuve aussi de la jalousie que les milieux intellectuels des pays alliés avaient toujours ressentie, à leur avis, à l'endroit de la science allemande et sa contribution à la puissance économique du pays. Relevant le rôle prépondérant joué dans la genèse et la mise en vigueur du "Boycott" par les représentants des sciences naturelles, on ne tardait pas à conclure que l'objectif ultime et véritable de l'opération se trouvait sur le terrain industriel et économique²⁶. Les "Résolutions de Londres" étaient citées à l'appui : l'article 4 faisait référence à la recherche industrielle ; la mention faite au cours de l'Assemblée constituante du Conseil international de recherches, de l'établissement éventuel d'un office international pour la protection des brevets²⁷, était immédiatement mise en rapport avec l'article 306 du Traité de Versailles (portant sur la mise sous séquestre de la

propriété industrielle allemande dans les pays alliés et associés). La justification de l'ostracisme à l'égard de la science allemande comme une mesure préservant "l'harmonie de la collaboration scientifique internationale" ou comme un acte d'hygiène morale, était dénoncée comme une explication fallacieuse, insuffisante pour cacher les objectifs véritables du "Boycott", d'inspiration économique²⁸.

- 12 Il aurait été difficile pour les auteurs de ces dénonciations de les étayer sur des faits précis. Non pas que les puissances victorieuses se fussent désintéressées des industries "scientifiques" allemandes, de leurs secrets de production ou de leurs marchés - mais dans ce domaine, aucun rôle de quelque signification n'avait été confié aux académies des sciences ou au Conseil international de recherches²⁹. L'inspiration principale de ces allégations venait peut-être d'ailleurs : prêter aux attaques dont elles étaient la cible des motifs économiques, prouvait et soulignait en même temps avec force la signification stratégique de la science allemande, et de toutes ses branches. Dans la mesure où le "Boycott" pouvait s'expliquer par les motifs de crainte et de jalousie au sujet de leurs réalisations scientifiques, les professeurs voyaient leur existence rehaussée d'accents d'héroïsme, et nombreux furent ceux qui, au lieu de déplorer la réprobation dont l'Allemagne fut victime, tiraient de son isolement des raisons de fierté. L'harmonie précieuse entre les devoirs du citoyen et la vocation du savant était alors célébrée avec éloquence :

La majorité des savants des pays de l'Entente sont toujours réceptifs comme leurs peuples, à la suggestion selon laquelle nous sommes coupables du déclenchement de la guerre. Un esprit de conciliation et une volonté de compréhension ne peuvent naître aussi longtemps que cette suggestion n'est pas éliminée. Une tâche essentielle semble ainsi incomber aux universités : la tâche d'utiliser leurs compétences intellectuelles pour entamer la lutte pour la vérité et contre l'épouvantable imposture dont les conséquences risquent de broyer la science allemande et notre peuple tout entier...³⁰

- 13 Avec pompe, l'élite universitaire allemande réclamait ainsi une place de premier rang parmi les sauveurs de la patrie. Elle liait, en même temps, la reprise de la collaboration scientifique internationale à un préalable politique : la rétractation des thèses sur la culpabilité allemande. Faisant fi des impératifs propres à l'entreprise scientifique, on refusait d'envisager une normalisation des relations scientifiques en dehors de considérations politiques.

L'enjeu

- 14 Il convient alors de se demander si ce refus, cette rupture avec les normes de la science, impliquait de réels sacrifices pour la communauté scientifique allemande. En d'autres termes, le "Boycott", a-t-il nui à la science allemande ? Si l'on ne peut mettre en doute les ravages que l'ostracisme faisait sur le plan psychologique, ses effets sont plus difficiles à évaluer sur le plan proprement scientifique - car les témoignages contemporains sont contradictoires. Tantôt on dépeint en couleurs sombres les conséquences de la "tyrannie brutale de l'Entente³¹" ou de la "dictature du Conseil international de recherches³²", tantôt on nie aux politiques des organisations bruxelloises toute conséquence significative. Certains - comme le physicien Gustav Roentgen - se félicitaient de la diminution des relations scientifiques internationales, et des congrès en particulier ; à son avis, les hommes de science allemands s'y étaient toujours laissés exploiter par des étrangers s'emparant de leurs idées ; les

préoccupations des organisateurs pour sauvegarder un certain "équilibre international" avaient de plus, selon Roentgen, régulièrement contribué à masquer la supériorité allemande qui était pourtant réelle³³. Albert Einstein, quoiqu'a l'autre bout du spectre politique, était d'accord avec Roentgen sur le rôle marginal que jouaient les congrès internationaux dans les rouages de l'entreprise scientifique ; c'est sur le plan psychologique qu'il voyait l'effet principal du "Boycott" : une leçon de modestie administrée aux professeurs allemands qui en avaient grand besoin³⁴.

- 15 Plus que les limitations d'accès aux congrès, les savants allemands ressentaient sans doute la pénurie de publications étrangères. Il était devenu difficile, voire impossible, d'acquérir de nouvelles parutions, de compléter les collections, de maintenir les abonnements. Dans certains cas, le nombre d'abonnements d'une revue était réduit à un ou deux exemplaires sur tout le territoire national : en 1921, par exemple, la Staatsbibliothek prussienne ne put renouveler que 150 des 2300 abonnements de revues scientifiques qu'elle recevait à la veille de la guerre³⁵. Il est délicat, cependant, de déterminer à quel point ces difficultés étaient imputables au "Boycott" et à la disparition des arrangements d'échange qu'il avait entraînée. La raison principale pouvait se trouver ailleurs : dans le rétrécissement relatif des budgets³⁶ et dans le contrôle des changes, le manque de devises.
- 16 On ne dispose guère d'indications pour évaluer l'influence du "Boycott" sur la *substance* des activités scientifiques. En 1927, cependant, la classe des sciences naturelles de l'Académie des sciences de Goettingue avait demandé à quelques-uns de ses membres d'examiner - chacun dans sa discipline - les activités du Conseil international de recherches et des Unions et d'en évaluer la qualité et la portée. Les commentaires dans l'ensemble présentèrent des conclusions convergentes. Sans mettre en doute la valeur des savants se trouvant à la tête de ces organisations, les commentateurs soulignèrent la prépondérance de préoccupations d'ordre administratif qui, au dépens du contenu proprement scientifique, semblèrent dominer les activités de ces organisations. Ils firent, en outre, remarquer, que de nombreux thèmes de recherche considérés alors comme étant prioritaires dans les disciplines en question, n'exigeaient point, pour que l'on s'y attaquât, l'infrastructure d'une organisation internationale. Ils déclarèrent en substance qu'une coopération internationale avait toujours trouvé sa structure de façon spontanée, quand elle s'était révélée nécessaire, et sans l'intervention d'organismes comme le CIR ou les Unions. La collaboration scientifique reposait sur l'entente entre les individus écrivit le biologiste A. Kühn, et "cela ne requiert pas une organisation³⁷". Une enquête sur l'utilité des organisations scientifiques internationales entreprise presque deux décennies plus tard par le National Research Council aux Etats-Unis peut alors fournir des indications subsidiaires : les résultats de cette enquête confirment les opinions qui se dégagent de l'étude de l'Académie de Goettingue. A l'exception des représentants de disciplines dont les conditions même d'observation et de recherche exigent la collaboration transnationale (comme l'astronomie, la séismologie, la géodésie ou l'océanographie) ou des chimistes qui insistent sur l'harmonisation des normes et des nomenclatures, personne ne semblait considérer les unions scientifiques internationales comme des points d'appui indispensables du réseau de la collaboration scientifique internationale. L'expérience leur avait montré que l'on pouvait dans la plupart des cas fort bien s'en passer³⁸.
- 17 A la lumière de ces commentaires, le système du CIR émerge comme une institution d'importance très relative sur le plan scientifique proprement dit : dans bien des cas,

quand il s'agissait de liens de collaboration essentiellement individuels entre savants allemands et leurs collègues dans des pays membres du CIR, ceux-ci s'établissaient en dépit des ruptures officielles. Le contraste est alors saisissant entre cette signification manifestement marginale du "Boycott" sur le plan strictement scientifique et le ton dramatique qui dominait le débat public³⁹. Mais, comme Paul Forman l'a démontré fort pertinemment - la rhétorique des irréductibles, le refus persistant de faire la paix avec les organisations de 1919 et l'affirmation que la sauvegarde de la dignité nationale passait avant les intérêts de la science⁴⁰, n'étaient dans une certaine mesure possible que parce que "Boycott" et "Contre-Boycott" n'étaient pas absolument étanches : sous la surface, des contacts pouvaient s'établir, quand la nature des recherches l'exigeait⁴¹.

- 18 Sur le front du "Contre-Boycott", le déploiement des énergies n'en était pas moins impressionnant.

Le "Contre-Boycott"

- 19 L'isolement sur le plan international représentait un facteur aggravant encore les difficultés internes, la "misère de la science allemande", dont on parlait alors beaucoup au *Reichstag*, dans les journaux et dans les revues⁴². Le but de ces interventions, discours et articles étant généralement de mobiliser l'opinion publique et d'obtenir de l'Etat une participation plus généreuse au financement de la recherche, les auteurs de ces textes tendaient sans doute à noircir le tableau et à présenter la situation des universitaires allemands sous un jour plus sombre que la situation réelle ne le justifiait⁴³. Toujours est-il que les institutions de recherche devaient faire face à de graves difficultés : dans beaucoup de cas, leurs budgets étaient restés au niveau de l'année 1913 ; le manque de devises les empêchait d'obtenir de l'étranger les publications, équipements et matériaux indispensables ; le marasme économique et l'inflation faisaient disparaître, de plus, les ressources d'origine privée dont certaines institutions avaient bénéficié⁴⁴. En quête de fonds, les universités et instituts de recherche ne pouvaient compter sur la générosité des ministères de l'éducation, la Constitution de Weimar ayant enlevé aux Etats fédérés une partie considérable des recettes fiscales dont ils avaient disposé sous l'Empire. Le gouvernement central, sans juridiction dans le secteur de l'enseignement, n'était pas *a priori* tenu d'intervenir⁴⁵.
- 20 Face à ces difficultés, le monde universitaire s'organisa. En 1920 se constitua le Verband der deutschen Hochschulen, association ayant comme objectif principal de défendre les intérêts institutionnels et professionnels des universités et de leur personnel⁴⁶. Un organisme d'aide à la recherche universitaire fut créé la même année : la Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft, fondation de droit privé dont 80 pour cent du budget provenaient néanmoins du gouvernement central⁴⁷. Ces organisations rejoignant les universités de tous les *Länder* et englobant toutes les disciplines universitaires, s'étaient alors ajoutées aux porte-parole traditionnels du monde scientifique : les académies, les sociétés savantes et - organisme *sui generis* - la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft. Les réactions à l'endroit du "Boycott" variaient d'une organisation à l'autre, sinon par l'orientation, du moins par le style.
- 21 La plus réservée sur le plan politique était la Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft (NGW). Son président, Friedrich Schmidt-Ott, ancien *Kultusminister* prussien, la dirigeait dans un esprit conservateur aussi discret qu'imperturbable. Pour lui, ce conservatisme était sans doute l'incarnation même de cette loyauté apolitique

qui seule sied aux serviteurs de l'Etat⁴⁸. A l'égard des nouvelles organisations de coopération scientifique internationale, la NGW gardait une distance marquée, tout en évitant, manifestement, de prendre des positions risquant de compromettre à long terme une reprise des relations d'autrefois. Dépendant si largement pour son financement du gouvernement central, la NGW se montrait par ailleurs tout naturellement sensible à l'évolution des objectifs de la politique étrangère allemande. L'extrême réserve avec laquelle Schmidt-Ott allait accueillir en 1923 les ouvertures de Gonzague de Reynold au nom de la Commission de coopération intellectuelle⁴⁹, est une bonne illustration de l'attitude de la NGW. Par ailleurs, au lieu d'insister sur le "Boycott" et sur les difficultés que les savants allemands rencontraient dans leurs relations avec certains pays, la NGW s'efforçait d'attirer l'attention sur les témoignages de sympathie et de sollicitude qui lui parvenaient de l'étranger. D'une valeur dépassant largement les contributions des milieux d'affaires allemands, ces dons étaient considérés comme la démonstration la plus éclatante de la solidarité sur laquelle, en dépit du "Boycott", l'Allemagne pouvait compter dans le monde⁵⁰.

- 22 Le Verband der deutschen Hochschulen (VDH) adoptait un style très différent. Organismes publics sous un régime dont elles dénonçaient volontiers les dispositions peu favorables à l'égard des valeurs culturelles et des élites qui en assuraient traditionnellement l'épanouissement, les universités concevaient leur association comme un groupe d'intérêts organisés (*Interessenverband*). Les efforts du VDH comportaient, en fait, un large éventail d'activités, allant de la lutte contre la politique d'austérité du gouvernement prussien⁵¹ à la discussion des grandes conceptions de l'Etat et de la Société en passant par la réforme universitaire. Le "civisme apolitique" que véhiculaient les déclarations du VDH et les convictions que professaient alors les partis de droite se ressemblaient par ailleurs comme deux gouttes d'eau⁵².
- 23 Quant aux principes devant régir le comportement des universités et des milieux scientifiques sur le plan international, le VDH avait des idées sommaires mais non équivoques : tout comme la science suivait partout les voies de la politique, elle pouvait alors également à son tour frayer le chemin pour la politique⁵³. Un comité spécial du VDH, créé en 1921 et chargé d'élaborer des lignes de conduite pour les rapports internationaux des universités, fut instruit à l'effet que ces relations devaient contribuer à accroître le prestige de l'Allemagne à l'étranger, à défendre le patrimoine culturel allemand dans les territoires occupés ou détachés, ainsi qu'à resserrer les liens avec l'Autriche⁵⁴. L'organisation de la défense contre le "Boycott" devint rapidement la tâche principale de ce comité qui, sous la présidence du sinologue berlinois Otto Franke apparut bientôt comme le bastion des irréductibles, l'état-major du "Contre-Boycott". Les directives que ce comité - l'Auslandsausschuss - élaborait, portaient alors l'agitation des ultras aux contrées les plus reculées de l'Allemagne universitaire. On était convaincu qu'une action de rassemblement et de coordination répondait à un besoin objectif et pressant : l'autonomie traditionnelle des universités et le fractionnement constitutionnel de l'enseignement supérieur favorisaient le développement de réactions isolées, condamnées à l'inefficacité à cause même de leur fragmentation ; cette dispersion favorisait aussi - chose horrible pour les ultras - les initiatives mal placées de ceux que "leur naïveté, leur inconscience ou leur manque de caractère" amenaient à poser des gestes prématurés de conciliation⁵⁵.
- 24 Les directives que le VDH publia en 1923 établissaient les règles de conduite du "Contre-Boycott" : montrer une réserve extrême, éviter tout geste pouvant être

interprété comme une tentative de rapprochement vis-à-vis de l'Entente ; attendre, au contraire, que l'on vienne solliciter la collaboration allemande ; ne pas sacrifier la dignité allemande pour obtenir des informations scientifiques ; demander une réciprocité parfaite ; exiger, au préalable, une révocation publique des accusations portées contre la science allemande, révocation solennelle aussi du "Boycott" ; insister, finalement, sur "la réparation du crime que le monde avait commis contre le peuple allemand" - ce furent là les mots d'ordre du "Contre-Boycott"⁵⁶. En pleine période d'occupation de la Ruhr, leur âpreté ne pouvait surprendre. La revendication d'une égalité parfaite avait manifestement pour but de contrecarrer une pratique que certaines organisations essayaient d'adopter pour s'assurer la collaboration allemande, tout en respectant plus ou moins les consignes du CIR ou les susceptibilités de certains de leurs membres : elles n'invitaient alors des scientifiques allemands qu'à titre d'observateurs ou leur proposaient d'autres modalités de participation non officielle⁵⁷. Accepter de telles propositions signifiait naturellement affaiblir l'effet d'usure que les avocats du "Contre-Boycott" se promettaient d'une politique de la "chaise vide" un des rares moyens de défense dont les Allemands pouvaient se servir d'une façon indépendante. Il n'en restait guère d'autres⁵⁸.

- 25 En fait, après que les académies neutres eussent adhéré au CIR et aux Unions, l'idée de ressusciter l'ancienne Association internationale des académies était devenue illusoire⁵⁹. Cette défection des neutres avait porté un coup sévère à l'amour-propre des hommes de science allemands. Certains d'entre eux n'hésitèrent pas à la qualifier de trahison et geste impardonnable⁶⁰, en dépit des assurances qui leur furent prodiguées à l'effet que cette adhésion devait permettre de combattre le "Boycott" d'autant plus efficacement de l'intérieur⁶¹.
- 26 S'il ne leur était ainsi pas possible d'isoler le CIR, les stratèges du "Contre-Boycott" ne se résignèrent pas pour autant à la seule politique de la "chaise vide". Pour saper le système du Conseil, ils s'efforcèrent de démontrer la fragilité de son monopole et les limites de son autorité : en saisissant toute occasion pour conclure des arrangements formels avec des milieux scientifiques étrangers, en établissant en quelque sorte des réseaux de collaboration parallèles au système du CIR⁶². Les pays neutres d'Europe avaient été les premiers, bien entendu, à offrir des points d'appui à ces réseaux parallèles : la Scandinavie, les Pays-Bas, la Suisse, l'Espagne. Mais on s'efforçait également de raviver les contacts scientifiques avec les pays d'Amérique latine⁶³, le Japon et les Etats-Unis, en prenant soin de donner un maximum de publicité à ces ententes. On aimait à mettre en vedette ces entorses au système du CIR, entorses d'autant plus spectaculaires qu'il s'agissait d'arrangements avec des institutions de pays anciennement belligérants et dont les académies nationales étaient membres du CIR. Le fait d'avoir gagné un point d'appui dans ces pays-là semblait, dans bien des cas, aussi important que la substance même de l'entente⁶⁴.
- 27 Parmi les "réseaux parallèles" les rapports avec la Russie soviétique occupaient une place à part. La possibilité que ce pays offrait pour faire effectuer sur son territoire des recherches - d'intérêt militaire surtout - proscrites par le Traité de Versailles, avait amené le gouvernement allemand et certaines industries à établir des contacts étroits avec les autorités soviétiques⁶⁵. Il est peu probable que les universités, les académies ou des organismes comme la NGW aient été associés, de façon significative, à ce type très particulier de collaboration. Mais, indépendamment de l'intérêt militaire - et d'intérêts économiques incontestables qui allaient bientôt s'ajouter-il y avait d'autres facteurs

dans les milieux universitaires qui militaient en faveur d'un rapprochement. Comme les académies allemandes, l'Académie des sciences de Russie n'avait pas été invitée à faire partie du CIR⁶⁶. Une certaine solidarité entre les deux pays fut non seulement perçue dans le domaine des relations intellectuelles : elle s'inscrivait aussi dans le contexte plus vaste de la situation politique générale. L'Allemagne de Weimar et la Russie soviétique - rejetées toutes deux à la périphérie du nouveau système international - devaient trouver dans une politique de rapprochement un moyen d'améliorer leur position vis-à-vis des vainqueurs de 1918. Politique d'opportunité, certes, plus que de conviction, mais politique efficace : les Accords de Rapallo d'avril 1922⁶⁷ concrétisaient une solidarité qui ne manqua pas d'inquiéter les puissances occidentales et d'influencer profondément l'évolution ultérieure de leurs politiques étrangères.

- 28 L'intérêt que portaient à une intensification de leurs relations mutuelles les universitaires allemands et les universitaires russes reposait alors sur la perception d'une solidarité dépassant leur opposition commune au système du CIR. La tradition jouait, bien sûr, un rôle non négligeable, et il n'est pas surprenant que ce soient avant tout les universités de la partie orientale de l'Allemagne - universités prussiennes et celles de Leipzig et d'Iéna - qui s'engagèrent en faveur d'une collaboration avec les collègues russes. C'est à Berlin que la Société chimique allemande organisa une réunion pour célébrer, en présence d'éminents chimistes russes, la conclusion des Accords de Rapallo⁶⁸ ; plusieurs universitaires allemands se rendirent en Russie au cours de l'année 1923 - l'un d'eux, le professeur berlinois Otto Hoetzsch, spécialiste des questions russes, y fut envoyé par la NGW pour préparer le terrain en vue d'une collaboration plus intense et plus régulière⁶⁹. Friedrich Schmidt-Ott était favorable à l'idée d'établir des relations privilégiées avec la science soviétique ; la NGW, par conséquent, devint très active dans ce domaine⁷⁰. Le VDH joua également un rôle important dans le développement des relations scientifiques avec les savants russes, et notamment dans la préparation de la participation allemande aux célébrations du bicentenaire de l'Académie des sciences russe en 1925⁷¹.
- 29 S'il s'agissait, pour les Soviétiques, de sortir de leur isolement et de se rattacher, par l'intermédiaire des Allemands, à un fragment de réseau de collaboration internationale, ils semblaient soucieux néanmoins et malgré le contexte plus général d'une solidarité politique sur le plan international, de diversifier autant que possible leurs contacts internationaux⁷². Du côté allemand, au contraire, on était déterminé à maintenir les collègues russes dans l'orbite de la science allemande⁷³.

Le front commun

- 30 Réseaux parallèles, politiques de la "chaise vide" ou représailles contre des étrangers étudiant en Allemagne, les consignes du "Contre-Boycott" n'avaient de chance de remporter quelque succès qu'à condition d'être uniformément respectées. Aussi l'harmonisation des esprits⁷⁴, le maintien d'un front commun, furent-ils la préoccupation majeure des états-majors du "Contre-Boycott". En général, les milieux universitaires étaient animés d'un esprit qui ne devait guère inspirer d'inquiétude aux dirigeants du VDH : la majorité des sociétés savantes se conformaient manifestement, en matière de congrès internationaux, aux directives de l'*Auslandsmerkblatt*⁷⁵. Mais si d'éminents professeurs, ultras de vieille date, persévéraient dans des attitudes qui,

dans ce sens, étaient pleinement rassurantes⁷⁶, des reprises de contact discrètes s'effectuaient ici et là de façon croissante et les animateurs du "Contre-Boycott" ne cessèrent d'être hantés par des visions de "trahison" et de "désertion". L'*Auswärtiges Amt* ayant accueilli défavorablement une suggestion selon laquelle un droit de regard devait être accordé au VDH sur la sélection d'universitaires pour des postes à l'étranger ou pour des voyages en général⁷⁷, on s'efforça de trouver d'autres moyens garantissant à l'extérieur, dans un style conforme aux principes du "Contre-Boycott", la défense de la cause allemande. Désavouer ceux qui, aux yeux des irréductibles, professaient des opinions et prenaient des initiatives inappropriées, était un de ces moyens. Après avoir subordonné toute reprise de contact avec les milieux scientifiques des pays de l'Entente à la levée préalable du "Boycott" et aussi à la renonciation à la thèse sur la culpabilité allemande dans le déclenchement de la guerre, les dirigeants du "Contre-Boycott" pouvaient alors dénoncer les initiatives conciliatrices du côté allemand qui renonceraient à ce préalable comme des acceptions implicites de cette thèse. Si Einstein, membre de la Commission de coopération intellectuelle, était l'objet par excellence de telles dénonciations⁷⁸, le VDH n'hésita pas à accorder son attention à des "déserteurs" moins illustres et leur donna, le cas échéant, une publicité appropriée. Quand, en 1925, l'économiste Gerhard von Schulze-Gaevernitz eut accepté le poste de chef de la section scientifique de l'Institut de coopération intellectuelle à Paris, le VDH se dépêcha de le désavouer (démocrate et républicain, Schulze-Gaevernitz avait été, de surcroît, partisan de la médiation wilsonienne) :

Les autorités compétentes ainsi que les milieux universitaires n'ont pas été mis au courant de la nomination de M. de Schulze-Gaevernitz qui ne peut être considéré, par conséquent, comme un représentant élu ou reconnu du *Gelehrtentum* allemand. Aucune fraction de quelque importance ne l'appuie⁷⁹.

- 31 Les opérations du "Contre-Boycott" dépendaient, dans leur conception et leur déploiement, d'une information adéquate - rapide et complète. Si la presse, les revues spécialisées et, avant tout, les *Mitteilungen des Verbandes der deutschen Hochschulen* se chargeaient de la *diffusion* avec une efficacité remarquable, l'approvisionnement des rédactions en nouvelles et en documentation était pratiquement l'oeuvre d'un seul organisme : la Centrale pour l'information scientifique (*Reichszentra für naturwissenschaftliche Berichterstattung*). Créé en 1920 et relevant, jusqu'en 1926, du budget du ministère de l'Intérieur⁸⁰, ce bureau avait pour principale fonction d'organiser la circulation rapide de publications scientifiques étrangères et de mettre en marche un service de reprographie rendant accessible aux chercheurs allemands une littérature que les bibliothèques n'étaient plus en mesure de tenir à jour. Le directeur de cet organisme, un fonctionnaire détaché du Bureau national des poids et mesures, assisté d'un personnel de soutien extrêmement limité donna bientôt à son activité une orientation très particulière : il mit la *Reichszentrale* entièrement au service du "Contre-Boycott". Son objectif principal était de sensibiliser le monde universitaire - mais aussi les ministères, les administrations, les élites politiques et l'opinion publique en général, au "Boycott" et à la nécessité d'une riposte vigoureuse et concertée. Ne laissant échapper ni les graves offenses ni les humiliations mineures, sa vigilance fanatique allait chercher dans les recoins : les plus éloignés les preuves d'infamies anti-allemandes. Il ne semblait pas trop hésiter parfois à noircir le tableau, si les nuances de la réalité n'étaient pas assez sombres. Ce curieux personnage qui probablement tirait son énergie d'humiliations personnelles dont il ne s'était jamais remis⁸¹, occupait dans le : rouages de l'information une place qui donnait à son activité une portée

disproportionnée. Source intarissable d'informations pour les publications universitaires et la presse quotidienne, pour le VDH et d'autres institutions académiques, pour les administrations de l'enseignement supérieur des *Länder* et les bureaucraties du gouvernement central, il était en même temps l'informateur principal de l'*Auswärtiges Amt*. Il avait offert ses services à ce ministère dès 1921⁸², et pendant quelques années en effet, la *Wilhelmstrasse* contribua financièrement à la production des compilations commentées de Karl Kerkhof et les envoya pour information, aux missions diplomatiques allemandes à l'étranger⁸³.

- 32 Au mois de février 1924, l'envoi d'une telle documentation compilée et commentée par Kerkhof sur les conséquences du "Boycott" fut pour la première fois, accompagné d'une mise en garde : les documents ne devaient pas être confiés ou montrés à des personnalités non allemandes, précisa la lettre de transmission, "l'exactitude des compilations n'étant pas entièrement vérifiée⁸⁴". Ces scrupules soudains avaient-ils pour origine le seul souci de l'exactitude ? Les erreurs de Kerkhof accusaient une tendance très nette : tandis que des manifestations hostiles à l'Allemagne échappaient rarement à sa vigilance, il manquait le plus souvent de relever des manifestations conciliatrices, les jalons d'une normalisation progressive des relations scientifiques internationales. C'est ce genre particulier d'inexactitudes plutôt que l'inexactitude en soi qui, en février 1924, inquiétait la diplomatie allemande. Depuis le 14 janvier siégeait à Paris sous la présidence du banquier américain Charles Dawes, une commission internationale d'experts chargés d'apporter une solution à la débâcle financière de l'Allemagne et au problème des Réparations en général⁸⁵. Au moment où la Ruhr toujours occupée et l'inflation galopante - la médiation américaine laissait entrevoir un répit, le gouvernement de Berlin n'avait pas le moindre intérêt à ce que la hargne dénonciatrice de Karl Kerkhof rappelât à l'étranger l'arrogance impénitente des professeurs allemands.

NOTES

1. Schäfer, 1926, 243.

2. Voir *infra*, p. 263-269.

3. Preussische Akademie der Wissenschaften. *Sitzungsberichte*. Berlin, 1918, 993 ; voir aussi Hartmann, 1948, 32-33. - Les affirmations de ce genre abondent ; en 1921, Fritz Haber déclarait : "L'effondrement du pays en tant que puissance mondiale nous rappellera aujourd'hui comme demain, que notre existence nationale dépend de notre position de grande puissance intellectuelle (*geistige Grossmachtstellung*) ; celle-ci est indissociable de nos activités scientifiques". (Haber, 1921, 172-173).

4. Adolf von Harnack dans un mémoire accompagnant une demande de subvention soumise conjointement par les académies allemandes au *Reichstag* en février 1920 (cité par Zierold, 1970, 4-8).

5. La science allemande - pouvait-on lire quelques années plus tard encore - "s'est maintenue comme facteur de puissance dont notre politique extérieure peut d'autant moins se passer... que d'autres facteurs de puissance ont disparu" (Riedner, 1926, 92).

6. Voir *supra*, 223, n. 4, et Schroeder-Gudehus, 1972, 537-570. D'innombrables exemples de cette façon de lier la science, facteur de puissance, à la nécessité d'investir les sommes nécessaires pour le maintien et le développement de ses institutions, se trouvent dans les interventions et les écrits du rapporteur pour les affaires culturelles et scientifiques à la Commission du budget du *Reichstag*, le prélat Georg Schreiber. Membre du parti catholique (*Zentrum*), il fut un défenseur éloquent et efficace des sciences et de la recherche, suscitant cependant, à cause de la puissance qu'il acquit et son sens très développé des relations publiques, une certaine réserve de l'*Establishment* universitaire traditionnel et - protestant. Pour ses prises de position, voir Schreiber, 1923 ; 1928 ; 1954. Ses articles de journaux (publiés notamment dans le quotidien de son parti, *Germania*) et ses interventions au *Reichstag* constituent une mine de renseignements. Sa bibliographie complète comprend 1184 titres (*Schriftenverzeichnis*, 1958).

7. Tout en soulignant que les universités étaient des citadelles de la réaction et que la classe ouvrière savait qu'à côté de la caste des officiers, l'*Establishment* universitaire (*das offizielle Akademikertum*) était son pire ennemi, l'extrême gauche omit rarement de saluer la *Wissenschaft*, dernier objet d'envie du monde à l'égard de l'Allemagne ; la science, selon la gauche, devait voir consacrer à son financement les milliards qu'allait engloutir chaque année le budget militaire ; la misère des instituts de recherche ne pouvait que retarder l'ascension du prolétariat (Dr Julius Moses, *Verhandlungen des Reichstags*, 1920-1924, 268^e séance du 16 novembre 1922, 357, 9003) ; d'autres déclarations sur l'alliance entre science et travailleurs furent faites, au cours du même débat, par exemple par le député communiste Heydemann, 9023.

8. Episode évoqué, par exemple, par Willstaetter, 1949, 252-254 266-268 ; voir aussi *Max-Planck-Gesellschaft* (1961), 376.

9. "Notre avenir sera déterminé par ce que nous accomplissons dans les 30 milliards d'heures de travail que notre peuple consacrera chaque année à l'économie mondiale. Notre avenir sera déterminé par la possibilité d'accroître la production par heure de travail. Ce rendement dépend entièrement de nous : connaissances scientifiques et des capacités économiques qui sont basées sur ces connaissances." (Haber, 1927, 24).

10. Il n'y avait pratiquement pas d'organisme s'occupant de l'avancement de la science, de l'enseignement et de la recherche, auquel les dirigeants de l'industrie et du monde des affaires, les *Wirtschaftsführer*, n'étaient pas associés. A part la *Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft* (voir *infra*, 241-242) et la *Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft*, il convient de mentionner les organisations suivantes : *Justus-von-Liebig-Gesellschaft zur Förderung des chemischen Unterrichts* (Carl Duisberg) ; *Adolf-Baeyer-Gesellschaft zur Förderung der chemischen literatur* (Carl Bosch) ; *Emil-Fischer-Gesellschaft zur Förderung der chemischen Forschung* (A. von Weinberg) ; *Helmholtz-Gesellschaft zur Förderung der physikalisch-technischen Forschung* (Karl Voegler).

Voir Schenck, 1930, et surtout Forman, 1974.

11. A titre de réparations, l'Allemagne devait livrer la moitié de ses stocks en produits colorants et pharmaceutiques et, jusqu'en 1925, un quart de sa production courante (Partie VIII, annexe VI). Les dispositions concernant le désarmement exposaient certaines usines au contrôle allié et faisaient peser sur d'autres le danger du démantèlement (Partie V, art. 168).

12. - Même si la part de l'Allemagne dans les exportations mondiales de produits chimiques devait atteindre, en 1932, un tiers du total (Levassort, 1951, 92) ; voir aussi Baldwin, 1958 ; et *supra*, chapitre II, 73, n. 24).

13. L'étude des civilisations et des systèmes politiques et sociaux étrangers prit d'ailleurs un grand essor : en effet, dans la connaissance de l'étranger on voyait avant tout un moyen permettant de défendre plus efficacement l'intérêt national. Les institutions spécialisées dans les études régionales (par exemple, les trois Instituts ibéroaméricains de Hambourg, Bonn et Wurzburg, l'Institut néerlandais à Francfort et l'Institut Scandinave à Greifswald) se considéraient comme instruments de la politique étrangère dans les domaines culturel et

économique.

Le champ des "*Auslandsstudien*" était d'ailleurs d'autant plus politisé que les ethnosociologues y introduisaient couramment les questions des minorités nationales, sujet hautement explosif depuis la redistribution territoriale qu'avaient entreprise les traités de paix (voir, par exemple, les travaux de Georg Schreiber dans le cadre de son *Deutsches Institut für Auslandskunde*, ainsi que Wehling, 1932 ; Magon, 1921. En 1917, les "*Auslandsstudien*" avaient fait l'objet d'un mémoire du *Kultusministerium* prussien dans lequel l'intérêt de ce domaine pour la politique étrangère avait été souligné (*IMWKT*, XI, 8, 1^{er} février 1917, 513-532 ; voir aussi Harnack, 1917).

14. Voir, par exemple, Forman, 1973, 161-165) au sujet du mémoire d'Adolf Harnack de 1909.

15. Lenz, 1910, 78.

16. Privée de son ancienne position militaire et politique, il ne restait alors à l'Allemagne que de transmettre aux peuples de la terre ses valeurs intellectuelles et culturelles (Schreiber). Fréquemment, on soulignait avec pompe l'importance vitale de ces valeurs pour l'ensemble de la culture européenne ou même mondiale qui, sans les apports de la culture allemande, dépérirait (Schreiber, *Verhandlungen des Reichstags, 1920-1924*, 348, séance du 10 mars 1921, 2797 ; Niessen, 1931, xiii).

17. Plessner, 1959.

18. Voir *supra*, chapitre III, 105 et *passim*.

19. Friedrich Schmidt-Ott, président de la NGW, recommanda encore en 1926 une attitude réservée à l'endroit d'éventuelles ouvertures - la sauvegarde de la "dignité allemande" demeurant, à son avis, une condition *sine qua non* (Assemblée générale de la NGW, Munich, le 12 mars 1926 ; p.-v. in *AA KultAbt VIIB KuW 608/2/*). - Un an plus tard, en 1927, certains astronomes rejetaient avec indignation l'idée d'accepter l'invitation d'adhérer à l'Union astronomique internationale :

"... Il faut espérer", écrivit l'astronome berlinois Georg Struve dans un quotidien de la capitale, "qu'après avoir été écartés pendant sept ans et après avoir été traités comme des bannis, les astronomes allemands vont faire preuve de suffisamment de fierté et de caractère pour refuser catégoriquement (cette invitation). Nous ne voulons pas, après tout, jouer le rôle de laquais qui n'ont qu'à attendre dans l'antichambre que les seigneurs daignent les appeler..." ("*Astronomie, Völkerhass, Deutsche Würde*", *Berliner Lokalanzeiger* du 30 juillet 1927). Voir aussi Forman, 1973, 176, et annexe VI, *infra*, p. 326.

20. Walter Schücking - internationaliste pacifiste et éloigné au possible des jusqu'au-boutistes de la *Vaterlandspartei* - n'hésita pas à l'appeler la "bible des imbéciles (*Bibel der Toren*)" (*Verhandlungen des Reichstags, 1920-1924*, 356, 268^e séance du 16 novembre 1922, 9021).

21. Dickmann, 1963, 87, mentionne que les délégués de la Conférence de Paris s'étonnèrent du fait que la délégation allemande avait choisi de contester la culpabilité exclusive de l'Allemagne, alors que, pour eux, ce point plus que tout autre était établi au-delà du moindre doute.

22. Une revue entière se consacra à cette question : *Die Kriegsschuldfrage* (Berlin, 1923-1928 ; à partir de 1929 : *Berliner Monatshefte für internationale Aufklärung*), - illustration spectaculaire de ces préoccupations, mais loin d'en être la seule.

A cause du grand nombre de problèmes inédits que soulevait son application et du désir de l'Allemagne d'en réduire le plus possible la rigueur, le Traité de Versailles engendra un essor considérable d'études internationales en Allemagne : deux *Kaiser-Wilhelm-Institute* furent créés, l'un consacré aux recherches en droit international public, 1924, et l'autre au droit international privé, 1926. "Il était indispensable d'acquérir des connaissances très poussées dans ce domaine", indique, quarante ans plus tard, un aperçu historique, "parce que les normes du Traité ne pouvaient être comprises qu'en tenant compte de la mentalité des vainqueurs et des ordres juridiques étrangers dont elles portaient l'empreinte." ("*Max-Planck-Institut für ausländisches und internationales Privatrecht in Hamburg*", *Max-Planck-Gesellschaft*, 1961, 2, 644-661)- Voir aussi *supra*, 227, n. 13.

23. Voir, pour une discussion récente de la question Holborn, 1953, 138-145.

24. L'idée d'un "délai de purification" (*Läuterungsfrist*) était d'ailleurs dans l'air, - les conditions d'une admission ultérieure de l'Allemagne à la Société des nations en contiennent une trace très visible (voir aussi Troeltsch, "Das Schulddogma", *Spektatorbrief* du 19 juin 1919, 1924, 317).

Le lien entre une abolition éventuelle du "Boycott", un délai de "purification" et la manifestation de remords, a inspiré une littérature abondante. Ce fut là un thème fréquent des Conférences des académies des sciences interalliées de Londres et de Paris. *Le Temps* voulait surbordonner la question de la collaboration avec les savants allemands à la distance que ceux-ci prendraient à l'égard des crimes commis par leur gouvernement et leurs armées (du 23 décembre 1918). Lors de leurs réunions annuelles, les Unions consacraient généralement quelques remarques à l'exclusion des puissances centrales et aux conditions de leur éventuelle admission. Au cours des premières années, l'exigence d'une expression de remords occupait toujours une place importante ; d'autres organisations adoptèrent d'ailleurs la même pratique (voir, par exemple, le Congrès international d'histoire de la médecine de 1921, *l'Etoile belge* du 8 juillet 1921 ; le Congrès international d'ophtalmologie de 1922 ne voulait inviter des délégués allemands qu'à condition que ceux-ci se soumettent à l'examen d'une Commission inter-alliée qui essaierait d'établir jusqu'à quel point des ophtalmologues allemands avaient participé aux atrocités commises par les militaires allemands en Belgique ; *Deutsche Optische Wochenschrift*, 1921 (11) 195.

25. La réaction à l'exigence de "manifestations de remords" n'est pas difficile à imaginer. Hans Wehberg en fit l'expérience au printemps 1919. Le 14 avril, au nom de la Ligue allemande pour la Société des nations, il s'était adressé aux signataires de l'Appel des 93, leur suggérant de prendre leur distance à l'endroit des opinions auxquelles ils avaient cru pouvoir souscrire en octobre 1914. Wehberg espérait qu'une telle rétractation allait faciliter la reprise des relations intellectuelles internationales. La presse de droite se déchaîna aussitôt contre ce qu'elle qualifia de "servilité incorrigible". Seize des signataires déclarèrent devoir maintenir leur signature (dont Wilhelm Dörpfeld, Siegfried Wagner, Eduard Meyer, Max Lenz, Karl Robert, Adolf Schlatter, Friedrich von Duhn, Andreas Heusler). Dix-sept ne répondirent pas, dix-huit étaient décédés. La réaction des 42 autres était plus nuancée. Ils admettaient tous des erreurs, mais refusaient de se retracter publiquement, geste inutile et peu estimable. Aucun d'eux ne se fit reproche d'avoir pris la défense de la patrie, même si tous regrettèrent d'avoir autorisé l'apposition de leur signature sous un texte hâtivement rédigé, dont un certain nombre d'entre eux ne connaissaient même pas le contenu (Wehberg, 1920, *passim*).

En 1916 déjà, Max Planck avait fait parvenir à Hendrik A. Lorentz une lettre expliquant l'état d'esprit dans lequel le manifeste avait été signé (voir, supra, chapitre II, 81) ; voir aussi la lettre ouverte d'Adolf von Harnack à Clemenceau dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 6 novembre 1919.

26. "Il est tout à fait plausible", écrivit Georg Karo, "que ce sont ceux dont les compétences leur permettent de mesurer les possibilités illimitées dans un secteur aussi rentable, qui s'acharnent le plus violemment contre l'Allemagne..." (1925, 2).

27. International Research Council, 1919, 45, 130-145.

28. "2. Deutscher Hochschultag", *Mitt. VDH*, 2^e numéro spécial, juillet 1921, 18 ; voir aussi Kerkhof, 1921, 232 ; Karo, 1919, 167.

29. Le rapport entre le haut niveau scientifique de l'Allemagne et son ancienne puissance économique était fréquemment évoqué dans la presse d'information et dans les publications spécialisées, où l'on discutait - généralement sans bienveillance - les perspectives d'une reprise des activités industrielles allemandes et la nécessité de tenir en échec ce potentiel dangereux (voir, par exemple, "German industry and the War" *Nature*, 102, des 26 septembre et 3 octobre 1918, 66-67, 85-88 ; 169, du 8 janvier 1920, 484).

30. "2. Deutscher Hochschultag", *Mitt. VDH*, I, premier numéro spécial, juin 1921, 18.

31. Karo, 1919, 167.

32. Rapport du Comité des affaires extérieures, lors du 4^e *Deutscher Hochschultag*, Mitt. VDH, V (2), février 1925, 34.
33. *Unabhängige Nationalkorrespondenz* du 16 mai 1919 (cité dans Wehberg, 1920, 32-34).
34. Einstein à Lorentz, été 1919, cité par Forman, 1973, 177-178.
35. Mitt. VDH, I, 5, 1^{er} février 1921, 48. Voir aussi *Die Not der deutschen Wissenschaft*, 1921.
36. Mitt. VDH, I, 5, 1^{er} février 1921, 48. Voir aussi *Die Not der deutschen Wissenschaft*, 1921.
37. "Einige Aeusserungen liber die wissenschaftliche Betätigung du Conseil international de recherches bzw. der diesem angegliederten Unionen, veranlasst von der mathematisch-physikalischen Klasse der Gesellschaft der Wissenschaften zu Göttingen" (AdW Berlin, VIa 17, 9, fol. 49) ; voir aussi Forman, 1973, 178.
38. Cannon et Field, 1945, *passim*.
39. Quand l'astronome Georg Struve, à peu près à la même époque (1927), exhorta ses collègues de refuser, au nom de la dignité allemande, l'invitation d'adhérer à l'Union astronomique internationale, il ne manqua pas de faire allusion au sacrifice que ce noble geste allait infliger à la profession ; il admettait, au contraire, que la communication d'observations, l'échange d'idées et d'opinions et une distribution abondante de la littérature astronomique étaient d'"une importance vitale pour la discipline" (voir *supra*, 229, n. 19).
40. Ainsi les directives de l'Auslandsausschuss du Verband der deutschen Hochschulen de 1923 déclaraient-elles que les universitaires allemands devaient s'abstenir de s'adresser à des collègues des pays de l'Entente pour obtenir des informations : "Il est plus important... de sauvegarder l'honneur et la dignité allemandes que de les sacrifier pour obtenir des informations scientifiques..." (voir *infra*, 244-245, et annexe VI, 326).
41. Voir à ce sujet Forman, 1973, 177-180.
42. Voir, par exemple, les comptes rendus des débats du *Reichstag* recensés dans Schreiber, 1958 ; Weber, Alfred, 1923 ; Schreiber, 1923 ; *Die Not der wissenschaftlichen Arbeiter*, 1921, et les mémoires de Schmidt-Ott, 1952, Willstaetter, 1958, Glum, 1964, Mendelssohn, 1973.
43. Voir à ce sujet, par exemple, Forman, 1967.
44. La Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft en constitue l'exemple le plus important. Jusqu'en 1918, ses activités étaient financées par les revenus des capitaux que les milieux industriels et financiers allemands avaient versés en 1911 ; l'Etat (prussien) n'avait fourni que les terrains nécessaires à la construction des instituts de recherche et s'était engagé à payer les salaires des directeurs de ces instituts par le budget du *Kultusministerium*. Les dons privés ayant été placés dans des valeurs à intérêt fixe, les revenus de ces placements étaient tombés à un niveau dérisoire au lendemain de la défaite. Voir aussi *supra*, chapitre I, 61-62.
45. L'article 10, al. 2, de la Constitution de Weimar permettait au gouvernement central de créer des lois cadres dans le domaine de l'éducation y compris l'enseignement supérieur avec plus de liberté que sous la constitution de 1871. Pour des raisons de politique intérieure - et budgétaire - cependant, le gouvernement central ne s'est guère servi de ces compétences. Voir à ce sujet Düwell, 1971. Sur la politique des sciences de la République de Weimar, voir Griewark, 1927.
46. Le Verband der deutschen Hochschulen (VDH) était composé de toutes les universités et *Technische Hochschulen* allemandes ; au cours des années suivantes, les Hautes Ecoles des sciences vétérinaires, d'agronomie et des mines y adhèrent également.
47. La NGW fut créée comme société à but non lucratif, le 30 octobre 1920 ; elle était composée exclusivement de membres collectifs : les académies des sciences, la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, le VDH et quelques sociétés savantes importantes dont la Gesellschaft deutscher Naturforscher und Aerzte. Les fonds qu'elle distribuait chaque année à titre de subventions de recherche et de bourses étaient inscrits au budget du ministère de l'Intérieur (direction des Affaires culturelles), attribution qui devait être approuvée par le *Reichstag*. La proportion variait, mais à peu près un cinquième des fonds de la NGW provenaient de sources privées d'une fondation alimentée par les

milieux industriels et d'affaires allemands et de donateurs étrangers. Voir *infra*, 242, n.50, et Nipperdey et Schmugge, 1970 ; Zierold, 1970 ; Richter, 1972 ; Schroeder-Gudehus, 1972.

48. Ses opinions personnelles le portaient sans doute plus à droite encore : ses deux fils avaient marché dans les rangs de la "Brigade Ehrhardt", appuyant le putsch du *Generalland-schaftsdirektor* Kapp en mars 1920 (Schmidt-Ott, 1952, 173 et *passim*).

49. Voir *supra*, chapitre V, 202-206.

50. Les contributions des milieux privés allemands canalisées par le Stifterverband der Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft, ne dépassaient pas, même dans les meilleures années, 3 pour cent du budget de la NGW (voir les travaux cités *supra*, 241, n. 47). L'économie privée se montrait en effet hésitante à subventionner des organismes qui ne lui garantissaient pas une influence suffisante quant à l'affectation de ses contributions. Elle préférait alors créer ses propres organisations ou encore subventionner la recherche d'une façon plus directe en finançant des Kaiser-Wilhelm-Institute, par exemple.

Pendant les premières années de l'existence de la NGW, les dons venant de l'étranger avaient un caractère d'action de secours très marqué : livres, périodiques, appareils, animaux de laboratoire, produits alimentaires. Peu à peu, l'allure caritative disparaissait. Une forte proportion des dons venaient des Etats-Unis (Rockefeller Foundation, Emergency Society for German and Austrian Science and Art, etc.), mais aussi d'autres pays (le fonds Assiz-Chateaubriand du Brésil ; le fonds Hoshi du Japon) ; voir à ce sujet les rapports annuels (*Berichte*) de la NGW.

51. Treize des vingt universités allemandes étaient situées en territoire prussien ; le gouvernement de la Prusse exerçait donc une influence prédominante sur la gestion et le développement de l'enseignement supérieur dans toute l'Allemagne.

52. La littérature consacrée à la République de Weimar et l'orientation politique de ses élites intellectuelles est abondante ; nous ne pouvons ici mentionner que quelques sources et travaux portant tout particulièrement sur le monde universitaire. Parmi les critiques contemporains Troeltsch, 1924 et Radbruch et Meinecke, 1926 sont essentiels ; voir aussi les études récentes suivantes : Mommsen, 1959 ; Bleuel, 1968 ; Ringer, 1969 ; Töpner, 1970 ; Forman, 1971 ; Schroeder-Gudehus, 1972.

53. "Verhandlungen des 2. Hochschultages, 1921", *Mitt. VDH*, I 2^e numéro spécial), juillet 1921, 20.

54. *Mitt. VDH*, I (3^e numéro spécial), septembre 1921, 44. La collaboration avec les universités autrichiennes était très étroite, bien que celles-ci n'eussent pas le droit de faire partie du VDH.

55. Karo, 1925, 3-4.

56. Voir annexe VI, *infra*, 326.

57. Dans un compte rendu de la réunion de la Commission électrotechnique internationale des 20-26 novembre 1922, la *Revue générale de l'électricité* (XII du 2 décembre 1922, 874) relève que les cinq spécialistes allemands n'avaient pas participé aux séances de plein droit, mais en tant qu'invités personnels des délégués suisses. - Il semble - pour mentionner un autre exemple - que l'éditeur des *Tables annuelles des constantes et données numériques de chimie, physique et technologie* réitéra, en 1926-1927, une offre qu'il avait déjà faite aux collaborateurs allemands en 1916, à savoir de continuer leur collaboration de façon anonyme (Mémoire de Karl Scheel du 2 février 1928 ; AdW Berlin, fol. 50). Voir aussi la dénonciation de cette pratique par le quatrième *Hochschultag* (janvier 1925), *Mitt. VDH*, V (2), février 1925, 49.

58. Voir *infra*, 246-253, et chapitre VII, *passim*.

59. - bien que le Cartel continuât d'affirmer sa détermination de continuer les travaux de l'Association (Rothbarth, 1931, 7 ; Meister, 1947, 155, 179).

60. Karo, 1919, 166.

61. Voir *supra*, chapitre III, 143-144.

62. On peut citer à titre d'exemple la constitution d'un groupe de travail international dans le domaine de la météorologie en 1921 ; ce groupe fut constitué sur l'initiative allemande avec la participation de pays neutres d'Europe (Rapport de H. Hergesell au *Kultusministerium* prussien sur

la réunion du 21 juillet 1921 ; AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/1/). Une Association internationale de limnologie théorique et appliquée fut fondée lors d'un congrès qui eut lieu en Allemagne en 1922. Deux tiers des sociétés membres étaient de pays dont les institutions scientifiques nationales avaient adhéré au CIR (*Mitt. VDH*, II (21), 21 novembre 1922, 275-276).

63. Voir, par exemple, Schädel, 1921 ; "Wissenschaftlicher Austausch zwischen Deutschland und Argentinien", *Mitt. VDH*, II (4), 15 février 1922, 50-52.

64. Paul Forman cite l'exemple hautement révélateur de l'Elektrophysik-Ausschuss, organisme créé en 1923 dans le cadre de la NGW ; sa fonction était de distribuer des fonds que trois firmes (General Electric, AEG et Siemens-Halske) mettaient à la disposition de la recherche dans ce domaine. Quand, en 1926, des discussions furent engagées pour décider de l'avenir de ce comité, l'intérêt du négociateur allemand, Fritz Haber, ne portait pas en premier lieu sur la substance de l'engagement, à savoir le montant des subventions ou les programmes de recherche à financer, mais sur le maintien des structures, le maintien de l'entente internationale formelle en tant que telle, "pour consolider entre les deux pays les liens que l'aide américaine avait créés" (cité d'après Forman, 1973, 175").

65. Voir, par exemple, Castellan, 1954 ; Wheeler-Bennet, 1946 ; Freund, 1957.

66. Les membres du Comité exécutif du CIR avaient décidé d'"agir dans cette question avec la même prudence que (leurs) gouvernements" (Picard à Schuster, le 1^{er} janvier 1919, RS 540).

67. Les accords du 16 avril 1922, conclus en marge de la Conférence de Gênes, rétablissaient les relations diplomatiques entre les deux pays qui renonçaient simultanément aux dettes de guerre et aux réparations pour dommages militaires. Les deux pays s'accordaient, en plus, dans leur relations commerciales et économiques le traitement de la nation la plus favorisée.

68. Voir *Berichte der Deutschen Chemischen Gesellschaft*, 55-A, 1922, 17 juin 1922, 107-109 ; Ipatieff, 1946, 355, 505-506 ; Schützler, 1960, Winter, 1963.

69. Voir, par exemple, Schmidt-Ott, 1952, 169-170, 217-247.

70. Voir les *Berichte* de la NGW, notamment V (1926), 127 ; VII, 1928, 173.

71. Ludloff, 1956-1957, et les travaux cités supra, n. 68. Les relations germano-soviétiques furent marquées par d'autres manifestations importantes avant que l'avènement du national-socialisme y mette fin. Il convient de mentionner notamment la "Semaine de la recherche scientifique russe" (*Russische Naturforscherwoche*) de 1927 (voir Schützler, 1960 et Kretschmar, 1966), la "Semaine de l'historiographie soviétique" de 1928 et la "Semaine germano-soviétique de recherches médicales". Voir aussi, Grau, 1966.

72. Voir Kretschmar, 1966, 102.

73. Otto Hoetzsch, dans un aide-mémoire présenté à l'*Auswärtiges Amt* le 19 janvier 1927, déclara qu'il considérait comme son devoir "de maintenir l'avance que (l'Allemagne) s'était assurée en rétablissant plus tôt que d'autres pays, les relations politiques avec la Russie soviétique, et de mettre cette avance à profit également dans le domaine scientifique" (cité dans Kretschmar, 1966, 102).

Pour empêcher que les collègues russes ne cèdent à une éventuelle attraction que pouvait exercer sur eux la science des grandes démocraties occidentales, un des éditeurs d'une grande revue scientifique allemande n'hésita pas à recommander pour les articles de savants soviétiques des critères d'acceptation moins rigoureux que ceux qui étaient normalement appliqués (Lubarsch, 1931, 369).

Depuis 1922, la *Referatenliteratur* allemande avait retrouvé un marché en Russie (*Die deutsche Wissenschaft und das Ausland*, 1925, 11).

74. "Gleichrichtung der Geister". Professeur Rothe, Recteur de la *Technische Hochschule Charlottenburg*, lors d'une réunion du VDH, le 9 décembre 1921, (*Mitt. VDH*, II (1), janvier 1922, 34).

75. Le comité directeur de la Société zoologique allemande, par exemple, prit position contre une participation de ses membres à une réunion scientifique prévue à Oxford, considérant comme

injurieux le fait que certaines sociétés savantes anglaises aient voté pour déterminer si les collègues allemands seraient invités ou pas (Mitt. VDH, V (11-12), décembre 1925, 185). La Société allemande de chirurgie informa l'*Auswärtiges Amt* qu'elle n'avait pas participé aux réunions internationales de 1924 et 1925 ; qu'elle ne comptait pas y participer à l'avenir, ni même demander une invitation à titre égal, aussi longtemps que le "Boycott" ne serait pas aboli (lettre du 10 août 1926, AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/).

E. Kohlschütter, directeur de l'Institut géodésique de Potsdam, avait accepté de collaborer à la revue publiée par la Ligue des sociétés de la Croix-Rouge (*Matériaux pour l'étude des calamités*), à condition que les *abstracts* des articles paraissent non seulement en anglais et en français mais aussi en allemand (Mitt. VDH, V (5), mai 1925, 100-101).

76. Eduard Meyer, par exemple, dans une réunion à l'*Auswärtiges Amt*, insista avec force sur la nécessité d'exiger, avant d'établir des contacts personnels avec des collègues étrangers, un désaveu formel des clauses du "Boycott" (p.-v. de la réunion du 6 février 1925, AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/-1941/25).

77. Procès-verbal d'une réunion à l'*Auswärtiges Amt*, le 6 février 1925, concernant l'attitude des universitaires allemands à l'égard de l'étranger ; le haut-fonctionnaire qui avait convoqué la réunion déclara qu'il était impossible d'envisager un "refus de passeport pour voyages inopportuns" (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/-1941/25). Voir aussi Gast, 1921, 21.

78. Voir *supra*, chapitre V, 176-177, 191-195. - Il faut souligner qu'en dépit des accusations dont il fut l'objet, il aurait été difficile de reprocher à Einstein une attitude déloyale à l'égard de ses collègues allemands. Ainsi, en 1923 déclina-t-il l'invitation de se rendre à la première Conférence Solvay qui eut lieu après la guerre. Il serait mal venu, écrivit-il à Lorentz (et plus tard, dans le même sens, à Marie Curie), de participer à une réunion dont ses collègues allemands étaient exclus ; il ne voulait pas se rendre complice ainsi d'une action qu'il considérait personnellement comme injuste. En 1926, quand les Allemands étaient à nouveau admis, Einstein participa à la Conférence (voir Nathan et Norden, 1968, 63-65).

79. Mitt. VDH, V (9-10), octobre 1925, 164-165.

80. Constituée d'abord comme *Arbeitsgemeinschaft der deutschen naturwissenschaftlichen Referaten-Organen*, la *Zentrale* relevait de la direction des Affaires culturelles du *Reichsinnenministerium*. De 1926 à 1945, elle était financée à même le budget de la NGW ("Die Reichszentrale...", 436).

81. Karl Kerkhof avait accompagné Wilhelm Foerster lors de son voyage à Paris à l'automne 1920 (voir *supra*, chapitre IV, 135, n. 4). Vingt ans plus tard encore, dans un article publié en 1939, Kerkhof interpréta le "Contre-Boycott" non pas en fonction du relèvement de la puissance scientifique allemande, mais en fonction des événements humiliants qui s'étaient déroulés au sein des organisations maintenues en vertu de l'art. 282 du Traité de Versailles (*scil.* le Comité international des poids et mesures). Sa haine des Français et son attitude irréductible dans les questions de poids et de mesures semblent confirmer les ressources secrètes de son engagement pour le "Contre-Boycott" (il s'opposait catégoriquement, par exemple, à ce que les unités de mesure électriques fussent incluses dans la Convention du mètre, et ceci pour des raisons politiques, écrivit-il à l'*Auswärtiges Amt*. même si, comme il était selon lui à prévoir, le ministère de l'Economie y était favorable). AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/2/).

82. Lettre du 15 octobre 1921 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/2/IXD 4974).

83. *Ber Krieg gegen die deutsche Wissenschaft*, Wittenberg, 1922; *Internationale wissenschaftliche Kongresse, 1922- 1923*, Berlin, 1923; *Die deutsche Wissenschaft und das Ausland*, Berlin, 1925.

84. Lettre du 2 février 1924 (AA KultAbt VIB KuW 359/40/et 724/24/).

85. Le Plan Dawes, présenté au mois d'avril et mis en application le 1^{er} septembre 1924, portait sur de nouvelles modalités de paiement des réparations et permit - grâce aussi à un prêt de 800 millions de mark-or consenti à l'Allemagne - de stabiliser sa monnaie. Bien que - par rapport

surtout à l'"état des paiements" de 1921 - le Plan Dawes comportât des avantages très nets pour l'Allemagne, son acceptation fut violemment combattue par la Droite.

Chapitre VII. L'impasse

- 1 La diplomatie allemande, même si elle ne s'intéressa au "Boycott" et au "Contre-Boycott" qu'en 1924, n'attendit pas tout ce temps pour se rendre compte des conséquences de l'isolement de l'élite intellectuelle allemande pour la position internationale de la République : il était incontestablement dans l'intérêt de l'Allemagne que le "Boycott" disparût :

Aussi longtemps qu'il existe, écrit un fonctionnaire de l'*Auswärtiges Amt* au printemps 1921, le Boycott maintiendra les élites des anciens pays belligérants dans leur psychose de guerre, et la tension persistante réduira à néant toute chance de trouver une résonance favorable pour une politique de conciliation¹.

- 2 Le ministère accordait par conséquent son appui moral et, dans des limites très étroites, financier, à toutes les initiatives dont on pouvait espérer qu'elles contribueraient à rasséréner l'atmosphère et à normaliser les relations avec l'étranger. Mais il faut évidemment tenir compte des difficultés que le ministère devait affronter s'il voulait s'engager dans une politique culturelle et scientifique : la constitution de Weimar était fédérative et ne donnait au ministère des Affaires étrangères aucune autorité sur le contenu et l'orientation d'une telle politique, le rendant entièrement dépendant de la coopération des administrations compétentes des *Länder*. La pratique du gouvernement impérial ne lui avait légué ni des mécanismes de collaboration bien rodés, ni même une certaine tradition de rapports officiels avec la communauté universitaire. Il n'est donc pas étonnant que la politique extérieure weimarienne ne se soit guère occupée, au début, d'un secteur qui ne lui était pas familier et n'ait pratiquement pas fait appel au concours des universitaires². Bien que la *Kulturabteilung* - constituée au cours des réformes structurelles de 1920-1922 - fût officiellement chargée de promouvoir "les relations humanitaires et scientifiques avec l'étranger", elle ne sortait pas des sentiers battus d'une politique d'assistance aux écoles allemandes et aux minorités en général³. Largement improvisée, la politique guidant les relations scientifiques s'inspirait de quelques principes sommaires : saisir toutes les occasions pour raviver l'admiration du monde pour les "qualités éternelles" de l'Allemagne et pour consolider la confiance de l'étranger dans l'esprit coopératif qui animait son gouvernement. Le ministère encourageait ainsi systématiquement une participation allemande chaque fois qu'une invitation à une manifestation internationale lui parvenait et faisait son possible pour faciliter d'autres contacts :

conférences de savants allemands à l'étranger, visites de savants étrangers en Allemagne, voyages d'études ; il finançait aussi, par exemple, la distribution gratuite de publications scientifiques dans certains pays neutres, et participa au fonds international pour la reconstruction de la bibliothèque de Tokyo⁴. Dans l'ensemble, cependant, les activités du ministère dans ce secteur demeuraient relativement modestes.

- 3 Si malgré tout la science allemande put jouir d'un certain éclat pendant cette période, ce n'est pas à l'*Auswärtiges Amt* qu'elle le dut. Les tournées de conférences qu'entreprit Albert Einstein dès 1920 à travers le monde provoquèrent partout où il passa les éloges des représentants diplomatiques allemands. Ils étaient tous d'accord pour souligner le caractère triomphal de ses apparitions, le service inestimable qu'il rendait à la réputation de la science allemande et, par là même, au pays tout entier⁵. Quand, au cours de l'année 1920 des rumeurs se multiplièrent selon lesquelles Einstein songeait à quitter l'Allemagne pour toujours, le chargé d'affaires allemand à Londres fit état de son inquiétude. On devrait faire l'impossible pour retenir à Berlin l'éminent savant, écrivit-il au ministère, parce qu'Einstein était, selon lui, un "facteur culturel" de premier ordre : avec un tel homme, on pourrait enfin concevoir une "véritable propagande culturelle". A Berlin, plus proches de la scène universitaire, les responsables de la politique étrangère évaluaient sans doute avec moins d'optimisme les réactions que susciterait Einstein, figure de proue d'une politique culturelle extérieure, parmi la communauté scientifique allemande⁷. La détermination exacte de la nationalité d'Einstein causait, de plus quelques problèmes. Tandis que l'Ambassadeur d'Allemagne à Copenhague prenait pour acquis qu'Einstein était citoyen suisse (tout en faisant remarquer qu'en dépit de cela et en dépit du fait qu'il était juif, son oeuvre était bien un chaînon de la science allemande)⁸, son collègue à Stockholm faisait son possible pour faire établir qu'Einstein était *Reichsdeutscher*. L'Ambassadeur, en tant que représentant officiel de l'Allemagne, était ainsi habilité à recevoir à la place du lauréat, lors de la séance solennelle, le prix Nobel de physique que l'Académie suédoise avait attribué en 1922 à l'illustre savant⁹.
- 4 L'incertitude entourant la nationalité d'Einstein, bien que parfois embarrassante pour la diplomatie allemande, permettait à cette dernière de se réserver une certaine marge de manoeuvre dans son interprétation de la représentativité du physicien pour la science allemande. S'il semblait opportun - à la lumière du succès triomphal que remportaient ses tournées à l'étranger - de souligner le fait qu'Einstein était un savant *allemand*¹⁰, on était plus évasif quand il était question de sa représentativité au sein de la Commission de coopération intellectuelle. On était au courant, au ministère, des considérations ambiguës qui avaient accompagné la nomination d'Einstein comme représentant de l'"aire culturelle germanique" et on ne tenait pas à brusquer la majorité des universitaires allemands en acceptant cette nomination comme satisfaisante. La section chargée des affaires de la Société des nations au ministère fit d'ailleurs valoir une raison supplémentaire pour rejeter la thèse selon laquelle Einstein représentait aussi la science *allemande* : l'Allemagne n'avait aucun intérêt - en 1922-1924 - à ce qu'avant son admission à la Société des nations une représentation *allemande* à cette Commission contribuât à rehausser le prestige de l'organisation¹¹.

Les impératifs des politiques étrangères et la révocation du "Boycott"

- 5 En 1924 la situation internationale commençait lentement à évoluer. Les Etats-Unis, attendant avec impatience de voir l'Europe sortir du marasme économique, faisaient pression sur la France, tenue pour la principale responsable de l'impasse. La victoire du Cartel des gauches et la démission de Poincaré, le 1^{er} juin 1924, facilitèrent l'acceptation du plan Dawes par la France. En août, les entretiens Herriot-Stresemann aboutirent à un plan d'évacuation de la Ruhr, échelonné sur un an. Bien qu'elle eût participé à l'occupation, l'Angleterre soucieuse de contrebalancer la puissance française sur le continent, avait déjà commencé à relâcher son emprise sur l'Allemagne. A la suggestion de l'Ambassadeur britannique à Berlin, Stresemann réitéra au début de l'année 1925 l'offre aux gouvernements alliés de garantir les frontières occidentales de l'Allemagne. Transmise le 9 février, l'offre aboutira, en octobre 1925, à la signature des Accords de Locarno. Une année plus tard, l'Allemagne faisait son entrée à la Société des nations.
- 6 Le "Boycott" occupait une place particulière sur l'échiquier de la diplomatie allemande. Il fallait qu'il disparût, certes, pour que disparaisse avec lui cette psychose de guerre chez les élites intellectuelles des pays alliés. Mais on attendait également de la disparition du "Boycott" un effet modérateur sur l'attitude des élites intellectuelles allemandes : obtenant satisfaction de leurs griefs dans la question des organisations scientifiques internationales, elles se rallieraient alors peut-être plus volontiers aux objectifs généraux de la politique étrangère allemande, abandonnant leur opposition irréductible à toute orientation conciliatrice. L'abolition du "Boycott", l'admission des académies allemandes au CIR et à l'Union académique internationale devinrent donc, dans le domaine des relations scientifiques, les objectifs prioritaires de la *Kulturabteilung* - objectifs qui, incontestablement, avaient une dimension de politique intérieure.
- 7 De 1920 à 1923, il s'agissait généralement pour les missions diplomatiques allemandes d'établir des contacts avec des membres influents de l'*Establishment* scientifique dans leur pays d'accréditation et de les encourager confidentiellement à prendre position contre l'exclusion des savants allemands du CIR, des Unions ou d'autres organisations ou manifestations internationales¹². La *Kulturabteilung* continuait alors de transmettre aux missions diplomatiques des informations et des écrits concernant le "Boycott" avec la recommandation d'en faire usage de façon appropriée¹³. A partir de 1924, les démarches recommandées se firent plus énergiques. Le ministère demandait à ses représentants de ne pas hésiter à inviter les gouvernements du pays hôte à veiller à ce que leurs organismes scientifiques nationaux ne s'opposent plus à l'abolition des clauses d'exclusion dans les statuts du CIR et des Unions affiliées¹⁴. Au lendemain de la défaite de la motion Lorentz lors de la Troisième assemblée du CIR en juillet 1925, la politique allemande enregistra sur ce terrain un succès important. L'Ambassadeur d'Allemagne à Paris reçut du ministre français de l'Instruction publique des assurances : la France désirait sincèrement intensifier la collaboration scientifique et culturelle entre les deux pays¹⁵. Un accord franco-allemand d'échanges universitaires était signé à cette même époque, et à la fin du mois de juillet, le ministre français se rendit en visite officielle à Berlin¹⁶. Toutes les fois où le problème du "Boycott" fut évoqué, Anatole de Monzie prit ses distances par rapport à la politique du CIR. Tout en sollicitant du respect pour les convictions de certains savants français et de la

compréhension pour son gouvernement qui ne pouvait "(exercer) la police des coeurs et (faire) régner sur les deuils la discipline d'une exacte courtoisie¹⁷", il ne laissa subsister aucun doute sur le fait qu'il désapprouvait l'intransigeance des ultras et qu'il allait tenter de les amener à des positions plus conciliantes.

- 8 Si les fondateurs du CIR avaient ardemment souhaité voir l'intérêt des gouvernements se porter sur la mission et les activités de cet organisme, ce n'est que six ans plus tard, en 1925, que cet intérêt se manifesta. Mais les interventions officielles, loin de renforcer l'autorité des principes sur lesquels l'organisation se fondait, eurent alors pour objectif de les désavouer. Le gouvernement britannique avait très tôt adopté une politique claire à l'égard des tensions au sein de la communauté scientifique, faisant comprendre aux intéressés qu'il allait arrêter l'attitude à l'endroit du "Boycott" en fonction de la situation politique générale¹⁸. Aussi n'est-il pas étonnant que le Foreign Office, en 1925-1926, participât activement aux efforts pour aplanir les obstacles qui, à Paris surtout, semblaient empêcher la normalisation des relations entre scientifiques de pays ex-ennemis¹⁹. Il n'éprouvait guère de difficultés, en fait, à convaincre les représentants anglais au CIR de la nécessité de certaines réformes : depuis la malencontreuse victoire des ultras à l'assemblée du CIR en juillet 1925, la Royal Society s'était ralliée au courant conciliateur. La raison en était moins l'impatience de voir les Allemands rejoindre les rangs du CIR que la crainte qu'un refus persistant de les admettre n'entraînât le départ des académies neutres et, par conséquent, la dislocation du Conseil²⁰. La majorité des membres réunis à Bruxelles avaient compris qu'il fallait prendre au sérieux l'avertissement lancé par H.A. Lorentz. Si les uns envisageaient alors sans trop d'inquiétude la disparition du Conseil, d'autres - et la Royal Society parmi ceux-là - étaient décidés à sauver l'oeuvre de 1919, fût-ce en heurtant les sensibilités françaises.
- 9 Pour prévenir des gestes irréparables de la part des neutres, il fallait donc revenir au plus vite sur le vote de juillet. La convocation d'une assemblée générale extraordinaire au cours de laquelle tous les délégués, cette fois pleinement conscients de la portée de leur décision, prendraient un nouveau vote, semblait la seule issue possible. Arthur Schuster s'engagea à convaincre Emile Picard de la nécessité d'une telle démarche²¹ ; au Comité exécutif, le représentant de l'Académie des sciences occupait toujours une position clé, sur laquelle semblaient s'aligner sans plus de discussions, les Belges et les Italiens. Soumis aux pressions du gouvernement français et de leurs collègues, les irréductibles résistèrent pourtant. Quand Emile Picard consentit finalement, en octobre 1925, à convoquer une assemblée extraordinaire du CIR, il s'opposa fermement à tout ce qu'il considérait comme de la précipitation inutile et insista sur une date assez éloignée²². La date du 29 juin 1926 sur laquelle le Comité exécutif tomba d'accord souleva l'indignation des neutres qui n'y voyaient que manoeuvres dilatoires²³.
- 10 Une activité intense de consultation et d'instruction se développa alors au cours des mois précédant l'assemblée générale extraordinaire du CIR - impliquant dans un chassé-croisé incessant entre ministères et académies, diplomates et *statesmen of science*. Les modalités de la révocation du "Boycott" furent l'Objet de sondages et de négociations : fallait-il se contenter de supprimer les références à l'article premier des Résolutions de Londres et laisser aux Allemands l'initiative de demander leur admission ? Fallait-il, au contraire, abandonner la procédure normale et formuler une invitation expresse ? ou encore assortir d'autres conditions l'admission de l'Allemagne (telle son entrée à la SdN) ? Les irréductibles continuaient de chercher des subterfuges.

A la veille de l'assemblée générale extraordinaire, un comité secret de l'Académie des sciences de Paris leur fournit l'occasion de s'opposer encore dans un dernier élan contre l'impensable : la rentrée des Allemands dans les organisations qui avaient été fondées, sept ans plus tôt, justement pour les exclure longtemps de la collaboration scientifique internationale²⁴. Mais les dés étaient jetés. A mesure que la date de l'assemblée approchait, il devenait évident que les ultras avaient perdu la partie. Le Secrétaire de la Royal Society s'était assuré qu'aucune délégation nationale ne se rendrait à Bruxelles sans avoir pris conscience de l'enjeu²⁵. Les gouvernements, de leur côté, avaient également veillé à ce que les délégations partent avec des instructions appropriées : il fallait que cette fois-ci, le vote se trouvât en concordance avec le climat de détente que les hommes d'Etat étaient décidés à instaurer. On avait reçu, à l'*Auswärtiges Amt* à Berlin, des informations très satisfaisantes de Londres, de Washington, de Bruxelles²⁶ et de Paris à ce sujet. Bien avant la réunion, le gouvernement français s'était déjà efforcé de rassurer le partenaire allemand, lui demandant de ne pas surestimer l'importance du CIR et de considérer le fait qu'il n'y avait pas que les scientifiques ultras, mais aussi les gouvernements intéressés à régler cette affaire - gouvernements dont la bonne volonté était évidente²⁷. Les efforts que déployait pour un rapprochement entre les savants des deux camps le ministre français de la Guerre, Paul Painlevé, mathématicien et ainsi collègue d'Emile Picard, étaient bien connus à Berlin²⁸.

- 11 Quand l'assemblée générale extraordinaire du CIR se réunit à Bruxelles, le 29 juin 1926, la séance fut courte. Emile Picard l'ouvrit en précisant que l'heure n'était pas "aux longs discours". Par un vote unanime, les délégués supprimèrent dans les statuts les références à l'article premier des Résolutions de Londres d'octobre 1918. Ils se rallièrent par la suite à une proposition du délégué britannique, Ernest Rutherford, et invitèrent explicitement l'Allemagne, l'Autriche, la Hongrie et la Bulgarie à adhérer au CIR²⁹. Rien de plus précis ne fut discuté concernant les modalités de ces adhésions. La question était délicate : on savait, d'une part, que les Allemands envisageaient de poser certaines conditions ; il était évident, d'autre part, qu'Emile Picard, tout en s'étant résigné à voter pour l'admission des Empires centraux, demeurait farouchement opposé à ce que l'on abandonnât, pour être agréable aux Allemands, la procédure normale d'adhésion qui comportait notamment la mise au vote de la demande³⁰. Il avait sans doute estimé que la susceptibilité des Allemands représentait une dernière chance pour empêcher leur entrée effective.
- 12 Emile Picard ne se trompait pas. La première réaction officielle des élites universitaires allemandes fut négative. La "Déclaration des universités allemandes" que le recteur de l'université de Berlin remit à l'*Auswärtiges Amt* le 22 juillet 1926, se prononçait en premier lieu sur la participation éventuelle de l'Allemagne aux divers organes, comités et programmes spécialisés de la SdN. Si les signataires de la déclaration consentaient à envisager une telle participation sous certaines conditions - dont celle d'une association adéquate aux décisions des institutions représentatives de la vie scientifique et universitaire allemande - ils demandaient de façon on ne peut plus insistante que l'Allemagne s'abstienne de participer aux "organisations de combat (*Kampforganisationen*) des pays membres de la SdN" comme le CIR ; ils ajoutaient qu'en tout cas, les universités ne prendraient aucune part aux travaux du Conseil³¹.
- 13 Ce *non possumus* solennel très embarrassant après l'invitation officielle lancée de Bruxelles ne devait pas causer de surprise, bien que la cause sinon de la réconciliation,

du moins d'une normalisation des relations, eût trouvé dans tous les camps des avocats prêts à engager leurs énergies et leur patience dans une médiation difficile et frustrante³² : Painlevé en France, Lorentz, Kruyt et Went en Hollande, Haber en Allemagne. Assurés de l'intérêt bienveillant des gouvernements, ils circulaient entre les fronts, essayant par de délicats sondages, toujours recommencés, de déterminer les contours exacts des compromis acceptables.

- 14 Dans le cas de l'Allemagne, l'attention bienveillante des instances gouvernementales frôlait la connivence. Le carrefour de toutes ces missions d'information, de sondage et de médiation se trouvait, en fait, à Berlin. Nulle part ailleurs un gouvernement n'avait autant besoin de voir disparaître un conflit qui continuait d'empoisonner l'atmosphère internationale - et nationale ; nulle part ailleurs, un gouvernement ne devait-il compter avec tant d'obstacles sur le chemin de la réconciliation.
- 15 Partie contractante des Accords de Locarno, l'Allemagne avait réalisé sans doute une étape importante vers une réintégration à part entière dans le concert des puissances ; cette réintégration était loin d'être achevée cependant : l'entrée à la SdN était différée à l'automne 1926 ; certains territoires de la Rhénanie étaient toujours occupés - sans parler du fardeau des Réparations. Le gouvernement allemand avait besoin plus que jamais de la confiance de ses partenaires ex-ennemis pour libérer le pays de contraintes dont beaucoup avaient pour fonction principale de contrôler et de garantir le respect du Traité. Or, dans les pays ex-ennemis, les représentants du courant conciliateur devaient faire face à des oppositions considérables, venant d'individus et de groupes qui prônaient à l'égard de l'Allemagne une méfiance sans répit. Les porte-parole de cette opposition n'avaient pas de difficulté à montrer que les discours de conciliation et de loyauté aux Traités que Gustav Stresemann tenait à Paris, à Londres ou à Locarno étaient très différents de ce que l'on pouvait lire dans la presse allemande, entendre dans les débats du *Reichstag* - ou dans les amphithéâtres des universités. Le nationalisme impénitent, acrimonieux et vindicatif de la droite, si largement représentée dans les milieux universitaires, semblait démentir tous les jours les assurances du ministre des Affaires étrangères au sujet de la nouvelle Allemagne républicaine, respectueuse de ses engagements, et pacifique. Le discrédit que les manifestations de l'élite universitaire jetaient ainsi sur la politique officielle de rapprochement, était d'autant plus grand que l'on continuait au-delà des frontières d'attribuer aux professeurs allemands une influence décisive sur l'esprit public. Leur amertume et leur ressentiment trouvaient, bien sûr, dans les dénonciations du "Boycott" et les revendications de l'ancien statut de "grande puissance scientifique" un véhicule tout désigné. Les responsables de la politique étrangère allemande, soucieux de limiter le plus possible les déclarations embarrassantes ou du moins leur diffusion, vouaient alors une attention particulière aux manifestations du "Contre-Boycott" et, surtout, depuis l'automne 1925, aux réactions à la perspective d'une invitation d'adhérer au CIR.
- 16 Cette politique modératrice, associant dans un commun effort l'*Auswärtiges Amt*, la direction des Affaires culturelles du ministère de l'Intérieur et le *Kultusministerium* prussien, poursuivait trois objectifs principaux : 1. encourager d'une manière générale les milieux universitaires à participer davantage à des manifestations internationales ; 2. dissuader ces milieux de prendre des positions en désaccord flagrant avec la politique gouvernementale ; 3. préparer le terrain de sorte que l'invitation d'adhérer au CIR qui allait sans doute être faite lors de l'Assemblée générale extraordinaire de juin

1926, soit acceptée par les organes représentatifs de la communauté scientifique allemande.

- 17 La participation allemande aux congrès scientifiques internationaux était en nette progression à cette époque, mais il fut plus d'une fois nécessaire de faire représenter l'Allemagne par un diplomate, membre de la mission du pays qui avait transmis l'invitation, faute de trouver un savant allemand de quelque renommée prêt à s'y rendre³³. Il était plus délicat de réaliser le deuxième objectif, bien que l'on surveillât de près les milieux et les organismes montrant une disposition particulière pour les prises de position fracassantes : l'Association des universités, les académies, la Reichszentrale für naturwissenschaftliche Berichterstattung. Karl Kerkhof continuait d'inonder les ministères et tous les organismes intéressés de près ou de loin au "Boycott" d'informations et de mises au point tendancieuses³⁴. Encore fallait-il reconnaître que la suppression de prises de position gênantes, tout en faisant gagner du temps, ne résolvait pas le problème si l'on n'arrivait pas à influencer les convictions qui les inspiraient. Quand, en janvier 1926, l'*Auswärtiges Amt* réussit à empêcher à la dernière minute la publication d'une déclaration particulièrement outrée du *Hochschulverband*, le président de cette association tint à mettre en garde le ministère et lui conseilla fortement de tenir compte, dans d'éventuelles négociations et malgré la suppression du texte, des points de vue qui s'y trouvaient exprimés³⁵.
- 18 Dans leur indignation profonde, les milieux universitaires se laissaient volontiers entraîner à des gestes de "représailles", certains patrons refusant d'admettre parmi leurs assistants des ressortissants de pays participants au "Boycott"³⁶ ; d'autres exigeaient de leurs assistants ou étudiants des déclarations de loyauté³⁷ ; le doyen de la faculté de Médecine de l'université de Berlin ne voulut permettre la visite des installations cliniques à un groupe de collègues américains qu'à la condition qu'ils se dissocient par écrit des Résolutions de Londres et s'engagent à militer pour la révocation de ces Résolutions³⁸.
- 19 A mesure que les élites universitaires sentaient croître la pression exercée sur elles par les diverses instances gouvernementales pour qu'elles adaptent leur comportement aux impératifs de la politique extérieure, elles organisaient la résistance. En décembre 1925, l'Académie bavaroise des sciences - un des châteaux forts de l'intransigeance - demandait à l'Académie de Berlin de convoquer une réunion du Cartel, afin que les Académies puissent arrêter une position commune vis-à-vis des développements qui s'annonçaient sur le plan des relations scientifiques internationales. Le Cartel qui, normalement, s'était contenté d'une réunion par an ou moins, en tint deux avant le mois de juin 1926, les 7 et 8 janvier et le 7 mai. Les résultats de ces réunions - prises de position sur le fond, catalogues de conditions et de modalités acceptables - furent aussitôt transmis aux ministères intéressés ; ils parurent dans la presse et constituèrent le contenu de ce que les porte-parole des milieux académiques avançaient dans les réunions d'information auxquelles ils étaient plus ou moins régulièrement conviés par les instances gouvernementales concernées.
- 20 Depuis 1923 déjà, les hauts fonctionnaires des différents ministères avaient organisé ces rencontres dans l'espoir sans doute que le contact personnel allait faciliter la compréhension, allait leur permettre de percer l'écran de fumée qui semblait obnubiler les élites universitaires à l'endroit de tout ce qui touchait aux "organisations de Bruxelles". Si, au cours de ces discussions, certains participants avaient toujours montré quelque compréhension pour les impératifs d'une politique étrangère efficace,

l'opinion de ces individus n'avait jamais influencé le résultat global qui demeurait négatif. L'obstination que mettait la majorité des savants à refuser de considérer même des possibilités de compromis ou d'accommodement avait plus d'une fois exacerbé les fonctionnaires responsables³⁹. Cet immobilisme rancunier devint d'autant plus alarmant à mesure que l'assemblée générale extraordinaire du CIR approchait. Au cas où cette assemblée se prononcerait en faveur des savants allemands, les diplomates allemands ne pourraient alors plus guère invoquer, pour expliquer le nationalisme ombrageux des milieux universitaires, les humiliations du "Boycott" et les sentiments légitimes d'indignation qu'elles provoquaient.

- 21 Au printemps 1926, ces séances se firent de plus en plus nombreuses, tenues généralement au ministère de l'Intérieur ou à la Wilhelmstrasse et réunissant, à part les représentants des ministères, des personnalités haut placées dans la hiérarchie académique : le recteur de l'université de Berlin, les présidents de la NGW, de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, du Hochschulverband et des Académies des sciences (ou leurs délégués). Le contact avec les Académies était particulièrement important depuis qu'à la séance du Cartel du 7 mai, les Académies revendiquaient pour leurs délégués le statut de représentants officiels et exclusifs de la science allemande dans ses rapports avec le CIR.
- 22 Tout en laissant entendre qu'une adhésion de l'Allemagne au CIR deviendrait probablement inévitable à la longue, les représentants des Académies avaient fini par élaborer une série de conditions à remplir avant qu'une telle adhésion puisse être envisagée. Une de ces conditions était la "dépolitisation" : il fallait, selon les Académies, abolir le vote pondéré au prorata des populations et réserver à des académies ou des institutions équivalentes le droit d'être membre (à l'exclusion donc des gouvernements) ; les réunions annuelles devraient devenir itinérantes ; l'allemand serait à rétablir comme langue de travail et langue officielle ; l'Allemagne devrait être représentée adéquatement au Comité exécutif et un nombre également "adéquat" de Bureaux centraux devaient être rapatriés⁴⁰. Le mémoire du Cartel du 7 mai 1926 reprit une autre exigence que les ultras n'avaient cessé d'exprimer depuis 1919, à savoir que l'invitation qui serait éventuellement adressée à l'Allemagne devrait être formulée de façon à indiquer, en même temps, que jamais les raisons avancées pour justifier l'exclusion des savants allemands n'avaient été fondées⁴¹.
- 23 Pour surmonter l'impasse, les fonctionnaires de la *Kulturabteilung* comptaient beaucoup sur l'habileté et la patience des médiateurs qui, depuis l'automne 1925, s'efforçaient de rapprocher les points de vue⁴². Ces médiateurs suggéraient finalement d'arranger une rencontre entre savants allemands et savants français en territoire neutre, les gouvernements - français et allemand - se chargeant des invitations afin d'épargner aux savants d'un côté ou de l'autre l'embarras du premier pas⁴³. Quoique Painlevé ne fût guère optimiste⁴⁴, l'invitation fut lancée à la fin du mois de mars 1926. Quand, un mois avant l'assemblée générale extraordinaire du CIR, aucune réaction n'était encore parvenue à l'*Auswärtiges Amt*, on s'y inquiéta. Le 3 juin, l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris avait fortement insisté pour que cette offre de discussion soit acceptée :

Un refus cadrerait mal avec l'atmosphère actuelle des relations franco-allemandes...
 Au moins faudra-t-il, à tout prix, éviter que l'invitation soit rejetée d'une façon tranchée ; un tel refus consacrerait, dans le domaine de la science, une situation de conflit qui n'existe plus dans les secteurs politique, économique, etc.⁴⁵.
- 24 Conviés de toute urgence à l'*Auswärtiges Amt*, les représentants de l'élite scientifique y discutèrent l'invitation française les 7 et 18 juin. Ils arrivèrent à la conclusion que - ne

serait-ce qu'à cause des problèmes techniques posés par l'organisation d'une rencontre à si brève échéance - il serait préférable d'attendre les résultats de l'assemblée du CIR⁴⁶.

Le refus allemand

- 25 Le 6 juillet 1926, Hugo Kruyt informa Fritz Haber des résultats de cette assemblée, a titre personnel⁴⁷. La Royal Society s'était chargée d'acheminer l'invitation officielle. Il avait semblé opportun de laisser aux Anglais le soin d'établir les contacts nécessaires et d'éviter toute modalité risquant de mettre face à face, dans d'éventuelles négociations, savants français et savants allemands⁴⁸. L'absence, en Allemagne, d'un organisme scientifique central rendait l'acheminement de l'invitation quelque peu difficile. On adopta alors la voie diplomatique : l'Ambassade britannique à Berlin transmet le document à l'*Auswärtiges Amt* et celui-ci, par la voie administrative normale⁴⁹, le fit parvenir aux destinataires - les académies, les universités et les sociétés savantes. Qu'une réponse se soit fait attendre ne s'explique pas seulement par les méandres qu'imposaient à la communication entre l'*Auswärtiges Amt* et les hommes de science les contraintes constitutionnelles. L'invitation formulée à Bruxelles n'avait guère modifié l'attitude négative des milieux universitaires - la déclaration des universités du 22 juillet 1926 n'en avait été que le premier témoignage public. Embarrassé, l'*Auswärtiges Amt* s'efforçait de prévenir d'autres éclats. Il réussit à faire ajourner - par l'intermédiaire de l'Ambassadeur d'Allemagne à Vienne - une réunion du Cartel des académies convoquée dans la capitale autrichienne pour le mois de janvier 1927⁵⁰ ; on avait appris que cette réunion avait pour objectif de formuler un refus officiel de l'invitation du CIR.
- 26 Afin d'attirer l'attention des savants sur les difficultés que créait leur intransigeance pour la politique étrangère allemande, le ministère convoqua leurs représentants à une autre réunion d'information, en avril 1927. L'attitude intransigeante, souligna le chef de la Section *Völkerbund*, continuait de fournir des arguments à ceux qui mettaient en doute la bonne volonté et la sincérité de l'Allemagne ; et il ajouta qu'il était illusoire de compter indéfiniment sur des concessions de la partie opposée. Le gouvernement voulait se réserver, de toute façon, de faire appel aux bonnes dispositions des pays ennemis pour des occasions plus importantes, par exemple, les négociations, imminentes, au sujet du plan Dawes⁵¹. Malgré ces avertissements et quoique le représentant de l'Académie de Vienne exprimât sa crainte que les neutres ne finissent par se lasser de l'intransigeance du Cartel, les professeurs réunis décidèrent de ne pas se prononcer. Ils promettaient cependant de soumettre un mémorandum dans les plus brefs délais.
- 27 Si les délégués réunis à Bruxelles en assemblée générale extraordinaire avaient cru que l'unanimité de l'invitation adressée aux collègues allemands allait fournir à ceux-ci une satisfaction adéquate et suffisante, ils durent bientôt constater leur erreur. Même Fritz Haber, tout en reconnaissant la bonne volonté s'exprimant dans cette unanimité, avait immédiatement soulevé qu'en fin de compte, l'invitation de l'Allemagne ne se distinguait en rien de celle adressée, quelques années auparavant, à un pays comme le Siam, par exemple ; il déplorait aussi que l'assemblée n'ait pas cru nécessaire de garantir tout de suite à l'Allemagne au moins deux sièges sur le Comité exécutif élargi - qu'en d'autres termes, elle n'eût pas manifesté plus clairement son intention

d'accorder à l'Allemagne un statut correspondant à son rang de puissance scientifique⁵².

- 28 Ces critiques - et toutes celles qui avaient été formulées à l'endroit du CIR au cours des années précédentes - furent reprises dans le mémoire que le Cartel approuva le 20 mai 1927 et transmit, le lendemain, à l'*Auswärtiges Amt*. Sans répondre directement à l'invitation, le Cartel se déclara prêt à entreprendre des négociations sous certaines conditions. Une de ces conditions était que le gouvernement allemand

communiqua textuellement au Conseil que les académies allemandes n'envisageaient ces négociations qu'en prenant pour acquis que les délégués réunis à Bruxelles aient voulu exprimer, par l'unanimité de l'invitation, qu'ils reconnaissaient désormais le caractère totalement injustifié de l'exclusion des Allemands⁵³.

- 29 L'*Auswärtiges Amt*, ne se faisant aucune illusion sur l'effet que ce mémoire allait provoquer à la Royal Society, renonça à le transmettre.

- 30 L'intransigeance des représentants de la science allemande n'embarrassait pas seulement le gouvernement allemand. Tandis qu'Emile Picard commentait avec une ironie amère les déboires des collègues qui s'étaient montrés, en 1925-1926, si sûrs des bonnes dispositions allemandes⁵⁴, ceux-ci manifestaient de plus en plus d'impatience à l'endroit des Allemands ou du moins de "la fraction qui donne les ordres⁵⁵". Le chassé-croisé compliqué des médiateurs reprit alors en 1927. Tandis que le Foreign Office et l'*Auswärtiges Amt* gardaient ouverte une ligne de communication entre les savants anglais et allemands⁵⁶, une nouvelle rencontre privée fut préparée à l'instigation de Lorentz, Painlevé et Haber⁵⁷. Lorentz aurait préféré Genève, mais c'est Haarlem qui fut choisi comme lieu de rencontre⁵⁸, et la date fixée au mois de mars 1928. Bien que Karl Kerkhof continuât par tous les moyens de discréditer les efforts de rapprochement⁵⁹, la réunion semblait sur le point de se réaliser dans de bonnes conditions, quand, au début du mois de février, survint la mort de Lorentz. L'idée d'une rencontre informelle dès lors ne fut plus reprise.

- 31 Si, au printemps 1928, la question de l'adhésion allemande au CIR semblait ainsi avoir abouti à une impasse, la situation s'était améliorée en ce qui concerne les rapports entre la communauté universitaire allemande et la CICI. En 1925 déjà, les porte-parole de la science allemande avaient laissé entendre qu'en dépit d'une aversion viscérale⁶⁰, ils se tiendraient à la disposition du gouvernement, le cas échéant - c'est-à-dire au cas où l'Allemagne entrerait à la SdN. Le mémoire du Cartel du 20 mai 1927 - l'Allemagne étant membre de la SdN depuis l'automne 1926 - reflétait alors un certain assouplissement. On y fit observer qu'après tout - comparée au CIR - la CICI était peut-être moins dangereuse, parce que, organe de la SdN, elle était - plus que le CIR - obligée de se donner un air d'objectivité⁶¹. Les choses en restèrent là : malgré les encouragements qu'ils reçurent aussi bien de l'*Auswärtiges Amt* que du Secrétariat de la SdN, les élites universitaires se gardèrent bien de prendre la moindre initiative. Finalement, et s'étant assuré auparavant du consentement des milieux impliqués, le gouvernement décida de créer par ordonnance, le 22 mars 1928, une Commission nationale de coopération intellectuelle et à en nommer les membres⁶². Ce consentement des milieux concernés ne signifiait pas cependant qu'ils aient sérieusement modifié leur opinion sur la collaboration intellectuelle dans le cadre de la Société des nations⁶³ ; il s'agissait avant tout d'un geste à l'endroit du gouvernement, d'une concession aux

pressions que ce dernier n'avait cessé d'exercer sur les professeurs pour les amener à une attitude plus conciliante. A l'égard du CIR, leur hostilité demeurait inchangée.

- 32 Quand, en juillet 1928, la quatrième assemblée générale du CIR se réunit à Bruxelles, la Royal Society attendait toujours une réponse du Cartel - un facteur qui créait de l'inquiétude et sans doute contribua à orienter les discussions si largement sur la révision des Statuts, due en 1931. A la demande de la Royal Society, l'assemblée nomma une commission qu'elle chargea d'élaborer - en consultation étroite avec les milieux intéressés - un projet de réorganisation du Conseil⁶⁴. A l'automne, le président de cette commission se rendit à Berlin, conféra avec Haber et Planck et eut des entretiens à l'*Auswärtiges Amt*⁶⁵. Il essaya en vain d'obtenir des Académies allemandes une prise de position claire ou, du moins, un accord de principe pour assister à une réunion de travail prévue pour la fin septembre 1929⁶⁶.
- 33 On s'était mis d'accord au sein du Cartel pour mettre en veilleuse pour quelque temps la question de l'adhésion au CIR⁶⁷. Il était évident, au début de l'année 1929, qu'on ne pouvait arriver à un consensus. Haber lui-même, las de tant d'efforts inutiles, se disait convaincu que le temps n'était pas encore mûr de voir l'Allemagne adhérer aux nouvelles organisations scientifiques internationales, l'aile droite des milieux universitaires y restant farouchement opposée. Il était décidé à respecter cette opposition, considérant comme plus important de maintenir l'unité de la communauté scientifique allemande que d'accélérer son intégration dans les organisations internationales⁶⁸. On s'était rendu compte par ailleurs dans le camp du "Contre-Boycott", que les manœuvres dilatoires - évitant à la fois l'acceptation et le refus de l'invitation - étaient à leur manière efficaces. Tandis qu'un refus aurait risqué de galvaniser le Conseil dans un nouveau élan anti-allemand, l'incertitude prolongée sur la décision allemande avait un effet corrosif : les adversaires des clauses d'exclusion avaient si bien démontré que, sans la participation allemande, le Conseil était condamné à périr à brève échéance, que son sort semblait tout à coup comme suspendu à la réaction des académies allemandes.
- 34 Le Conseil avait été absorbé pendant trop longtemps par la question du "Boycott", puis par celle de la réintégration des Allemands, pour que l'activité dans le domaine scientifique proprement dit ne se soit pas déplacée de plus en plus vers les Unions. Si certaines d'entre elles maintenaient toujours l'exclusion des puissances centrales⁶⁹, la plupart avaient résolu le problème de leur participation de façon satisfaisante et sans que la discussion à ce sujet n'encombrât le programme de travail des réunions. Il importait peu qu'à partir de 1926, l'impasse fut indéniablement la faute des Allemands. Las de prendre partie, de plaider ou même de démêler équitablement les torts et les mérites, une grande partie des universitaires semblaient alors enclins à oublier le Conseil international de recherches et ses problèmes politiques et à regarder davantage du côté des Unions dont les travaux étaient orientés plus résolument vers des contenus scientifiques. On voulait rompre avec l'habitude de concevoir les participants à des réunions internationales comme des "représentants" de telle ou telle collectivité scientifique nationale, en les considérant désormais comme des représentants de disciplines scientifiques⁷⁰.
- 35 Or, un tel développement - la disparition du Conseil et la décentralisation de la collaboration internationale par une plus grande autonomie des Unions - correspondait tout à fait aux vues des Académies allemandes⁷¹. Les responsables du CIR ne l'ignoraient pas, et les Statuts révisés, adoptés en juillet 1931, allaient consacrer largement le

principe de l'indépendance des Unions (sans faire disparaître cependant le Conseil)⁷². Malgré cette modification radicale et bien que les délégués eussent consenti à changer jusqu'au nom de l'organisation⁷³, les Académies allemandes n'allaient pas manifester plus d'empressement qu'auparavant pour adhérer au Conseil⁷⁴. Pourtant, la contradiction n'était qu'apparente : les stratégies du "Contre-Boycott" avaient toujours dénoncé l'exclusion des puissances centrales plus qu'ils n'avaient revendiqué la participation de plein droit au Conseil. Ni le démantèlement progressif du "Boycott", ni sa révocation officielle en juin 1926, n'avaient produit d'effet modérateur sur leurs campagnes de dénonciation. A mesure que leurs griefs perdaient leur fondement, ils semblaient d'autant plus résolus à opposer d'impressionnantes conditions préalables aux invitations à collaborer qui se multipliaient avec tant d'insistance. Quand, à partir de 1927, la résorption du "Boycott" et les concessions du CIR réduisirent considérablement les griefs, les ultras n'eurent pas de mal à en formuler de nouveaux : l'invitation d'adhérer au Conseil semblait alors inacceptable à certains, parce que ce serait faire preuve d'une servilité intolérable que d'oublier tant d'années d'humiliation⁷⁵. D'autres refusaient de rencontrer des collègues de pays ex-ennemis parce que ces pays maltraièrent des compatriotes allemands dans les territoires annexés en vertu du Traité de Versailles, ou encore parce que ces pays étaient responsables des Réparations imposées à l'Allemagne - terrible saignée sous l'effet de laquelle la recherche était en train de dépérir⁷⁶.

Les professeurs contre la République

- 36 La persistance des tensions constituait un échec certain pour les instances gouvernementales. Si elles étaient intervenues dans les tribulations de la communauté scientifique, cela avait été dans l'espoir qu'avec l'abolition officielle du "Boycott" disparaîtrait aussi l'agitation nationaliste qu'il avait nourri et qui était si préjudiciable à l'image de l'Allemagne dans le monde. Or, il ne pouvait échapper à la longue aux hommes politiques, aux diplomates et aux fonctionnaires que le catalogue constamment amendé de griefs et de conditions préalables n'était qu'un prétexte : les ultras tenaient manifestement davantage à pouvoir dénoncer les injustices du "Boycott" qu'à les voir réparer. Prétexte pour un double objectif dont la guerre d'usure contre le CIR n'était peut-être que le volet relativement moins important. La détermination de détruire le Conseil pourrait difficilement expliquer, à elle seule, pourquoi au-delà de la révocation officielle du "Boycott" une fraction aussi importante des élites universitaires s'accrochait au dépit, aux injustices subies et aux humiliations à venger. On s'y accrochait parce que les dénonciations du "Boycott" et les appels à la sauvegarde de la dignité allemande s'étaient révélés de précieux instruments pour faire de l'agitation anti-républicaine.
- 37 Dans une société qui manifestait pour la profession universitaire un respect aussi considérable, les descriptions d'humiliations infligées à la science allemande devaient nécessairement toucher une corde sensible. Les grands journaux d'information et la presse de droite en particulier avaient dès le début ouvert largement et en bonne place leurs colonnes aux nouvelles et aux articles concernant le "Boycott"⁷⁷. Pendant les années 1924-1926 surtout, ce thème bénéficiait d'une attention peu commune pour un problème qui, apparemment, n'affectait directement qu'un nombre très restreint de personnes. Si la plupart des commentaires et articles étaient manifestement

tributaires, pour les faits mentionnés et pour la tendance de la présentation de l'infatigable Karl Kerkhof, cette orchestration n'en influençait pas moins l'opinion publique. Le problème des organisations scientifiques internationales - marginal en soi - fournissait aux élites cultivées l'occasion de discréditer le gouvernement, de désavouer une politique extérieure contraire à leur conception de l'intérêt national, et d'injecter dans l'esprit public des doses calculées de mépris. Fallait-il d'autres preuves pour démontrer combien le gouvernement manquait de dignité que de laisser entendre qu'en dépit des infâmies dont les hommes de science allemands avaient été la cible, ce gouvernement les poussait au compromis et à la conciliation avec les "puissances du Boycott" ?

- 38 Humiliée par la défaite, l'élite universitaire l'était aussi par l'effondrement de l'ancienne hiérarchie sociale dans laquelle elle avait occupé une place élevée. La bourgeoisie cultivée dénonçait violemment ce qu'elle percevait comme l'hostilité du nouveau régime à l'endroit des valeurs culturelles (*Bildungsfeindlichkeit*). L'émotion était d'autant plus grande qu'aussitôt arrivé au pouvoir, le gouvernement social-démocrate de la Prusse procéda immédiatement à la préparation de réformes du système de l'éducation, dans l'intention avouée de démocratiser aussi l'enseignement supérieur. Les professeurs constataient avec amertume que

les universités ne trouvent pas auprès des partis au pouvoir et auprès des masses que ceux-ci influencent, l'appréciation et le respect qu'en vertu de leurs réalisations et de leurs mérites elles ont le droit de revendiquer⁷⁸.

- 39 C'est parce qu'elles étaient convaincues d'être les dépositaires des valeurs les plus élevées de la nation et d'assurer ainsi, mieux que le "Système", la continuité de l'essence nationale, que les élites universitaires revendiquaient avec éclat une autorité que le nouveau régime refusait de leur rendre. Cette "idéologie du mandarin"⁷⁹ se mêlait alors aux conceptions plus utilitaires de la science, dernier bastion de la puissance nationale⁸⁰, et à des éléments, ici et là, de la *Dolchstosslegende* pour aboutir à un sentiment de légitimité supérieure. Ce sentiment - fût-il vague et suspect - n'en semblait pas moins investir ceux qui s'y reconnaissaient d'une mission politique nationale. Si cette mission comportait la sauvegarde des intérêts de la nation, ceux-ci ne se confondaient point alors avec les intérêts du "système" ou du gouvernement en place⁸¹. Que l'élite universitaire, à l'époque locarnienne, ne voulut pas faire les concessions que l'*Auswärtiges Amt* lui demandait avec tant d'insistance, ne découlait pas du fait que ses porte-parole ne comprenaient pas les objectifs de la politique étrangère allemande ; ils comprenaient fort bien que le gouvernement recherchait un accommodement avec les puissances victorieuses, une intégration dans le nouvel ordre international ; mais ils désapprouvaient ces objectifs et, par conséquent, ne voyaient pas l'intérêt de collaborer. Certains allaient jusqu'à traduire leurs conceptions de rapports adéquats avec l'étranger par des gestes plus ou moins spectaculaires, mais dont le retentissement risquait toujours d'embarrasser le gouvernement : refus d'échanges de publications, d'invitations, de collaboration, et dans les termes qui souvent provoquèrent, dans les pays destinataires, des réactions violentes - campagnes de presse en Pologne, protestations diplomatiques en Tchécoslovaquie⁸².

- 40 La confiance dans la mission nationale du savant et son autorité amena d'éminents savants à utiliser leur réputation mondiale pour défendre des causes entièrement politiques : Rudolf Eucken, par exemple, refusa - lui aussi pour protester contre la politique italienne au Tyrol du Sud - l'invitation de participer à un congrès à Rome, en 1926. Tandis que la presse allemande jubilait⁸³, l'Ambassadeur d'Allemagne à Rome

s'inquiétait de la détérioration possible - au lendemain de Locarno ! - des relations avec une puissance co-garante du Pacte de sécurité. Il demanda à l'*Auswärtiges Amt* de tout entreprendre pour faire revenir l'illustre philosophe sur son refus⁸⁴. D'autres savants utilisaient volontiers la tribune que leur offraient des tournées de conférences à l'étranger pour "défendre sans compromis le point de vue allemand", pratique que certains milieux voulaient voir figurer parmi les directives à l'usage des professeurs invités à l'étranger⁸⁵. Les missions diplomatiques furent par conséquent chargées par le ministère de surveiller les conférenciers et de les empêcher, autant que possible, d'adopter un ton comminatoire ou de verser dans la propagande⁸⁶.

- 41 Le rapprochement avec la Russie soviétique que le gouvernement allemand amorça en 1922 par la signature des Accords de Rapallo, était une des rares occasions où sa politique étrangère semblait pouvoir compter sur l'appui des élites universitaires. Pourtant, ce qui était un élément subtil du jeu diplomatique allemand - l'allusion, à l'adresse des vainqueurs occidentaux, à une option possible de réorientation politique - allait se présenter au sein de la communauté scientifique comme un projet de "coalition" dont les accents anti-occidentaux étaient manifestes. Certes, les contacts avec les collègues russes - qui avaient d'ailleurs repris au lendemain même de la guerre⁸⁷ - pouvaient se réclamer d'une longue tradition. Mais ni la tradition, ni la maigre substance de la collaboration, ni - et encore moins - des sympathies pour le régime soviétique⁸⁸ n'expliquent l'attention quelque peu appuyée dont on entourait la relance de ces contacts. Les organisateurs de ce rapprochement scientifique germano-russe donnaient à ses manifestations une grande publicité parce qu'elles témoignaient d'une volonté de distanciation par rapport à la politique officielle ; parce qu'elles illustraient un choix contraire à l'orientation - toujours fondamentalement occidentale - de la politique étrangère de la République de Weimar. A la *West-Orientierung* du gouvernement - qui impliquait non seulement un choix sur le plan international, mais également le ralliement aux principes de la démocratie parlementaire - les savants allemands opposaient une *Ost-Orientierung* qu'ils semblaient rattacher, dans leur aveuglement, non pas aux réalités contemporaines mais à certaines traditions de politique étrangère de la Prusse et de l'Empire : Tauroggen et le génie de Bismarck dans les marches de la science allemande.
- 42 L'agitation de l'élite universitaire contre la Commission internationale de coopération intellectuelle n'aurait sans doute pas été poursuivie avec le même acharnement, si elle n'avait pas fourni d'aussi excellentes possibilités pour discréditer et combattre l'entrée de l'Allemagne à la SdN - autre aspect de la *West-Orientierung* et de la politique, abhorrée, de l'exécution des Traités⁸⁹. Bien sûr, toute l'idéologie sur laquelle reposait le fragile édifice de la "Coopération intellectuelle" était contraire aux convictions de la plupart des universitaires allemands ne fût-ce qu'à cause du "désarmement des esprits" qu'elle prônait. Devant un statu quo dont ils dénonçaient sans cesse l'injustice, ils ne pouvaient voir dans ce "désarmement" qu'un autre stratagème, plus subtil et plus dangereux, des vainqueurs. Pour faire paraître sous un jour encore plus odieux une politique de rapprochement avec le "système de Genève", on insinuait qu'il y avait collusion entre la CICI et les organisations du "Boycott". On présenta la CICI comme une partie des "organisations de Bruxelles" une section extérieure, une succursale, ou vice-versa, comme l'organisme coiffant le CIR et les Unions. Grâce - entre autre - à l'efficacité stupéfiante avec laquelle la Reichszentrale für naturwissenschaftliche Berichterstattung de Karl Kerkhof diffusait ses informations et mises au point, la thèse de la collusion s'imposa largement ; elle se reflétait dans pratiquement tous les textes

portant sur ce sujet, et en 1925 encore, on déclara au sein du Comité des Affaires extérieures du VDH que "la Commission de coopération intellectuelle et les organisations du "Boycott" signifiaient, *de facto et de jure*, la même chose⁹⁰". La thèse de la collusion permettait de rappeler au gouvernement ses responsabilités vis-à-vis des élites universitaires, bafouées : depuis 1924, le président du Comité des Affaires extérieures du VDH exigeait que les négociateurs allemands fassent de la révocation officielle du "Boycott" scientifique une condition préalable de l'adhésion allemande à la SdN⁹¹ ! Ce rapprochement entre le CIR et la CICI permettait aussi d'exploiter contre le gouvernement la défaite de la motion Lorentz à l'Assemblée générale du CIR en juillet 1925 :

Le vote de Bruxelles, écrivit Gustav Roethe, donnera sans doute à nos hommes politiques un avant-goût de ce qui les attend au cas où l'Allemagne entrerait sans garanties préalables à la SdN⁹².

- 43 En dépit de ces harcèlements et de l'obstruction à laquelle se livraient les universitaires, le gouvernement semblait réaliser ses objectifs : les récifs sur lesquels les *Gelehrten* avaient fait échouer les espoirs d'un "Locarno scientifique" n'avaient pas empêché, en fin de compte, l'Allemagne d'entrer dans la SdN et la détente internationale de se consolider, du moins temporairement. L'opposition contre la politique de rapprochement était néanmoins grave pour le gouvernement allemand, parce qu'elle était la manifestation d'une désaffection profonde de la majorité des élites universitaires à l'égard du régime. Cette désaffection contribuait, en bonne place, à la précarité constante du gouvernement et à la fragilité générale du régime. La prudence avec laquelle le gouvernement réagissait habituellement contre les universitaires récalcitrants, ne s'explique pas uniquement par les complications constitutionnelles le privant d'un accès direct aux institutions et aux individus. Le respect que les fonctionnaires portaient aux représentants de l'élite académique et la déférence même qui transpire, ici et là, des procès-verbaux des réunions d'information, ne découlent pas seulement de la permanence d'habitudes sociales. En fait, le prestige de l'élite universitaire et son ascendant sur l'opinion publique en faisaient un interlocuteur délicat. Si la gauche ne cessait de dénoncer et de ridiculiser l'illusion de ce "civisme apolitique" (*unpolitische Staatsgesinnung*) dont les professeurs se targuaient si volontiers et parfois avec insolence⁹³, il n'en demeurait pas moins évident que ce principe était toujours accepté dans de larges secteurs de l'opinion publique. Il était important pour le gouvernement de ne pas s'aliéner totalement un milieu qui, au nom de la dignité nationale et des valeurs de l'esprit, pouvait mobiliser contre le régime une partie substantielle du public. L'importance relative des relations scientifiques internationales méritait, dans ce contexte, d'être considérée avec soin. Il aurait été possible au *gouvernement*, comme certains l'avaient suggéré, d'adhérer directement au CIR⁹⁴. Mais, vu le désaccord grave qu'une telle démarche n'aurait pas manqué de créer entre le *Reich* et les Académies, le gouvernement y renonça⁹⁵.

- 44 En 1931, le CIR modifia ses statuts et changea de nom ; les Allemands n'y adhéreront qu'après la Seconde Guerre mondiale, dans des circonstances alors radicalement différentes.

NOTES

1. Le secrétaire d'Etat à la *Gesandtschaft* allemande à Stockholm, le 28 avril 1921 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/1/IXD-1868).
2. Une exception doit être relevée : l'envoi, auprès de la délégation allemande à la Conférence de la paix, d'un groupe de quatre professeurs (Hans Delbrück, historien ; Max Mongelas, Albrecht Mendelssohn-Bartholdy, juristes ; Max Weber, historien et sociologue). La délégation qui avait requis la présence des quatre universitaires ne recherchait d'ailleurs pas en premier lieu à bénéficier de leur expertise : "La documentation est réunie, le texte de la réponse est pratiquement prêt", dit le télégramme du 13 mai 1919. "Il importe maintenant de rehausser la valeur de ces documents par l'autorité de ces messieurs..." (cité par Dickmann, 1963, 87). Max Weber se plaignait d'ailleurs amèrement du fait que le groupe n'avait pas vraiment été consulté de manière significative (Marianne Weber, 1926, 659-660 ; voir aussi Mommsen, 1974, 340-342).
3. Voir, par exemple, Twardowski, 1970, 13-28.
4. Des revues scientifiques furent distribuées en Finlande et au Chili, par exemple (note de transfert de fonds à la NGW - organisme chargé de l'expédition - du 10 mars 1926 ; AA KultAbt VIB KuW 608/2/-2996). - La bibliothèque de Tokyo avait été détruite par un tremblement de terre (voir circulaire du ministère de l'Intérieur du 20 novembre 1923, in AA KultAbt VIB KuW 256/48/).
5. *Gesandtschaft* La Haye au ministère, le 25 mai 1920 (AA KultAbt VIB KuW 518 (2)/IX-U-4043) ; Ambassade Madrid au ministère, correspondance d'avril 1923, extraits dans un mémoire interne du 8 décembre 1923 (AA KultAbt VIB KuW 569/2/8034/23) ; Ambassade Tokyo au ministère (*ibid.*) ; *Gesandtschaft* Buenos Aires au ministère, le 30 avril 1925 (AA KultAbt VIB KuW 518/2/6316).
- Einstein entreprit ces voyages à la suite d'invitations qui lui étaient adressées (ainsi son voyage au Japon en 1922 avait-il été financé par un important libraire-éditeur japonais ; voir Einstein et Besso, 1972, 542-543).
6. Lettre du 2 septembre 1920 (AA KultAbt VIB KuW 518/2/IXU-6621).
7. Voir *supra*, chapitre V, 191-195. Il faut mentionner cependant que chaque fois qu'Einstein laissait entendre qu'il pourrait quitter l'Allemagne définitivement, certains de ses collègues les plus éminents insistaient auprès de lui pour l'en dissuader. Au-delà des liens confraternels et du respect qui sans doute inspiraient ces démarches, celles-ci étaient inspirées aussi par des considérations que ces hommes partageaient avec les diplomates : la conviction que l'Allemagne possédait en Einstein un homme que lui enviait le monde entier (Planck), et la crainte qu'au moment même où le pays subissait les plus incroyables affronts, le grand homme ne puisse l'abandonner (Sommerfeld) ; cité par Forman, 1973, 166-167.
8. Constantin v. Neurath, *Gesandter* à Copenhague, au ministère, le 26 juin 1920 (AA KultAbt VIB KuW 518/2/-IXU-4720).
9. Einstein était à l'époque en voyage en Extrême-Orient. Voir au sujet de la nationalité d'Einstein, Herneck, 1963.
10. Sur l'importance que la diplomatie allemande attachait à Einstein en tant que "facteur culturel", voir Grundmann, 1967, 215-232.
11. Note interne de v. Bülow (Referat *Völkerbund*) du 27 février 1923, AA KultAbt VIB KuW 607/7/-3033). Voir aussi l'ouvrage de Bülow, 1923.
12. Voir, par exemple, lettre du ministère à *Gesandtschaft* Stockholm, le 23 juin 1922 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/2/).
13. Kerkhof, 1922, ainsi que ses compilations de congrès scientifiques internationaux ayant lieu avec ou sans participation allemande et le rapport *Die deutsche Wissenschaft und das Ausland* (1925),

furent transmis, le 23 avril 1925, à 98 missions (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/); 200 tirés à part de Karo, 1925, et 1200 de l'article d'Eduard Spranger, "Deutschlands Anteil an der internationalen wissenschaftlichen Arbeit", furent envoyés aux missions allemandes durant l'été 1925 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/et 569/3/012367). La lettre ouverte que G.F. Hardy publia dans le *Manchester Guardian*, le 3 juin 1924 (voir *supra*, chapitre IV, 151-152) fut également distribuée. Les missions utilisaient cette documentation généralement pour inspirer des articles dans la presse du pays d'accréditation.

14. A Madrid, l'Ambassadeur d'Allemagne fit remarquer au gouvernement espagnol qu'une exclusion des Allemands du Congrès de l'Union géodésique et géophysique internationale prévu pour le mois d'octobre 1924 dans la capitale espagnole, risquait d'entraîner une campagne de presse hostile à l'Espagne et d'affecter de manière générale les relations scientifiques entre les deux pays (AA à Madrid, le 8 juillet 1924, AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/2); à Berne, le *Gesandte* allemand fit des représentations auprès du Conseil fédéral, en avril 1925, au sujet de la Société helvétique des sciences naturelles dont on avait appris qu'elle n'avait pas l'intention d'appuyer, lors de la prochaine réunion du CIR, une motion en vue de la suppression des articles d'exclusion (AA à Berne, le 15 avril 1925; AA KultAbt VIB KuW 607/1/-4208); en juillet 1925, la délégation suisse au CIR vota en faveur de la motion Lorentz. Pour assurer l'appui d'une motion anti-boycott de la section japonaise préparée pour le Congrès de la Société internationale de chirurgie en avril 1926, le ministère instruisit les représentants à Madrid, à Stockholm, à Oslo, à Copenhague et à La Haye afin de prendre les contacts nécessaires (le 13 août, le 31 juillet 1925 et le 14 janvier 1926; AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/).

15. Ambassade Paris au ministère, le 9 juillet 1925 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/).

16. Anatole de Monzie était reçu par le *Kultusminister* prussien C.H. Becker.

17. Réponse à la lettre ouverte d'un intellectuel allemand (Otto Grautoff) qui lui avait transmis une copie du texte de Georg Karo, *Der Krieg der Wissenschaft gegen Deutschland* (1925); publiée dans le *Berliner Tageblatt* du 30 août 1925 (texte français dans Archives G. de Reynold, Actions CICI, VII, Coop. Int., rapports avec les Allemands).

18. Arthur Schuster en était bien conscient; en fait, en 1919 déjà, le Foreign Office avait recommandé au Trésor de ne pas subventionner des organisations scientifiques internationales dont les Allemands faisaient partie, avant que l'Allemagne ne fût admise à la SdN, mais de ne plus faire bénéficier d'assis tance celles qui continueraient d'exclure les Allemands, une fois que ce pays sera admis (Schuster à Hale, le 27 octobre 1919, RS 540); voir aussi *supra*, chapitre III, 129, n. 69).

19. A la demande du Foreign Office, l'Ambassade britannique à Paris s'était renseignée sur l'état d'esprit régnant dans les milieux universitaires français (Foreign Office à Schuster, le 29 décembre 1925, RS 542); le Foreign Office informait Arthur Schuster par la même occasion qu'il acheminerait les invitations au Congrès international de géographie de Cambridge, prévu pour 1928, par la voie diplomatique à condition que les Allemands n'en seraient pas exclus.

20. Le pessimisme d'Arthur Schuster illustre bien l'ambiance générale: "*We must face the possibility of a dissolution of the International Research Council*", écrivit-il à Gullstrand le 8 juin 1926. "*But even if that be forced upon us, I am anxious to keep the Unions alive*". (RS 543). Voir aussi sa lettre à Lorentz du 27 juillet 1925 (RS 542).

21. Schuster à Lorentz, le 27 juillet 1925; Schuster à Glazebrook, le 13 août 1925 (RS 542). Il découle de ces lettres ainsi que des correspondances ultérieures que d'autres membres de la Royal Society ont également essayé d'exercer des pressions sur Emile Picard.

22. Réunion du Comité exécutif du 13 octobre 1925. Le 27 octobre, Arthur Schuster communiqua, par lettre circulaire, la convocation et l'ordre du jour de l'assemblée du 29 juin 1926: "Est-il souhaitable de supprimer dans les Statuts les références à l'article premier des Résolutions de la Conférence tenue à Londres en octobre 1918?" (RS 542).

23. Went à Schuster, le 4 novembre 1925 (RS 542).

24. Comité secret du 12 octobre 1925 (AdS Paris), notamment l'intervention très explicite de C. Lallemand.

25. Le 15 avril 1926, Arthur Schuster écrivit à l'Ambassadeur d'Espagne à Londres lui exposant le souci de voir la délégation espagnole au CIR munie, pour l'assemblée extraordinaire, d'instructions claires (la délégation espagnole s'était abstenue lors du vote sur la motion Lorentz en 1925, ayant reçu des instructions contradictoires). Il ajouta : *"It is not for me to express any opinion on the merits of the questions, but I may go so far as to say that several countries have declared their intention of withdrawing from the Research Council unless Germany is admitted, and the whole existence of the Council is at stake."* (RS 542). Aux Etats-Unis, la révocation du "Boycott" était chose acquise : depuis la signature des Accords de Locarno, Hale ne voyait plus d'obstacle à la normalisation des relations (Hale à Schuster, le 16 octobre 1925, RS 542). Schuster reçut d'ailleurs, le 19 juin 1926, un télégramme d'information que le National Research Council avait instruit les délégués américains de voter pour l'admission de l'Allemagne et de l'Autriche (RS 542).

26. Note du chargé d'affaires britannique à Berlin du 16 juin 1926 lettre du ministre belge de l'Education (Huysmans) à Rudolf Hilferding, le 25 juin 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-11389).

27. Entretien d'un fonctionnaire du ministère de l'Instruction publique avec un membre de l'Ambassade d'Allemagne (Ambassade Paris au ministère, le 23 janvier 1926, AA KultAbt VIB KuW 607/1/-15496).

28. Ambassade d'Allemagne à Paris au ministère, le 15 juillet 1926, AA KultAbt VIB KuW 607/1/-11274 ; rapports de l'Ambassade d'Allemagne à Paris sur les entretiens avec P. Painlevé des 3 mai et 5 juin 1926, AA KultAbt VIB KuW 607/-8676.

29. Conseil international de recherches, 1926, 1, 3, 4, 6.

30. Picard à Schuster, le 22 juin 1926 ; il s'était déjà exprimé dans le même sens six semaines plus tôt, dans un entretien avec un représentant de la Royal Society, le 8 mai 1926. Sans vouloir recourir à des menaces, la Royal Society tenait beaucoup à ce que Picard comprenne l'importance qu'elle attachait au dénouement de la crise du CIR, expliqua un membre du Conseil de la Royal Society à Arthur Schuster, le 26 mai 1926 (RS 542). Voir aussi l'article d'Emile Picard dans le *Journal des Débats* du 21 juillet 1926.

31. La déclaration avait été signée par les représentants de treize universités. L'université de Munich avait en plus spécifié que son refus de collaborer s'appliquait également à l'Union académique internationale (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-11804).

32. Haber qualifia ces négociations de pénibles et "les plus frustrantes" qu'il ait jamais connues (Haber aux professeurs Went et Kruyt, le 18 juin 1926 (copie AA KultAbt VIB KuW 607/1/-9967).

33. En 1924, la représentation de l'Allemagne par un membre de l'Ambassade à Bruxelles avait dû être envisagée, par exemple, pour le Bureau international de pharmacopée (*Auswärtiges Amt* au ministère de l'Intérieur, le 13 octobre 1924 ; AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/) ; pour la participation au Congrès international d'éducation morale à Rome, prévu pour avril 1926, la même solution était envisagée (ministère de l'Intérieur à l'*Auswärtiges Amt*, le 27 mars 1926 ; AA KultAbt VIB KuW 359/4/). Le recours à des fonctionnaires du secteur public ou para-public pour représenter l'Allemagne avait été adopté très tôt ; au Congrès international de sociologie, tenu à Turin du 9 au 16 octobre 1921 et consacré aux problèmes des minorités, l'Allemagne était représentée par le 2^e président du Comité national des minorités. Aucun sociologue ne s'était trouvé pour participer au Congrès. Ferdinand Toennies avait justifié son refus par la crainte d'être mal reçu par les autres délégués et de devoir faire face, seul, à une majorité anti-allemande compacte (Tiedje à l'*Auswärtiges Amt*, le 26 septembre 1921 ; AA KultAbt VIB KuW 359/39/). S'il était impossible d'assurer une représentation à un congrès international auquel l'Allemagne était invitée, l'*Auswärtiges Amt* recommandait à la mission accréditée auprès du gouvernement du pays hôte du congrès de faire savoir à celui-ci que le gouvernement allemand avait été très sensible au geste de réconciliation que constituait l'invitation (ce fut le cas, par exemple, pour le Congrès

international de criminologie de Bruxelles au printemps 1926 ; AA à l'Ambassade à Bruxelles, le 5 février 1926, AA KultAbt VIB KuW 583 adh, I/37/).

34. S'il était possible de contrôler la production *imprimée* de ce bureau, il était pratiquement exclu de surveiller ce qu'il distribuait sous forme dactylographiée.

35. Pompeckj à AA, le 15 mars 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-4306). L'*Auswärtiges Amt* de concert avec le *Kultusministerium* prussien avait d'ailleurs tenté de soustraire aux universités le traitement des questionnaires de la CICI concernant l'Enquête sur la situation du travail intellectuel (voir *supra*, chapitre V, 202-206). Vu l'esprit qui animait ces institutions, il était facile de prévoir la nature de leurs réactions et le gouvernement ne voulait à aucun prix voir compromises ses relations avec le Secrétariat de la SdN (AA à Schenck, le 4 août 1923 ; AA KultAbt VIB KuW 607/2/-9247 : *Kultusministerium* à AA, le 9 avril 1925 ; AA KultAbt 607/5/6412).

36. *Reichszentrale für wissenschaftliche Berichterstattung* à AA, le 5 avril 1921 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/1) ; correspondance entre l'*Auswärtiges Amt* et le *Kultusministerium* de Bade, mars-avril 1921 (*ibid.*) ; voir aussi Schulze, 1921. Plus tard encore, en été 1930, Fritz Haber envisageait ce type de réaction quand les représentants japonais à l'Union internationale de chimie pure et appliquée se prononcèrent à l'encontre de la position allemande. "Vous devez reconnaître, écrivit-il à l'*Auswärtiges Amt*, que la position japonaise est diamétralement opposée à la nôtre. Si le Japon s'y obstine, une tension entre la science chimique allemande et japonaise en sera la conséquence, ce que je déplore mais à quoi je ne puis rien changer. Cette tension risque de se répercuter fâcheusement sur l'accès de Japonais aux instituts universitaires. Je ne pense pas que les Japonais aient perçu clairement cette situation. Je suggère que l'*Auswärtiges Amt* en informe, par télégramme, l'Ambassadeur à Tokyo et lui recommande de faire venir le professeur Setsuro Tamaro et de discuter avec lui de cette question." (cité par Forman, 1973, 168-169).

37. La *Gesandtschaft* d'Allemagne à Belgrade citait des cas d'étudiants et assistants yougoslaves à qui de telles déclarations avaient été demandées (à AA, le 28 juillet 1921 ; AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/1/).

38. Le texte de cette déclaration a été publié (avec la lettre du Doyen à l'Interstate Postgraduate Assembly of America du 23 mai 1925) dans *Mitt. VDH*, (9-10), octobre 1925, 154-155.

39. "Si la science allemande ne pouvait s'affirmer à l'égard de l'étranger", écrivit dans une note interne le chef de la section *Völkerbund* de l'*Auswärtiges Amt*, "qu'en s'obstinant dans l'isolement, elle ne mériterait guère l'intérêt, ni l'appui du ministère." (Note de Bülow du 28 décembre 1925 ; AA KultAbt VIB KuW 607/1/-15990).

40. Voir les procès-verbaux des séances d'information du 11 décembre 1925 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-196 ; RMI III-12306) ; du 13 janvier 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-1194 ; RMI III 363). Voir aussi le rapport de Fritz Haber sur un entretien avec deux membres de l'Académie des sciences de Hollande du 19 décembre 1925 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-16572) ; la lettre de l'Académie bavaroise à l'Académie prussienne du 28 mars 1926 (copie AA KultAbt VIB KuW 607/1/-7238) ; les résolutions de la Société allemande de géophysique du mois de décembre 1925, *Zeitschrift für Geophysik*, II, 1926, n° 1.

41. Copie transmise à l'*Auswärtiges Amt* par la *Reichszentrale für naturwissenschaftliche Berichterstattung*, le 21 mai 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-8736).

42. En octobre 1925 déjà, avant même la réunion du Comité exécutif du CIR, Fritz Haber - qui était au courant de la décision qui allait être prise - avait rencontré le président du Comité des affaires extérieures du *Hochschulverband*, Otto Franke, et Karl Kerkhof pour un premier sondage. Les deux se déclarèrent entièrement défavorables à une éventuelle adhésion de l'Allemagne au CIR, tout en admettant que les circonstances risquaient de ne pas offrir d'alternative (note interne du ministère de l'Intérieur, du 5 octobre 1925, copie dans AA KultAbt VIB KuW 607/1/-13460).

43. Note d'O. Soehring, concernant un entretien entre des représentants du *Kultusministerium* prussien et de l'Académie des sciences des Pays-Bas, le 19 mars 1926 (AA KultAbt VIB KuW

607/1/-42920) ; rapport de l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris concernant des entretiens avec P. Painlevé les 3 mai et 3 juin 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/8/-6942 et/1/-8676) ; lettre du président de la section des sciences naturelles de l'Académie hollandaise à Fritz Haber du 14 juin 1926 (copie AA KultAbt VIB KuW 607/1/-10104).

44. Au cours d'une rencontre à Paris avec Glazebrook (Royal Society) et Lorentz, il leur montra le mémoire de l'Académie bavaroise des sciences du 5 décembre 1925 en faisant remarquer qu'il n'y avait pas beaucoup d'espoir si, après tant d'années d'efforts de conciliation, les positions des savants allemands restaient aussi intransigeantes (rencontre du 30 mars 1926, notes dans RS 543).

45. L'Ambassadeur d'Allemagne à Paris au ministère, le 3 juin 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-8676).

46. Réunions du 7 juin et du 18 juin 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-9670).

47. Kruyt à Haber, copie transmise au ministère le 6 juillet 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/11130).

48. Note de l'Ambassadeur d'Allemagne à Paris au sujet d'un entretien avec Painlevé, le 17 juillet 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-11274).

49. De l'*Auswärtiges Amt* le document fut acheminé aux académies par l'intermédiaire du ministère de l'Intérieur et les *Kultusministerien* des Etats fédérés.

50. Le ministère à l'Ambassade d'Allemagne à Vienne, le 3 janvier 1927 ; en ce qui concerne l'ajournement de la science, voir LeBlanc au ministère, le 6 mars 1927 (AA KultAbt VIw 42/1/-15).

51. Procès-verbal de la réunion du 20 avril 1927, 2-3 (AA KultAbt VIw 42/1/).

52. Haber au ministère, le 29 juin 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/1/-11389).

53. Souligné dans l'original du texte transmis au ministère par l'Académie saxonne (AA KultAbt VIw 42/1/-5359).

54. Par exemple, Picard à Schuster, le 21 avril 1927 (RS 543).

55. Gullstrand à Glazebrook, le 10 octobre 1927 (RS 543).

56. Voir la correspondance entre Arthur Schuster, l'Ambassadeur d'Allemagne à Londres, Carl von Schubert, l'Ambassadeur britannique à Berlin, Lord d'Abernon, et l'*Auswärtiges Amt*, novembre-décembre 1927 (RS 543, et AA KultAbt VIw 42/2/-8823).

57. Haber à Stresemann, le 15 avril 1927 (copie AA KultAbt VIw 42/1/-3098). Voir aussi le rapport que présenta à l'*Auswärtiges Amt* le Secrétaire de l'Académie bavaroise des sciences au sujet de la visite du président de l'Académie des sciences des Pays-Bas, du 20 novembre 1927 (AA KultAbt VIw 42/3/-8682).

58. H.A. Lorentz tenait à participer à la rencontre en sa qualité de président de la CICI (depuis la démission de Bergson en 1924). Lorentz à Oprescu, le 17 janvier 1928 (copie dans AA KultAbt VIw 42/2/-759).

59. Kerkhof prétendait - se basant sur des lettres qui lui auraient été adressées - que beaucoup de savants neutres désapprouvaient une "réconciliation hâtive" (à Dufour-Féronce le 10 décembre 1927 et le 18 janvier 1928 ; copies AA KultAbt VIw 42/2/-759).

60. Résumé, par le directeur de la *Kulturabteilung*, de la position des porte-parole du monde universitaire, telle qu'elle se dégageait d'une réunion d'information tenue le 6 février 1925 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/-1941).

61. Voir *supra*, 282, n. 53 (*loc. cit.*).

62. Voir *supra*, chapitre V, 213-214. Il y avait parmi les membres : Ulrich von Wilamowitz-Moellendorff, Richard Seeberg, Otto Hoetzsch, Adolf von Harnack (président), Max Scheler, Victor Bruns, Fritz Haber, Ferdinand Sauerbruch, Eduard Spranger, Walter Schücking.

63. L'*Establishment* universitaire allemand - quoique représenté, en force, au sein de la Commission nationale - maintenait une distance considérable à l'égard des organes de la "Coopération intellectuelle". Jean Luchaire, directeur de l'IICI, avait envisagé d'assister, en mai 1928, à l'assemblée générale de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, à condition qu'il n'y figurât pas

comme "invité d'honneur" mais que sa présence eût une signification officielle (Adolf von Harnack, président de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, était aussi président de la Commission nationale allemande). La direction de la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, en insistant dans sa lettre sur la valeur de la présence de Luchaire comme "invité d'honneur", répondit implicitement par la négative (IICI à KWG, le 21 mai 1928 ; KWG à IICI, le 23 mai 1928). Luchaire décommanda sa visite, le 2 juin 1928 (Archives KWG, IA9 Hauptversammlungen).

Trois ans après la création de la Commission nationale, un membre du Secrétariat de la SdN suggéra à Hugo Krüss, alors membre allemand de la CICI, de réduire le nombre des membres de la Commission et d'y faire entrer un certain nombre de personnes plus jeunes "qui seraient d'accord pour collaborer" (Dufour-Féronce à Krüss, le 27 avril 1931 ; SdN, Registry, 1931, Coop. int., 5B/2692/483).

64. International Research Council, 1928, 6-7.

65. Lord Lyons à Freytag (AA), le 3 août 1928 ; communication du ministère à l'Ambassade d'Allemagne à Londres, le 24 octobre 1928 (AA KultAbt VIw 42/3/-9744 et-9745).

66. Lord Lyons à Heinrici (ministère de l'Agriculture), le 13 avril 1929 (copie AA KultAbt VIw 42/2/-6372, note du 26 juin 1929).

67. Note interne du ministère, mai 1929 (AA KultAbt VIw 42/2/-4124).

68. Note interne du ministère du 26 juin 1929 (AA KultAbt VIw 42/2/-6372)

69. Les solutions variaient d'une Union à l'autre : certains congrès internationaux furent organisés sans lien explicite avec les Unions ; ce fut le cas du Congrès international de mathématiques convoqué par le Recteur de l'université de Bologne (1929) ; la Société allemande des mathématiques avait néanmoins refusé d'y envoyer des délégués ; malgré ce refus, 83 (sur 815) participants étaient des mathématiciens allemands (Rothbarth, 1931, 16, voir aussi *Mitt. VDH*, VIII (3-4), juin 1928, 92). De nombreux membres de l'Astronomische Gesellschaft assistaient à la réunion de l'Union astronomique internationale à Leyden en été 1928, bien que l'Allemagne ne fût pas membre de l'Union (Rothbarth, 1931, 16). A titre individuel, des savants allemands participaient à l'assemblée de l'Union géophysique et géodésique internationale à Stockholm en août 1930, tandis que les géographes allemands refusèrent de se rendre à Paris en septembre 1931 pour l'assemblée de l'Union géographique internationale, tout comme les chirurgiens avaient refusé, en 1927, de participer au Congrès international de chirurgie à Varsovie (voir, par exemple, *Mitt. VDH*, VII (5-6), juin 1927, 77-81 ; Rothbarth, 1932, 144-145). A l'extérieur du système du CIR, les relations se rétablissaient : une délégation allemande avait été invitée aux fêtes commémoratives de Berthelot et reçue avec une très grande cordialité (voir la lettre d'un membre de la délégation, directeur du Kaiser-Wilhelm-Institut für Biochemie, au directeur général de la Société, du 25 novembre 1921, avec copie d'une lettre du directeur du laboratoire de chimie thérapeutique de l'Institut Pasteur, Ernest Fourneau, du 29 octobre 1927 ; Archives KWG, IM1, 1).

70. Voir les procès-verbaux d'une réunion de l'Union internationale de chimie pure et appliquée, les 29-30 juin 1929, à Scheveningen (AA KultAbt VIw 42/2/-6874).

71. Mémoire du Cartel du 20 mai 1927 (AA KultAbt VIw 42/1/-5359).

72. International Research Council, 1931.

73. L'organisation s'appelle depuis le Conseil international des Unions scientifiques (CIUS).

74. L'Allemagne ne devint membre du Conseil international des Unions scientifiques qu'après la Seconde Guerre mondiale.

75. Voir *supra*, chapitre VI, 229, n. 19.

76. E. Kohlschütter au directeur de la section géodésique de l'*US Coast and Geodetic Survey*, le 20 août 1929. Kohlschütter qui appartenait aux tendances conciliatrices résume ici l'attitude des milieux irréductibles (copie AA KultAbt VIw 42/2/-9274).

77. Un nombre considérable d'articles parut sous la plume de savants renommés. La presse rendait compte par ailleurs régulièrement - et souvent en première page - des résolutions

adoptées par les académies, les universités ou le VDH, les sociétés savantes ou des institutions comme la Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft.

78. "Verhandlungen des 2. Hochschultages", *Mitt. VDH*, I (1^{er} numéro spécial), juin 1921, 13.

Le ressentiment de classe qui affleure dans toutes les dénonciations de la *Bildungsfeindlichkeit* est particulièrement apparent dans l'allocution d'un professeur de géodésie, P. Gast, que les *Mitteilungen* du VDH publièrent en octobre 1922 : "Quand, dans la Révolution, le peuple allemand épuisé, attaqua les autorités traditionnelles et les rendit responsables des souffrances endurées, les universités se sentirent également visées. Elles se sentirent menacées dans leur indépendance, leur liberté et leur influence morale qui étaient toutes basées sur le respect que le peuple avait l'habitude d'accorder à la science. C'est dans cette situation de crise que, pour la première fois dans l'histoire des universités allemandes, se développa un sentiment de solidarité." Parmi les sources contemporaines, voir, avant tout, Troeltsch, 1924, 87-93 ("Die Welle von rechts") et *passim*. Voir aussi sur les origines sociales des universitaires allemands, Kaelble, 1976.

79. Si, avec le roman de Simone de Beauvoir au plus tard, le terme de "mandarin" est couramment appliqué à des phénomènes contemporains, c'est Fritz Ringer qui en a consacré l'usage dans l'analyse des élites universitaires allemandes au XIX^e siècle (1969), notamment 200-252 ; voir aussi, sur les attitudes politiques des élites universitaires sous la République de Weimar, la littérature citée *supra*, chapitre VI, 243, n. 52.

80. Voir *supra*, chapitre VI, 223-230.

81. La prise de position, en 1926, d'une société savante illustre très bien cette coupure : la Société allemande d'américanistes avait conseillé à ses membres de ne pas assister, en guise de protestation contre le traitement infligé aux Allemands du Tyrol du Sud, au XII^e Congrès international d'américanistes qui devait se tenir à Rome en septembre. La Société se prononça par contre en faveur de l'envoi, par les soins du gouvernement allemand, d'une délégation strictement officielle - étant donné que rien ne s'était passé entre l'Italie et l'Allemagne pour justifier un refus de participation. "Situation très différente", poursuit le représentant de la Société, "de celle des savants qui s'y rendraient à titre individuel et qui alors ne participeraient pas au Congrès en tant que représentants de leur gouvernement, mais en tant que membres du peuple allemand". (F. Krause. au nom du président de la Deutsche Amerikanisten-Vereinigung, au conservateur du Musée d'ethnographie de Berlin, T. Preuss (copie AA KultAbt VIB KuW 359a/5/-10155).

82. Les incidents concernaient généralement des refus d'échanger des publications. Le Consul allemand à Bratislava faisant rapport, à la suite de protestations de l'Ambassadeur tchèque à Berlin, à l'Auswärtiges Amt, déplorait avant tout le raisonnement aberrant en termes d'alliances périmées avec lequel le directeur d'une bibliothèque universitaire allemande avait motivé son refus ; ce directeur voulait lier la reprise des échanges à un engagement de l'Université de Bratislava pour que cette dernière continuât de servir le développement de la science hongroise. (Consulat allemand à Pressburg au ministère, le 16 juin 1925, AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/). En janvier 1925, le 4^e *Hochschultag* s'était prononcé sur les échanges de publications scientifiques avec la Tchécoslovaquie : aussi longtemps que la science allemande était exclue des manifestations scientifiques internationales, ces échanges ne devaient pas reprendre (*Mitt. VDH*, V (2), février 1925, 51). En ce qui concerne les campagnes de presse anti-allemandes en Pologne, déclenchées par le refus de la part du directeur d'un institut de mathématiques, d'échanger ses publications avec une revue scientifique polonaise, voir *Gesandtschaft* Varsovie au ministère, le 18 juin 1921, AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/1IXD-277

83. "Eucken donne une leçon au fascisme", *Berliner Börsenzeitung*, le 22 janvier 1926.

84. Ambassade d'Allemagne à Rome au ministère, le 27 janvier 1926 (AA KultAbt VIB KuW 359/43/).

85. K. Partsch au cours d'une séance d'information au ministère, le 6 février 1925 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/-1941).
86. Voir, par exemple, à l'occasion d'une tournée de conférences de Paul Rohrbach aux Etats-Unis, la correspondance entre l'*Auswärtiges Amt* et l'Ambassade d'Allemagne à Washington en décembre 1922 (AA KultAbt VIA Deutschland im Ausland 5/2/-207) ; voir aussi Rohrbach, 1953, 273.
87. Voir, par exemple, Goebel, 1941, 180, et *supra*, chapitre VI, 247-249.
88. Voir à ce sujet notamment Grau, 1966, 172-178, et la littérature citée *supra*, chapitre VI, 249, n. 68-71.
89. Sur l'attitude des élites allemandes à l'endroit de la SdN, voir Fraenkel, 1960, 1968.
90. *Mitt. VDH*, V (2), février 1925, 32. Voir aussi Gallinger, 1924 ; Karo, 1925 ; et O. Franke, "Geistige Zusammenarbeit", *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 29 juillet 1925.
91. Ministre de l'Intérieur à l'*Auswärtiges Amt*, le 23 octobre 1924 (AA KultAbt VIB KuW 583 adh. I/3/-16482) ; repris par Kerkhof dans une lettre au ministre de l'Intérieur, le 3 juillet 1925 (copie AA KultAbt VIB KuW 607/1/10930).
92. "Vom Kriege gegen die deutsche Wissenschaft", *Deutsche Allgemeine Zeitung* du 27 août 1925.
93. Voir plus particulièrement les débats au *Reichstag*, *Verhandlungen des Reichstags*, 1920-1924, 357, 268^e séance du 16 novembre 1922, 9014.
94. Voir, par exemple, Goebel, 1941, 219-220.
95. Note interne de l'*Auswärtiges Amt* (Heilbron) du 2 juillet 1926 (AA KultAbt VIB KuW 607/2/), cité par Forman, 1973, 177.

Conclusion

- 1 "Quoique savants, nous restons hommes¹." Emile Picard eut ces mots en octobre 1918, à quelques semaines de l'armistice. Même quand la guerre s'acheva, l'esprit universaliste de la science ne prévalut ni d'un côté ni de l'autre sur l'engagement patriotique et le parti pris nationaliste. A la fin des années vingt, la communauté scientifique internationale connaissait encore certaines tensions que les hommes politiques, eux, avaient réussi à éliminer de leur sphère particulière. A la lumière de ces faits, il faut donc répondre par la négative aux questions qui avaient été posées au début de cette étude : les scientifiques, en tant que groupe socio-professionnel, n'ont fait preuve d'aucune propension particulière à s'élever au-dessus des affrontements politiques ; ils n'ont pas essayé de garder ouvert le dialogue ; ils n'ont pas contribué à diminuer les tensions. Bien au contraire, les voix de la modération se sont élevées *d'abord* dans les milieux politiques. Ainsi, tandis qu'en 1923, la Commission internationale de coopération intellectuelle refusait d'adopter une résolution recommandant qu'à l'avenir aucune nation ne devait être exclue des congrès internationaux, l'Union interparlementaire avait déjà, une année auparavant, voté une résolution en ce sens² ; tandis qu'en 1925 on évoquait, au sein du Conseil international de recherches, les atrocités commises par les Allemands pendant la guerre pour expliquer le refus de reprendre la collaboration avec eux³, les hommes politiques préparaient activement les accords de Locarno et reprochaient aux élites universitaires de compromettre, par leur intransigeance ou leur agitation, l'accueil d'une politique de détente par des opinions publiques encore instables. En 1926-1927, les relations entre les communautés scientifiques des pays de l'Entente et celle de l'Allemagne étaient encore si mauvaises que leurs porte-parole recouraient, pour communiquer entre eux, aux services des Ambassades britannique et allemande à Berlin et à Londres⁴.
- 2 On ne peut qu'être frappé par la discrétion dont cet épisode de l'histoire de la science internationale a été entouré jusqu'à récemment dans la littérature⁵. Quoique certains scientifiques ayant vécu cette époque jugeassent plus tard avec sévérité le spectacle navrant que la République des savants avait alors offert aux contemporains⁶, les auteurs de mémoires, d'histoires ou de comptes rendus se contentent généralement d'allusions furtives, escamotant entièrement toute l'affaire, ou vont jusqu'à se livrer à certaines retouches. Ces retouches sont d'autant plus étonnantes d'ailleurs quand elles sont dues à un personnage aussi bien informé que le premier secrétaire du Conseil

international des unions scientifiques. Les quelques pages que Lord Lyons consacre au CIR dans son histoire de la Royal Society sont à ce titre fort troublantes. Il laisse entendre avec raison que les Allemands accusaient le CIR d'être politisé, mais mentionne comme seul exemple des griefs qu'ils faisaient valoir contre cette organisation, le fait que le Roi des Belges avait assisté à l'Assemblée constitutive du Conseil. Il fait peser sur les gouvernements le soupçon de porter la principale responsabilité de cette politisation, en faisant remarquer que les gouvernements prenaient en charge le paiement des cotisations pour les Unions scientifiques internationales et qu'une telle pratique risque évidemment toujours que des influences politiques l'emportent sur les objectifs scientifiques...⁷ Reflexe de défense pour protéger un mythe utile ? Incapacité d'accepter l'évidence de failles dans l'image idéale de la communauté scientifique ? De toute façon, à mesure que l'on s'éloigne des événements, les souvenirs s'estompent et on voit le Conseil international des unions scientifiques prendre de très haut parfois, en se référant volontiers à ses traditions, des organisations aussi corruptibles par des influences politiques que l'UNESCO⁸. Pourtant, y a-t-il d'antécédents plus embarrassants que le CIR ?

- 3 Par rapport à l'époque actuelle, où la mission politique du scientifique est revendiquée avec une insistance qui ne manque pas toujours d'une certaine fatuité, il est important de souligner une caractéristique de l'époque antérieure, caractéristique qui démontre la valeur précaire, pour les tenants d'une mission médiatrice des scientifiques, des enseignements de l'histoire. Au cours de la période traitée, les scientifiques quand ils prenaient position, évoquaient rarement, en fait, leur qualité d'homme de science pour se justifier. Tout en concentrant notre étude sur les milieux scientifiques, il nous a été pratiquement impossible d'isoler de façon suivie, dans l'analyse et dans l'interprétation, les scientifiques proprement dits du reste des communautés universitaires. Ce fut, bien sûr, particulièrement évident dans le cas de l'Allemagne, où déjà le concept de "science", *Wissenschaft*, englobe l'ensemble du savoir organisé. Mais tout indique, plus généralement, que les scientifiques dans tous les pays retenus se considéraient d'abord comme membres de l'élite nationale et, comme tels, avaient le droit et l'obligation de se prononcer sur les problèmes politiques. C'est du lien à la nation, et non pas de l'éthique ou de l'expérience socio-professionnelle d'une communauté transnationale, que procédaient de façon déterminante leurs attitudes politiques⁹.
- 4 Il est impossible, par ailleurs, de porter un jugement sur les attitudes et les comportements comparatifs des scientifiques (au sens étroit du terme) et des représentants des humanités et des sciences sociales. Si, dans certaines circonstances, les *Geisteswissenschaftler* se présentent nettement comme les moins accessibles aux idées de compromis et de conciliation¹⁰, l'intransigeance des *Naturwissenschaftler* frappe, à d'autres occasions, par son caractère radical et sommaire. En fait, l'Union académique internationale, l'organisme correspondant au Conseil international de recherches dans le domaine des humanités, ne proclama jamais officiellement l'exclusion des Allemands et d'ailleurs reprit plus tôt la collaboration avec eux. Parmi les modérés, auteurs aux idées discrètement conciliatrices ou membres de groupes ouvertement internationalistes, on trouve relativement plus de philosophes, d'historiens, de sociologues et de juristes que de scientifiques¹¹. Plus que l'expérience de l'internationalisme scientifique, c'est la connaissance des affaires humaines et sociales qui semble ici se répercuter sur la formation du jugement politique.

- 5 S'il se trouvait, en France, des scientifiques qui étaient prêts à sacrifier temporairement le progrès des sciences aux exigences patriotiques, c'est en Allemagne que l'identification nationale et les préoccupations politiques se révélèrent de la façon la plus totale et la plus poignante : l'universalisme de la science et le caractère international de la communauté scientifique servaient aux milieux anti-républicains - majoritaires parmi les universitaires - comme instrument et prétexte à une agitation contre le régime politique interne et sa politique extérieure¹².
- 6 On ne peut guère faire valoir le caractère restreint du nombre de personnes dont les comportements ont été analysés. Certes, il s'agissait avant tout de l'*Establishment* universitaire, des "Etats-majors" des académies et des sociétés savantes : il a été rarement question de la "base". Indépendamment des problèmes méthodologiques qu'aurait posés la tentative de déterminer les attitudes et les opinions d'individus ne s'étant pas exprimés par écrit, il semble légitime de considérer comme représentative l'attitude des "Etats-majors", d'autant plus qu'elle ne faisait pas, en règle générale, l'objet de contestations par les milieux dont ces hommes étaient les porte-parole¹³.
- 7 De plus, tout en reconnaissant les limitations inhérentes à cette approche, nous avons conçu cette étude d'emblée pour appréhender les répercussions politiques de l'universalisme scientifique sur le plan des *organisations*, de la reprise formelle des rapports de coopération ; car ce sont les transformations des façons de pensée et les arrangements institutionnels sur lesquels se fondent les théories internationalistes. Or, ce fonctionnalisme sommaire que nous avons décelé, en présentant notre étude, dans les prises de position de la plupart des défenseurs de la mission médiatrice des scientifiques sur le plan international, est affecté de malentendus dont le plus grave est sans doute qu'il sous-estime, dans la genèse des attitudes et des opinions, l'autonomie du politique par rapport au socio-professionnel¹⁴.
- 8 Si le cas que nous venons d'étudier démontre la fragilité de l'internationalisme scientifique quand il entre en conflit avec des impératifs du patriotisme, cela ne prouve cependant pas qu'un tel internationalisme des scientifiques n'existe pas. Bien au contraire, l'étude en illustre la spécificité. En fait, si sur le plan officiel, l'impasse semblait totale, dans les rapports formels entre les communautés scientifiques des pays ennemis, les contacts et la collaboration avaient tendance à reprendre de manière diffuse et sur une base purement individuelle. On a fait observer, à juste titre, que ce fut ce fonctionnement, quoique précaire, au ras de la pratique scientifique, d'une communication internationale, qui rendait possible une intransigeance officielle, d'inspiration politique¹⁵. La rupture officielle n'en demeurerait pas moins un handicap¹⁶.
- 9 Il semble discutable ainsi de vouloir interpréter la tendance des scientifiques à faire abstraction, pour collaborer, de différends d'ordre politique, comme l'amorce d'un élan vers l'internationalisme au sens général du terme ; de voir dans leur revendication d'une libre circulation des informations et des personnes l'expression d'une certaine conception de la société internationale. Rien n'indique que la décision de mettre à l'écart d'éventuelles divergences de conviction implique, *ipso facto*, la volonté de les surmonter, de résoudre des conflits en s'attaquant à leur *contenu*. Il semble plus juste de considérer cette décision comme essentiellement, voire exclusivement, fonctionnelle : afin de réaliser une communication sectorielle qu'ils jugent indispensable à leur travail et sur laquelle reposent, en fait, les normes et les mécanismes de l'entreprise scientifique, les hommes de science sont prêts à supporter la distance que créent, sur le plan des rapports personnels, les dissensions dans d'autres domaines.

- 10 En 1915 déjà, l'un des universitaires interrogés par *Svenska Dagbladet* sur le sort de la collaboration scientifique internationale avait fait observer que le chercheur, comme le soldat, n'avait pas à se demander si le camarade luttant à ses côtés lui était sympathique¹⁷. On concevait comme nettement distincts le domaine où tous s'entendaient pour faire avancer le front des connaissances et les domaines où prévalaient les convictions politiques et les choix affectifs. Quoiqu'il ne pût être question de reprendre des contacts personnels avec les Allemands, la science demeurerait la même pour tous les peuples, déclara Paul Painlevé en ouvrant la seconde Conférence des académies des sciences interalliées-en novembre 1918¹⁸.
- 11 Si, pour les individus, le scientifique et le politique se révélaient ainsi séparables sans qu'apparût un sentiment intolérable d'incohérence, il convient d'envisager avec prudence la portée politique de l'essor des organisations scientifiques internationales. Celles-ci se présentaient d'abord, en fait, comme des moyens de perfectionner la circulation des hommes et des connaissances et de rationaliser la mise en commun des ressources. Il est difficile cependant d'interpréter correctement la fonction des différents modes de coopération internationale, si on ne les place pas dans le contexte des stratégies socio-professionnelles dont ils sont, depuis longtemps, des éléments consacrés, qu'il s'agisse de la reconnaissance de nouvelles disciplines ou de la promotion de carrières personnelles, de luttes pour le pouvoir dans la Cité scientifique ou de la défense d'intérêts professionnels vis-à-vis de la société. Face à la compétition de nouvelles associations scientifiques, ce fut le souci d'affirmer leur autorité et l'accès privilégié aux subventions de l'Etat, qui contribua largement à la décision des académies de se constituer, au tournant du siècle, en association internationale¹⁹. Cette même préoccupation se retrouve, nous l'avons vu, parmi les motifs conduisant au lendemain de la Première Guerre mondiale, à la création du Conseil international de recherches. Le principal objectif de cette organisation était sans nul doute cependant d'ordre politique et, comme le constatait un observateur bien informé en 1919 déjà, de nature négative²⁰. L'exclusion des savants des Empires centraux, des Allemands en particulier, était la raison d'être du CIR au point de le voir périr à partir du moment où la clause d'exclusion fut révoquée.

- 12 Pour interpréter les différents aspects du fonctionnement de la communauté scientifique internationale et d'en jauger la portée politique il convient en fait de les placer dans leur contexte historique - et national - précis. Dans le cas que nous avons étudié ici, les scientifiques se sont révélés comme des hommes qui, dans leur majorité, partageaient les idées dominantes dans la couche sociale dont ils étaient issus, à savoir en règle générale, la bourgeoisie cultivée. Les élites scientifiques participaient du *Zeitgeist* plutôt qu'elles ne le façonnaient²¹.
- 13 Il n'est pas surprenant alors que des époques ultérieures n'aient pas reproduit les mêmes schèmes de comportements. La montée des régimes totalitaires au cours des années trente et l'émigration des savants européens, vers l'Amérique du Nord surtout, placèrent la communauté scientifique internationale devant des problèmes de cohésion et de solidarité très éloignés des affrontements patriotiques qu'avait entraînés la guerre de 1914 ; la découverte de la fission nucléaire et le développement des armes atomiques modifièrent par la suite, chez les physiciens d'abord, puis chez les

scientifiques dans leur ensemble, la perception de leurs rapports avec la société et la politique internationale. Les tensions des années vingt ne pouvaient laisser prévoir l'élan qui allait se manifester dans la communauté scientifique au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale dans son adhésion au principe de sa fonction médiatrice. Les scientifiques semblaient alors avoir dépassé l'identification passionnée avec les valeurs nationales et concevoir l'exercice de leurs activités de leurs droits et de leurs responsabilités dans un monde élargi. Mais les sociétés dans leur ensemble avaient, elles aussi, profondément changé, si bien que les communautés scientifiques ne se trouvaient pas plus à l'avant-garde des opinions publiques qu'elles ne l'avaient été précédemment : entretemps, la solidarité internationale et le maintien de la paix faisaient partie des normes de la politique étrangère des Etats.

NOTES

1. *Le Temps* du 13 octobre 1918.
 2. CICI, P.-V. de la deuxième session, 1^{re} séance du 26 et 10^e séance du 31 juillet 1923, 7, 41 ; annexe 8, 72-73.
 3. Voir *supra*, chapitre IV, 160, n. 41.
 4. Voir *supra*, chapitre VII, 279-280.
 5. Quand nous avons, il y a une quinzaine d'années, abordé cette question pour la première fois, les imprimés et les archives de l'époque étaient les seules sources disponibles.
 6. Comme l'attestent, par exemple, les procès-verbaux de la Conference on Problems of Restoring International Scientific and Scholarly Coopération, Washington, décembre 1943. Procès-verbaux in NAS Washington, archives.
 7. Lyons, 1944, 316-317, 320.
 8. Voir, par exemple, "UNESCO Cuts its Throat", *Nature*, 230, 12 mars 1971, 71 ; "Unesco's Tarnished Image", *Science*, 194, 26 novembre 1976, 497.
 9. Ceci est confirmé par des travaux historiques qui au cours des dernières années ont été consacrés à l'évolution des rapports entre les élites intellectuelles - universitaires, scientifiques - et l'Etat et aux thèmes qui ont dominé leur intégration dans la société. Ces études révèlent parmi les facteurs déterminant leur identification collective, leur adhésion aux valeurs patriotiques, Schroeder-Gudehus, B., 1966, 1972, 1973 ; Kevles, D.V., 1968, 1970, 1977 ; Haberer, J., 1969, 1972 ; Ringer, F., 1969 ; Clark, T.N., 1971 ; Tobey, R.C., 1971 ; Paul, H.W., 1972a ; Forman, P., 1973 ; Gruber, C.S., 1975 ; Nye, M.J., 1975, 154-155 et *passim*.
 10. Voir, par exemple, la distribution des attitudes parmi les participants à une réunion d'information à l'*Auswärtiges Amt*, que mentionne Paul Forman, 1973, 174, n. 70.
 11. Ce serait passer à côté des réalités que d'opposer à cette manière de voir l'exemple d'Albert Einstein : il était loin d'être représentatif, ses attitudes politiques étant aussi exceptionnelles que l'était son génie scientifique. Il serait tout aussi erroné de considérer les efforts de certains milieux scientifiques, français par exemple, de collaborer avec Einstein comme des gestes de conciliation à l'égard des scientifiques allemands dans leur ensemble.
- Ce qui le rendait acceptable aux communautés scientifiques des pays de l'Entente - qu'elles fussent de gauche ou de droite - le séparait, justement, de ses collègues allemands (voir *supra*,

chapitres V et VII, 176-178, 191-195, 262-264, et, sur la collaboration franco-allemande, Nye, M.J., 1975, 156-157.

12. Voir *supra*, chapitre VII, 289-298.

13. Un extrémiste aussi opposé à tout rapprochement avec les savants de l'Entente que le directeur de la Centrale pour l'information scientifique à Berlin (voir *supra*, chapitre VI, 253-255), faisait état régulièrement de lettres d'approbation et d'encouragement qu'il recevait de sa clientèle universitaire. De plus, quand en 1929 on songea au niveau gouvernemental à supprimer ce service qui semblait avoir fait son temps, cette décision ne put se matérialiser en raison de l'intervention de milieux scientifiques influents (voir "Die Reichszentrale", 1939, 437). Cet étrange fanatique se trouvait alors, à la fin des années vingt, moins isolé parmi ses collègues scientifiques que par rapport à ses collègues fonctionnaires, notamment à l'*Auswärtiges Amt* et au *Kultusministerium* prussien où, depuis des années déjà, on considérait comme néfaste l'agitation de Karl Kerkhof (voir *supra*, chapitre VII, 274).

14. C'est là que nous rejoignons les études qui, depuis les années soixante, se sont intéressées aux attitudes et comportements des scientifiques dans des questions de relations internationales. Leurs opinions en matière de guerre et de paix, de puissance nationale et d'ordre mondial, ont fait l'objet depuis le début des années soixante d'études qui tendent toutes à se placer à contre-courant de l'image conventionnelle de l'homme de science, citoyen du monde, à l'abri des emportements émotionnels d'un patriotisme excessif, porté à maintenir l'objectivité de son jugement en dehors de considérations d'intérêt national (Gilpin, 1962 ; Meynaud et Schroeder, 1962 ; Frutkin, 1965 ; Salomon, 1970, 315-342 ; 1971 ; Teich, 1974). Dans ce processus, la Cité scientifique du passé n'échappe pas à la démystification. Les exemples cités à l'appui de la thèse selon laquelle "les sciences n'ont jamais été en guerre" (De Beer, 1960), résistent rarement à l'examen critique, soit qu'ils se situent avant l'époque des Etats-nations et ne conservent ainsi qu'une signification limitée ; soit que, simplifiant à l'excès une réalité complexe, ils se révèlent comme d'aimables légendes (voir, par exemple, au sujet de la collaboration franco-britannique dans l'Océan pacifique à l'époque des guerres napoléoniennes, l'étude critique de Hunter A. Duprée, 1964). L'"Internationale de la science" ne pouvait se manifester sans conflit qu'aussi longtemps que les loyautés vis-à-vis de la patrie restaient compatibles. Cette compatibilité devenait précaire, bien sûr, à mesure que le savoir que détenaient les scientifiques acquit une valeur de ressources nationales.

15. Forman, 1973, 179-180.

16. Voir, par exemple, les remarques du rapporteur de la section américaine de l'Union astronomique internationale à la réunion du Comité des relations extérieures de la National Academy of Sciences (NAS Archives, International Relations, Foreign Relations Committee).

17. G. Ferrero, *Südd.Monatshefte*, octobre 1915, 832 ; voir aussi *supra*, chapitre II, 92-95.

18. Conférence des académies des sciences interalliées tenue à Paris, 26-29 novembre 1918. Procès-verbal de la séance du 26 novembre (AdS, Paris).

19. Voir *supra*, Chapitre I, p. 46-47.

20. C.E. Mendenhall, attaché scientifique en poste à l'Ambassade des Etats-Unis à Londres et étroitement associé aux travaux préparatoires pour le CIR, fit part à G.E. Hale de ses difficultés de définir les activités constructives auxquelles l'organisation proposée allait se livrer. Les "negative activities", en revanche, les mécanismes "pour éviter ceci, cela, et un autre chevauchement...", étaient faciles à discerner ! (Mendenhall à Hale, le 27 mai 1919, NAS, Archives, Research Information Service, 1919).

21. Il y avait d'ailleurs, parmi les contemporains, des esprits critiques qui ne se faisaient pas d'illusions sur ce point : "Mit den Gesten der Führerschaft waren die Universitäten vielfach Geführte, wo nicht Angeführte des Zeitgeistes." (Radbruch, G., in Radbruch, G. ; Meinecke, F., 1926, 33).

Abréviations

AA KultAbt	<i>Auswärtiges Amt. Politisches Archiv, Kultur-Abteilung</i>
AdS Paris	<i>Académie des sciences, Paris</i>
CICI	<i>Commission internationale de coopération intellectuelle</i>
CIR	<i>Conseil international de recherches</i>
IICI	<i>Institut international de coopération intellectuelle</i>
IW(M)WKT	<i>Internationale Wochen (Monats)-schrift für Wissenschaft, Kunst und Technik</i>
KWG	<i>Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften</i>
MAE	<i>Ministère des Affaires étrangères, Paris, Archives</i>
Mitt. VDH	<i>Mitteilungen des Verbandes der deutschen Hochschulen</i>
NAS	<i>National Academy of Sciences</i>
NGW	<i>Notgemeinschaft der deutschen Wissenschaft</i>
RS	<i>Royal Society</i>
SdN	<i>Société des nations</i>
St. B.	<i>Staatsbibliothek. Preussischer Kulturbesitz, Berlin</i>

Annexes

ANNEXE I. Prix Nobel de chimie et de physique, 1901-1925, par pays d'origine des lauréats

	Chimie	Physique
1901	J.H. Van't Hoff (Pays-Bas)	W.C. Röntgen (Allemagne)
1902	Emil Fischer (Allemagne)	H.A. Lorentz, P. Zeeman (Pays-Bas)
1903	S.A. Arrhenius (Suède)	H.A. Becquerel, P. et M. Curie (France)
1904	Sir William Ramsay (Angleterre)	Lord Rayleigh (Angleterre)
1905	A. von Baeyer (Allemagne)	P. Lenard (Allemagne)
1906	H. Moissan (France)	Sir J.J. Thomson (Angleterre)
1907	E. Buchner (Allemagne)	A.A. Michelson (Etats-Unis)
1908	Sir Ernest Rutherford (Angleterre)	G. Lippmann (France)
1909	W. Ostwald (Allemagne)	G. Marconi (Italie) K.F. Braun (Allemagne)
1910	O. Wallach (Allemagne)	J.D. Van der Waals (Pays-Bas)
1911	M. Sklodowska-Curie (France)	W. Wien (Allemagne)
1912	V. Grignard, P. Sabatier (France)	N.G. Dalén (Suède)
1913	A. Werner (Suisse)	H. Kamerlingh-Onnes (Pays-Bas)

1914	T.W. Richards (Etats-Unis)	M. von Laue (Allemagne)
1915	R. Willstätter (Allemagne)	Sir William Henry Bragg, Sir William Lawrence Bragg (Angleterre)
1916	---	---
1917	---	C.G. Barkla (Angleterre)
1918	F. Haber (Allemagne)	M. Planck (Allemagne)
1919	---	J. Stark (Allemagne)
1920	W. Nernst (Allemagne)	C.E. Guillaume (France)
1921	F. Soddy (Angleterre)	A. Einstein (Allemagne)*
1922	F.W. Aston (Angleterre)	N.H.D. Bohr (Danemark)
1923	F. Pregl (Autriche)	R.A. Millikan (Etats-Unis)
1924	---	K.M.G. Siegbahn (Suède)
1925	R. Zsigmondy (Allemagne)	J. Franck, G.L. Hertz (Allemagne)

ANNEXE II. Appel au monde civilisé du 4 octobre 1914

- 1 Nous, représentants de la science allemande et de l'art allemand, protestons, devant le monde civilisé tout entier, contre les mensonges et les calomnies dont nos ennemis prétendent souiller la cause pure de l'Allemagne, dans la difficile lutte pour l'existence qui lui a été imposée. La bouche d'airain des événements a infligé un démenti à la propagation des nouvelles concernant d'imaginaires défaites allemandes. Avec d'autant plus de zèle on travaille maintenant à des altérations et des mises en suspicion. C'est contre celles-ci que nous élevons notre voix retentissante qui doit proclamer la vérité.
- 2 *Il n'est pas vrai* que l'Allemagne a été la cause de cette guerre. Ni le peuple ne l'a voulue, ni le gouvernement, ni l'empereur. Du côté allemand tout a été fait pour l'empêcher. Le monde possède à ce sujet des documents irréfutables. Maintes fois Guillaume II, durant les vingt-six années de son règne, a démontré qu'il est le protecteur de la paix mondiale ; maintes fois ses adversaires l'ont reconnu. Et ce même empereur qu'ils osent maintenant appeler un Attila, a été raillé par eux, pendant des années, à cause de son amour de la paix. Ce n'est que, lorsque des forces prépondérantes qui depuis longtemps guettaient aux frontières se sont jetées sur notre peuple de trois côtés, qu'il s'est levé comme un seul homme.
- 3 *Il n'est pas vrai* que nous avons violé d'une façon criminelle la neutralité de la Belgique. Nous nous serions détruits nous-mêmes si nous n'avions pris les devants.
- 4 *Il n'est pas vrai* que nos soldats ont touché à la vie et à la propriété d'un seul citoyen belge sans y être contraints à leur corps défendant. Car, encore et toujours, en dépit de tous les avertissements, la population leur a dressé des embuscades pour tirer sur eux,

mutilant des blessés, assassinant des médecins pendant qu'ils faisaient oeuvre de samaritains.

- 5 *Il n'est pas vrai* que nos troupes ont ravagé brutalement Louvain. Elles ont été forcées d'exercer des représailles contre les habitants forcenés qui les ont assaillies traîtreusement et c'est d'un coeur douloureux qu'elles ont bombardé la ville. La plus grande partie de Louvain a été conservée. Le célèbre Hôtel de Ville reste brillamment intact. Au péril de leur vie nos soldats l'ont protégé des flammes. - Si dans cette guerre terrible des oeuvres d'art ont été détruites, si d'autres l'étaient encore, tout Allemand le regretterait. Mais alors que nous ne nous laisserions surpasser par personne dans l'amour de l'art, nous nous refuserions à racheter par la conservation d'un monument artistique une défaite allemande.
- 6 *Il n'est pas vrai* que notre façon de faire la guerre méconnaît le droit des gens. Elle ne connaît pas de cruautés indisciplinées.
- 7 *Il n'est pas vrai* que la lutte contre ce que l'on appelle notre militarisme n'est pas une lutte contre notre culture, ainsi que le prétendent hypocritement nos ennemis. Sans le militarisme allemand, la culture allemande aurait depuis longtemps disparu du monde. Pour sa protection il est sorti d'elle, dans un pays qui, pendant des siècles a été éprouvé par les invasions comme nul autre. L'armée allemande et le peuple allemand ne font qu'un. Cette conviction unit aujourd'hui 70 millions d'Allemands sans distinction d'éducation, de condition sociale et de parti.
- 8 Nous ne pouvons pas arracher à nos ennemis l'arme empoisonnée du mensonge. Nous ne pouvons que proclamer dans le monde entier qu'ils ont rendu un faux témoignage ; et vous qui nous connaissez, qui, jusqu'à présent, avez veillé avec nous sur les biens suprêmes de l'humanité, à vous nous faisons appel.
- 9 Croyez-nous ! Croyez que nous mènerons le combat jusqu'au bout, comme un peuple cultivé auquel l'héritage de Goethe, de Beethoven et de Kant est aussi sacré que son foyer et sa terre. Nous nous en portons garants avec notre nom et notre honneur.
- 10 "La protestation des "intellectuels" allemands",
Journal des débats, 12 octobre 1914, p. 2.
- 11 L'appel porte les signatures suivantes:
- 12 Adolf v. Baeyer, Exc., Professor der Chemie, München;
- 13 Professor Peter Behrens, Berlin;
- 14 Emil v. Behring, Exc., Professor der Medizin, Marburg;
- 15 Wilhelm v. Bode, Exc., General direktor des königlichen Museen, Berlin;
- 16 Alois Brandl, Professor, Vorsitzender der Shakespeare-Gesellschaft Berlin;
- 17 Lujo Brentano, Professor der Nationalökonomie, München;
- 18 Professor Justus Brinkmann, Museumsdirektor, Hamburg;
- 19 Johannes Conrad, Professor der Nationalökonomie, Halle;
- 20 Franz v. Defregger, München;
- 21 Richard Dehmelt, Hamburg;
- 22 Adolf Deissmann, Professor der protestantischen Theologie, Berlin;
- 23 Professor Wilhelm Dörpfeld, Berlin;
- 24 Friedrich von Duhn, Professor der Archäologie, Heidelberg;

- 25 Professor Paul Ehrlich, Exc., Frankfurt a.M.;
- 26 Albert Ehrhardt, Professor der katholischen Theologie, Strassburg;
- 27 Karl Engler, Exc., Professor der Chemie, Karlsruhe;
- 28 Gerhard Esser, Professor der katholischen Theologie, Bonn;
- 29 Rudolf Eucken, Professor der Philosophie, Jena;
- 30 Herbert Eulenberg, Kaiserswerth;
- 31 Heinrich Finke, Professor der Geschichte, Freiburg;
- 32 Emil Fischer, Exc., Professor der Chemie, Berlin;
- 33 Wilhelm Foerster, Professor der Astronomie, Berlin;
- 34 Ludwig Fulda, Berlin;
- 35 Eduard v. Gebhardt, Düsseldorf;
- 36 J.J. de Groot, Professor der Ethnographie, Berlin;
- 37 Fritz Haber, Professor der Chemie, Berlin;
- 38 Ernst Haeckel, Exc., Professor der Zoologie, Jena;
- 39 Max Halbe, München;
- 40 Professor Adolf v. Harnack, Generaldirektor der königlichen Bibliothek, Berlin;
- 41 Gerhart Hauptmann, Agnetendorf;
- 42 Karl Hauptmann, Schreiberhau;
- 43 Gustav Hellmann, Professor der Meteorologie, Berlin;
- 44 Wilhelm Herrmann, Professor der protestantischen Theologie, Marburg;
- 45 Andreas Heusler, Professor der nordischen Philologie, Berlin;
- 46 Adolf v. Hildebrand. München;
- 47 Ludwig Hoffmann, Stadtbaumeister, Berlin;
- 48 Engelbert Humperdinck, Berlin;
- 49 Leopold Graf Kalkreuth, Président des deutschen Künstlerbundes, Eddelsen;
- 50 Arthur Kampf, Berlin;
- 51 Fritz Aug. v. Kaulbach, München;
- 52 Theodor Kipp, Professor der Jursiprudenz, Berlin;
- 53 Felix Klein, Professor der Mathematik, Göttingen;
- 54 Max Klinger, Leipzig;
- 55 Alois Knoepfler, Professor der Kirchengeschichte, München;
- 56 Anton Koch, Professor der katholischen Theologie, Tübingen;
- 57 Paul Laband, Exc., Professor der Jurisprudenz, Strassburg;
- 58 Karl Lamprecht, Professor der Geschichte, Leipzig;
- 59 Philipp Lenard, Professor der Physik, Heidelberg;
- 60 Maximilian Lenz, Professor der Geschichte, Hamburg;
- 61 Max Liebermann, Berlin;
- 62 Franz v. Liszt, Professor der Jursiprudenz, Berlin;

- 63 Ludwig Manzel, Président der Akademie der Künste, Berlin;
- 64 Joseph Mausbach, Professor der katholischen Theologie, Münster;
- 65 Georg v. Mayr, Professor der Staatswissenschaft, München;
- 66 Sebastian Merkle, Professor der katholischen Theologie, Würzburg;
- 67 Eduard Meyer, Professor der Geschichte, Berlin;
- 68 Heinrich Morf, Professor der romanischen Philologie, Berlin;
- 69 Friedrich Naumann, Berlin;
- 70 Albert Neisser, Professor der Medizin, Breslau;
- 71 Walter Nernst, Professor der Physik, Berlin;
- 72 Wilhelm Ostwald, Professor der Chemie, Leipzig;
- 73 Bruno Paul, Direktor der Kunstgewerbeschule, Berlin;
- 74 Max Planck, Professor der Physik, Berlin;
- 75 Albert Plehn, Professor der Medizin, Berlin;
- 76 Georg Reicke, Berlin;
- 77 Professor Max Reinhardt, Direktor der Deutschen Theaters, Berlin Alois Riehl,
Professor der Philosophie, Berlin;
- 78 Karl Robert, Professor der Archäologie, Halle;
- 79 Wilhelm Röntgen, Exc., Professor der Physik, München;
- 80 Max Rubner, Professor der Medizin, Berlin;
- 81 Fritz Schaper, Berlin;
- 82 Adolf v. Schlatter, Professor der protestantischen Theologie, Tübingen;
- 83 August Schmidlin, Professor der Kirchengeschichte, Münster;
- 84 Gustav v. Schmoller, Exc., Professor der Nationalökonomie, Berlin;
- 85 Reinhold Seeberg, Professor der protestantischen Theologie, Berlin Martin Spahn,
Professor der Geschichte, Strassburg;
- 86 Franz v. Stuck, München;
- 87 Hermann Sudermann, Berlin;
- 88 Hans Thoma, Karlsruhe;
- 89 Wilhelm Trübner, Karlsruhe;
- 90 Karl Vollmöller, Stuttgart;
- 91 Richard Voss, Berchtesgaden;
- 92 Karl Vossler, Professor der romanischen Philologie, München;
- 93 Siegfried Wagner, Bayreuth;
- 94 Wilhelm Waldeyer, Professor der Anatomie, Berlin;
- 95 August v. Wassermann, Professor der Medizin, Berlin;
- 96 Felix v. Weingartner;
- 97 Theodor Wiegand, Museumsdirektor, Berlin;
- 98 Wilhelm Wien, Professor der Physik, Würzburg;
- 99 Ulrich v. Wilamowitz-Moellendorff, Exc., Professor der Philologie, Berlin;

- 100 Richard Willstätter, Professor der Chemie, Berlin;
 101 Wilhelm Windelband, Professor der Philosophie, Heidelberg;
 102 Wilhel, Wundt, Exc., Professor der Philosophie, Leipzig.
 103 Publié dans Hermann Kellermann, *Der Krieg der Geister*, 1914, Vereinigung Heimat und Welt, Dresden, 1915, p. 64-68.

ANNEXE III. Conférence des Académies des sciences interalliées, tenue à Londres du 9 au 11 octobre 1918

RESOLUTIONS

- 104 Déclaration votée à l'unanimité par la Conférence pour servir de préface à ses résolutions
- 105 De tous temps, depuis la renaissance des études scientifiques au Moyen Age, la recherche du vrai a formé une chaîne assez solide pour résister à l'effort des antagonismes nationaux.
- 106 La guerre, jadis, a fréquemment interrompu la coopération des individus sans détruire leur mutuelle estime, basée sur le sentiment de la valeur de la *science* ; la paix venait bientôt effacer les traces des luttes passées.
- 107 Si, aujourd'hui, les délégués des Académies scientifiques des nations alliées et des Etats-Unis d'Amérique se voient dans l'impossibilité de reprendre des relations personnelles, même en matière de science, avec les savants des Empires centraux, tant que ceux-ci n'auront pas été admis de nouveau dans le concert des nations civilisées, ils le font en pleine conscience de leur responsabilité, et ils ont pour devoir de rappeler les motifs qui les ont amenés à cette décision.
- 108 La civilisation a imposé des règles de conduite aux nations qui entendent servir les intérêts de l'humanité et qui ont, à un haut degré, le souci de leur honneur. Telles sont la reconnaissance du caractère sacré des traités (spécialement de ceux concernant l'état de guerre) et la suppression d'inutiles cruautés envers les populations civiles. A ces deux points de vue, les Puissances centrales ont enfreint les lois de la civilisation, dédaignant toutes les conventions et déchaînant dans l'âme humaine les pires passions engendrées par la férocité de la lutte. La guerre est fatalement pleine de cruautés, et des actes individuels de barbarie ne sauraient être évités ; il faut en prendre son parti. Ce ne sont pas ces actes que nous visions ce sont les horreurs organisées, encouragées et imaginées dès l'origine, dans le seul but de terroriser les populations inoffensives. La destruction d'innombrables propriétés privées, les violences et les massacres sur terre et sur mer, le torpillage des navires-hôpitaux, les insultes et les tortures infligées aux prisonniers de guerre laisseront, dans l'histoire des nation : coupables, une tache que ne saurait laver la simple réparation des dommages matériels. Pour restaurer la confiance, sans laquelle toute collaboration fructueuse serait impossible, les Empires centraux devront désavouer les méthodes politiques dont l'application a engendré les atrocités qui ont indigné le monde civilisé.

Résolutions

- 109 1. Aussitôt que les circonstances le permettront, les conventions relatives aux Associations scientifiques internationales seront, conformément aux statuts ou règlements propres à chacune d'elles, dénoncées par les groupements compétents des nations en guerre avec les Empires centraux.
- 110 Les nouvelles Associations reconnues utiles au progrès des sciences et de leurs applications seront établies, dès maintenant, par les nations en guerre avec les Empires centraux, avec le concours éventuel des neutres.
- 111 2. Certaines Associations résultant des conventions diplomatiques, telle la Convention du mètre, devront faire l'objet d'un examen spécial lors des négociations de la paix.
- 112 3. Les mesures visées ci-dessus laissent de côté les accords concernant exclusivement les relations administratives indispensables entre des services publics, comme celles réglementant la navigation, les dépêches météorologiques, les chemins de fer, les postes et télégraphes, etc.
- 113 4. Il est constitué, dans le sein de la Conférence, une Commission d'études à laquelle pourront s'adjoindre des délégués désignés par les Académies des pays en guerre avec les puissances centrales.
- 114 Cette Commission dressera un plan général d'organisations internationales pour satisfaire aux besoins des diverses branches des recherches scientifiques et industrielles, y compris celles relatives à la défense nationale.
- 115 La Commission se réunira à Paris, cette année même, dans la deuxième quinzaine de novembre.
- 116 5. Chacune des Académies représentées à cette conférence sera invitée à provoquer la création d'un conseil national, ayant pour objet l'avancement des recherches mentionnées au paragraphe précédent.
- 117 6. Un Conseil international sera constitué par la Fédération des conseils nationaux.
- 118 7. La Conférence, estimant que tous les progrès industriels, agricoles, médicaux, etc., reposent sur les découvertes de la science pure, appelle l'attention des gouvernements sur l'importance des recherches théoriques et désintéressées, dont les budgets, après la guerre, devront être dotés le plus largement possible.
- 119 Elle insiste également sur la création de grands laboratoires, privés et nationaux, de sciences expérimentales.

ANNEXE IV. Conseil international de recherches

STATUTS

I. Objets du conseil international

- 120 1. Le Conseil international de recherches a pour but :
- a. de coordonner l'activité internationale dans les différentes branches de la science et de ses applications ;
 - b. de provoquer, conformément à l'article premier des résolutions de Londres (octobre 1918), la création d'Associations ou d'Unions internationales jugées utiles au progrès des sciences ;

- c. d'orienter l'activité scientifique internationale dans les domaines où il n'existe pas d'associations compétentes ;
- d. d'entrer, par des moyens appropriés, en relation avec les gouvernements des pays adhérents pour recommander l'étude de questions qui sont de sa compétence.

II. Siège

- 121 2. Le siège légal du Conseil international de recherches est fixé à Bruxelles, où se tiendront les Assemblées générales et où seront conservées les archives. Les dons et legs seront reçus et gérés suivant la législation belge.

III. Admissions

- 122 3. Pourront participer à la fondation du Conseil international de recherches et des Associations qui lui sont rattachées, ou y adhérer ultérieurement, les pays dont les noms suivent : Belgique, Brésil, Etats-Unis, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Afrique du Sud, Grèce, Italie, Japon, Pologne, Portugal, Roumanie, Serbie. Lorsqu'une Association sera constituée, les nations non comprises dans l'énumération précédente, mais rentrant dans les conditions de l'article premier des résolutions de la Conférence de Londres, pourront y être admises, soit sur leur demande, soit sur la proposition de l'un des pays faisant partie de l'Association.
- 123 Cette demande ou cette proposition sera soumise à l'Association intéressée, qui décidera à la majorité des trois quarts des voix de l'ensemble des pays déjà associés.
- 124 4. Un pays peut adhérer au Conseil international de recherches ou aux Associations qui lui sont rattachées soit par son Académie nationale, soit par son Conseil national de recherches, soit par d'autres institutions ou groupements d'institutions nationales similaires, soit par son gouvernement.
- 125 5. Les statuts des Associations rattachées au Conseil international de recherches devront être approuvés par celui-ci.

IV. Administration du Conseil

- 126 6. Les travaux du Conseil sont dirigés par l'Assemblée générale formée de l'ensemble des délégués accrédités à cette fin par les pays adhérents.
- 127 7. Il est constitué un Comité exécutif qui gère les affaires du Conseil dans l'intervalle de deux Assemblées générales, conformément aux résolutions prises à la session précédente. Ce comité comprend cinq membres élus par l'Assemblée générale.
- 128 8. Le Bureau du comité exécutif comprend un Président, deux Vice-présidents et un Secrétaire général, élus par l'Assemblée générale ; ils demeurent en fonction jusqu'à la fin de la deuxième Assemblée générale qui suit celle de leur élection. Exceptionnellement, le mandat du Président et de l'un des Vice-présidents élus à la fondation du Conseil cesse à la fin de la première Assemblée générale qui suit celle de leur élection. Les membres sortants sont rééligibles.
- 129 9. Le Secrétaire général expédie la correspondance et assure la gestion des ressources, ainsi que la préparation et la distribution des publications décidées par l'Assemblée générale.

- 130 10. Le Comité exécutif peut pourvoir aux vacances qui surviennent dans son sein. Toute personne désignée dans ces conditions demeure en fonction jusqu'à la réunion de l'Assemblée générale suivante, qui doit procéder à une élection définitive. Le membre ainsi élu achève le mandat de celui qu'il s'agissait de remplacer.

V. Attributions du comité exécutif

- 131 11. Dans l'intervalle de deux Assemblées générales, le Comité exécutif peut soumettre des propositions à l'approbation des organismes adhérents ; il est tenu de le faire lorsqu'il en est requis par un tiers des voix des pays faisant partie de l'Association.
- 132 12. Le Comité exécutif peut nommer des Commissions spéciales pour l'étude de toute question de la compétence du Conseil international de recherches ; leurs membres ne sont pas nécessairement choisis parmi les délégués près le Conseil international de recherches. Ces Commissions spéciales peuvent, à leur tour, s'adjoindre, par cooptation, de nouveaux membres à la majorité des deux tiers des voix de ceux qui les composent.
- 133 13. Le Comité exécutif doit présenter un rapport annuel à l'organisme de chaque pays adhérent au Conseil. Ces rapports sont aussi envoyés aux délégués à l'Assemblée générale précédente.

VI. Assemblées générales

- 134 14. Le Conseil se réunit en principe tous les trois ans, en Assemblée générale ordinaire. Si l'époque de cette réunion n'a pas été arrêtée par l'Assemblée générale précédente, elle est fixée par le Comité exécutif et communiqué, quatre mois au moins à l'avance, aux divers organismes adhérents.
- 135 15. Dans des cas spéciaux, le Président peut, avec le consentement du Comité exécutif, convoquer une Assemblée générale extraordinaire ; il est tenu de le faire à la demande d'un tiers des voix des pays adhérents.
- 136 16. Les délégués des divers pays près l'Assemblée générale sont nommés par les organismes adhérents au Conseil international de recherches.
- 137 17. Le Président du Comité exécutif peut, de sa propre initiative inviter des hommes de science, non délégués mais appartenant aux pays adhérents, à assister à titre consultatif, aux séances de l'Assemblée générale. Les membres des Commissions spéciales mentionnées à l'article 12 ont le droit d'assister, dans les mêmes conditions, aux séances de l'Assemblée générale où sont traitées les questions rentrant dans leurs attributions.
- 138 18. L'ordre du jour d'une session est fixé par le Comité exécutif, et communiqué au moins quatre mois avant l'ouverture de cette session. Toute question ne figurant pas à l'ordre du jour n'est prise en considération qu'avec l'assentiment de la moitié au moins des voix des pays représentés à l'Assemblée générale.

VII. Budget et droit de vote

- 139 19. Le Comité exécutif prépare un budget de prévision pour chaque année de la période comprise entre deux sessions. Une Commission financière, nommée par l'Assemblée générale, est chargée de l'étude de ce budget et de la vérification des comptes de

l'exercice précédent. Elle établit sur ces deux questions des rapports distincts qui sont soumis à l'Assemblée générale. A la suite de cet examen financier, le Conseil fixe le taux de la part contributive unitaire. La cotisation due par un pays et le nombre correspondant de voix qui lui sont attribuées sont réglés d'après le barème suivant :

Population du pays	Nombre de voix	Nombre de parts unitaires contrib.
Moins de 5 millions d'hab.	1	1
Entre 5 et 10 millions d'hab.	2	2
" 10 et 15 " "	3	3
" 15 et 20 " "	4	5
Plus de 20 millions d'hab.	5	8

- 140 Les habitants des colonies et protectorats d'un pays sont comptés dans la population de ce pays, si celui-ci le désire et d'après les indications de son Gouvernement. Chaque Dominion (Afrique du Sud, Australie, Canada, Nouvelle-Zélande) a un nombre de voix correspondant à sa population et fixé d'après le barème précédent.
- 141 La cotisation unitaire perçue pendant la première période de la Convention ne pourra dépasser 250 francs annuellement. Dans chaque pays, l'autorité qui adhère au Conseil est responsable du paiement de la cotisation de ce pays.
- 142 20. Les recettes du Conseil provenant des contributions des divers pays sont consacrées aux dépenses du Bureau. Les ressources provenant de dons sont utilisées par le Conseil international de recherches en tenant compte des désirs exprimés par les donateurs. Tout pays qui se retire du Conseil international de recherches abandonne de ce fait ses droits à l'actif de l'Association.
- 143 21. Dans les Assemblées générales, les résolutions concernant les questions d'ordre scientifique sont prises à la majorité des voix de tous les délégués présents. Pour les questions d'ordre administratif et pour les questions mixtes, le vote a lieu par Etat, le nombre de voix de chaque Etat étant fixé à l'article 19. S'il y a doute sur la catégorie dans laquelle doit être rangée une question à discuter, le Président décide. Dans les Commissions, les décisions sont prises à la majorité des voix des membres qui les composent et non par pays. En toutes circonstances, s'il y a égalité de voix, celle du Président est prépondérante.
- 144 22. Pour les questions administratives figurant à l'ordre du jour, un pays qui n'est pas représenté peut envoyer par écrit son vote au Président. Pour être valable, ce vote doit être reçu avant le dépouillement du scrutin.

VIII. Durée de la convention et modifications

- 145 23. La présente Convention entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1920, à la condition que trois au moins des pays mentionnés à l'article 3 aient adhéré. Elle sera valable jusqu'au 31 décembre 1931. Après cette date, elle sera renouvelée pour une autre période de douze ans, avec l'assentiment des pays adhérents.

- 146 24. Aucun changement ne pourra être apporté aux termes de la présente Convention sans l'approbation des deux tiers des voix des pays intéressés.
- 147 25. Le présent texte français servira exclusivement pour l'interprétation à donner aux articles de la Convention.
- 148 (International Research Council), Constitutive Assembly...
Reports of Proceedings, 1919, 155-159).

ANNEXE V. Pacte de la Société des nations

- 149
- 150 Art. 24 - 1. Tous les bureaux internationaux antérieurement établis par des traités collectifs seront, sous réserve de l'assentiment des parties, placés sous l'autorité de la Société. Tous autres bureaux internationaux et toutes commissions pour le règlement des affaires d'intérêt international qui seront créés ultérieurement seront placés sous l'autorité de la Société.
- 151 2. Pour toutes questions d'intérêt international réglées par des conventions générales, mais non soumises au contrôle de commissions ou de bureaux internationaux, le Secrétariat de la Société devra, si les parties le demandent et si le Conseil y consent, réunir et distribuer toutes informations utiles et prêter toute l'assistance nécessaire ou désirable.
- 152 3. Le Conseil peut décider de faire rentrer dans les dépenses du secrétariat celles de tout bureau ou commission placé sous l'autorité de la Société.

ANNEXE VI. Auslandsmerkblatt de l'Association des universités allemandes (VDH)

- 153 1. Les universités allemandes ainsi que les professeurs à titre individuel devraient par principe et en y apportant toute l'attention requise, éviter tout geste qui pourrait être interprété comme une tentative de rapprochement vis-à-vis de l'Entente.
- 154 2. Au cas où des universités, des organismes scientifiques ou des professeurs de pays de l'Entente s'adressent à titre privé aux universités allemandes, celles-ci devraient répondre en faisant remarquer que les décisions d'exclusion prises par les grandes organisations (le CIR et l'Union académique internationale) interdisent des contacts personnels avec les universitaires allemands. On devrait décliner toute communication et collaboration par la porte dérobée, en insistant sur la condition qu'au préalable, la mise au ban (de la science allemande) soit publiquement et solennellement révoquée.
- 155 3. Une collaboration avec la France et la Belgique devrait être écartée dans tous les cas.
- 156 4. Il faut s'en remettre au jugement de chacun des universitaires allemands en ce qui concerne l'attitude qu'il adopte à l'égard de ses anciens amis dans les pays de l'Entente. Il ne devrait, cependant, jamais oublier qu'il n'est pas seulement un savant et serviteur de la science, mais aussi un fils de son pays, et qu'il doit répondre de ses actes autant à sa patrie qu'à la science. Il a le devoir d'insister toujours à nouveau sur le fait que le monde a commis un crime contre son peuple, crime qui demande d'être réparé.

- 157 5. Si des universitaires de l'Entente s'adressent à leurs collègues allemands avec des questions ou des demandes d'assistance, ces derniers ne devraient y accéder qu'à la condition expresse d'une réciprocité parfaite. Sans avoir été approchés d'abord, pour rendre de tels services, les universitaires allemands devraient s'abstenir de s'adresser pour les mêmes raisons à des collègues dans les pays de l'Entente. Il est plus important, après tout, de sauvegarder l'honneur et la dignité allemands que de les sacrifier pour obtenir des informations scientifiques...
- 158 (*Mitt. VDH*, III (3^e numéro spécial), décembre 1923, 3-4).
-

NOTES DE FIN

*. En ce qui concerne la nationalité d'Albert Einstein, voir *supra*, chapitre VII, 260-261.

Bibliographie

1. Archives

Allemagne, Bundesarchiv, Coblenz
Auswärtiges Amt. Politisches Archiv, Bonn
Geh. Preussisches Staatsarchiv, Berlin
Preussische Staatsbibliothek, Berlin
Geh. Bayerisches Staatsarchiv, München
Badisches Generallandesarchiv, Karlsruhe
Etats-Unis, National Archives, Washington
France, Ministère des Affaires étrangères, Paris
Société des nations, Registry, Genève
UNESCO, Paris
Bayerische Akademie der Wissenschaften, München
Institut de France, Académie des sciences, Paris
Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften,
München Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft, Deutsche Forschungsgemeinschaft, Bad
Godesberg
Royal Society, Londres
National Academy of Sciences, Washington
Archives Carl-Heinrich Becker, Berlin
Archives Laboratoires Curie, Paris
Archives Ira Remsen, Johns Hopkins University, Baltimore
Archives Gonzague de Reynold, Berne
Archives Jean-Rodolphe de Salis, Zurich

2. Publications officielles

a) gouvernements nationaux

Allemagne, *Verhandlungen der Reichstags*, 1920-1932.

France, *Journal officiel*, Chambre des députés, *Débats parlementaires* 1919-1932.

b) organisations internationales

Société des nations, *Comptes rendus des sessions du Conseil*, 1920-1932.

Société des nations, *Actes des assemblées*

Séances plénières, 1920-1932.

Séances des Commissions, 1920-1932.

Société des nations, *Journal officiel de la SdN*, 1920-1932.

Société des nations, Commission internationale de coopération intellectuelle, *Procès-verbaux des sessions*, 1922-1932.

Rapports de la Commission de coopération intellectuelle au Conseil et à l'Assemblée de la Société des nations, 1922-1932.

Société des nations, Institut international de coopération intellectuelle, *Bulletin des relations scientifiques*, 1926-1932.

c) organisations internationales non gouvernementales

Association internationale des académies

Conférence tenue à Wiesbaden, en vue de la fondation d'une Association internationale des académies, les 9 et 10 octobre 1899, *Procès-verbaux des séances*, Paris, 1900, 16 p.

Première assemblée générale, tenue à Paris, du 16 au 20 avril 1901, *Procès-verbaux des séances*, Paris, 1901, 66 p

Second Assembly, London, May 25-27, 1904, *Report of Proceedings*, London, 1904, 79 p.

Dritte Generalversammlung in Wien vom 29. Mai bis 2. Juni 1907, *Bericht über die Verhandlungen*, Wien, 1907, 50-ixp.

Relazione delle adunanze tenute in Roma dall'Associazione internazionale delle Accademie nei giorni 9-15 maggio 1910 Rome, 1911, 70 p.

Actes de la cinquième session de l'Association internationale des académies, Saint-Pétersbourg, 1913, Saint-Pétersbourg, 1919, 156 p.

Conférence des Académies des sciences interalliées tenues à Londres en octobre 1918, compte rendu, *Bulletin de la classe des sciences de l'Académie royale de Belgique*, 1919, 49-61.

Conférence des Académies des sciences interalliées (deuxième session) tenue à Paris en novembre 1918, compte rendu, *Bulletin de la classe des sciences de l'Académie royale de Belgique*, 1919, 63-81.

International Research Council

Constitutive Assembly held at Brussels, July 18th to July 28 th, 1919, *Reports of Proceedings*, Londres, 1919, 286 p.

Second Assembly, held at Brussels, July 25th to July 29th, 1922, *Reports of Proceedings* Londres, 1923, 145 p.

Third Assembly, Brussels, 1925, *Reports of Proceedings*, Londres, 1925, 167 p.

Assemblée générale extraordinaire, le 29 juin 1926, à Bruxelles, *Procès-verbal de la séance*, avec annexes. S.1., 1926, 20 p.

Fourth Assembly, Brussels, 1928, *Reports of Proceedings*, Londres, 1928, 45 p.

Fifth Assembly of the International Research Council and the First Assembly of the International Council of Scientific Unions, held at Brussels, July 11th, 1931, *Reports of Proceedings*, Londres, 1931, iii+105 p.

Union académique internationale

Compte rendu de la Conférence préliminaire de Paris, Statuts proposés par le Comité des délégués, 15 et 17 mai 1919, Paris, 1919, 8 p.

Compte rendu de la seconde Conférence académique, tenue à Paris les 15-18 octobre 1919, Paris, 1919, 11 p.

Comptes rendus des sessions annuelles du Comité, I-IX, Bruxelles, 1920-1928.

Coup d'oeil sur les vingt-cinq premières sessions du Comité, 1910-1950, Union académique internationale, Bruxelles, 1951, 14 p.

Union des associations internationales

L'organisation internationale du travail intellectuel (1921), Bruxelles, 19 p.

Code des vœux et de résolutions des Congrès internationaux (1923), Bruxelles, 185 p.

Les congrès internationaux de 1681 à 1899, liste complète (1960), Bruxelles, 76 p.

Les 1.978 organisations internationales fondées depuis le Congrès de Vienne, liste chronologique (1957), Bruxelles, 204 p.

La Vie internationale, Bruxelles, 1912, 1914, 1921.

Voir aussi, *infra*, Otlet, p. 348.

3. Travaux, mémoires, témoignages

ANDLER, Charles, *le Pangermanisme. Ses plans d'expansion allemande dans le monde*, Paris, A. Colin, 80 p., 1915 (*Etudes et documents sur la guerre*).

ANGELL, James R., "The National Research Council", dans YERKES, Robert M., 417-438, 1920.

ANGELL, Norman, *The Great Illusion: a Study of the Relation of Military Power in Nations to their Economic and Social Advantage*, Londres, W. Heinemann, 330 p., 1910.

ANGELL, Robert C., *Peace on the March. Transnational Participation*, New York, Van Nostrand Reinhold Company, ix+205 p., 1969.

ANSCHÜTZ, Richard, *Die Bedeutung der Chemie für den Weltkrieg*, Bonn, Friedrich Cohen, 40 p., 1915.

ASHBY, Eric; ANDERSON, Mary, *Portrait of Haldane at Work on Education*, Londres, Macmillan, xvi-202 p., 1974.

ASTIN, Allen V., "The Scientific Community and International Cooperation", *Department of State Bulletin*, 32-37, 14 juillet 1969.

Aus fünfzig Jahren deutscher Wissenschaft. Die Entwicklung ihrer Fachgebiete in Einzeldarstellungen, Festschrift für Friedrich Schmidt-Ott zur Feier seines 70. Geburtstages, W. de Gruyter, Herder, Teubner, Oldenbourg, Berlin, Fribourg, Munich, Leipzig, xi+496 p., 1930.

BAHRDT, Hans Paul, "Schamanen der modernen Gessellschaft? Das Verhältnis der Wissenschaftler zur Politik", *Atomzeitalter*, 75-79, 4 avril 1961.

BAKER, D.B.; TATE, F.A.; ROWLETT, J., "Changing patterns in the International Communication of Chemical Research and Technology", *Journal of Chemical Do cimentation*, 11, 90-98, 1971.

BALDWIN, Robert, "The Commodity Composition of Trade: Selected Industrial Countries, 1900-1954", *The Review of Economics and Statistics*, 40(1), 50-68, février 1958.

- BALDWIN, Simeon E., "The International Congresses and Conferences of the Last Century as Forces Working toward the Solidarity of the World", *American Journal of International Law*, 565-578, 1907.
- BEDIER, Joseph, *lest Crimes allemands d'après des témoignages allemands*, Paris, A. Colin, 39 p., 1915 (*Etudes et documents sur la guerre*).
- BEER, John D., *The Emergence of the German Dye Industry*, Urbana, Ill., University of Illinois Press, 168 p., 1959.
- BENDA, Julien, *la Trahison des clercs*, Paris, Grasset, 306 p., 1928.
- BEN-DAVID, Joseph, "The Rise and Decline of France as a Scientific Centre", *Minerva*, 6(2), 160-179, avril 1970.
- BEN-DAVID, Joseph, *The Scientist's Role in Society. A Comparative Study*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, ix-207 p. 1971.
- BEN-DAVID, Joseph; ZLOCZOWER, Abraham, "Universities and Academic Systems in Modern Societies", *Archives européennes de sociologie*, 3(1), 45-84, 1962.
- BENNET, Alvin Leroy, *The Development of Intellectual Cooperation under the League of Nations*, Urbana, Ill., University of Illinois Press, iv-299 (multigr.), 1950.
- BERARD, Victor, *Un mensonge de la science allemande*, Les "prolégomènes à Homère" de Frédéric-Auguste Wolf, Paris, Hachette, 288 p., 1917.
- BERKNER, Lloyd V., *Science and Foreign Relations*, Report to the State Department, Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, viii-170 p., 1950.
- BERNAL, J.D., *The Social Function of Science*, Cambridge, Mass., M.I.T. Press, 1967, xxxvi-482 p., 1939.
- BERNAL, J.D., *Science in History*, vol. 2: *The Scientific and Industrial Revolutions*, Harmondsworth, Penguin, 371-692, 1969.
- BERNHARD, Ludwig, "Locarno und die deutsche Wissenschaft", *Mitt. VDH*, 5, 213-216, décembre 1925.
- BIQUARD, Pierre, *Paul Langevin : scientifique, éducateur, citoyen*, Paris, 192 p., 1969.
- BLANKENSHIP, Vaughn L., "The Scientist as 'Apolitical Man'", *The British Journal of Sociology*, 24(3), 269-287, septembre 1973.
- BLEUEL, Hans Peter, *Deutschlands Bekenner. Professoren zwischen Kaiserreich und Diktatur*, Scherz, Berne, Munich, Vienne, 256 p., 1968.
- BLUME, Stuart S., *Toward a Political Sociology of Science*, New York, Macmillan, 288 p., 1974.
- BOFFEY, Philip M., *The Brain Bank of America. An Inquiry into the Politics of Science*, New York, McGraw Hill, xxiii-312 p., 1975.
- BONNET, Henri, "La Société des nations et la coopération intellectuelle", *Cahiers d'histoire mondiale*, 10(1), 198-209, 1966.
- BOULE, Marcellin, "La guerre et la paléontologie", dans PETIT, G. ; LEUDET, M., 33-45, 1916.
- BOURGEOIS, Léon, *Solidarité*, Paris, A. Colin, 253 p., 1906.
- BOURGEOIS, Léon, *l'Oeuvre de la Société des nations*, Paris, Payot, 456 p., 1923.
- BOUTROUX, Emile, "La pensée allemande et la pensée française", *Revue de politique internationale*, 2, 193-218, septembre-octobre 1914.
- BOVERI, Margret, "Die zoologische Station in Neapel", dans BRAUER. L.; MENDELSSOHN-BARTHOLDY, A.; MEYER, A., 578-598, 1930.
- BRAILLARD, P., *Philosophie et relations internationales*, Genève, Institut universitaire des hautes études internationales, 126 p., 1974.

- BRAUER, L.; MENDELSSOHN-BARTHOLDY, A.; MEYER, A., édés., *Forschungsinstitute. Ihre Geschichte, Organisation und Ziele*, Hambourg, Paul Hartung, 2 vol. , xvi-470 p.; viii+738 p., 1930.
- BREITENBACH, D., *Auslandsansbildung als Gegenstand sozialwissenschaftlicher Forschung*, Saarbrücken, Verlag SIP Schniften, 465 p., 1974.
- BROWN, Frederick J., *Chemical Warfare. A Study in Restraints*, Princeton, N.J., Princeton University Press, xix-355 p. 1968.
- BRUNEAU, L., *l'Allemagne en France*, Paris, 1914.
- BULOW, B.W. von, *Der Versailler Völkerbund. Eine vorläufige Bilanz*, Kohlhammer, Berlin, Stuttgart, Leipzig, 608 p., 1923.
- BURCHARDT, Lothar, *Wissenschaftspolitik im Wilhelminischen Deutsch Land*, Göttingen, Vandenhoeck u. Rupprecht, 158 p., 1975
- BURGESS, John William, *The European Par of 1914: its Causes, Purposes and Probable Results*, Chicago, A.C. McClury, 209 p., 1915.
- BYRNES, Robert F., *Soviet-American Academic Exchanges, 1958-1975*, Bloomington, Ind., Indiana University Press, 275 p., 1976.
- CAIN, Julien, "Bergson, président de la Commission internationale de coopération intellectuelle", *Proc.Amer. Phil. Soc.*, 104, 404-407, 1960.
- CAMBON, Victor, *l'Allemagne au travail*, Paris, Roger, 265 p., 1909.
- CAMBON, Victor, *les derniers Progrès de l'Allemagne*, Paris, Roger 276 p., 1914.
- CANNON, Walter B.; FIELD, Richard M., "International Relations in Science", *Chronica Botanica*, 9, 251-298, 1945.
- CANTRIL, Hadley, éd., *Tensions that Cause Pars*, Urbana, I11., University of Illinois Press, vii-303 p., 1950.
- CAPORASO, James A., *Functionalism and Regional Integration: a Logical and Empirical Assessment*, Londres, Sage Publications, Beverly Hills, 84 p., 1972.
- CARDWELL, D.S.L., *The Organization of Science in England*, Londres, Heinemann, xii-268 p., 1971 (rev. ed.).
- CASTELLAN, G., "Reichswehr et Armée rouge", dans DUROSELLE, J.B., *les Relations germano-soviétiques de 1933 à 1939*, Paris, Armand Colin, 137-260, 1954.
- CHAPMAN, John D., *Deutschland über alles, Or Germany Speaks*, New York, 102 p., 1914.
- CHEVALIER, Haakon, "The Best Minds of Europe", *New Republic*, 79, 173-175, 27 juin 1934.
- CHICKERING, Roger, *Imperial Germany and a World without War. The Peace, Movement and Germon Society, 1892-1914*, Princeton, N.J., Princeton University Press, xiv-487 p., 1975.
- CLARK, Terry N., *Prophets and Patrons. The French University and the Emergence of the Social Sciences*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 282 p., 1973.
- CLEMENCEAU, Georges, *Grandeurs et misères d'une victoire*, Paris, Plon, iv-374 p., 1930.
- COLE, Margaret, *The Study of Fabian Socialism*, Stanford, Calif., Stanford University Press, 366 p., 1961.
- COTTRELL, F.G., "Les relations scientifiques internationales", *Revue scientifique*, 59(1), 37-41, 8 janvier 1921.
- COULOMB, Jean, "Le passé et l'avenir de la coopération scientifique internationale", *ICSU Bulletin*, 19, 4-18, novembre 1969.
- COX, J.F., "Adolphe Quetelet et son action en faveur de la collaboration internationale au XIX^e siècle", *Cahiers d'histoire mondiale*, 10(1), 125-136, 1966.

- CRANE, Diana, "Transnational Networks in Basic Science", *International Organisation*, 25(3), 585-601, été 1971.
- CROSLAND, Maurice, "The Congress on Definite Metric Standards, 1798-1799: the First International Scientific conference?", *Isis*, 60, 226-231, été 1969.
- CROSLAND, Maurice, "Science and the Franco-Prussian War", *Social Studies of Science*, 6(2), 185-214, 1976.
- CROWTHER, J.G., *The Social Relations of Science*, New York, Macmillan, 665 p., 1941.
- CROWTHER, J.G., *Fifty Years with Science*, Londres, Barnie and Jenkins, 348 p., 1970.
- CROWTHER, J.G.; HOWARTH, O.J.R.; RILEY, D.P., *Science and World Order*, Harmondsworth, Penguin, 142 p., 1942.
- DANIEL, Howard, *One Hundred Years of International Cooperation in Meteorology (1873-1973)*, Genève, WMO, 1973.
- DASTRE, A., "L'Allemagne et le progrès des sciences", dans PETIT, G. ; LEUDET, M., 75-97, 1916.
- DE BEER, Gavin, *The Sciences were never at War*, Londres, Nelson, 279 p., 1960.
- DE BUSSY, M.-E. ; DELORME, H. ; DE LASERRE, F., "Approches théoriques de l'intégration européenne", *Revue française de science politique*, 21(3), 615-653, juin 1971.
- DELBET, Pierre, "Sur la chirurgie allemande", dans PETIT, G. ; LEUDET, M., 117-137, 1916.
- Die deutsche Wissenschaft und das Ausland*, Reichszentrale für naturwissenschaftliche Berichterstattung, Berlin, 11 p., 29 janvier 1925.
- DICKMANN, F., *Die Kriegsschuldfrage auf der Friedenskonferenz von Paris 1919*, Munich, R. Oldenbourg, 101 p., 1964.
- DIELS, Hermann, *Internationale Aufgaben der Universität*, Rede zur Gedächtnisfeier des Stifters der Berliner Universität, König Friedrich Wilhelm III., Berlin, Universitäts-Druckerei, 38 p., 3 août 1906.
- DIELS, Hermann, "Die Einheitsbestrebungen der Wissenschaft", *Internationale Wochenschrift*, I, 3-10, 6 avril 1907.
- DIELS, Hermann, "Eine Katastrophe der internationalen Wissenschaft", *Internationale Monatsschrift*, IX(2), 127-134, 15 octobre 1914.
- DOCKHORN, Klaus, *Der Einsatz der englischen Wissenschaft im Weltkrieg*, Berlin, Juncker E Dünnhaupt, 82 p., 1940.
- DOKA, Carl, *Kulturelle Aussenpolitik*, Zurich, Verlag Berichthaus, 364 p., 1956.
- DUHEM, Pierre, *la Science allemande*, Paris, Hermann, 143 p., 1915.
- DUHEM, Pierre, "Quelques réflexions sur la science allemande", *Revue des deux mondes*, 25, 657-686, 1er février 1915.
- DUHEM, Pierre, "Science allemande et vertus allemandes", dans PETIT, G. ; LEUDET, M., 137-152, 1916.
- DUISBERG, Carl, *Meine Lebenserinnerungen*, Leipzig, Reclam, 207 p., 1933.
- DUPREE, Hunter A., *Science in the Federal Government. A History of Policies and Activities to 1940*, New York, Harper & Row, 459 p., 1964.
- DUPREE, Hunter A., "Nationalism and science - Sir Joseph Banks and the Wars with France", dans *Festschrift for Frederick B. Artz* (D.H. PINKNEY, édit.), Durham, N.C. Duke University Press, 37-51, 1964.
- DURKHEIM, Emile, *l'Allemagne au-dessus de tout. La mentalité allemande et la guerre*, Paris, A. Colin, 48 p., 1915, (*Etudes et documents sur la guerre*).

DÜWELL, Kurt, "Staat und Wissenschaft in der Weimarer Republik ; Zur Kulturpolitik des Ministers C.H. Becker", *Historische Zeitschrift*, Beiheft 1 (*Beiträge zur Geschichte der Weimarer Republik*), 31-74, 1971.

EIJKMAN, P.H., *l'Internationalisme scientifique (sciences pures et lettres)*. Bureaux préliminaires de la Fondation pour l'internationalisme, La Haye, 37 p., 1911.

EINSTEIN, Albert ; BESSO, Michele, *Correspondance, 1903-1955*, Paris, Hermann, 559 p., 1972.

EINSTEIN, Albert ; Hedwig et Max BORN, *Briefwechsel, 1916-1955*, Munich, Nymphenburger Verlagsanstalt, 330 p., 1969.

EINSTEIN, voir NATHAN.

EUCKEN, Rudolf, *Lebenserinnerungen. Ein Stück deutschen Lebens*, Leipzig, K.F. Koehler, 127 p., 1921.

EVAN, William M., "Multinational Corporations and International Professional Associations", *Human Relations*, 27(6), 587-625, 1974.

EVAN, William, M., "The International Professional Associations and the International System", *Proceedings of the Conference on International Scientific and Professional Associations and the International System*, Philadelphie, 1-4, 12-13 novembre, 1976.

FAIVRE, Jean-Paul, "Savants et navigateurs : un aspect de la coopération internationale entre 1750 et 1840", *Cahiers d'histoire mondiale*, 10(1), 98-124, 1966.

FELDMAN, Gerald D., "A German Scientist between Illusion and Reality: Emil Fischer, 1909-1919", dans I. GEISS, J. WENDT (édit.), *Deutschland in der Weltpolitik des 19. und 20. Jahrhunderts*, Fritz Fischer zum 65. Geburtstag, Bertelsmann, Düsseldorf, 341-362, 1973.

FERMI, Laura, *Atoms for the World - United States Participation in the Conference on the Peaceful Uses of Atomic Energy*. Chicago, xii-227 p., 1957.

FIELD, J.A., "Transnationalism and the New Tribe", *International Organisation*, 25(3), 353-373, été 1971.

FISCHER, Fritz, *Griff nach der Weltmacht. Die Kriegszielpolitik des Kaiserlichen Deutschland 1914-1918*, Düsseldorf, Droste, 902 p., 1964.

FISCHER, Fritz, *Krieg der Illusionen, Die deutsche Politik von 1911 bis 1914*, Düsseldorf, Droste, 806 p., 1969.

FLECHTNER, Hans-Joachim, *Carl Duisberg. Vom Chemiker zum Wirtschaftsführer*, Düsseldorf, Econ Verlag, 243 p., 1959.

FLEXNER, Abraham, *Universities: American, English, German*, New York, Oxford University Press, 381 p., 1930.

FLEXNER, Abraham, *I Remember*, New York, Simon & Schuster, xii+414 p., 1940.

FLORENTIN, Daniel, "La guerre des gaz. L'Allemagne et la guerre des gaz", *Revue générale des sciences*, 31(8), 237-250. 30 avril 1920.

FOERSTER, Friedrich Wilhelm, "Bismarcks Werk im Lichte grossdeutscher Kritik", *Die Friedenswarte*, 18, 1-9, janvier 1916.

FOERSTER, Friedrich Wilhelm, *Erlebte Weltgeschichte, 1869-1953*, Nuremberg, Glock & Lutz, 719 p., 1953.

FOERSTER, Wilhelm, "Die internationale Organisation des Mass und Gewichtswesens", *Internationale Wochenschrift*, I, 779-793, 14 juillet 1907.

FORMAN, Paul, *The Environment and Practice of Atomic Physics in Weimar Germany*, Berkeley, University of California (Ph.D. Dissertation), 1967.

- FORMAN, Paul, "Weimar Culture, Causality, and Quantum Theory 1918-1927: Adaptation by German Physicists and Mathematicians to a Hostile Intellectual Environment", *Historical Studies in the Physical Sciences*, vol. 3, 1-115, 1971.
- FORMAN, Paul, "Scientific Internationalism and the Weimar Physicists: The Ideology and its Manipulation in Germany after World War I", *Isis*, 64, 151-180, juin 1973.
- FORMAN, Paul, "Financial Support and Political Alignments of the German Physicists in the Weimar Republic", *Minerva*, 12(1), 39-66, janvier 1974.
- FORMAN, Paul; HEILBRON, John L.; WAERT, Spencer, "Physics circa 1900. Personnel, Funding and Productivity of the Academic Establishment", *Historical Studies in the Physical Sciences*, 5, 185 p., 1975.
- FOURASTIE, Jean, *le Grand Espoir du XX^e siècle*, Paris, Gallimard xxiii-223 p., 1949.
- FRAENKEL, Ernst, "Das deutsche Wilsonbild", *Jahrbuch für Amerika-Studien*, 5, 66-120, 1960.
- FRAENKEL, Ernst, "Ideen und Realität des Völkerbundes im deutschen politischen Denken", *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 16(1), 1-14, janvier 1968.
- France devant ta recherche scientifique (La). II*, la Documentation française, notes et études documentaires, N° 2580 du 20 octobre 1959.
- FRANQUEVILLE, Comte de, *Discours prononcé à l'occasion de la première Assemblée générale de l'Association internationale des académies.*, Paris, Imprimerie nationale, 11 p., 1901.
- FREUND, Gerald, *Unholy Alliance. Russian-German Relations from the Treaty of Brest-Litowsk to the Treaty of Berlin*, Londres, Chatto & Windus, 283 p., 1957.
- FRUTKIN, Arnold, *International Cooperation in Space.*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 186 p., 1965.
- GALLINGER, A., "Vom Geist des Völkerbundes. Krieg gegen die deutsche Wissenschaft", *Münchener Neueste Nachrichten*, 23 mars 1924.
- GAST, P., "Die Auslandsbeziehungen der deutschen Hochschulen", *Mitt. VDH*, I (2^e numéro spécial), 17-24, juillet 1921.
- GAUCHER, E., "La thérapeutique commerciale des Allemands", dans PETIT, G.; LEUDET, M., 153-166, 1916.
- GELFAND, Lawrence E., *The Inquiry. American Preparation for Peace, 1917-1919*, New Haven, Yale University Press, 387 p., 1963.
- GERAULT, G., *tes Expositions universelles envisagées au point de vue de leurs résultats économiques*, Paris, 1902.
- GHEBALI, Victor-Yves, "Aux origines de l'ECOSOC : l'évolution des Commissions et Organisations techniques de la Société des nations", *Annuaire français de droit international*, 18, 469-511, 1972.
- GIERKE, Otto von, *Der deutsche Volksgeist im Kriege*, Deutsche Verlagsanstalt, Stuttgart, Berlin, 40 p., 1915.
- GILPIN, Robert, *American Scientists and Nuclear Weapons Policy*, Princeton, N.J., Princeton University Press, viii-352 1962.
- GILPIN, Robert, *la Science et l'Etat en France*, Paris, Gallimard 412 p., 1970 (trad. de *France in the Age of the Scientific State*, 1968).
- GIZYCKI, R. von, *Prozesse wissenschaftlicher Differenzierung*, Berlin, Duncker & Humblot, 151, p., 1976.
- GLEY, E., "Remarques sur la Quadruple Entente scientifique", *Revue générale des sciences*, 28, 15 janvier 1917, 326-332, 1917.

- GLUM, Friedrich, *Zwischen Wissenschaft, Wirtschaft und Politik. Erlebtes und Erdachtes in vier Reichen*, Bonn, Bouvier, 785 p., 1964.
- GOEBEL, Karl von, *Ein deutsches Forscherleben aus sechs Jahrzehnten, 1870-1932*, Berlin, Ahnenerbe Stiftung Verlag, 273 p., 1941.
- GOODSTEIN, Judith R., "Science and the Fascist State", AAAS Annual Meeting, Washington, 12-17 février 1978.
- GRAU, Conrad, "Die deutschen Universitäten und die 200-Jahrfeier der Akademie der Wissenschaften der UdSSR 1925", dans *Deutschland-Sowjetunion. Aus fünf Jahrzehnten kultureller Zusammenarbeit*, Berlin, Humboldt-Universität, 172-178, 1966.
- GREEN, A.W., "Mitrany Seread with the Help of Haas and Sewell", *Journal of Common Market Studies*, 8(1), 50-69, 1969.
- GRIEWANK, Karl, *Staat und Wissenschaft im Deutschen Reich*, Fribourg, Herder, 133 p., 1927.
- GRIEWANK, Karl, "Aus den Anfängen gesamtdeutscher Wissenschaftspflege", dans *Volkstum und Kulturpolitik*, 208-236, 1932.
- GRINEVALD, Jacques, "Science et développement: esquisse d'une approche socio-épistémologique", *Pluralité des mondes. Théories et pratiques du développement*, Genève, Institut d'études du développement, Paris, Presses Universitaires de France, 31-97, 1975.
- GROOM, A.J.R.; TAYLOR, Paul, *Functionalism. Theory and Practice in International Relations*, Londres, University of London Press, 354 p., 1975.
- GRUBER, Carol S., *Mars and Minerva. World War I and the Uses of Higher Learning in America*, Baton Rouge, Louisiana State University Press, x+293 p., 1975.
- GRUNDMANN, Siegfried, "Zum Boycott der deutschen Wissenschaft nach dem 1. Weltkrieg", *Wissenschaftliche Zeitschrift der Technischen Universität Dresden*, 14(3), 799-806, 1965.
- GRUNDMANN, Siegfried, *Relativitätstheorie und Weltanschauung. Zur philosophischen und wissenschaftspolitischen Wirkung Albert Einsteins*, VEB Deutscher Verlag der Wissenschaften, Berlin, 291 p., 1967.
- GUETZKOW, H., *Multiple Loyalties: Theoretical Approach to a Problem in International Organization*, Centre for Research on World Political Institutions, Princeton, N.J., Woodrow Wilson School of Public and International Affairs, 62 p., 1955.
- HAAS, Ernest B., *Beyond the Nation State*, Stanford, Calif., Stanford University Press, xii+595 p., 1964.
- HAAS, Ernest B., "Is there a Hole in the Whole? Knowledge, Technology, Interdependance and the Construction of International Regimes", *International Organization*, 29(3), 827-876, été 1975.
- HABER, Fritz, *Fünf Vorträge aus den Jahren 1920-1923*, Berlin, Springer, vi+92 p., 1924.
- HABER, Fritz, *Aus Leben und Beruf*, Berlin, Springer, vii+173 p., 1927.
- HABER, Louis F., *The Chemical Industry during the 19th Century. A Study of the Economic Aspects of Applied Chemistry in Europe and North America*, Londres, Oxford University Press, 292 p., 1958.
- HABERER, Joseph, *Politics and the Community of Science*, New York, Van Nostrand, vi-337 p., 1969.
- HABERER, Joseph, "Politicalization of Science", *Science*, 178, 713-724, 17 novembre 1972.
- HAECKEL, Ernst, *Englands Blutschuld am Weltkrieg*, Jacobi, Eisenach, 14 p., 1914.
- HAGSTROM, Warren O., *The Scientific Community*, New York, Basic Books, 304 p., 1965.
- HALE, George Ellery, "The Possibilities of Cooperation in Research", dans YERKES, Robert M. (1920), 393-404, 1920a.
- HALE, George Ellery, "War Services of the National Research Council", dans YERKES, Robert M. (1920), 13-30, 1920b.

- HALE, George Ellery, "The International Organization of Research", dans YERKES, Robert M. (1920), 405-416, 1920c.
- HAMBURGER, Maurice, *Léon Bourgeois (1851-1925) : la politique radicale-socialiste, la doctrine de la solidarité, l'arbitrage international et la Société des nations*, Paris, 1932.
- HANSI (J.J. WALTZ), *Professeur Knatschké. Oeuvres choisies du grand savant allemand et de sa fille Elsa*, Paris, Floury, 140 p., 1912.
- HARNACK, Adolf von, "Offener Brief an englische Theologen", *Internationale Monatsschrift*, 9(1), 19-28, 1^{er} octobre 1914.
- HARNACK, Adolf von, "Ueber die Zukunft des Orientalischen Seminars und den Plan einer Auslandshochschule", *Internationale Monatsschrift*, 12(2), 181-206, 1^{er} novembre 1917.
- HARTMANN, Hans, *Max Planck als Mensch und Denker*, Leipzig, Hirzel, 226 p., 1948.
- HAUSER, Henri, *les Méthodes allemandes d'expansion économique*, Paris, Armand Colin, 280 p., 1915.
- HEILBRON, Friedrich, "Hochschule und Auswärtige Politik", dans *Bas Akademische Deutschland*, Berlin, vol. 3, 143-152, 1930.
- HEMLEBEN, S.G., *Plans for World Peace through Six Centuries*, Chicago, University of Chicago Press, xiv+227 p., 1943.
- HENDERSON, W.O., *The Rise of Germany as an Industrial Power*, Berkeley, University of California Press, 274 p., 1975.
- HERBST, Jürgen, *The German Historical School in American Scholarship*, Ithaca, N.Y., Cornell University Press, xii+262 p., 1965.
- HERNECK, Friedrich, "über die deutsche Reichsangehörigkeit Albert Einsteins", *Forschungen und Fortschritte*, 37(5), 137-140, 1963.
- HEUSS, Théodor, *Anton Dohrn in Neapel*, Wunderlich, Tübingen, 448 p., 1948.
- HINTZE, Otto; MEINECKE, Friedrich; ONCKEN, Hermann; SCHUMACHER, Hermann, éd., *Deutschland und der Weltkrieg*, Berlin, Teubner, Leipzig, 2 vol., 1-527, 531-831 p., 1916.
- HIS, Wilhelm, "Zur Vorgeschichte des deutschen Kartells und der internationalen Assoziation der Akademien", *Berichte über die Verhandlungen der Kgl. Sächsischen Gesellschaft der Wissenschaften zu Leipzig, Mathematisch-Physische Klasse*, 54 (numéro spécial), 33 p., 1902.
- HOBSON, Asher, *The International Institute of Agriculture*, Berkeley, University of California Press, xi+356 p., 1931.
- HOHENBERG, Paul, *Chemicals in Western Europe, 1850-1914*, Chicago, Rand McNally, 166 p., 1967.
- HOLBORN, Hajo, "Diplomacy in the Early Weimar Republic", dans GRAIG, Gordon A.; GILBERT, Felix, *The Diplomats 1919-1939*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 138-145, 1953.
- HOWARD, Earl Dean, *The Cause and Extent of the Recent Industrial Progress of Germany*, New York, Houghton Mifflin, 147 p., 1907.
- HOWARD-JONES, Norman, *The Scientific Background of the International Sanitary Conferences, 1851-1938*, Genève, O.M.S., 110 p., 1975.
- HOWORTH, Muriel, *Pioneer Research on the Atom: the Life Story of Frederick Soddy*, Londres, New World Publications, 352 p., 1958.
- HUXLEY, Julian, *UNESCO, Its Purpose and Its Philosophy*, Washington, Public Affairs Press, 74 p., 1947.
- Internationale Wissenschaftliche Kongresse, 1922-1923*, Berlin, 16 p., 1923.
- IPATIEFF, V.N., *The Life of a Chemist*, Palo Alto, Stanford University Press, xvt658 p., 1946.
- JONES, H. Spencer, "The Early History of ICSU, 1919-1946", *ICSU Review*, 3(4), 169-187, octobre 1960.

- JULLIAN, Camille, "L'érudition allemande", dans PETIT, G. ; LEUDET, M., 219-230, 1916.
- JUNGK, Robert, *Plus clair que mille soleils* : Paris, Arthaud, 320 p., 1958.
- JUNGK, Robert, *Le CERN, une internationale des savants*, Paris, Seuil, 356 p., 1968.
- Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, *Fünfzig Jahre Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft und Max-Planck-Gesellschaft zur Förderung der Wissenschaften, 1911-1961. Jahrbuch der Max-Planck-Gesellschaft*, vol. I et II, 1961.
- KARGON, Robert H. (édit.), *The Maturing of American Science*, Washington, AAAS, 191 p., 1973.
- KARO, Georg, "Der Krieg der Wissenschaft gegen Deutschland", *Südd. Monatshefte*, 162-168, mai 1919.
- KARO, Georg, *Der geistige Krieg gegen Deutschland*, Halle, 22 p., 1925.
- KARO, Georg, "Ergänzungsbericht betr. Auslandsfragen", *Mitt. VDH*, VI (1-2), 25-29, février 1926.
- KELLERMANN, Hermann, *Der Krieg der Geister. Eine Auslese deutscher und ausländischer Stimmen zum Weltkrieg 1914*, Vereinigung Heimat und Welt, Weimar, Dresden, 496 p., 1915.
- KEMPF, Marcelle, *Romain Rolland et l'Allemagne*, Paris, Debresse, 303 p., 1962.
- KEOHANE, R.O. ; NYE, J.S., *Transnational Relations and World Politics (International Organisation*, 25(3), numéro spécial), 1971.
- KERKHOF, Karl, "Die internationalen naturwissenschaftlichen Organisationen vor und nach dem Weltkriege und die deutsche Wissenschaft", *Internationale Monatsschrift*, 15(3), 225-242, janvier-février 1921.
- KERKHOF, Karl, *Der Krieg gegen die deutsche Wissenschaft. Eine Zusammenstellung von Kongressberichten und Zeitungsmeldungen*, Wittenberg, 47 p., 1922.
- KERKHOF, Karl, "Das Versailler Diktat und die deutsche Wissenschaft", *Monatshefte für Auswärtige Politik*, 7(11), 836-850, novembre 1940.
- KEVLES, Daniel J., "George Ellery Hale, the First World War and the Advancement of Science in America", *Isis*, 59, 427-437, hiver 1968.
- KEVLES, Daniel J., "Into Hostile Political Camps...", *Isis*, 62, 47-60, printemps 1970.
- KEVLES, Daniel J., *The Physicists*, New York, A.A. Knopf, 489 p., 1978.
- KJELLEN, Rudolf, *Die Ideen von 1914. Eine weltgeschichtliche Perspektive*, Leipzig, Hirzel, 138 p., 1916.
- KLINEBERG, Otto, *International Exchanges in Education, Science and Culture*, Paris, Mouton, 46 p., 1966.
- KOIZUMI, Kenkichiro, "The Emergence of Japan's First Physicists, 1868-1900", *Historical Studies in the Physical Science* 6, 3.-108, 1976.
- KOLASA, Jan, *International Intellectual Cooperation. The League Experiment and the Beginning of UNESCO*, Wrocław, Wrocławskie Towarzystwo Naukowe, 208 p., 1962.
- KRETZSCHMAR, Ursula, "Die russische Naturforscherwoche in Deutschland, 19-25 Juni 1927", *Jahrbuch für Geschichte der UdSSR und der volksdemokratischen Länder Europas*, 9, 97-119, 1966.
- KRÜSS, Hugo A., *Deutschland und die internationale wissenschaftliche Zusammenarbeit*, Budapest, 23 p., 1928.
- LAMPRECHT, Karl, *Americana. Reiseeindrücke, Betrachtungen, Geschichtliche Gesamtansicht*, Freiburg, Heyfelder, 147 p., 1906.
- LANDOUZY, L. "Médecine allemande et médecine française", dans PETIT, G. ; LEUDET, M., 231-242, 1916.
- LANGE, C.L. ; SCHOU, A., *Histoire de l'internationalisme*, vol. 3 : *Du Congrès de Vienne jusqu'à la première guerre mondiale*, Oslo, H. Aschehoug, 458 p., 1964.

- LANGEVIN, André, *Paul Langevin, mon père : l'homme et l'oeuvre*, Paris, Ed. Français réunis, 293 p., 1971.
- LANGRISH, L., "The Changing Relationship between Science and Technology", *Nature*, 250, 614-616, 23 août 1974.
- LANGRISH, L.; GIBBONS, M.; EVANS, W.G.; JEVONS, F.R., *Wealth from Knowledge. Studies of Innovation in Industry*, Londres, Macmillan, viii+477 p., 1972.
- LAUGIER, Henri, *Du civisme national au civisme international*, Gap, Paris, Editions Ophrys, ix+596 p., 1972.
- LAUZEL, Maurice, *Deutschland über alles ou La folie pangermaniste*, Paris, Floury, 45 p., 1915.
- LAVISSE, E. ; ANDLER, Charles, *Pratique et doctrine allemandes de la guerre*, Paris, A. Colin, 47 p., 1915 (*Etudes et documents sur la guerre*).
- LE CHATELIER, M.H., "Du rôle de la science dans la lutte contre la concurrence étrangère", *Revue de Métallurgie*, 12, 936-942, 1915.
- LECOINTE, Georges ; GUICHTEAERE, Henri de, "Les relations intellectuelles internationales d'après-guerre", Académie royale de Belgique, *Bulletin de la classe des sciences* 37-47, 1919.
- LEITENBERG, Milton, "The Classical Scientific Ethic and Strategi Weapons Development", *Impact*, 21(2), 123-136, 1971.
- LENARD, Rudolf, *Deutschland zur Zeit des Grossen Krieges*, Heidelberg, Carl Winter, 16 p., 1914.
- LENZ, Max, *Geschichte der Königlich Friedrich-WilhelmsUniversität zu Berlin*, Halle, Waisenhaus, 644, 514, 512 p., 1910.
- LETTENBAUR, J.A., *Morgen, Mittag, Abend. Schattenrisse zur Zeit-und Völkergeschichte*, Berlin, Cotta, 364 p., 1927.
- LEVASSORT, R., "Quelques aperçus sur l'IG Farbenindustrie AG", dans *Etudes économiques allemandes*, Paris, A. Colin, 67-99, 1951.
- LEVY-LEBLOND, Jean-Marc, "La physique : une science sociale", *Bulletin du GERSULP*, Strasbourg, I, 1-9, 1977.
- L'HERITIER, Michel, "La coopération intellectuelle avant le siècle des nationalités", dans *Wirtschaft und Kultur, Festschrift zum 70. Geburtstag von Alphons Dopsch*. Rohrer, Baden-Leipzig, 638-651, 1938.
- LIPSET, S.M.; LADD, Everett-Carroll, *The Divided Academy. Professors and Politics*; New York, McGraw-Hill, viii+418 p., 1975.
- LOTE, René, "Rôle national de la science allemande", dans PETIT, G. ; LEUDET, M., 251-262, 1916.
- LUBARSCH, Otto, *Wissenschaft und Volkstum. Rede sur Feier des Geburtstags S.M. des deutschen Kaisers, König von Preussen, Wilhelm II*, Universität Kiel, 31 p., 1916.
- LUBARSCH, Otto, *Ein bewegtes Gelehrtenleben*, Berlin, Julius Springer, 606 p., 1931.
- LUCHAIRE, Jean, *Principes de coopération intellectuelle*, La Haye, Académie de droit international, *Recueil des Cours*, IV, 312-405, 1925.
- LUDLOFF, Rudolf, "Der Aufenthalt deutscher Hochschullehrer in Moskau und Leningrad 1925", *Wissenschaftliche Zeitschrift der Friedrich-Schiller-Universität Jena*, VI (6), 709-721, 1956-1957.
- LYONS, F.S.L., *Internationalism in Europe, 1815-1914*, A.W. Sijthoff, Leyden, 412 p., 1963.
- LYONS, Henry, *The Royal Society, 1660-1940*, Londres, Cambridge University Press, 354 p., 1944.
- MacLEOD, Roy M.; MacLEOD, E. Kay, "War and Economic Development: Government and the Optical Industry in Britain, 1914-1918", dans WINTER, J. (édit.), *War and Economic Development*, Londres, Cambridge University Press, 165-203, 1975.

- MacLEOD, Roy, M.; ANDREWS, E. Kay, "The Origines of the DSIR: Reflections on Ideas and Men, 1915-1916", *Public Administration*, 48, 23-48, printemps 1970.
- MacLEOD, Roy, M., "Scientific Advice in the War at Sea, 1915-1917 the Board of Invention and Research", *Journal of Contemporary History*, 6(2), 3-40, 1971.
- MAGON, L., "Die Gefährdung unserer Auslandsstudien", *Mitt. VDH*, I(19), 170-173, 11 novembre 1921.
- MARIENFELD, Wolfgang, *Wissenschaft und Schlachtflottenbau, 1898-1906*, Mittler 5 Sohn, Frankfurt, 125 p., 1957 (*Marine-Rundschau*, Beiheft 2, 1956).
- McCORMMACH, Russel, "On Acadmic Scientists in Wilhelmian Germany", *Daedalus*, 103(3), 157-171, été 1974.
- MEISTER, Richard, *Geschichte der Akademie der Wissenschaften in Wien, 1847-1947*, Wien, 411 p., 1947.
- MELVILLE, Sir Harry, *The Department of Scientific and Industrial Research*, Londres, Allen & Unwin, 200 p., 1962.
- MENDELSSOHN, K., *The World of Walter Nernst*, Londres, MacMillan, 191 p., 1973.
- MERCKLIN, Eugen von, "Archäologische Institute", dans BRAUER, L.; MENDELSSOHN-BARTHOLDY, A.; MEYER, A., édit., 280-301, 1930.
- MEUNIER, S., "La géologie à la prussienne", dans PETIT, G.; LEUDET, M., 263-273, 1916.
- MEYER, Eduard, "Die Einwirkung des Weltkrieges auf die Kultur und die Kulturaufgaben der Zukunft", *Südd. Monatshefte*, 190-212, novembre 1915.
- MEYER, Eduard, *England. Seine staatliche und politische Entwicklung und der Krieg gegen Deutschland*, Cotta, Stuttgart, Berlin, 213 p., 1916.
- MEYNAUD, Jean; SCHROEDER, Brigitte, *les Savants dans la vie internationale*, Etudes de science politique, Lausanne, 219 p., 1962.
- MIEGHEM, J. van, "International Cooperation in Meteorology", in International Union of Geodesy and Geophysics, XIXth General Assembly, *Reports of Proceedings*, Toronto, 110-128, 1968.
- MILLS, C. Wright, *The Causes of World War III*, New York, Simon e Schuster, xiii+174 p., 1958.
- MITRANY, David, *A Working Peace System*. Royal Institute of International Affairs, Londres, 56 p., 1943 (1966 Quadrangle Books, Chicago, 223 p.).
- MOMMSEN, Wolfgang, *Max Weber und die deutsche Politik, 1890-1920*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 586 p., 1974 (2^e éd.).
- MORF, Heinrich, "Civitas Dei", *Internationale Monatsschrift*, 9(6), 487-494, 15 janvier 1915.
- MUIR, R., *Britain's Cause against Germany. An Examination of the Historical Background of the German Action in 1914*, Manchester, University of Manchester Press, ix-196 p., 1914.
- MULKAY, Michael J., "Sociology of the Scientific Research Community", dans I. SPIEGEL-RÖSING, D. de Solia PRICE, édit., *Science, Technology and Society*, Londres, Sage, 620 p., 1977.
- MURRAY, Gilbert, "Intellectual Cooperation", *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 295-299, septembre 1944.
- NATHAN, Otto; NORDEN, Heinz, édit *Einstein on Peace*, New York, Schocken Books, 704 p., 1968.
- NAU, Henry R., *National Policy and International Technology. Nuclear Reactor Development in Western Europe*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, xvi-287 p., 1974.
- NAUMANN, Friedrich, "Politische Professoren", *Die Hilfe*, 474-475, 23 juillet 1914.
- NEEDHAM, Joseph, *Integrative Levels: a Reevaluation of the Idea of Progress*, Oxford, Clarendon Press, 59 p., 1937.
- NEEDHAM, Joseph, *Memorandum on a International Science Cooperation Service*, 1944.

- NEEDHAM, Joseph, *The Place of Science and International Scientific Cooperation in Post-War World Organisation*, 1945.
- NEEDHAM, Joseph, *Science and International Relations*, Oxford, Blackwell Science Publications, 30 p., 1948.
- NELSON, William, R., "Pugwash : The Scientific Conscience and International Politics", dans W.R. NELSON, *édit The Politics of Science*, New York, Oxford University Press, 406-419, 1967.
- Neutrale Stimmen*, Préface de Rudolf Eucken, Leipzig, Hirzel, 234 p., 1916.
- NIEBUHR, Reinhold, "The Theory and Practice of UNESCO", *International Organisation*, 4 (1), 3-11, février 1950.
- NIESSEN, Ludwig, *Der Lebensraum für die geistigen Arbeiter. Ein Beitrag zur akademischen Berufsnot und zur studentischen Weltsolidarität*, Aschendorff, Münster, xiv-72 p., 1931.
- NIPPERDEY, Thomas; SCHMUGGE, Ludwig, *50 Jahre Forschungsförderung in Deutschland, 1920-1970*, Deutsche Forschungsgemeinschaft, Bad Godesberg, 131 p., 1970.
- NORTHEDGE, F., *International Intellectual Cooperation within the League of Nations. The Conceptual Basis and Cessions for the Present*. Londres, xi-730 p., 1953 (multigr.).
- Die Not der deutschen Wissenschaft. Denkschrift*, Beilage 11 zu Kapitel I, Titel 36 des Haushalts des Reichsministerins des Innern für das Rechnungsjahr 1920, dans ZIEROLD, K., 561-573, 1920.
- Die Not der wissenschaftlichen Forschung in Deutschland*, Frankfurt, Frankfurter Messamt, 46 p., 1921.
- NOYES, William Albert, "European experiences, 1923-1924", *The Chemical Bulletin*, février 1925.
- NYE, Mary Jo, "Science and Socialism: the Case of Jean Perrin in the Third Republic", *French Historical Studies*, 9(1), 141-169, printemps 1975.
- OPRESCU, G., "La Commission internationale de coopération intellectuelle", *Revue roumaine d'Etudes internationales*, 1969(2), 61-69, 1969.
- OSLER, William, *Science and War*, Oxford, Clarendon, 1915.
- OSTWALD, Wilhelm, *Lebenslinien. Eine Selbstbiographie*, Berlin, Klasing, 481 p., 1933.
- OTLET, Paul, *les Problèmes internationaux et la guerre*, Genève, Kundig, 501 p., 1916.
- OTLET, Paul, *Centre intellectuel mondial au service de la Société des nations*, Bruxelles, 285 p., 1919.
- OTLET, Paul, *Sur la création d'une Université internationale*, Bruxelles, 19 p., 1920.
- OTLET, Paul, *Centre international, conception et programme de l'internationalisme*, Bruxelles, 130 p., 1921.
- OTLET, Paul, *Introduction aux travaux de la Commission de coopération intellectuelle*, Bruxelles, 20 p., 1922.
- OTLET, Paul, *Rapport aux Associations sur les premiers actes de la Commission de coopération intellectuelle*, Bruxelles, 28 p., 1923.
- PAPINI, Robert ; CORTBSE, Gaetano, "A propos de cinquante années de coopération intellectuelle internationale", *Revue de droit international* (2), 116-125, avril-juin 1974.
- PAUL, Harry W., *The Sorcerer's Apprentice. The French Scientist's Image of German Science, 1840-1919*, Gainesville, University of Florida Press, viii+86 p., 1972a.
- PAUL, Harry W., "The Issue of Decline in 19th Century French Science", *French Historical Studies*, VII(3), 416-450, printemps 1972b.
- PAULSEN, Friedrich, *Die deutschen Universitäten und das Universitätsstudium*, Berlin, Asher, xii+575 p., 1902.
- PETIT, G. ; M., LEUDET, *édit., les Allemands et la science*, Paris, Alcan, xx+376 p., 1916.

- PFETSCH, Frank R., *Zur Entwicklung der Wissenschaftspolitik in Deutschland*, Berlin, Duncker & Humblot, 359 p., 1974.
- PHAM-TI, Tu, *la Coopération intellectuelle sous la Société des nations*, Genève, Droz, 268 p., 1962.
- PICARD, Emile, "Les relations scientifiques internationales après la guerre", *Journal des débats*, 1., 17 octobre 1917.
- PICARD, Emile, "Histoire des sciences et prétentions allemandes", dans *Discours et mélanges*, Paris, Gauthier et Villars, 151-175, 1922a.
- PICARD, Emile, "Quelques réflexions sur la science et l'industrie après la guerre", dans *Discours et mélanges*, Paris, Gauthier et Villars, 145-150, 1922b.
- PLESSNER, Helmut, *Die verspätete Nation. Über die politische Verführbarkeit bürgerlichen Geistes*, Stuttgart, Kohlhammer, 174 p., 1959.
- POIDEVIN, Raymond, *les Relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Paris, A. Colin, xiv+917 p., 1969.
- POLANYI, Michael, "The Republic of Science", *Minerva*, I(1), 54-73, janvier 1962.
- POOLE, J.B.; ANDREWS, E. Kay, édit., *The Government of Science in Britain*, Londres, Weidenfeld & Nicolson, xix+358 p., 1972.
- PRICE, Derek de Solia, *Little Science, Big Science*, New York, Columbia University Press, 118 p., 1963.
- PRICE, Derek de Solia, "Nations Can Publish or Perish", *Science and Technology*, 70, 84-90, octobre 1967.
- PRUTZ, H., "Die internationale Wissenschaft", *Südd. Monatshefte*, 1017-1020, mars 1916.
- RADBRUCH, G.; MEINECKE, F., édit., *Die deutschen Universitäten und der heutige Staat*, Tübingen, 39 p., 1926.
- RAVETZ, Jerome R., *Scientific Knowledge and Its Social Problems*, Londres, New York, Oxford University Press, 449 p., 1971.
- "Die Reichszentrale für wissenschaftliche Berichterstattung", *Forschungen und Fortschritte*, 15 (35-36), 436-438, 10-20 décembre 1939.
- REINSCH, Paul S., *Public International Unions. Their Work and Organisation. A Study in International Administrative Law*, Boston, World Peace Foundation, viii+189 p., 1916.
- RENAULT, Louis, "Les Unions internationales. Leurs avantages et leurs inconvénients", *Revue générale de droit international public*, 14-26, 1896.
- REVELLE, Roger, "International Cooperation and the Two Faces of Science", dans BLUM, Robert, édit., *Cultural Affairs and Foreign Relations*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall, 112-138, 1963.
- REYNAUD, Louis, *Français et Allemands. Histoire de leurs relations intellectuelles et sentimentales* Paris, Arthème Fayard, 387 p., 1930.
- REYNOLD, Gonzague de, "La reconstruction intellectuelle, les Catholiques et la Société des nations", *Revue générale*, 617-633, 15 juin 1922.
- REYNOLD, Gonzague de, "Une nouvelle oeuvre de la Société des nations", *Revue de Genève*, 798-801, décembre 1922.
- REYNOLD, Gonzague de, *Mes mémoires*, Genève, Editions générales, vol. 3, 756 p., 1963.
- RICCI, David Morgenstein, *The Conceptual Foundations of Fabian Socialism.*, Ph.D. Thesis, Cambridge, Mass., Harvard University, 392 p., 1967.
- RICE, Michael S., *Fabian Colonial and Foreign Policy*, Honors Thesis, Cambridge, Mass., Harvard University, 1963.
- RICHET, Charles, "Science française et science allemande", dans PETIT, G. ; M. LEUDET, 345-363, 1916.

- RICHTER, Steffen, *Forschungsförderung in Deutschland, 1920-1936*, Düsseldorf, Verein deutscher Ingenieure, 69 p., 1972.
- RIEDNER, W., "Völkerbund und geistige Zusammenarbeit", *Mitt. VUE*, VI (5-6), juin 1926.
- RINGER, Fritz, *The Decline of the German Mandarins. The German Academic Community 1890-1933*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 528 p., 1969.
- RODENWALDT, Gerhart, *Archäologisches Institut des Deutschen Reiches, 1819-1929*, Berlin, W. de Gruyter, 87+xiii p., 1929.
- ROHRBACH, Paul, *Um des Teufels Handschrift. Zwei Menschenalter erlebter Weltgeschichte*, Hamburg, Hans Dulk, 518 p., 1953.
- ROSCOE, Henry, "L'industrie chimique en Allemagne depuis trente ans", *Revue de Métallurgie*, XII, 722-728, 1915.
- ROSE, Hilary; ROSE, Steven, *Science and Society*, Harmondsworth, Pelican, 1969.
- ROTLAT, J., *Scientists in the Quest for Reace. A History of the Pugwash Conferences*, Cambridge, Mass., MIT Press, xix-399 p., 1972.
- ROTHBARTH, Margarete, *Geistige Zusammenarbeit im Rahmen des Völkerbundes*, Münster, Aschendorff, vii-195 p., 1931.
- ROTHBARTH, Margarete, "Die deutschen Gelehrten und die internationalen Wissenschaftsorganisationen", dans *Volkstum und Kulturpolitik*, 143-157, 1932.
- RUGGIE, John Gerard, "International Responses to Technology: Concepts and Trends", *International Organization*, 29 (3), 557-583, été 1975.
- RUNGE, Iris, *Carl Runge und sein wissenschaftliches Werk*, Göttingen, Vandenhoeck & Rupprecht, 213 p., 1949.
- RUSKE, Walter, *Reichs- und preussische Landesanstalten in Berlin. Ihre Entstehung und Entwicklung als ausser-universitäre Forschungsanstalten und Beratungsorgane der politischen Instanzen*, Bundesanstalt für Materialprüfung, Berlin, 40 p., 1973.
- RUYSSEN, Théodore, *les Sources doctrinales de l'internationalisme (de la Révolution française au milieu du XIX^e siècle)*, Paris, P.U.F., 566 p., 1961.
- SALIS, Jean-Rodolphe de, *Im Sauf der Jahre. Über Geschichte. Politik und Literatur*, Zurich, Orell Füssli, 379 p., 1962.
- SALOMON, Jean Jacques, *Organisations scientifiques internationales*, Paris, OCDE, 286 p., 1965.
- SALOMON, Jean Jacques, *Science et politique*, Paris, Seuil, 407 p., 1970.
- SALOMON, Jean Jacques, "The Internationale of Science", *Science Studies*, 1, 23-24, 1971.
- SANDERSON, Michael, *The Universities and British Industry*, Londres, Routledge & Kegan, 1972.
- SATHYAMURTHY, T.V., *The Politics of International Cooperation. Contrasting Conceptions of UNESCO*, Genève, Droz, 314 p., 1964.
- SCHADEL, B., "Die wissenschaftlichen Beziehungen zu den iberö amerikanischen Ländern", *Mitt. VDH*, I (2^e numéro spécial), 27-34, juillet 1921.
- SCHAFER, Dietrich, *Mein Leben*, Berlin, Leipzig, K. F. Koehler, 192 p., 1926.
- SCHULER, Max, *Die Ursachen des Deutschenhasses*, Leipzig, Kurt Wolf, 192 p., 1917.
- SCHMID, Bastian, édit., *Deutsche Naturwissenschaft, Technik und Erfindung im Weltkrieg*, München, O. Nemnich, xvi+1007 1919.
- SCHMIDT-OTT, Friedrich, "Professoren-Austausch", *Internationale Wochenschrift*, I (6), 35-40, avril 1907.

- SCHMIDT-OTT, Friedrich, *Erlebtes und Erstrebtes, 1860-1950*, Wiesbaden, Franz Steiner Verlag, 352 p., 1952.
- SCHREIBER, Georg, *Die Not der deutschen Wissenschaft und der geistigen Arbeiter. Geschehnisse und Gedanken zur Kulturpolitik des deutschen Reiches*, Leipzig, Quelle & Meyer, 149 p., 1923.
- SCHREIBER, Georg, "Auslandsbeziehungen der deutschen Wissenschaft aus fünfzig Jahren deutscher Wissenschaft, 1930.
- SCHREIBER, Georg, *Zwischen Demokratie und Diktatur. Persönliche Erinnerungen an die Politik und Kultur des Reiches von 1919-1944*, Münster, Regensburg'sche Verlagsbuchhandlung, 149 p., 1949.
- SCHREIBER, Georg, *Deutsche Wissenschaftspolitik von Bismarck bis zum Atomwissenschaftler Otto Hahn*, Cologne et Opladen, Westdeutscher Verlag, 89 p., 1954.
- SCHREIBER, Georg, *Schriftenverzeichnis Georg Schreiber*, Münster, Rudolf Morsey, 95 p., 1958.
- SCHROEDER-GUDEHUS, Brigitte, *Deutsche Wissenschaft und internationale Zusammenarbeit. Ein Beitrag zum Studium kultureller Beziehungen in politischen Krisenzeiten*, université de Genève, Institut universitaire des hautes études internationales, 309 p., 1966 (thèse).
- SCHROEDER-GUDEHUS, Brigitte, "Les professeurs allemands et la politique du rapprochement", *Annales d'études internationales*, I, 23-44, 1970.
- SCHROEDER-GUDEHUS, Brigitte, "The Argument for the Self-Government and Public Support of Science in Weimar Germany", *Minerva*, 10(4), 537-570, octobre 1972.
- SCHROEDER-GUDEHUS, Brigitte, "Challenge to Transnational Loyalties International Scientific Organizations after the First World War", *Science Studies*, 3, 93-118, 1973.
- SCHRÖERS, Heinrich, "Gedanken eines katholischen Theologen zur gegenwärtigen Lage", *Internationale Monatsschrift*, 9(1), 105-106, 1^{er} octobre 1914.
- SCHULZE, F.W.O., "Richtlinien für die Zulassung von Ausländern an deutschen Hochschulen", *Mitt. VDH*, I (2^e numéro spécial), 24-26, juillet 1921.
- SCHUSTER, Arthur, "International Cooperation in research", dans *The Semi-Centennial Anniversary of the National Academy of Sciences, 1863-1913*, Washington, National Academy of Sciences, 19-36, 1913.
- SCHUSTER, Arthur, *Biographical Fragments*, Londres, Macmillan, xiii-268 p., 1932.
- SCHÜTZLER, Horst, "Wissenschaftliche Beziehungen der Berliner Universität zur Sowjetunion in der Zeit der Weimarer Republik, 1918-1935", dans *Forschen und Wirken. Festschrift zur 150-Jahrfeier der Humboldt-Universität zu Berlin*, Berlin, Deutscher Verlag der Wissenschaften, vol. I, 529-546, 1960.
- SCHWABE, Klaus, "Ursprung und Verbreitung des alldeutschen Annexionismus in der deutschen Professorenschaft im Ersten Weltkrieg", *Vierteljahrshefte für Zeitgeschichte*, 14(2), 105-138, avril 1966.
- SCHWABE, Klaus, *Wissenschaft und Kriegsmoral. Die deutschen Hochschullehrer und die politischen Grundfragen des Ersten Weltkrieges*, Göttingen, Musterschmidt, 302 p., 1969.
- Schwedische Stimmen zum Weltkrieg*, Leipzig, Teubner, 203 p., 1916.
- SETON-WATSON, R.W.; DOVER WILSON, J.; ZIMMERN, Alfred; GRENEWOOD, Arthur, édit., *War and Democracy*, Londres, Macmillan, ix-384 p., 1918.
- SEWELL, James P., *Functionalism and World Politics*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 1966.
- SEWELL, James P., *UNESCO and World Politics. Engaging in International Relations*, Princeton, N.J., Princeton University Press, 384 p., 1975.

- SHERWIN, Martin J., *A World Destroyed. The Atomic Bomb and the Grand Alliance*, New York, Knopf, xvi-316 p., 1975.
- SKJELSBÆK, Kjell, "The Growth of International Non-Governmental Organizations in the Twentieth Century", *International Organisation*, 25(3), 420-442, été 1971.
- SKOLNIKOFF, Eugene B., *The International Imperatives of Technology*, Institute of International Studies, Berkeley, University of California, vii-194 p., 1972.
- SKOLNIKOFF, Eugene B., "Science, Technology and the International System", dans I. SPIEGEL-RÖSING; D. de Solia PRICE, édit. *Science, Technology and Society*, Londres, Sage, 620 p., 1977.
- SMOKER, P., "Nation State Escalation and International Integration" *J. of Peace Research*, I, 61-82, 1967.
- SNOW, C.P., *The Two Cultures and the Scientific Revolution*, 1959, Second édition, Londres, Cambridge University Press, 1964, 107 p.; trad. française: *les Deux cultures*, Paris, Ed. Pauvert, 153 p., 1968.
- SNOW, C.P. "Rutherford and the Cavendish", dans John RAYMOND, édit., *The Baldwin Age*, Londres, 235-248, 1960.
- SOEHRING, Otto, *Völkerbund und internationale wissenschaftliche Beziehungen*, Leipzig, Quelle & Meyer, 38 p., 1927.
- SONTHEIMER, Kurt, *Anti-demokratisches Denken in der Weimarer Republik*, Munich, Nymphenburger Verlagsanstalt, 414 p., 1962.
- STORER, N.W., "The Internationality of Science and the Nationality of Scientists", *International Social Science Journal*, 22, 80-93, 1970.
- STRAUSS, Anselm, L.; RAINWATER, Lee, *The Professional Scientist: a Study of American Chemists*, Chicago, Aldine, 282 p., 1962.
- STRUVE, Georg, "Astronomie, Völkerhass, deutsche Würde", *Berliner Lokalanzeiger*, 30 juillet 1927.
- SUPEK, Ivan, "The Universality of Science: our Last Hope", dans WRIGHT, Quincy; EVANS, William M.; DEUTSCH, Morton, *Preventing World War III*, New York, Simon & Schuster, 460 p., 1962.
- TAYLOR, Paul, "The Concept of Community and the European Integration Process", *Journal of Common Market Studies*, I (2), 83-101, décembre 1968.
- TEICH, Albert H., "Politics and International Laboratories: a Study of Scientists' Attitudes", dans TEICH, Albert, H. (édit.), *Scientists and Public Affairs*, Cambridge, Mass., MIT Press, 173-235, 1974.
- THIMME, Hans, *Weltkrieg ohne Waffen*, Cotta, Stuttgart, Berlin, viii-294 p., 1932.
- THWING, Charles F., *The American and German University*, New York, Macmillan, 238 p., 1928.
- TOBEY, Ronald C., *The American Ideology of National Science, 1919-1930*, Pittsburgh, Pittsburgh University Press, xiii-263 p., 1971.
- TÖPNER, Kurt, *Gelehrte Politiker und politisierende Gelehrte. Die Revolution von 1918 im Urteil deutscher Hochschullehrer*. Göttingen, Musterschmidt, 290 p., 1970.
- TOUSCOZ, Jean, *la Coopération scientifique internationale*, Paris, Editions techniques et économiques, 390 p., 1973.
- TREUE, W. ; MAUEL, K., *Naturwissenschaft Technik und Wirtschaft im 19 Jahrhundert*, Göttingen, Vandenhoeck u. Rupprecht, 2 vol., 947 p., 1976.
- TROELTSCH, Ernst, "Der Krieg und die Internationalität der geistigen Kultur", *Internationale Monatsschrift*, IX(1), 51-58, 1^{er} octobre 1914.
- TROELTSCH, Ernst, *Spektatorbriefe. Aufsätze über die deutsche Revolution und die Weltpolitik, 1918-1922*, 1924.
- TWARDOWSKI, Fritz von, *Anfänge der deutschen Kulturpolitik zum Ausland*, Bonn-Bad Godesberg, Internationes, 47 p., 1970.

- UNESCO, *De la nature des conflits. Evaluation des études sur les tensions internationales*, Paris, 340 p., 1957.
- UNESCO, *la Science et la diversité des cultures*, Paris, P.U.F., 1974.
- U.S. House of Representatives, Committee on International Relations. Subcommittee on International Security and Scientific Affairs, *Science and Technology in the Department of State*, Washington, U.S. Government Printing Office, XT180 p., 1975.
- U.S. NATIONAL ACADEMY OF SCIENCES, *Report for the Year 1916*, Washington, U.S. Government Printing Office, 31 p., 1916.
- U.S. NATIONAL RESEARCH COUNCIL, *The Origin, Scope and Organisation*, New York, 8 p., 1917.
- U.S. NATIONAL RESEARCH COUNCIL, *Second Annual Report*, Washington, U.S. Government Printing Office, 27 p., 1918.
- USHER, Roland G., *Pangermanism*, New York, Houghton Mifflin, 313 p., 1913.
- VALENZIANI, G., *Petite Histoire de la Société des nations*, Paris, 285 p., 1936.
- VARCOE, Ian, "Scientists, Government and Organised Research in Great Britain, 1914-1916: the Early History of DSIR", *Minerva*, 8 (2), 192-216, avril 1970.
- VARCOE, Ian, *Organizing for Science in Britain. A Case Study*,. Londres, Oxford University Press, ix+94 p., 1974.
- VEBLEN, Thorstein, *The Higher Learning in America*, 1914, New York, Reprint: A.M. Kelley, 1965.
- VINOGRADOV, A.P., "Prospects for the Pugwash Movement", *Bulletin of the Atomic Scientists*, 15(9), 376-378, 1959.
- Volkstum und Kulturpolitik*, Fe.stschrift zum 50. Geburtstag von Georg Schreiber, édit. par H. KONEN et J.P. STEFFES, Cologne, Guilde Verlag, xii-620 p., 1932.
- WALSH, J. "Soviet-U.S. Science Agreements: Press Presides over Reappraisal", *Science*, 196, 1064-1066, 3 juin 1977.
- WALTERS, F.P., *A History of the League of Nations*, Londres, Oxford University Press, 2 vol., xv-834 p., 1960.
- WEBER, Alfred, *Die Not der geistigen Arbeiter*, Munich, Leipzig, Duncker & Humblot, 54 p., 1923.
- WEBER, Marianne, *Max Weber. Ein Lebensbild*, Tübingen, J.C.B. Mohr, 719 p., 1926.
- WEBER, Max, *Gesammelte politische Schriften*, 2^e édition, Tübingen, J.C.B. Mohr, xxxvii-593 p., 1958.
- WEBER, Max, *le Savant et le politique*, Paris, Plon, 230 p., 1919, traduction française 1959.
- WEHBERG, Hans, *Wider den Aufruf der 93! Bas Ergebnis einer Rundfrage an die 93 Intellektuellen über die Kriegsschuld*, Berlin, Verlag für Politik und Geschichte, 40 p., 1920.
- WEHLING, F.B.H., "Zur Auslandskunde der Nachkriegszeit", dans *Volkstum und Kulturpolitik*, 158-167, 1932.
- WEISSKOPF, Victor F., "The Significance of Science: Cultural and Social Aspects of Science and its Relation to Society", *Science*, 176, 138-146, 14 avril 1972.
- WENDEL, Günter, *Die Kaiser-Wilhelm-Gesellschaft, 1911-1914. Zur Anatomie einer imperialistischen Forschungsgesellschaft*, Berlin, Akademie-Verlag, 370 p., 1975.
- WERSKEY, Paul Gary, "Nature and Politics between the Wars", *Nature*, 224, 462-472, 1^{er} novembre 1969.
- WERSKEY, Paul Gary, "British Scientists and Outsider Politics 1931-1945", *Science Studies*, 1(1), 67-84, 1971.
- WERSKEY, Paul Gary, "Making Socialists of scientists: whose Side is History on?", *Radical Science Journal*, 2-3, 15-50, 1975.

- WHEELER-BENNET, J.W., "Twenty Years of Russo-German Relations", *Foreign Affairs*, 25(1), 23-43, octobre 1946.
- WHITLEY, Richard, édit., *Social Processes of Scientific Development* Londres, Boston, Routledge d Kegan Paul, ix-286 p., 1974.
- WHITTEMORE, Jr., Gibert F., "World War I, Poison Gas Research, and the Ideal of American Chemists", *Social Studies of Science*, 2(2), 135-163, mai 1975.
- Why We Are at War*. Oxford, Clarendon Press, 249 p., 1914.
- WIEN, Wilhelm, *Aus dem Leben und Wirken eines Physikers*, Leipzig, J.A. Barth, 196 p., 1930.
- WILAMOWITZ-MOELLENDORFF, Ulrich von, "Der Krieg und die Wissenschaft", *Internationale Monatsschrift*, 9(2), 101-106, 1914.
- WILAMOWITZ-MOELLENDORFF, Ulrich von, *Reden aus der Kriegszeit*, Berlin, Weidmannsche Buchhandlung, 295 p., 1915.
- WILLIAMS, R., *European Technology. The Politics of Collaboration*, Londres, Croom Helm, 1973.
- WILLSTAETTER, Richard, *Aus meinem Leben. Von Arbeit. Musse und Freunden*, Weinheim, Verlag Chemie, 463 p., 1958.
- WILSON, Woodrow, *International Ideals. Speeches and Addresses Made During the President's European Visit, Dec. 14, 1918 to Feb. 4, 1919*, New York, Londres, Harper & Brothers, 152 p., 1919.
- WINTER, Eduard, "Die deutsche Wissenschaft und Rapallo", dans ANDERLE, Aldred, (édit.), *Rapallo und die friedliche Koexistenz*, Berlin, Akademie-Verlag, 153-159, 1963.
- WOOLF, L.S., *International Government. Two Reports Prepared for the Fabian Society Research Department*, Londres, Allen & Unwin, xiii-388 p., 1916.
- WOOLF, L.S., *Beginning Again. An Autobiography of the Years 1911-1918*, Londres, The Hogarth Press, 260 p., 1972.
- WOOLF, L.S., *Downhill All the Way. An Autobiography of the Years 1919-1939*, Londres, The Hogarth Press, 259 p., 1975.
- YERKES, Robert M., édit., *The New World of Science. Its Development During the War*. Freeport, N.Y., Libraries Press, xix+443 p., 1920.
- ZEISS, Heinz, "Der Kampf der feindlichen Wissenschaft gegen Deutschland", *Südd. Monatshefte* 157-162, avril 1919.
- ZIEROLD, Kurt, *Forschungsförderung in drei Epochen*, Wiesbaden, Franz Steiner, 638 p., 1970.
- ZIMMERN, Alfred, *Learning and Leadership. A Study of the Needs and Possibilities of International Intellectual Cooperation*, Genève, Londres, Société des nations, 121 p., 1927.
- ZORN, Philipp, "Völkerrechtskonferenzen", *Internationale Wochenschrift*, I, 167-174, 11 mai 1907.
- Zwischen Wissenschaft und Politik. Festschrift für Georg Schreiber*, édit. par J. SPOERL, Alber, Freiburg, xx+632+84 p., 1953.

Index des noms*

Abemon (d'), 283
Albert-Petit, 80, 91
Althoff, 52
Anderson, 58
Andler, 77, 79, 86, 89
Angell, N., 56, 75
Angell, R., 22
Anschütz, 60
Arrhenius, 124-127, 144, 145
Ashby, 58
Attolico, 177
Avenol, 184
Babbage, 49
Baker, 142
Baldwin, R., 226
Baldwin, S., 18
Balfour, 128, 187
Bannajea, 166, 215
Baulig, 157
Becker, 264
Beer (de), 31, 305
Beer, 58
Bédier, 69, 70, 77, 86
Ben-David, 50
Bennet, 162
Bergson, 86, 92, 166-177, 183-213, 283
Berkner, 11

Bernai, 16, 17, 136
Bernhardi, 77
Berthelot, 80, 287
Besso, 194, 197, 217, 259
Bethmann Hollweg, 52, 79
Biddell, 108
Bismarck, 60, 89
Bleuel, 65, 67, 243
Blume, 14
Boffey, 14
Bohr, 16
Bonn, 86
Bonnet, 162
Bonnevie, 166, 200
Bosch, 226
Boule, 76
Bourgeois, 170-173, 183-186, 191
Boutroux, 77, 86
Bowie, 145
Brentano, 92
Briand, 168
Brown, 73
Bruneau, 58
Bruns, 206, 284
Bülow, 261, 276
Burchardt, 62
Burgess, 51
Bussy (de), 21
Butler, 84
Byrnes, 15
Cain, 162
Cambon, 58
Campbell, 121
Cannon, 35, 238
Cardwell, 49, 58, 75
Castellan, 247
Castro, 166
Chapman, 77
Charlton, 181
Chevalier, 161

Chickering, 27, 55, 163
 Clark, 302
 Claude, 21
 Clemenceau, 81, 84, 130, 233
 Cole, 27
 Comert, 179
 Cook, 31
 Cottrell, 172
 Cox, 42
 Crane, 21
 Crosland, 42, 60
 Crowther, 17
 Curie, 166, 173, 177, 178, 196, 197, 252
 Daniel, 42
 Darboux, 43, 102, 103
 Dastre, 88
 Davy, 31
 Dawes, 147, 255, 256, 262
 Delbet, 44, 54, 96
 Delbrück, 92, 258
 Delorme, 21
 Denis, 86
 Deschanel, 86
 Destrées, 166, 171
 Dickinson, 207-210
 Dickmann, 230, 258
 Diels, 44, 54, 55, 63, 80
 Dörpfeld, 232
 Drummond, 184, 211
 Dufour-Féronce, 283, 285
 Duhem, 33, 55, 63, 68, 80, 83
 Duhn, 2 32
 Duisberg, 72, 226
 Dupree, 72, 75, 106, 305
 Durkheim, 77, 82, 86, 94
 Düwell, 240
 Ehrlich, 83
 Eijkman, 18
 Einstein, 13, 166, 167, 173-181 *passim*, 191-217 *passim*, 236, 252, 259-261, 303
 Eucken, 51, 78, 84, 90, 92, 293, 294

Evan, 22
Evans, 57
Fabian Society, 27, 28, 180
Faivre, 42, 31
Farnsworth, 117
Feldman, 62, 72, 81
Fermi, 12
Ferrero, 95, 307
Field, J.A., 22
Field, R.M., 35, 238
Fischer, E., 81
Fischer, F., 66, 70
Flexner, 59
Florentin, 73
Foerster, F.W., 89
Foerster, W., 24, 90, 91, 135, 254
Forman, 10, 61, 226, 227, 229, 236, 237, 239, 243, 247, 260, 275, 298, 302, 303, 306
Fourastié, 11
Fourneau, 287
Fraenkel, 295
Franke, K., 52
Franke, O., 244, 278, 296
Franqueville, 247
Freytag, 285
Frutkin, 305
Gallinger, 296
Gast, 252, 291
Gaucher, 83
Gelfand, 72
Gerault, 58
Ghebali, 162, 165, 181
Gibbons, 57
Gierke, 69
Gilpin, 16, 56, 305
Glazebrook, 266, 278, 282
Gley, 140
Glum, 239
Goebel, 289, 295
Goodstein, 106
Grau, 249, 295

Grautoff, 265
Green, 21
Greenwood, 78
Griewank, 240
Grinevald, 10
Groom, 21
Gruber, 302
Grundmann, 52, 132, 134, 144, 178, 261
Guichtenaere, 83, 105, 113
Guillaume, 11, 78, 82
Gullstrand, 266, 282
Gyzicki, 41
Haas, 21
Haber, F., 85, 123, 223-225, 247, 271, 274, 277-286
Haber, L., 58
Haberer, 13, 178, 302
Hadamard, 86
Haeckel, 78, 84, 90
Hagstrom, 11
Haldane, 58
Hale, 47, 48, 59, 74, 75, 102-132 *passim*, 145-150, 166, 187, 188, 201, 265, 268, 308
Halecki, 168, 183-188, 195, 199, 203, 207, 209-212
Haller, 138
Hanotaux, 184, 199
Hansi, 83
Hardy, 151, 263
Harnack, 61, 81, 92, 223, 227, 233, 284, 285
Hartel, 46, 47
Hartmann, 223
Hauser, 58
Hecker, 133, 146
Heiberg, 187
Heilbron, F., 298
Keilbron, J., 61
Hemleben, 27
Herbst, 50, 51
Hergesell, 246
Herneck, 192, 261
Herriot, 262
Heusler, 232

Heydemann, 224
Hilferding, 268
Hintze, 82, 86, 90
His, 43, 45, 46
Hoetzsch, 250, 284
Hofl (van t'), 311
Hohenberg, 58
Holborn, 231
House, 72
Howard, 58
Howarth, 17
Howorth, 65
Huysmans, 268
Ipatieff
Jaeger, 118
Jevons, 57
Jullian, 82
Kaelble, 291
Kapteyn, 123
Kargon, 59
Karo, 129, 136, 147, 152, 192, 233, 234, 235, 244, 246, 263, 265, 296
Kellermann, 78, 79, 88, 89, 90, 91
Kempf, 89, 192
Kerkhof, 129, 134, 137, 138, 206, 234, 254-256, 263, 274, 278, 283, 290, 296, 304
Kevles, 59, 74, 106, 110, 115, 118, 123, 124, 302
Kjellen, 65
Kohlschütter, 251, 289
Kolasa, 162
Krause, 292
Kretzschmar, 249, 250
Krüss, 194, 214, 285
Kruyt, 271, 279
Kühn, 237
Lacroix, 112, 116, 129, 154
Ladd, 14
Lafontaine, 171, 172
Lallemand, 145, 268
Lamprecht, 51, 52
Landes, 58
Landouzy, 44, 54, 96

Lange, 27
Langrish, 57
Lanson, 86
Laserre (de) 21
Lasson, 78, 79
Laue, 144
Laugier, 162, 177
Lauzel, 77
Lavissee, 77, 86, 89
LeBlanc, 280
Le Chatelier, 58
Lecointe, 83, 104, 105, 113-115, 127, 132, 145
Lenard, 80
Lettenbaur, 82
Leudet, 80
Levassort, 226
Lévy-Leblond, 11
L'Héritier, 42
Liard, 50
Lipset, 14
Lister, 47
Lorentz, 81, 125, 144, 149, 169, 189, 200, 207, 208, 213, 233-236, 252, 264-297 *passim*
Lote, 82
Lubarsch, 33, 51, 64, 88, 94, 250
Luchaire, 162, 201, 203, 211, 212, 284-285
Ludloff, 249
Lyons, F.S.L., 42
Lyons, H., 42, 43, 152, 285, 301
MacLeod, K., 58, 72, 73, 75
MacLeod, R., 58, 72, 73, 75
Magon, 227
Masson, 94
Mauel, 57
McCormmach, 71
Meinecke, 82, 86, 90, 243, 309
Meister, 43, 101, 246
Meitner, 144
Melville, 75
Mendelsohn, 41
Mendelssohn, 72, 73, 85, 239

Mendelssohn-Bartholdy, 258
Mendenhall, 117, 308
Merriam, 117, 172
Meunier, 90
Meyer, E., 51, 78, 94, 233, 251
Meyer, S., 65
Meynaud, 13, 305
Michelson, 108
Mieghem, 42
Millikan, 148, 187
Mills, 31
Mitrany, 18, 32
Mommsen, W., 243, 258
Mongelas, 258
Montessus de Ballore, 141
Monzie (de), 157, 264
Morf, 93
Morley, 137
Moses, 225
Moureu, 138
Muir, 78
Mulkay, 11
Murray, 93, 151, 162, 166, 167, 173-177, 195-213
Mylonas, 162, 168, 169, 185
Nathan, 176, 178, 182, 194, 196, 197, 206, 252
Nau, 21, 30
Naumann, 67
Needham, 16, 17, 32-33, 162-163, 185, 217
Neurath, 260
Niebuhr, 13
Niessen, 228
Nietzsche, 76, 77
Nipperdey, 241
Nitobe, 176
Norden, voir Nathan
Northedge, 162, 177, 186
Noyes, 148-149
Nye, J., 21
Nye, M.J., 302, 303
Oncken, 82, 86, 90

Oprescu, 162, 169, 183, 190, 283
Osler, 9
Ostwald, 51, 93
Otlet, 25-27, 139, 164, 171, 172
Painlevé, 82, 193, 269-307 *passim*
Partsch, 294
Pasteur, 80
Paul, 33, 49, 50, 53, 55, 58, 80, 302
Paulsen, 70
Penck, 158
Perrier, 155, 157
Petit, 80
Pfeilschifter, 86
Pfetsch, 61
Pham-ti, 162, 164, 168, 180, 185, 215
Picard, 44, 54, 95-96, 103-118 124-127, 132, 144-148, 248 266-299 *passim*
Pirenne, 187
Planck, 81, 84, 206, 223, 233, 260, 285
Plessner, 228
Poidevin, 57, 58
Poincaré, 262
Polanyi, 11
Pompeckj, 274
Poole, 72, 75
Pope, 118
Preus, 292
Price, 12, 60, 137, 142
Prutz, 95
Radbruch, 243, 309
Ramsay, 88, 94
Rathenau, 178
Ravetz, 14
Reinsch, 18, 23
Remsen, 88, 89
Renault, 18
Reynaud, 82
Reynold (de), 89, 162-180, 188-214, 242, 265
Ricci, 27
Rice, 27, 29
Richet, 60

Richter, 241
Riedner, 224
Rignano, 97
Riley, 17
Ringer, 65, 67, 82, 243, 292 302
Rocco, 176
Robert, 232
Roentgen, 55, 80, 236
Roethe, 66, 297
Rohrbach, 294
Rolland, 89, 192
Roosevelt, 51
Root, 48
Roscoe, 58
Rose H., 14
Rose, S., 14
Rotblat, 11
Rothbarth, 246, 287
Rothe, 250
Rowlett, 142
Ruffini, 166, 176
Ruggie, 2, 30
Runge, C., 51, 72
Ruske, 61
Rutherford, 92, 269
Ruyssen, 27
Sakurai, 147
Salis (v.), 205, 206
Salomon, 44, 53, 131, 305
Sanderson, 72
Sathyamurty, 162, 215
Sauerbruch, 284
Sayce, 80
Schädel, 247
Schäfer, 51, 66, 221, 222
Scheel, 245
Scheler, 226, 274
Schenck, 226, 274
Schlatter (v.), 232
Schmidt-Ott, 51, 53, 199, 204, 205, 229, 239-242, 249

Schmugge, 241
Schou, 27
Schreiber, 224, 227, 228, 239
Schröers, 64, 89
Schubert, (v.), 283
Schücking, 230, 284
Schulze, 274
Schulze-Gaevernitz (v.), 252-253
Schumacher, 82, 86, 90
Schuster, 33, 34, 43, 48, 90, 91, 103-152 *passim*, 186, 248, 265-270, 282-283
Schützler, 249
Schwabe, 70
Schweinfurth, 157
Seeberg, 284
Seignobos, 86
Seton-Watson, 72, 78
Sewell, 17, 21
Shaw, B., 29
Shaw, N., 122
Sherwin, 16
Shotwell, 187
Sims, 108
Skolnikoff, 21
Smoker, 21
Snow, 12
Soddy, 65
Soehring, 162, 278
Solvay, 53
Sommerfeld, 260
Spranger, 263, 284
Starling, 106
Stebbins, 122
Storer, 11
Stratton, 135
Stresemann, 262, 272, 283
Strömgren, 145-146
Struve, 263, 284
Suttner (v.), 56
Tamoro, 275
Tanakadate, 147

Tate, 142
Taylor, 21
Teich, 21, 305
Thompson, 122, 150
Thwing, 50
Tiedje, 273
Tobey, 59, 302
Toennies, 273
Töpner, 66, 243
Torres Quevedo, 166
Touscoz, 25
Treitschke, 76
Treue, 57
Troeltsch, 66, 90, 91, 93, 231 243, 291
Twardowski, 53, 258
Usher, 58
Varcoe, 73, 75
Veblen, 142
Voegler, 226
Volterra, 103, 114, 115, 135, 187
Waals (v.d.), 92
Wagner, 232
Waert, 61
Walsh, 27, 28
Walsingham, 96
Walters, 162
Webb, 27
Weber, A., 239
Weber Marianne, 66, 72, 258
Weber Max, 66, 69, 72, 258
Wehberg, 55, 81, 84, 85, 232, 233, 236
Wehling, 227
Weinberg, 226
Weiss, 86
Weisskopf, 11
Wells, 71
Wendel, 62
Went, 267, 271
Werskey, 17, 151
Wheeler-Bennet, 247

Whitley, 14
Whittemore, 72, 73
Wien, 51
Wilamowitz-Moellendorf, 78, 88, 90, 93, 284
Williams, 21, 30
Willstaetter, 72, 73, 85, 108, 225, 239
Wilson, D., 78
Wilson, W., 27, 74, 102, 107, 118, 127, 129
Winter, 249
Woolf, 18, 27-30, 48
Yerkes, 73
Young, 122
Zeiss, 90
Zierold, 223, 241
Zimmern, 178
Zloczower, 50
Zorn, 54

NOTES DE FIN

*. Les noms cités dans les annexes ne sont pas mentionnés dans cet index.